

LA SUCCESSION D'ENVER HODJA

Le dauphin désigné, M. Ramiz Alia, pourrait favoriser l'« ouverture » de l'Albanie

National-communisme et indépendance

Enver Hodja a trop intégralement dominé la vie de son pays pendant plus de quarante ans pour que sa disparition entraîne pas au moins à terme de profonds changements dans la politique de l'Albanie, intérieure comme extérieure. Comme Staline et Mao Zedong, sur des modes différents, sera-t-il mis en accusation par ses successeurs ? Dolt-on s'attendre à plus ou moins libre échéance à une « version » albanaise du « XX^e congrès soviétique » ou du procès chinois de la « bande des quatre » ? Les rumeurs de l'Albanie pour le pouvoir qui ont pu franchir ces dernières années le mur de silence dont s'entourait Tirana incitent à le penser.

La toute hypothèse, c'est d'abord du changement de génération qui se « réopère ». Quo M. Ramiz Alia hérite ou non du poste de numéro un du régime, aucun autre dirigeant albanais ne peut être ainsi représentatif de la conception du monde qu'incarnerait Enver Hodja, façonnée par la seconde guerre mondiale, la guerre froide et les affrontements internes du monde communiste. D'après les déclarations de son fils, il était avant la dernière révolution.

Aussi bien les femmes, exécutives, manœuvres, d'Enver Hodja étaient-elles d'autant mieux tolérées que la menace répressive était minime — voire nulle — au sein d'un mouvement communiste international qui avait à peu près cessé d'exister, et qu'à Belgrade, à Pékin, à Moscou sans doute également, on songeait surtout à ménager l'ennemi.

C'est bien à ce sujet que se posent les questions les plus graves. Si Enver Hodja s'est maintenu si longtemps au pouvoir, c'est pour une part grâce à la totale absence de sentiments avec laquelle il a régulièrement liquidé ceux qui tentaient de contester son autorité, mais c'est aussi parce qu'il était le symbole d'un nationalisme — ou l'a décrit comme un « nationalisme communautaire » — que ne réalisait pas, semble-t-il, la petite nation albanaise.

Jusqu'à quel point celle-ci, après la disparition du « chef historique », a-t-elle les moyens de défendre son indépendance ? La tentation ne sera-t-elle pas grande, pour tous ceux qui s'intéressent à cette portion de la côte adriatique, de placer leurs pions, de s'assurer à Tirana d'une clientèle complaisante ?

Avec un certain pragmatisme, Enver Hodja avait usé du dogmatisme comme d'un instrument d'indépendance : il quitte à rompre des relations diplomatiques et économiques avec ceux qu'il avait condamnés — à l'exception notable des États-Unis et de l'URSS — mais en continuant d'afficher une intransigeante rigueur sur les principes. Il est difficilement imaginable que ses successeurs puissent longtemps tirer le même parti de l'arme idéologique.

Une fois surmontées — s'ils y parviennent sans trop d'interférences extérieures, ce qui est déjà une hypothèse optimiste — leurs rivalités internes, il leur restera à trouver et à mettre en pratique des modes nouveaux de relations avec l'extérieur, l'objectif étant d'assurer le maintien de l'indépendance nationale tout en s'adaptant aux réalités contemporaines. De délicates révisions risquent alors de s'imposer.

Huit jours de deuil national ont été décrétés en Albanie à la suite du décès, le 11 avril, d'Enver Hodja, chef du PC, dont les obsèques auront lieu lundi prochain à Tirana. Le protocole albanais ne prévoit pas la présence de délégations étrangères à cette occasion.

La disparition d'Enver Hodja, après plus de quarante années d'un règne marqué de ruptures retentissantes et de purges sanglantes, ouvre une période d'incertitude pour l'Albanie. La nomination de M. Ramiz Alia, chef de l'État, membre du bureau politique et du secrétariat du parti, à la présidence de la commission chargée d'organiser les obsèques, semble confirmer ce personnage — qui était déjà le numéro deux du régime — dans sa position de successeur désigné et pourrait favoriser l'« ouverture » de l'Albanie vers le monde extérieur.

Il n'est nullement assuré, néanmoins, que la transition s'opère sans heurts. La « liquidation » à la fin de 1981 du premier ministre de l'époque, Mehmet Ceka, montre en effet que, de sérieux courants d'opposition se manifestent dans le pays. Le fait qu'aucune délégation étrangère n'ait été invitée aux obsèques suggère d'ailleurs que les dirigeants albanais eux-mêmes ne souhaitent pas que des observateurs aient l'occasion de se livrer sur place à une évaluation des rapports de force.

Cette situation explique la prudence avec laquelle la mort du chef du Parti albanais est commentée à l'étranger, en particulier chez ceux qui, proches amis autrefois, étaient devenus ennemis déclarés. Pékin et Moscou évitent apparemment de rompre les cordons du passé. Il en est de même à Belgrade, où l'on est particulièrement sensible aux risques de déstabilisation que pourrait entraîner dans la région son développement d'une grave crise interne à Tirana, soit d'éventuelles initiatives étrangères visant à intervenir dans les affaires albanaises.

A. J.

PAGES 3 à 5

- Le portrait de M. Ramiz Alia.
- Un entretien avec le professeur Paul Milieu, président de l'Association des amis français-albanais.
- « Un héros à Tirana », par Jean Berthoin.

PASSAGE A VIDE DE L'ÉCONOMIE

En 1985, la croissance sera plus faible que prévu par le gouvernement

La France aura finalement connu en 1983 et 1984 deux années fort médiocres du point de vue de l'activité économique. La croissance du produit intérieur brut n'a pas dépassé 0,6 % en 1983 et 1,5 % en 1984 et pourrait ne pas excéder 1 % cette année. Les chiffres que les pouvoirs publics dévoileront — discrètement — publier quelques jours se révéleront nettement inférieurs aux résultats précédemment annoncés : + 0,9 % en 1983, + 2 % pour 1984.

Le résultat de 1984 avait incité M. Bérégovoy à déclarer que la France pouvait dorénavant viser des taux de croissance de 2,5 % à 3 %, comme la RFA. Encore faut-il avoir présent à l'esprit que sans d'exceptionnelles récoltes céréalières (57 millions de tonnes engrangées) le chiffre de 1984 n'aurait guère dépassé 1 %, alors qu'il a été de 2,4 % en moyenne pour les pays de la CEE, de 5,7 % au Japon et de 6,8 % aux États-Unis. Nous payons cher un plan d'assainissement, heureusement en train de réussir.

A l'automne dernier, le gouvernement avait soumis aux parlementaires — en même temps que le projet de budget pour 1985 — des prévisions économiques tablant sur une croissance de 2 % cette année. Force est bien de constater que, pour la troisième année consécutive, l'activité économique risque d'être très médiocre, un taux de 1 % en 1985 apparaissant maintenant vrai-

semblable, du fait du passage à vide que nous connaissons depuis novembre dernier.

L'erreur a été de croire — ou d'espérer — que le formidable réveil de l'économie américaine produirait pendant de longues années de merveilleux effets, comme en 1983-1984. On sait maintenant que les achats de produits industriels par les États-Unis ont augmenté de quelque 30 % entre le début de 1983 et le milieu de l'année 1984. Une véritable aubaine pour les pays occidentaux. Mais de telles frénésies n'ont qu'un temps.

La croissance américaine, très forte depuis la fin de 1983 (elle a atteint 6,8 % en volume l'année dernière), s'est peu à peu tassée. La production industrielle stagne, par exemple, depuis six mois.

ALAIN VERNHOLE.

(Lire la suite page 22.)

TÉLÉVISION ET PUBLICITÉ

La presse écrite menacée

Sans recourir aux grands mots, on voudrait lancer, ici, un cri d'alarme. La presse écrite de ce pays, qui dans l'ensemble connaît déjà de très grandes difficultés, se trouve devant une menace supplémentaire de la part de la télévision.

D'une part, en effet, Canal Plus vient d'être autorisé, pour combler la notoire insuffisance de ses recettes, à diffuser des « spots » publicitaires payants ; d'autre part, le conseil d'administration de la Régie française de publicité, société à participation étatique qui approvisionne TF1, A et FR3, s'est prononcé, à une forte majorité, en faveur de l'extension des annonces télévisées à tous les secteurs de l'activité économique, à l'exception de l'alcool et du tabac.

Les budgets publicitaires n'étant pas extensibles à l'infini, le coup est rude, notamment pour les quotidiens parisiens, qui ne sont pas nombreux, à l'heure actuelle, comme chacun sait, à équilibrer leur compte d'exploitation. C'en est un en particulier pour le Monde, dont la forte position sur des marchés comme l'édition ou les compagnies aériennes risque d'être ainsi mise en cause.

On nous rétorque que la publicité, malgré le marasme économique, continue de développer son chiffre d'affaires : en valeur absolue, c'est vrai. On ajoute qu'il y en aura toujours assez pour tous ; les statistiques que nous reproduisons d'autre part tendent à prouver le contraire.

Les annonceurs, et c'est normal, sont toujours tentés de s'adresser, pour employer le vocabulaire du moment, au support le plus performant. Mais la concurrence ne joue pas réellement dans la mesure où les tarifs pratiqués par la TV sont manifestement sous-évalués par rapport à l'audience des trois chaînes publiques, laquelle est d'autant plus forte que le choix est limité.

Aussi bien, lorsque la publicité a commencé d'être introduite, en octobre 1968, à la TV, les parts de marché dont bénéficie la presse nationale ont-elles subi, avec des délais divers et selon les titres, une notable réduction.

A. F.

(Lire la suite page 19.)

Le Brésil au chevet de M. Tancredo Neves

Le chagrin, l'extravagance et la ferveur

De notre correspondant CHARLES VANHECKE

L'état de santé du président Tancredo Neves s'est encore aggravé dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 avril. Il a été opéré une sixième fois pour tenter d'éliminer un nouveau foyer infectieux à l'abdomen, provoqué par une détérioration de son état clinique. À Rome, le pape Jean-Paul II a dit une messe spéciale pour le président brésilien.

Rio-de-Janeiro. — Il est coiffeur en retraite, et sa main, c'est de s'habiller en Santos-Dumont. Alors, pendant la semaine sainte, il a revêtu son uniforme. Complet et gilet de laine, malgré la chaleur, chapeau de paille à bords retournés, médaille sur la poitrine et parapluie sur le bras, ce saintin s'est dirigé

« père de l'aviation » est venu monter la garde devant l'Institut du Cœur de São Paulo, afin, dit-il aux journalistes, de donner par sa présence « des forces au président ».

Il n'est pas seul de son espèce. La longue agonie de Tancredo Neves est devenue une « passion » nationale, et un peu partout des personnalités ont surgi comme le Brésil en produit volontiers : colères, excentricités, amoureux de fables et de péroraisons. Chacun, à sa manière, demande le salut de Tancredo. A São Paulo, le carrefour des prières, l'endroit où se croisent les dévotionnaires de l'autorité et du verbe et les différentes races de croyants ou de « possédés », ce sont les 100 mètres

de chausée au pied de l'hôpital : 100 mètres de rue qui se sont humanisés, entre les monstres cubiques du complexe hospitalier où le président se bat pour se maintenir en vie.

Vinages de femmes en pleurs, fixant la haute façade de béton gris où, la nuit venue, ces trois mots — Institut du Cœur — s'allument en lettres de sang. « Santos-Dumont » n'est pas de ceux qui pleurent. Sa face grise reste impassible, tout entière à sa fûte. Pas loin de là, un homme déguisé en « jardin ambulant » croit aussi à la guérison par l'esprit. Habillé de jaune et de vert, les couleurs nationales, il porte sur son dos cinq ou six pots fixés à une armature de bois, avec des pousses de haricots, de riz, de soja, de laitue, ainsi qu'une seringue d'arrosage et une gamelle où il a peint ce slogan : « A bas la faim ! ». Les reporters l'interrogent. « Je suis ici, dit-il, pour aider le président à surmonter ses épreuves. »

« J'ai fait un rêve, explique un autre personnage au milieu d'un attroupement. La nuit du vendredi saint, j'ai rêvé que Tancredo ressuscitait. Alors j'ai écrit un poème. Le voici. Vous donnez ce que vous voulez. Chaque photocopie m'a coûté 300 cruzeiros ».

C'est un professionnel de l'illumination. Il vient de Feira-de-Santana, dans le Nordeste, et il vit des poèmes qu'il vend sur les marchés. Il y parle de tout : une année de sécheresse, cette année des inondations (le Sertão, c'est-à-dire la steppe de l'intérieur, est voué à l'exagération). Évoquant le Jeudi saint où Tancredo a failli mourir, et le samedi de l'Alleluia qui a vu se

« résurrection », le troubadour a écrit :

C'est un miracle qui s'est produit
Tancredo était dans le coma
Dans les bras de Morphée
Jeudi saint on a dû qu'il

Il portait cinq plaies sur lui
Comme le Christ pleurant.
Son âme est montée au ciel
Vive le Tout-puissant...

Un jeune homme boulonneux s'approche d'un groupe de journalistes. Il tient à la main un papier couvert de chiffres. Adepte de la kabbale, il a découvert que le chiffre quatre marquait le destin du Brésil, depuis l'indépendance jusqu'à ce jeudi 4 avril où Tancredo a frôlé la mort.

(Lire la suite page 6.)

LIRE

5. LIBAN

L'évacuation de Nabatieh par les Israéliens.

8. POLITIQUE

Tour de piste contre le cumul des mandats.

10. ESPAGNE

Le tribunal constitutionnel rejette la loi sur l'avortement.

15. SÉCURITÉ


Une Semaine de la prévention à Lyon.

22. AGRICULTURE

M. Nallet dans les pas de M. Rocard.

24. COMMERCE INTERNATIONAL

Les Américains favorables à des négociations au printemps 1986.



CHRISTINE DE RIVOIRE
REINE-MÈRE
ROMAN
GRASSET

M. JEAN-MARIE LE PEN
invité du « Grand Jury
RTL-le Monde »
M. Jean-Marie Le Pen sera
présent à l'émission hebdomadaire
« Le Grand Jury RTL-le Monde »,
le dimanche 14 avril, de 18 h 15 à
19 h 30.
Le président du Front national
répondra aux questions d'André
Passeron et d'Alain Rollin, du
Monde, et de Paul-Jacques Truffaut
et de Dominique Perrotin,
de RTL. Le débat sera dirigé par
Henry Marquet.

مكتبة ابن خلدون

هنا من الأصل

débats

Ni porte-avions ni Cuba!

Gare à la propagande sur le jeu stratégique Est-Ouest

par ANTOINE SANGUINETTI (*)

NOUVELLE-CALÉDONIE

Ne nous laissons pas abuser par les arguments sur les intérêts stratégiques de la France ou les dangers d'une infiltration soviétique au cas d'une éventuelle souveraineté canaque, demande le vice-amiral Antoine Sanguinetti. Retrouvons, dans les terres lointaines des DOM-TOM, des lieux de dignité de l'homme, suggère de son côté Luc Moullère.

Nouvelles colonies ?

Protéger la dignité de l'homme et la diversité des cultures

par LUC MOUILLÈRE (*)

MALGRÉ toutes les subtilités administratives (départements, territoire ou collectivité territoriale), nous continuons d'agir et de raisonner en colonisateur. Aussi longtemps que nous, Français de la métropole, permettrons qu'une telle situation se prolonge, rien ne pourra empêcher ces territoires de se détacher de la France. Alors même que celle-ci comme ceux-là ont tout à gagner à demeurer unis.

Agissent en effet en colon ceux qui exploitent à seule fin de s'enrichir une région sans se soucier de son devenir. Que l'on songe ainsi à la répartition des revenus dans les DOM-TOM, dont toutes les grandes fortunes sont aux mains des Français originaires de la métropole, souvent très liés par ailleurs au pouvoir politique local. Que l'on songe qu'en Martinique 84 % du sucre consommé est importé, malgré une culture de la canne qui fut florissante; qu'en Nouvelle-Calédonie les Mélanésiens ont été repoussés dans les montagnes inhospitalières de l'île; que les fonctionnaires détachés de la métropole reçoivent un salaire atteignant 90 % en Nouvelle-Calédonie et 108 % en Polynésie, plus une prime d'éloignement représentant de douze à vingt-six mois de salaire. Que l'on songe que la scolarisation des enfants du primaire n'a été achevée qu'en 1984 dans l'île de Mayotte.

Raisonnent en colonisateurs ceux qui voient dans les DOM-TOM « les danses de la République », comme ceux qui, à l'inverse, en font un bagne de caméléons les « immenses richesses ».

Les premiers mettent l'accent sur le coût des DOM-TOM pour la France (évalué à 37 milliards de francs en 1984; déficit commercial avec l'étranger, aides de l'Etat, déficit des prestations sociales).

Les seconds énumèrent les apports de ces territoires à la métropole: doublement de la superficie grâce aux 51 900 kilomètres carrés d'îles et de terres australes, extension considérable de notre « zone économique exclusive » maritime à 10,7 millions de kilomètres carrés. Et ils n'oublient pas les intérêts stratégiques (bases militaires) et technologiques (base de lancement de satellites en Guyane, site d'expérimentation nucléaire en Polynésie).

Or, il est évident que ces visions de comptables ne peuvent fonder des relations durables entre des pays tant elles font peu de cas de la dignité humaine.

Finalement, les gouvernements successifs de la République, le plus souvent, en un emportement maniaque-dépressif à l'égard des territoires d'outre-mer, appliquent avec une précipitation hystérique des réformes hâtivement définies pour succomber ensuite, faute d'un soutien déterminé du peuple français, et pour cause! à la « fatalité de l'abandon ».

Puissants sont donc les courants qui, de part et d'autre, conduisent à la séparation des territoires d'outre-mer d'avec la France. Pourtant, l'indépendance de ces colonies n'est pas un jeu à somme nulle: les pertes totales seraient bien supérieures aux gains.

Car l'indépendance politique de ces territoires signifie trop souvent luttas fratricides, dépendance économique et, à terme, menace pour la culture même de ces peuples. Que peut signifier l'indépendance d'un État comme Djibouti dont le FNB est « produit » pour 60 % par les aides de la France et pour 25 % par celles de l'OCDE? Quel sens peut d'ailleurs avoir la création d'un État-nation minuscule à l'heure où de vastes ensembles économico-politiques se forment? Comment, enfin, prétendre développer la culture d'un peuple dans le marasme économique?

Pour la France, les pertes ne seraient pas moins importantes. Il ne s'agit pas tant ici de celles à souvent mises en avant, finalement plus relatives qu'on veut bien le dire, que de celles d'ordre sociologique et culturel que l'on passe d'ordinaire sous silence.

Nous perdrons en effet avec ces terres l'un des moyens dont dispose la France pour construire avec succès une civilisation véritablement poly-ethnique. Civilisation que nous devons de toute façon obligés de façonner avec les « beurs » et les futurs immigrants attirés par nos « riches plaines désertiques ».

Seul un large consensus des Français pour mettre en œuvre un projet de développement conforme aux intérêts de tous pourrait maintenir la cohésion de cet ensemble, original que forment la France et ses territoires d'outre-mer.

En redécouvrant ce que colonie veut dire, savons-nous en effet, que « colonie » (habiter, cultiver) a, certes, donné colonie (terme) mais aussi « cultura » (culture de la terre et civilisation)? Car « colonie » exprime « le plaisir qu'une divinité éprouve à se trouver dans un lieu et à le protéger ». Peut-être n'est-il donc pas trop tard pour fonder de nouvelles colonies qui ne soient plus seulement des « fermes », mais qui deviennent de véritables lieux sacrés où la dignité de l'homme et la diversité des cultures soient protégées et développées.

(*) Étudiant à l'Institut d'études politiques de Paris.

LA grandeur de la France, chère à Charles de Gaulle, vient de ce que quelques Français inspirés ont fait de ce pays la patrie des libertés et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais c'est un fait aussi que, chaque fois que le problème concernait notre pays, il s'est trouvé des Français en grand nombre, servis par la complicité active de milieux politiques ou gouvernementaux, pour refuser au détriment final de nos intérêts les plus modestes, comme en Indochine et en Algérie, ce droit des peuples colonisés à retrouver leur souveraineté. Aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, alors que la décolonisation est un phénomène irrépressible et incontournable de notre époque, l'histoire risque de se répéter, à moins d'un massacre de Canaques que l'on veut croire inimaginable, et qui serait intolérable.

Parmi tous les prétextes opposés aux aspirations légitimes du peuple canaque, les arguments constitutionnels ne font guère la part de la morale élémentaire ni des engagements internationaux de la France. Tandis que le sort des quelques milliers de calédoniens — souvent nouveaux venus, et dont le maintien sur les lieux ne semble menacé au demeurant que par leur refus d'une égalisation des rapports de force entre ethnies — n'est pas apparue plus angoissant aux Français, en général, que celui des millions de nos concitoyens, souvent plus démunis, qui ont dû, hier et aujourd'hui, quitter leurs régions et couper des racines immémoriales, sous la contrainte des choix économiques, des destructions et de la mobilité de l'emploi qu'implique la modernisation.

En revanche, l'évocation « des intérêts et des droits de la France », qui seraient mis en danger par une éventuelle souveraineté canaque, a immédiatement paré au cœur d'une majorité de Français, viscéralement nationalistes par éducation, même et y compris à gauche. Et il n'a pas manqué d'extrêmes, drapés dans leurs titres militaires ou politiques d'hommes « qui savent », pour expliquer les impératifs stratégiques d'une présence armée française aux antipodes. La Nouvelle-Calédonie a ainsi été qualifiée, au plus haut niveau, de « porte-avions » au cœur du Pacifique et de « domino », dont la chute — son basculement probable en « nouveau Cuba » — ruinerait la stabilité régionale dans le jeu Est-Ouest. En fait, s'il y avait eu dans le Pacifique des intérêts stratégiques de la France liés à la Nouvelle-Calédonie, il y a longtemps que nous y aurions construit une base aéronavale comme à Dakar ou à Diego-Suarez. Si nous ne l'avons pas fait, c'est parce que nous n'avons pas d'intérêt.

D'autre part, ce qui caractérise un porte-avions, outre ses avions, c'est sa mobilité qui lui permet, dans l'incertitude où se trouve l'adversaire de sa position exacte, de venir le frapper à son initiative, puis de se retirer aussitôt hors de portée d'une contre-attaque éventuelle. La Nouvelle-Calédonie, géographiquement fixe, n'est en position d'attaque que l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, qui sont nos amis, encore qu'aucun avion français d'attaque n'ait le rayon d'action nécessaire pour ce faire. Elle n'a donc aucun intérêt aéronaval pour nous, Français. Elle pourrait effectivement porter un jour, à l'occasion, des avions soviétiques à grand rayon d'action dans le cadre d'une confrontation Est-Ouest dans le Pacifique sud. Mais ceux-ci seraient exposés en position avancée, sans recours possible, à la destruction par les bombardiers lourds australiens (1), sans compter, au sein de l'ANZUS (2), les porte-avions de la VII^e flotte des États-Unis, authentiques cœurs-là, dont chacun représente une force aérienne supérieure à tout ce que pourrait détacher l'URSS sous ces latitudes lointaines.

Une zone homogène

Brandir enfin la menace d'une implantation soviétique en Nouvelle-Calédonie, comme à Cuba, relève soit d'une propagande outrancière, soit d'une méconnaissance regrettable du dossier géopolitique. Le Pacifique sud, en effet, est une zone homogène dont l'URSS est totalement coupée, outre la distance et la manque de facilités, par une ceinture dense et continue de bases américaines occupant toutes les îles du Pacifique nord: ce qui rend les communications et le soutien beaucoup plus difficiles, sans compensation possible, qu'en Atlantique nord par exemple, entre l'URSS et les Caraïbes.

Le problème spécifique posé par Cuba, surtout, c'est qu'il ne s'agit pas d'une petite île, c'est une terre de 114 000 km², un cinquième de la

(1) Vingt-quatre F-111 bi-réacteurs à grande vitesse de 41 tonnes, Mach 2,2 et 5 000 km d'autonomie, en service dans les années soixante-dix et actuellement en cours de remplacement par des F-15, plus puissants et plus lourds que les quadrimoteurs de la seconde guerre mondiale.

(2) Pacte militaire de sécurité antérieure à 1951 entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

(3) Pour les trois îles françaises qui ne les constituaient pas, il s'agit de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon, Vanuatu et Fidji, constituant le groupe mélanésien, de Cook, Nauru, Niue, Samoa occidentales, Tonga et Tuvalu, du groupe polynésien, et de Kiribati, maronésien.

France, la moitié de la RFA, ou près du double du Benin, avec une population fantasmée de 10 millions d'habitants, dont la mise au pas militaire constituerait une aventure guerrière très aléatoire. La Nouvelle-Calédonie, au contraire, c'est en gros la superficie de deux départements français, avec une population indigène qui est la moitié de celle de la Grenade. Se « normaliser » ne révélerait le cas échéant du coup de main rapide à petit risque, à la portée des forces australiennes et néo-zélandaises de l'ANZUS sans même l'appui des Américains. On n'a pas le droit d'écarter l'opinion en disant qu'il n'importe quoi.

Pourquoi la Nouvelle-Calédonie, sous souveraineté canaque, serait-elle vouée au demeurant à ce rôle de Cuba plutôt que les onze États insulaires indépendants du Pacifique sud (3) — en fait la totalité des terres

(*) Vice-amiral d'escadre de cadre de réserve.

émigrées en dehors des possessions françaises et américaines — qui existent déjà et se sont tournées vers des accords d'association avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande? Mais comment croire, en revanche, qu'elle puisse rester la seule colonie au milieu des treize États — les onze précédents plus l'Australie et la Nouvelle-Zélande — qui se sont groupés en « forum du Pacifique sud » et appuient ouvertement son émancipation?

Si la France doit être suppléée par quelqu'un dans cet archipel, il suffit de regarder la carte du Pacifique, et de lire les journaux, pour constater que ce sera par le géant de l'endroit, l'Australie. Celle-ci préfère certainement ne pas hériter de cette charge. Mais plusieurs indices montrent déjà qu'elle n'hésiterait pas à intervenir, et à se tenir sur les rangs, si notre obstination à refuser les réalités de l'époque risquait d'accroître les Canaques à rechercher un appui extérieur.

« A FLEUR DE TERRE », DE ROSELENE DOUSSET-LEENHARDT

Les souvenirs calédoniens d'une ethnologue

UN livre avait déjà attiré l'attention sur Roseleone Dousset-Leenhardt, dès avant mai 1988: *Colonisme et contradictions*, préfacé par Roger Bastide. L'auteur y traitait des civilisations australes, mais plus singulièrement de l'histoire du peuple canaque de Nouvelle-Calédonie. Cet ouvrage (thèse universitaire, à l'origine), tout comme d'autres publiés précédemment ou postérieurement (*La Grande Case*, *Le Grand Livre*, *La Tête aux antipodes*), paraît immédiatement ressortir à cette nouvelle science que l'on appelle l'ethno-histoire.

Le fait que Roseleone Dousset-Leenhardt soit née à Nouméa est significatif. Ce qui ne l'est pas moins est qu'un père tel que Maurice Leenhardt, figure centrale du livre, lui ait donné le jour. Pasteur de la religion réformée de France, fondateur d'une mission en Nouvelle-Calédonie dès 1902, Leenhardt était également ethnologue et ethnographe (et non des moindres). Il s'était nourri des leçons du sociologue Marcel Mauss, inventeur de l'ethnologie française. Ainsi trouvons-nous déjà, dès l'entrée, le haut de toutes les contradictions et révoltes futures. Ce qui vit le jour, son œuvre, est le résultat d'un dialogue éternel et d'un déchirement entre l'admiration amoureuse qu'il voue au peuple canaque, et les contraintes de la société coloniale, entre sa foi et les règles cléricales qui en découlent et par conséquent le rayonnement, se répète chez la fille. Celle-ci ressent comme un outrage, encore aujourd'hui, la double sanction dont aura été frappé son père, d'abord durant sa vie, de la part des autorités coloniales et ecclésiastiques, ensuite après sa mort, dans son œuvre, de la part de ses pairs.

A fleur de terre est sans doute mieux et plus qu'une simple autobiographie. C'est le « relevé » lucide de la genèse et du déroulement de tout un cheminement intellectuel, ancré à la fois dans une grande variété de lieux géographiques, de relations affectives et familiales, de réels événements. Ce qui nous vaut quelques étonnantes tendres, des récits véroniques ou ironiques que le plume de l'auteur libère avec une espérance vivante et où « l'écrit » (comme elle le nomme familièrement) se laisse surprendre sous des angles aussi divers qu'imprévus. On pourrait même croire un instant que le propos va balancer vers l'antipathie, vers les terres profondes des origines, quand elle ressuscite la généalogie polémique de la famille Leenhardt au sein d'un siècle. Mais non! L'équilibre se rompt dans l'autre sens et le propos bascule au contraire vers l'intimité, vers la sagesse, des légendes canaques que lui a apprises son père et qui fécondent désormais son intime philosophie. Mais qui s'accompagne, hélas égoïstement, de tous les crimes d'un peuple de conquérants qui n'en aura jamais saisi le sermo leçon et dont elle est néanmoins ravie. Elle est donc en mesure de conclure que son message est une sorte de révélation tragique, les révoltes canaques se renvoyant l'une à l'autre, à travers l'histoire, l'éclat insoutenable de leur incendie: de la guerre, insurrectionnelle de 1878 au grand soulèvement de 1917, jusqu'à ce vent d'indépendance qui souffle actuellement sur l'île.

GUY DE BOSCHÈRE.
★ Editions L'Harmattan, 200 pages, 85 F.

COURRIER DES LECTEURS

Millets pervers

Nous souhaiterions porter à votre connaissance les problèmes posés par le décret du 27 décembre 1984 — pris en application de la loi sur la programmation de la recherche — titularisant les personnels du CNRS dans les corps de fonctionnaires et excluant de son champ d'application les agents recrutés à mi-temps.

Ainsi un statut qui a pour vocation d'apporter des garanties supplémentaires aux agents du CNRS en les intégrant dans la fonction publique aura pour effet pervers de créer, au sein de la même institution, plusieurs catégories de personnels: celle des agents recrutés à plein-temps (même si certains d'entre eux sont passés ensuite à temps partiel) qui bénéficieraient du nouveau statut, et celle des agents recrutés à mi-

temps formant un nouveau corps de « non-statut » (mille agents environ) marginalisés et précarisés, puisque en voie d'extinction.

On ne peut s'empêcher de souligner la contradiction avec la volonté affichée de favoriser le travail à temps partiel que voilà ici franchement pénalisé par cette mesure, sans compter un nombre non négligeable d'agents qui n'ont pas choisi de travailler à mi-temps, mais n'ont pu être recrutés que sur un demi-temps pour des raisons de contraintes budgétaires. Certains d'entre eux travaillent de fait à plein-temps avec des vacations, attendant depuis des années une intégration à temps complet, qui leur est désormais définitivement refusée.

MARIE-NOËL GODET (Paris).

Ockrent, Rocard: même combat ?

(...) Les deux champions ont quitté chacun son navire pour trois raisons assez semblables, me semble-t-il. On ne leur a pas manifesté la confiance qu'ils espéraient; on a insuffisamment pris en compte leurs aspirations et potentialités; on a cherché à réduire leur influence.

Pour Michel Rocard, tout se passe, en effet, comme si le président avait décidé depuis longtemps de ne jamais l'utiliser comme « joker », quelles que puissent être un jour les circonstances. Signe d'une rupture totale, il lui a refusé, en juillet dernier, de signer un tant que ministre des finances une loi qui domine l'œuvre de son gouvernement.

Christiane Ockrent, elle, a longtemps en les mains libres, personne ne songerait à le nier; mais il semble qu'on ait voulu récemment la « court-circuiter » en rognant ses attributions.

Tout va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse », dit le sagesse populaire. Au-delà du glissement, il y a la maladresse. L'opposition refusant de donner sa pleine mesure à son ministre et M. Hérédia arguant sur les prérogatives de Christiane Ockrent n'ont-ils pas réalisé que ces fortes personnalités finiraient, après notre réflexion, par claquer irrévocablement la porte? On se demande si les « victimes » de l'affaire sont bien celles que l'on croit.

Maladresse? L'opposition, prête à faire feu de tout bois, a déjà démontré le parti qu'elle pouvait tirer de ces malencontreux faux pas (...).

JACQUES MARTANY (Paris).

ICL FRANCE

Filiale d'un groupe européen de 50 000 personnes avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs dans L'INFORMATIQUE et les COMMUNICATIONS. 12 agences, 60 points de maintenance en France.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75247 PARIS-CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontana

Directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1999)

Directeur adjoint : Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontana, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Verne

Correspondant en chef : Claude Saut

Imprimé à Paris, 11, rue de la Harpe, 75005 PARIS

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0239-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 918 F 1180 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

FAR VOIE NORMALE

674 F 1 305 F 1 913 F 2 409 F

ÉTRANGER (par avion)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 338 F

2. - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 345 F 1 750 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: détaillés ou provisoires (deux semaines au plus); non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dh.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 338 F CFA; Danemark, 7,80 kr.; Espagne, 120 pes.; E.-U., 1 \$; Grèce, 90 dr.; Inde, 80 p.; Israël, 700 l.; Liban, 500 P.; Libye, 0,280 dr.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 9,00 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 100 esc.; Roumanie, 225 F CFA; Suède, 8,00 kr.; Suisse, 1,80 fr.; Yougoslavie, 110 din.

LA SUCCESSION D'ENVER HODJA A LA TÊTE

DES PROPOS RECUEILLIS PAR LE PROFESSEUR PAUL MILLIEZ

« Staline était un homme sage et pondéré »

Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais.

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Vos ennemis yougoslaves disent du mal de vous. »

« Ils sont extrêmement hostiles à notre égard, et disent sur notre compte des choses aux limites de la haine. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Ils sont extrêmement hostiles à notre égard, et disent sur notre compte des choses aux limites de la haine. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais. »

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Vos ennemis yougoslaves disent du mal de vous. »

« Ils sont extrêmement hostiles à notre égard, et disent sur notre compte des choses aux limites de la haine. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais. »

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Ils sont extrêmement hostiles à notre égard, et disent sur notre compte des choses aux limites de la haine. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais. »

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais. »

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Nous publions ci-dessous, à titre de document, un entretien que le professeur Paul Milliez a eu avec Enver Hodja en décembre dernier, à Tirana, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la libération de l'Albanie. C'est, à notre connaissance, l'une des très rares interviews jamais accordées par l'ancien dirigeant d'une personnalité occidentale. Le professeur Milliez est président de l'Association des amis franco-albanais et il était, depuis vingt ans, le consultant médical principal du chef du PC albanais. L'opinion d'Enver Hodja, M. Milliez, participait à cette entrevue, ainsi que M. Ramiz Alia, membre du bureau politique et secrétaire du Parti du travail albanais. »

« M. le secrétaire général, vous êtes une grande personnalité. De Gaulle m'avait confié jadis qu'il admirait deux personnes dans son temps, Enver Hodja et Boumedienne (1), bien que ce dernier ait été son ennemi. Nous avons beaucoup d'amis en France et dans d'autres pays, et nous comptons sur leur amitié. Mais nous avons aussi des ennemis. C'est normal que vous ayez des ennemis. Le pire, ce serait de ne pas en avoir. »

« La politique extérieure de notre pays a été juste, et elle restera telle à l'avenir aussi : une politique indépendante, libre, souveraine et honnête. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »

« Ils sont extrêmement hostiles à notre égard, et disent sur notre compte des choses aux limites de la haine. Nous avons exprimé et nous exprimons librement nos opinions sur les événements qui se produisent dans le monde, mais cela n'est pas du goût de certains. »



Leur presse n'est pas si amère envers nous, comme l'est celle de certains autres pays occidentaux.

« Avec la République fédérale d'Allemagne, nous voulons établir de bons rapports, mais nous demandons en même temps qu'elle s'abstienne des interventions de guerre qu'elle nous fait. »

« Le rôle de l'islam »

« Dans votre pays, on dit que sans Enver Hodja il n'y aurait pas d'Albanie. »

« Je ne suis que membre du Parti du travail et je ne fais que rendre service à mon peuple. Tout succès remporté chez nous tire son origine de nos propres forces, tout est réalisé avec le peuple et en unité avec lui. Les ennemis de notre peuple disent que je suis un dictateur. Une seule personne ne peut agir ni

travailler avec la force requise sans être entouré d'amis et de camarades. »

« Vous avez beaucoup écrit, notamment sur l'islam. »

« Tant que j'aurai des forces pour me maintenir debout, je ne cesserai d'écrire pour mon peuple, pour nos véritables amis, afin que ceux-ci connaissent le combat de notre peuple pour la liberté, l'indépendance et le socialisme. »

« Chaque pays a sa propre politique, à travers laquelle il défend les droits qui lui reviennent. Or il y a à l'étranger quelques milieux et individus qui nous accusent d'avoir détruit les églises et les mosquées. A ces détracteurs, nous disons : nous ne nous sommes pas immiscés dans les affaires intérieures des autres pays, ni ne le souhaitons. Nous voulons alors que les autres ne nous en mêlent pas de nos affaires. En ce qui concerne la religion, nous ne pouvons reculer que dans notre pays, au sein du peuple, il y a un « État » relevant des étrangers, comme l'est le Vatican, qui dépend de l'impérialisme. D'autre part, nous n'avons obligé ni n'obligeons personne par la voie administrative à renoncer à ses conceptions religieuses. La religion est une question de conscience personnelle. Actuellement, le clergé orthodoxe grec représente les milieux les plus réactionnaires contre notre pays. Il cherche à faire croire que tous les orthodoxes se trouvent chez nous sous des Grecs. Ce clergé ne ménage pas ses efforts pour barer la voie au développement de la culture et des liens d'amitié entre notre peuple et le peuple grec, avec lequel nous avons combattu plus d'une fois. Il se dresse même contre Papandréou, n'approuvant pas sa politique dans les rapports avec notre pays. Mais tout se fera pour le bien commun et dans la bonne voie, indépendamment des menées des réactionnaires. »

« Vous avez confiance ? »

« Oui, nous avons confiance, et aussi de la patience. Nos liens étroits avec le peuple sont pour nous d'une grande importance. Pendant de longues périodes nous avons surmonté bien des difficultés, nous avons souffert beaucoup de privations, mais ja-

mais nous n'avons constaté d'opposition de la part de notre peuple. Au contraire, celui-ci est satisfait et il est conscient que si le pouvoir et le gouvernement n'ont pas fait davantage pour lui, c'est parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. »

« Nos ennemis disent que l'Albanie est seule, qu'elle est isolée, qu'elle ne fait pas de commerce avec d'autres pays. Mais nous avons des échanges commerciaux avec tous les pays qui le souhaitent sur la base de l'avantage réciproque, sans nous imposer dans les affaires intérieures d'autrui. Nous avons déclaré que nous n'avons pas besoin d'aides ou de crédits de l'étranger, nous avons décidé de progresser en nous appuyant sur nos propres forces, et c'est ce que nous faisons. C'est la seule chose d'normal pour les Yougoslaves. Or jamais notre économie n'a été réduite à l'état où se trouve l'économie yougoslave, jamais notre pays n'a dépendu des dettes et des crédits de l'étranger. Et il en sera ainsi pour toujours, contrairement à ce qu'ont fait et continuent de faire les Yougoslaves dans leur pays. »

« Nous sommes des staliniens marxistes-léninistes »

« Pourquoi, selon vous, Staline n'a-t-il pas préparé sa succession ? »

« Staline y a pensé. Il a dix-neuvième congrès, il a élargi le comité central et le bureau politique afin de consolider la direction du parti après sa mort. Mais il était entouré, à peu près comme de Gaulle, d'ennemis camouflés qui lui présentaient constamment de faux rapports. Il leur avait dit : « Après ma mort vous vendrez l'Union soviétique », mais il n'a pas réussi à les combattre à temps. »

« Staline était un grand homme. Je l'ai connu de près, j'ai eu cinq rencontres avec lui. C'était un homme sage et pondéré. Il a combattu les ennemis de l'Union soviétique et du communisme. »

« Staline a consolidé politiquement, économiquement et militairement les positions de l'Union soviétique. »

« (1) Chef de l'Etat algérien de 1965 à 1978. »

« (2) Le 22 octobre 1946, deux destroyers britanniques, sautant sur des mines alors qu'ils se trouvaient dans les eaux territoriales albanaises, dans le détroit de Corfou. L'accident fit quatorze morts. L'Albanie accusa l'Angleterre d'avoir mis un canal déjà dragué et porta l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye, qui condamna l'Angleterre. »

« (3) Part du sud de l'Albanie. »

LES REACTIONS DANS LES CAPITALES ÉTRANGÈRES

BELGRADE : prudence et espoir

De notre correspondant

Belgrade. — L'ère Enver Hodja est terminée. La presse yougoslave de ce vendredi 12 avril accorde une large place à la mort du dirigeant albanais dont elle retrace brièvement la biographie, mais elle passe sous silence les nombreux conflits qui, pendant les quatre décennies de son règne, ont marqué les relations entre les deux pays.

Le gouvernement de Belgrade veut éviter tout ce qui pourrait être interprété comme une ingérence dans les affaires intérieures de son voisin. L'opinion qui prévaut est que chacun, à l'Est et à l'Ouest, devrait en faire autant et laisser aux Albanais le soin de régler seuls leurs problèmes. On n'est certes pas satisfait à Belgrade des déclarations faites à plusieurs reprises par M. Ramiz Alia, le dauphin présumé du chef disparu, qui avait été à la pointe de la campagne anti-yougoslave menée par Tirana, tendant à fomentier de nouveaux troubles dans la région du Kosovo (1). Mais on espère que la nouvelle direction albanaise, quelle qu'elle soit, finira par reconnaître la nécessité, dans l'intérêt même de son pays, de mettre un terme à une politique qui menace l'équilibre déjà précaire des Balkans.

Les observateurs yougoslaves suivent avec la plus grande attention l'évolution des événements dans le pays voisin, mais se refusent pour l'instant à tout pronostic quant à l'orientation future de la politique de Tirana.

Les bons connaisseurs des affaires albanaises affirment qu'il est difficile de trouver une famille, dans ce pays le plus petit des Balkans, dont un membre au moins n'ait pas été « happé » par les organes de la Sécurité (police politique) pour « trahison » envers le pays et son chef, d'abord après la rupture avec la Yougoslavie en 1948, puis avec l'URSS dans les années 60, et enfin avec la Chine quinze ans plus tard. Parmi la quarantaine de membres du premier comité central du Parti albanais formé en 1944, Hodja nura été le seul à finir ses jours dans son lit. Tous les autres ont été liquidés, les uns publiquement, les autres en secret dans les souterrains des organes de sécurité de Tirana, et jetés, comme Hodja avait l'habitude de le dire, « sur le fumier de l'histoire ». Il n'avait fait grâce à aucun de ses amis personnels, compagnons de guerre, collègues du bureau politique. En décembre 1981, il avait « liquidé » son premier ministre — depuis vingt-sept ans (et, semble-t-il, sa femme et ses deux fils). — Mehmet Cehre, accusé d'avoir été déjà

avant la guerre un « espion » des Américains, des Allemands, des Soviétiques, mais qui, en réalité, avait conduit une libération intérieure et une ouverture plus large vers l'étranger.

Selon de bonnes sources, il reste encore en Albanie onze camps de concentration dans lesquels vingt mille à vingt-cinq mille captifs, quelquefois avec femme et enfants, effectuent de durs travaux d'« intérêt public » pour expier leur « dévotionisme politique et idéologique ». Ses conceptions marxistes, Hodja les avait exprimées dans une cinquantaine d'ouvrages traduits à grands frais en anglais, français et russe, et dans lesquels il n'avait épargné aucun dirigeant communiste de son époque, à l'exception de Staline, qui pour lui demeurerait le « père des peuples » et dont une grande statue continuait à se dresser sur l'une des principales places de Tirana.

Depuis quatre décennies, Hodja a totalement isolé son pays du monde et l'a maintenu dans une psychose de siège. Les frontières sont toujours interdites par des barbelés, des bunkers dont les sentinelles sont aux aguets jour et nuit et s'abaissent pas à tirer sur tout ce qui bouge. Ses frontières maritimes ne sont guère plus sûres pour un étranger. Il suffit de rappeler la tragédie du vacancier français du Club Méditerranée qui, l'année dernière, avait eu le malheur de se baigner à portée des fusils des soldats albanais.

Mais cet isolement farouchement préservé avait au moins le mérite, aux yeux des Yougoslaves, de refléter une volonté d'indépendance à l'égard des blocs que l'on tenait à Belgrade pour un facteur de stabilité dans la région.

PAUL YANKOVITCH.

(1) Après les violents émeutes du printemps de 1981 au Kosovo, province serbe à majorité albanaise, 80 % d'habitants d'origine albanaise qui réclament leur rattachement à l'Albanie, le front s'est creusé entre les deux pays, Tirana ayant pris fait et cause pour les émeutiers. Parallèlement à la « guerre de propagande » que se livraient les deux pays, Belgrade a cependant mené une certaine politique de coopération avec Tirana. Le volume des échanges entre les deux pays atteindra cette année 120 millions de dollars (contre 90 millions l'an dernier). Belgrade a également contribué à la construction d'une ligne de chemin de fer, en voie d'achèvement, qui passe sur son territoire et doit relier le nord de l'Albanie au réseau ferroviaire européen.

PÉKIN : il n'est de pire ennemi qu'un ancien ami

De notre correspondant

Pékin. — L'agence Chine nouvelle a annoncé sans commentaires la mort d'Enver Hodja. Le Quotidien du peuple n'en a pas moins publié l'information à la une, accompagnée d'une photo du défunt, format timbre-poste, bordée de noir. Le ministre des Affaires étrangères a personnellement indiqué qu'un message de condoléances serait envoyé aux Albanais.

Il faut dire que, depuis 1978, les relations sino-albanaises ne sont plus ce qu'elles étaient. Après la rupture amicale unilatérale par Tirana à la suite de la chute de la « bande des quatre », de la mise à l'écart de l'idéologie maoïste, et de la normalisation avec Washington par l'« ultra-révolutionnaire » Deng Xiaoping, le temps n'est plus où fleurissaient les commodes populaires célébrant l'amitié sino-albanaise. On dit même que les officiels jadis plantés par les Albanais sont désormais présentés par les Chinois comme offerts par l'Italie ou la Grèce.

Après la rupture de l'Albanie avec le « révisionnisme moderne » krouchtchevien, qui coïncida avec la brèche sino-soviétique, les relations entre les deux pays, pourtant si éloignées et dissimilables — la Chine avec son milliard d'habitants, et l'Albanie avec ses trois millions d'habitants — avaient été aussi étroites que celles « entre les lèvres et les dents », selon la formule consacrée. La Chine avait participé au développement de ce pays isolé, brouillé avec ses voisins et la quasi-totalité du monde extérieur. Selon Pékin, cette aide se serait montée à plus de 5 milliards de dollars. En échange, les Chinois avaient obtenu une base européenne qui leur manquait.

Soudain, en 1977, Enver Hodja vira de bord, et l'ami d'hier devint ennemi, au même titre que les krouchtcheviens ou les titistes. Deux ans plus tard, il publia un pavé en deux tomes intitulé *Réflexions sur la Chine*, qui, sous la forme d'un « journal politique », relevait que, depuis le 3 avril 1962, il avait découvert les turpitudes présentes et à venir des Chinois. Il commença par s'en prendre à ceux qui avaient été fidèles, sinon hostiles, face à la révolution culturelle, tel Zhou Enlai, dé-

nonçant les « bassesses de ces gens sans scrupules et sans principes ».

Malin, très vite, ce fut l'ensemble des dirigeants chinois, y compris le « grand timonier », qui subirent les foudres d'Enver Hodja. Ils furent accusés de « crimes politiques » pour avoir reçu M. Kissinger pendant ses bombardements américains du Vietnam du Nord. « S'entichant avec soin à dissimuler de nettes conceptions chauvinnes de grand Etat », « antimarxiste », Pékin envoyait en Albanie des « spécialistes » de l'« idéologie révisionniste soviétique ». « Nous prenons-ils pour des gogos ? », s'écriait-il le 17 octobre 1969, après avoir entendu les rodomontades de Lin Biao.

Encore une fois l'histoire montre qu'il n'est de pire ennemi qu'un ancien ami. Brouillé avec la Chine, Enver Hodja, plus solitaire que jamais, se rapprocha d'un Vietnam pourtant très prosoviétique, pour la simple raison qu'il était aussi devenu l'ennemi de Pékin. Depuis 1983, cependant, Tirana avait instillé quelques gouttes de pragmatisme dans ses relations avec Pékin. Tout en continuant d'accuser une Chine « capitaliste », qui lui opposait un allié méprisable, de « collaborer avec tous les trafiquants internationaux qui cherchent à asservir les peuples », Tirana rétablit une certaine coopération économique.

PATRICE DE BEER.

MOSCOU : ne pas ressasser d'anciennes querelles

De notre correspondant

Moscou. — Il faut être attentif pour découvrir la première page de la Pravda, ce vendredi 12 avril, les quatre lignes par lesquelles le comité central du Parti communiste soviétique exprime ses « profondes condoléances » au comité central du Parti du travail albanais « à l'occasion du décès » d'Enver Hodja. On remarquera que c'est le parti — et non l'Etat soviétique — qui accomplit ce geste à la fois protocolaire et discret. La mort d'Enver Hodja fait d'autre part l'objet d'une dépêche de Tass, également de quatre lignes, qui annonce l'événement sans aucun commentaire.

La prudence est ici de mise. L'URSS et l'Albanie s'étaient écartées plus de relations diplomatiques depuis décembre 1961. En 1964, le gouvernement albanais avait fait occuper l'ambassade soviétique où se trouvaient encore trois techniciens chargés de maintenir les locaux en état et avait pris ceux-ci de déguiser dans les quarante-huit heures.

Le numéro un albanais ne sera pas pleuré en URSS. Depuis sa rupture spectaculaire avec Moscou en 1961, Tirana n'avait cessé de dénoncer le « social-révisionnisme » des responsables soviétiques. Ces invectives contre les secrétaires généraux successifs du PCUS, tous accusés de trahir l'héritage de Staline, étaient même plus relevées ici. En fait, au fil des années, Moscou s'était résigné à l'existence de cet

original jugé irrépressible. Les enjeux idéologiques étaient nettement plus minces qu'à des temps de Krouchtchev. Le divorce de Tirana d'avec Pékin, en 1978, avait achevé de convaincre le Kremlin de la faible portée des ambassades albanaises, même si le phénomène était évidemment irritant.

M. Gorbatchev avait, alors qu'il n'était encore que numéro deux, prononcé la phrase rituelle forgée du temps de Brejnev sur la nécessité d'une « normalisation ». « L'URSS se déclare en faveur de la normalisation des relations avec l'Albanie et estime que cette question pourrait être résolue grâce à la bonne volonté de parti et d'autre pour le plus grand bien de nos deux pays, de la paix et du socialisme », déclarait-il le 9 septembre 1984 à Sofia à l'occasion du quarantième anniversaire de l'arrivée des communistes au pouvoir en Bulgarie.

M. Gorbatchev n'était pas rancunier puisque Zeri i Popullit avait qualifié de « farce », le 5 juin 1982, le « programme alimentaire » dont il venait d'être chargé deux semaines plus tôt par le comité central du PC soviétique. Il est vraisemblable que le chef du Kremlin ne souhaite pas ressasser d'anciennes querelles et préférerait, comme d'ailleurs tous ses prédécesseurs, « faire la paix » avec Tirana.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ICL

MICRO PERSONNEL - MONOPOSTE ET MULTITACHE
MICRO PROFESSIONNEL - MULTIPOSTE ET MULTITACHE
SUPER MICRO COMPATIBLE (UNIX)

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS. (tél. 225 93 04 - poste 288)

DU PC ALBANAIS

L'incarnation du dogmatisme

Enver Hodja est mort avec la conviction d'être demeuré le dernier chef communiste intègre, fidèle au marxisme-léninisme. Il s'est brouillé avec ceux qui lui avaient apporté un précieux concours parce qu'il ne les trouvait pas assez révolutionnaires. Pour sa part, il ne toléra aucune concession à l'esprit du temps. Il entreprit de faire de l'Albanie, sans doute le plus arriéré des pays européens, un modèle de socialisme. Et pour qu'elle ne devienne pas un chemin tracé, il la mit à l'abri des influences étrangères. Voilà donc que disparaît un dogmatisme comme on n'en voit plus guère parmi les responsables. Il s'est maintenu pendant plus de trente ans (depuis 1944) au poste suprême sans accepter les compromis que le pouvoir requiert. Comme il est bien difficile de bâtir un régime qui convienne au peuple, il résolut de fuir un peuple qui convenait au régime. Et comme les petits et les grands ne se font pas entendre, il compensa par l'intransigence des positions la faiblesse des moyens sur lesquels il appuyait sa politique.

On serait en peine de tracer un portrait très fouillé de l'homme qui fut si longtemps le maître de l'Albanie. Il ne permit pas aux journalistes étrangers de l'interroger, voire de l'approcher. Ses conversations avec les journalistes se limitèrent à des questions de forme, comme si elles étaient destinées à l'Albanie, à la première chance sur le siècle et le monde.

Il appartenait à cette infime minorité qui devait avoir une bonne connaissance de l'Occident. Né à Argirocastro en 1908, il suivit les cours de l'université de Montpellier, puis en 1935 partit pour Bruxelles où il fut employé à la légation d'Albanie. Déjà il collaborait aux journaux communistes. Pouvait-il sans danger, concilier les convictions qu'il défendait sous pseudonyme et le service du gouvernement royal qui le payait et qu'il détestait ? En 1936 il entra dans son pays et prit un poste de professeur de français au lycée de Korça.

Chef du gouvernement provisoire en 1944

Trois ans plus tard, les Italiens envahissent l'Albanie. Dès le début, Enver Hodja commença à organiser la résistance, ce qu'on n'appellait pas encore la résistance. Il fut rapidement classé du lycée. Fils d'un marchand de tissu, il se convertit dans la commerce et vendit des cigarettes. Son magasin, baptisé « Flora », fut un lieu de rendez-vous des antifascistes. Il ne resta pas longtemps dans le tabac. La résistance prenait corps ; elle avait besoin de cadres. Enver Hodja fut l'un d'eux et bientôt l'un des principaux : septembre 1942, à la conférence de Pezë, il est nommé membre du comité de libération nationale ; juillet 1943, il prend la tête de l'armée de libération ; octobre 1944, il est désigné comme chef du gouvernement provisoire tout en demeurant commandant des forces armées.

Ce gouvernement provisoire est communiste. Mais il est accueilli avec un préjugé plutôt favorable par les puissances étrangères. N'est-il pas animé par des hommes qui ont vaillamment lutté contre l'occupant ? Ne va-t-il pas en finir avec l'effrayant retard de l'Albanie (on comptait avant la guerre 85 % d'illettrés) ? Dans un livre publié en 1946, Bernard Newman raconte :

« Lors d'un voyage en Albanie en 1935, je fis une ascension dans les montagnes les plus élevées du nord

du pays. Les autorités insistèrent pour m'octroyer une escorte armée sous prétexte que le pays n'était pas sûr. Deux policiers se joignirent à ma petite troupe pendant la première étape de 10 kilomètres, pour me confier ensuite à deux autres gendarmes, qui durent signer un document rédigé comme suit : « Rapu, un Anglais, vivait ».

L'arrivée au pouvoir d'une équipe animée par un des rares intellectuels du pays, qui avait de surcroît une culture française, portait à l'optimisme. Enver Hodja n'était-il pas marqué par le pays où il s'était formé ? Il fit, au début, preuve de modération, mais se ferma dès qu'il obtint ce qu'il voulait ; la reconnaissance de son gouvernement par les puissances occidentales. En septembre 1947, il décida même la suppression de l'enseignement du français en Albanie. Pour la première fois et non la dernière fois, il se retournait contre ceux qui pouvaient lui paraître modérés.

Sa vie publique, en effet, est marquée par les ruptures incessantes. D'abord le conflit avec la Yougoslavie. Pendant la guerre, le parti communiste albanais avait été accueilli par les Yougoslaves. L'armée albanaise qu'il avait levée, bénéficiait de l'aide des conseillers que Tito lui envoyait. Pour remercier des services rendus, le gouvernement d'Hodja envoya en 1944 des combattants pour aider la libération de la Yougoslavie. La guerre finie, les deux voisins décidèrent d'harmoniser leurs plans et conclurent en 1946 une union douanière. En ce temps-là, la moitié du budget était payée par Belgrade, qui prenait à son compte les gros travaux d'équipement.

Mais la direction du P.C. albanais était tirillée : Enver Hodja, devenu secrétaire général, avait les faveurs des quelques intellectuels communistes. Dodi, ministre de l'intérieur, représentait une tendance ouvrière qui bénéficiait d'ailleurs de l'appui des Yougoslaves. Entre les deux s'était engagée une lutte acharnée. Un moment en difficulté, Enver Hodja dut faire, en février 1948, une auto-critique, qui lui permit de conserver son poste de secrétaire général. Il perdit dans la mésaventure nombre de ses partisans. L'heure de la revanche vint en juin de la même année quand le Kominform, condamna Tito et déclara l'épuration des communistes soupçonnés de complaisance pour le rebelle yougoslave. M. Hodja conserva l'avantage qu'il pouvait en tirer.

La rupture avec la Yougoslavie posait à l'Albanie plus de problèmes qu'à n'importe quel autre Etat socialiste. Pour se conformer aux directives du Kominform, il fallait couper le cordon ombilical avec le pays voisin. Ceux qui s'interrogeaient furent impitoyablement châtiés. Parmi eux figuraient naturellement Dodi, qui fut exécuté. Disparurent aussi les cadres et militants qui, dans le passé, avaient suivi avec révérence le secrétaire général. Quasi-mat assassiné de sa voisine jusqu'en juin 1948, l'Albanie devint du jour au lendemain le plus acharné des adversaires de la Yougoslavie. Enver Hodja bâtit son pouvoir sur l'antitisme.

Il fut accablé par la déstalinisation. Sur un point tout de même, il s'alligna sur Moscou : il reconnut à Staline le statut de chef de l'Etat. Le parti et la presse firent à M. Shehu la présidence du gouvernement. Mais la dénonciation des fautes de l'ancien dictateur soviétique et la réconciliation, ce Krouchtchev avec Tito ne pouvaient que l'inquiéter. Si le dirigeant yougoslave était resté un bon communiste, les chefs qui avaient massacré les titistes ou prétendus titistes n'allaient-ils pas passer pour

des criminels ? Ce fut le début de la tension avec Moscou. Quatre ans plus tard, alors que le conflit avait atteint le point de non retour, Enver Hodja déclara au comité central de son parti : « Nous avons à l'esprit que, auparavant, nous vivions en Albanie, le parti communiste d'Union soviétique a toujours défendu notre parti et qu'il en va différemment aujourd'hui ».

La rupture avec l'U.R.S.S.

Krouchtchev fut alors accusé d'être, comme Tito en 1948, un révisionniste devenu étranger au marxisme-léninisme. La polémique prit une allure doctrinale. Mais, pour Enver Hodja, il s'agissait d'abord d'une question de vie (et de pouvoir) ou de mort. Il eut alors la chance de pouvoir épouser la querelle des Chinois contre les Soviétiques. L'U.R.S.S. retira ses techniciens, ferma ses frontières, supprima la base de Vlora. La Chine prit le relais, bien contente de faire profiter par les Albanais le mal qu'elle pensait des « nouveaux tsars ».

Fidèle à Lénine, à Staline, Enver Hodja se fit en Europe le meilleur disciple du président Mao. Avec 800 millions de Chinois et 2 millions et demi d'Albanais, il était prêt à tenir tête à l'impérialisme et à ses alliés.

Tant bien que mal, il s'efforça de suivre les méandres de la politique chinoise. Il imposa lui aussi une « révolution culturelle », veillant toutefois à ne pas se laisser déborder par les masses, ni à affaiblir le parti. Il se sentait en harmonie complète avec Pékin quand les révolutions nées intransigemment donnaient le ton. Il fut moins à l'aise lorsque, pour en finir avec le tohu-bohu qui menait leur pays à l'anarchie, les gestionnaires firent triompher une ligne beaucoup plus modérée. Le malaise fut sensible dès le début des années soixante-dix. Enver Hodja ne comprit pas pourquoi on cherchait un *modus vivendi* avec les Américains. Son inquiétude s'accrut après la mort de Mao et la défaite de la « bande des quatre ». La crise se précisa en juillet 1977 : la presse albanaise condamna ceux qui préconisaient la théorie des trois mondes (l'impérialisme, le social-impérialisme et les autres). Pour l'Albanie, il n'y avait jamais eu de deux mondes : les vrais marxistes et le reste.

La leçon s'adressait évidemment aux successeurs de Mao, bien qu'ils ne fussent pas cités. En disant que le troisième monde, auquel ils pensaient appartenir, pouvait, le cas échéant, tabler sur le premier (l'impérialisme) pour tenir en échec le second (le social-impérialisme), plus redoutable, ils trahissaient à leur tour. Ils étaient révisionnistes puisqu'ils se croyaient solidaires de pays qui n'ont rien de socialistes. En opportunistes puisqu'ils essaient de traiter en ennemis les impérialistes. Enver Hodja n'avait pas ces faiblesses. Il se targuait d'avoir créé la première société totalement athée. Les vagues successives d'épurations avaient éliminé tous ceux qui rechignaient à suivre le leader. Massacre des titistes entre 1948 et 1956. Puis jacobinisme et exécution de dirigeants qui ne se résignaient pas à jeter dans les poubelles de l'histoire la mère patrie du socialisme. Élimination plus récente de techniciens et de chefs militaires qui risquaient d'avoir une conception technocratique. Enfin la mort, dans des conditions mystérieuses, en décembre 1981, de M. Shehu.

Pourtant, le communiste intransigent et solitaire qu'était Enver Hodja fit, lui aussi, quelques ententes à ses principes. Tito resta l'adversaire idéologique numéro un. Mais, en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, Enver Hodja se rendit compte que les deux voisins ennemis avaient des intérêts communs. Un rapprochement s'esquissa avec notamment des échanges culturels. Un peu oublié le temps (novembre 1956 à Pula) où le maréchal Tito s'écriait : « Ce pauvre sire qu'est Enver Hodja ne connaît du marxisme que le nom ». Et où le dirigeant albanais proclamait : (juillet 1958) : « Nous ferons tout pour noyer dans la boue les révolutions de Belgrade ».

Jusqu'au bout le chef du parti du travail albanais a affiché son dogmatisme. Mais ce dogmatisme n'était-il pas irrigué de nationalisme ? Il prit la tête d'un pays qui n'avait pas digéré ses humiliations, et la dernière en date l'occupation italienne. Son histoire ne s'écrit-elle pas aussi par la volonté de ne jamais être pris en tutelle. Celui-là qui se croyait un des rares hommes fidèles au fondateur de la III^e Internationale, lançait le 16 novembre 1960 à la conférence des quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers à Moscou : « Personne ne doit se figurer que l'Albanie, parce qu'elle est un petit pays, et son Parti du travail, parce qu'il est un petit parti, obéissent à qui que ce soit s'ils sont convaincus qu'on leur montre un chemin erroné ». On a même pu se demander alors si le plus farouche, le plus tenace des antitistes ne fut pas à sa manière un titiste.

BERNARD FÉRON.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'ÉVACUATION DE NABATIEH PAR LES ISRAËLIENS

« Ne gâchez pas la fête... »

Nabatieh. — Des jeunes gens juchés sur des camions, faisant le V de la victoire, des voitures roulant en trombe, n'arrêtant de chanter, tous phares allumés en signe de joie, des drapeaux libanais surgis de partout et hâtivement collés sur les façades des maisons au bord des routes, la région de Nabatieh a été, jeudi 11 avril, le départ de l'armée israélienne qui a évacué une nouvelle zone de 300 kilomètres carrés habitée par environ 70 000 personnes à 95 % chiites. Avec ce retrait, c'est tout le secteur central du Liban du Sud qui a ainsi été évacué.

Une heure après le départ du dernier char israélien, la ville de Nabatieh, hant lieu de la résistance anti-israélienne, semblait pourtant encore « groggy ». Rues quasi désertes, rideaux des magasins baissés, les habitants rassemblés par petits groupes donnaient l'impression que le vide laissé par le départ de l'armée israélienne engendrait une nouvelle peur. Ce n'est qu'en fin d'après-midi, avec l'arrivée des premiers hilands de l'armée libanaise, sous une pluie de riz lancé par les femmes, que l'atmosphère s'est un peu détendue.

Dans un petit bureau de son hôpital à la façade criblée d'éclats, le docteur Ali — il préfère garder l'anonymat — l'air plus harassé que joyeux, avoue : « Les deux derniers mois ont été terribles pour nous. Un quart de la population est parti et les gens qui restent ont encore peur. On ne se relève pas aussi vite d'un tel cataclysme et n'oublie pas, les Israéliens ne sont qu'à 3 ou 4 kilomètres d'ici ».

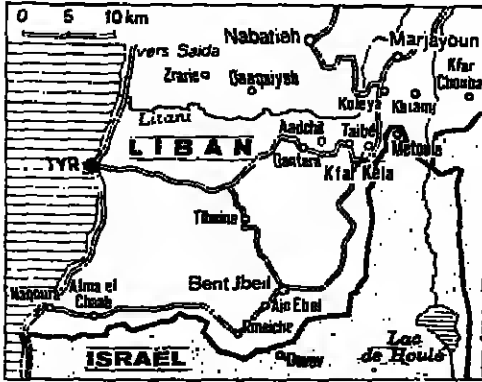
A la Husseynieh, lieu de prières et de réunions pour les chiites, sont environ deux cents à écouter le prêtre du cheikh Abdel Hussein Sadek devenu pour la circonstance le personnage principal de la ville. Un prêtre très modéré dans le sens du communiqué diffusé par haut-parleur dans la ville au nom du mouvement chiite Amal : « Ne gâchez pas la fête du départ des Israéliens. Aucun homme en armes ne doit être vu en ville. Seule l'armée est chargée d'assurer la calme dans cette région. Nabatieh ne doit pas subir le sort de Zahré, Jbaa, Houme-Tataa... Une référence aux villages libérés le 16 février, mais dans lesquels l'armée israélienne avait de nouveau intervenue avec violence à la suite d'attaques lancées à partir de cette zone contre ses soldats.

Avant de quitter la région de Nabatieh, des hélicoptères israéliens avaient d'ailleurs largué des tracts sans équivoque. « Nous franchissons avec une poigne de fer chaque territoire ou instigateur n'aurait qu'il soit s'il tente de s'attaquer

De notre envoyée spéciale

aux soldats ou aux citoyens d'Israël. Citoyens libanais, pensez à la sécurité de vos épouses, de vos enfants, de vos frères et sœurs et de vos parents. Ne collaborez pas avec les intrus qui ne se soucient pas de votre intérêt ni de celui du Liban-Sud et ne leur permettez pas

nir, la Régie des tabacs, centre d'interrogatoires et de détention de l'armée israélienne, tout juste abandonnée, est envahie par les enfants à la recherche de « souvenirs » ou d'anciens détenus. Ration, petite femme de cinquante-cinq ans, qui a passé ici quinze jours, yeux bandés et mains attachées, dit-elle, pour avoir été arrêtée



de l'exploiter et de provoquer une catastrophe contre toi et ta famille. Un message visiblement reçu cinq sur cinq par les notables de la ville qui ont affirmé vouloir empêcher toute attaque contre les Israéliens, à partir du territoire libéré.

L'inquiétude des chrétiens

Dans l'école Notre-Dame, les sœurs antonines (maronites) qui accueillent 1 640 élèves dont seulement 4,5 % de chrétiens, le reste étant chiite, sont pourtant quelque peu inquiètes. « Nous ne savons pas qui va venir ici, dit sœur Alice. Si les habitants gardent la situation en main, nous n'avons rien à craindre. Mais si les étrangers (sous-entendu les intégristes islamiques) envahissent la ville comme à Saida, qu'allons-nous devenir ? ». Le spectre des affrontements interconfessionnels de Saida plane sur la ville, d'autant plus qu'après la longue occupation palestinienne, puis les deux ans et dix mois d'occupation israélienne, le pouvoir est à prendre à Nabatieh. « Il n'y a pas de responsable ici », confie un médecin.

Barbe noire coupée en pointe, turban blanc vissé sur la tête, fines lunettes dorées, le cheikh Sadek explique : « Les chrétiens sont venus me voir il y a une semaine pour se débarrasser de leur peur. Mais je leur ai rappelé les bons moments que nous avons vécus ensemble et il n'y a aucune raison que cela ne continue pas ».

Alors qu'à la Husseynieh les notables tentent d'organiser l'ave-

tée en possession d'une lettre dont elle affirme encore ignorer le contenu, fait visiter les lieux à des proches. Affaires, quelques femmes ramassent en hâte des journaux oubliés, des couvertures, tandis que les hommes démontent les plaques de contreplaqué ou récupèrent les boîtes métalliques de munitions abandonnées.

Sur la route, le premier barrage de miliciens d'AMAL en armes qui ont affiché sous leur drapeau vert largement déployé un grand portrait de Nahr Berri, chef du mouvement, est à 12 kilomètres du centre de Nabatieh, Daoud Daoud, un des responsables du mouvement au sud tente une percée jusqu'à l'entrée de la ville mais, reconnu, préfère faire demi-tour. Libérée mais sous surveillance, Nabatieh s'apprête à passer sa première nuit de calme depuis des mois.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LES NOTES TRÈS DISCRETS DE M. ARAFAT

Cinq membres du Congrès américain se sont entretenus pendant deux heures, à Amman, le jeudi 11 avril, avec M. Yasser Arafat. À l'exception du chef de la délégation, M. David Obey (démocrate du Wisconsin), ses quatre compagnons se sont vus la visite à leur arrivée chez le président de l'O.L.P. Selon un porte-parole palestinien, ils auraient refusé de décliner leur identité à M. Arafat. Leur anonymat a pu être préservé grâce au refus de deux de leurs collègues (également non identifiés) de se rendre chez M. Arafat.

Les sept parlementaires avaient été, auparavant, reçus par le roi Hussein qui a plaidé en faveur d'une conférence internationale de la paix, en insistant sur l'unité et la participation de l'O.L.P. et de l'Union soviétique.

Dans une interview publiée par le quotidien israélien *David*, le secrétaire d'Etat américain, M. Georges Shultz, a déclaré que dans tout éventuel règlement il faudra « tenir compte des droits légitimes du peuple palestinien ». Il a ajouté : « Les Etats-Unis estiment qu'une participation palestinienne à toutes les étapes de la négociation est indispensable. » Il a laissé entendre, d'autre part, que la restitution du Golan (annexé formellement par Israël en 1982) à la Syrie était prévue par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, auxquelles ont adhéré les gouvernements de Jérusalem et de Damas.

M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, a quitté Washington dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 avril pour une tournée dans la région destinée à relancer le processus de paix. — (UPI, AFP.)

JÉRUSALEM : la nouvelle ligne est plus facile à tenir

De notre correspondant

Jérusalem. — « Il n'y a rien de dramatique dans ce repli », dit le chef d'état-major, le général Moshe Levy. L'évacuation de la région de Nabatieh est en effet tout à fait conforme à ce que l'on sait du plan d'évacuation du sud du Liban, tel qu'il a été remanié après l'attentat à la voiture piégée, le 10 mars, à Métona. Les dirigeants israéliens avaient alors décidé de hâter la seconde phase du repli dans le secteur central. L'objectif était clair : se débarrasser le plus rapidement possible d'une région chiite particulièrement hostile où les attentats étaient quotidiens.

C'est chose faite à présent. En se repliant dans ce secteur, sur le fleuve Litani, l'armée a laissé derrière elle la localité de Nabatieh et une trentaine de villages : au total, quelque soixante-dix mille habitants sur une superficie de 300 kilomètres carrés. Après ce gros retrait, d'ailleurs, des officiers supérieurs cités par la radio israélienne n'ont pas dissimulé leur soulagement en expliquant que « cette nouvelle ligne était bien meilleure puisqu'elle s'appuyait sur un obstacle naturel : le Litani ».

La crainte israélienne d'une poursuite des attentats chiites à partir de la région évacuée demeure cependant extrêmement vive, comme le prouve la nouvelle mise en garde du ministre de la défense, M. Yitzhak Rabin : « Toute tentative de porter atteinte à Israël se heurtera d'une riposte vigoureuse. Tsahal aura recours à des moyens encore plus sévères que par le passé ».

Il est vrai que, à bien des égards, ce premier redéploiement sur le Litani sert de test. Car, pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre israélienne au Liban en juin 1982, les hostilités frontalières de Galilée se trouvent à portée des roquettes. En principe, d'ici à la fin avril, l'armée israélienne, dans le sud du Liban, sera complètement

déployée le long du Litani, cours d'eau situé à une trentaine de kilomètres de la frontière. La seconde phase du plan d'évacuation devrait en effet être complétée dans deux semaines environ par le retrait du mont Barouk au Chouf, et du secteur est de la Bekaa face aux troupes israéliennes. Quant à la troisième phase, le retrait définitif sur la frontière, elle devrait se dérouler au début de juin.

Cela signifie-t-il qu'ensuite plus un seul soldat israélien ne se trouvera sur le sol libanais ? Une certaine ambiguïté subsiste à ce sujet. Le député de gauche Yossi Sarid, du parti Ratz (quatre sièges), relayé par une partie de la presse, a affirmé que « la nouvelle conception de la zone de sécurité dans le sud du Liban prévoyait le maintien d'une certaine présence permanente de Tsahal ». Le ministre de la défense, M. Rabin, a tenu cependant à démentir : « Ceux qui s'imaginent, a-t-il dit, que Tsahal restera au Liban même après la troisième phase du retrait se trompent ».

(Interim.)

Paris et Tirana entretiennent des relations cordiales

Malgré sa méfiance envers l'Occident, l'Albanie a, dans l'ensemble, entretenu avec la France, depuis la dernière guerre, des relations cordiales. A aucun moment, les relations diplomatiques entre les deux pays n'ont été rompues, et, pendant longtemps, avant que Tirana ne romme avec Rome, Ankara, puis Athènes, l'ambassade française a été la seule mission d'un pays ouest-européen ouverte dans la capitale albanaise.

Ces relations ont été marquées par une certaine ouverture politique en 1980, à l'occasion d'une école à Paris du chef de la diplomatie albanaise, M. Nesti Nase, puis de la visite officielle dans notre pays, en octobre de la même année, de son vice-ministre, M. Koenophon Nushi, qui avait invité son homologue français de Pépoque, M. Olivier Sdir, à se rendre à Tirana.

Une visite officielle française avait également été envisagée en 1984, mais la mort par balles, en juin, d'un employé du Club Méditerranée de Corfou (Grèce), en face de la côte albanaise, avait amené Paris à rappeler son ambassadeur à Tirana, M. Marcel Martin, en

consultation. Ce dernier avait ensuite regagné son poste.

Le projet de visite d'un officiel français a été relancé dernièrement. Le mois dernier, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, a annoncé qu'il se rendrait prochainement — on a parlé de la fin mai — à Tirana, mais aucune date n'a encore été fixée.

Sur le plan commercial, l'Albanie se place au cent septième rang des clients de la France et au cent huitième rang de ses fournisseurs. Le volume des échanges se situe autour de 350 millions de francs. La construction d'une centrale hydroélectrique à Koman, sur le fleuve Drin, a été confiée en 1982 à la firme CGE-Alsthom. Le principal partenaire commercial européen de l'Albanie est, toutefois, l'Italie.

En matière de coopération culturelle, scientifique et technique, la France vient en tête des partenaires de Tirana, avec l'Italie. Une soixantaine de boursiers étudiants français et deux lycéens français sont en poste à l'université de Tirana.

PICARD

Votre serrure doit-elle être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

مكتبة الامم المتحدة

AFRIQUE

Maroc

L'Istiqlal et l'USFP ne sont pas représentés dans le nouveau gouvernement

Création d'un poste de ministre chargé des relations avec la CEE

Le roi Hassan II a formé, jeudi 11 avril, un nouveau gouvernement de trente membres dirigé par le premier ministre sortant, M. Karim Lamrani. Vingt ministres conservent leur portefeuille, notamment MM. Abdellatif Filali, ministre des affaires étrangères (dont les attributions sont élargies à la coopération), Mohamed Bahini et Ahmed Alaoui (ministre d'Etat), Belarbi Alaoui (justice), Driess Bazzi (intérieur) et Abdellatif Joubri (finances). Dans ce nouveau cabinet, dont la formation était attendue depuis les élections législatives de septembre dernier, deux grandes formations politiques, l'Istiqlal (parti historique de l'indépendance) et l'Union socialiste des forces populaires (USFP, progressiste), ne sont pas représentées. L'Istiqlal, qui avait six ministres dans le précédent gouvernement, dispose de quarante-et-un députés au Parlement. Pour sa part, l'USFP avait obtenu sa représentation à l'occasion des élections législatives, passant de quinze à trente-cinq sièges. Ces deux formations avaient exprimé depuis plusieurs mois des réserves quant à leur éventuelle participation à un gouvernement qui ne prendrait pas en compte leurs revendications, notamment dans les domaines économique et social.

Parmi les postes nouvellement créés, figure celui de ministre délégué auprès du premier ministre chargé des relations avec la CEE, dont le titulaire est M. Abdelkader Guesnou, ancien ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme (1). Les quatre partis de centre-droit, qui sont majoritaires au Parlement avec un total de deux cent quinze élus (sur trois cent six), sont largement représentés au gouvernement. Il s'agit du Rassemblement national des indépendants

(RNI), de M. Ahmed Osman, de l'Union constitutionnelle (UC), de M. Mazzi Boudid, ancien premier ministre, du Parti national démocratique (PND), de M. Anasane El Jaddi et du Mouvement populaire (MP), de M. Mahjoubi Ahardane. (AFP, Reuters, AP.)

(1) Cette nomination fait suite à la demande d'adhésion marocaine à la CEE, dont le roi Hassan II, dans un entretien accordé au Monde, disait récemment : « En définitive, le Maroc est plus européen que la Grèce. C'est un choix que nous avons fait, et ce n'est pas, idéologiquement parlant, une méconnaissance. » (Le Monde du 10 novembre 1984).

ACCORD DE PRINCIPE AU SOUDAN

L'armée et les partis politiques se partagent le pouvoir pour une « période transitoire » d'un an

Un accord de principe portant sur la formation d'un gouvernement civil de transition a été conclu, jeudi 11 avril, entre la junte militaire et le Front du salut national, qui rassemble la quasi-totalité des partis politiques et des syndicats. Selon des représentants du Front, il a été convenu que ce gouvernement fonctionnera, pendant un an, sous l'égide du « Conseil militaire transitoire », présidé par le général Sewart El Dahab. A l'issue de ce délai, tout le pouvoir serait confié aux civils.

Les deux parties devaient poursuivre, ce vendredi, leurs tractations pour déterminer la composition du gouvernement, ses attributions précises et celles du Conseil militaire. Il a été d'ores et déjà décidé que le général Dahab dirigera un « Conseil

de souveraineté », auquel participeraient quatre civils, dont un originaire du Sud (en état de rébellion), qui seraient conjointement cooptés par l'armée et le Front des partis. Il en irait de même pour le choix du chef du gouvernement. Tous les portefeuilles - à l'exception de celui de la défense - sont confiés à des civils. Cependant, il reviendra à l'armée de superviser tous les projets économiques pendant la période transitoire. Par ailleurs, une commission serait chargée d'élaborer un projet de Constitution qui serait soumis à une Constituante, élue au suffrage universel.

Les choses étant rentrées dans l'ordre - sauf dans le Sud, où le chef de l'insurrection, le colonel Garang, refuse tout compromis avec la junte, - l'aéroport de Khartoum devrait être rouvert au trafic international ce vendredi à midi (heure de Paris).

An Cairo, l'officier Al Ahram a révélé que l'ambassadeur d'Egypte à Khartoum avait été personnellement averti par le général Dahab de l'imminence du coup d'Etat quelques heures avant que l'armée ne renverse le régime du maréchal Nemeiry. (AFP, Reuters.)

Tchad

N'Djamena et Bangui ont lancé une opération conjointe sur leur frontière commune contre les maquisards

Le Tchad et la République centrafricaine ont engagé, il y a quelques jours, de part et d'autre de leur frontière commune, une vaste opération militaire de « ratissage », afin de mettre fin aux activités des maquisards sénégalais - les « codras », - opposés au régime du président Hissène Habré, a-t-on appris, jeudi 11 avril, à Bangui, de sources autorisées. Cette opération a été organisée simultanément par les États-majors des deux armées. Les troupes gouvernementales tchadiennes ont reçu pour mission de poursuivre jusqu'à la frontière centrafricaine les « codras rouges » du colonel Kodja qui évoluent dans le Moyen-Chari et qui, selon des sources centrafricaines, regroupent environ un millier d'hommes.

Des éléments de l'armée centrafricaine ont, pour leur part, été dé-

ployés dans les régions de Maroua, Maitinkoulou et Moyenne-Soud (localités frontalières) en vue d'intercepter les maquisards qui essaieraient de se réfugier en Centrafrique. A Bangui, les autorités se montrent cependant sceptiques sur les résultats de cette opération, à la fois en raison de la faiblesse (en hommes et en matériel) de l'armée centrafricaine et des « complications » dont dispose les « codras » dans la population civile, tant tchadienne que centrafricaine. Les opposants au régime de Bangui sont notamment dirigés par l'ex-général M'Baikoua, ancien ministre centrafricain de la justice, dont les partisans, associés à des maquisards tchadiens, avaient lancé une attaque contre la ville de Maroua en novembre dernier. (Le Monde du 14 novembre 1984). (AFP.)

ASIE

Inde

M. Gandhi prend une série de mesures pour désamorcer la crise avec les sikhs

New-Delhi. - Trois mesures spectaculaires pour désamorcer la colère sikh, couper l'herbe sous le pied des extrémistes et, si possible, rétablir un processus de paix au Pendjab, ont été annoncées, jeudi 11 avril, par le gouvernement indien. Une note judiciaire sur les circonstances et les responsabilités des pogroms anti-sikhs déclenchés à Delhi et dans tout le pays après l'assassinat d'Indira Gandhi (1) est ordonnée. En

De notre correspondant

outre, la mesure d'interdiction prise par Indira Gandhi, le 19 mars 1984, à l'encontre de la fédération des étudiants sikhs (AISSF) est levée. Enfin, les dirigeants et militants politiques et étudiants du sikhisme qui n'ont pas participé directement à des actes de violence devraient être libérés inconditionnellement. Cette mesure pourrait concerner plusieurs centaines de personnes détenues depuis de nombreux mois au titre des lois spéciales sur la sécurité appliquées au Pendjab.

Ces trois nouvelles concessions, annoncées au Parlement en présence du premier ministre, M. Rajiv Gandhi, par le responsable de l'intérieur, M. S.B. Chavan, interviennent vingt-quatre heures avant l'expiration de l'ultimatum adressé il y a près d'un mois au gouvernement par l'Akali Dal, organisation politico-religieuse de la secte sikh. Ce parti dont le président, réputé modéré, M. Harbans Singh Longowal, a été libéré de prison le 11 mars, avait menacé de lancer une nouvelle et « sainte campagne d'agitation pacifique » (Morchas) si sept de ses revendications les plus immédiates n'étaient pas satisfaites.

M. Rajiv Gandhi a choisi le compromis et accepté trois de ses demandes. L'enquête judiciaire était réclamée, depuis décembre, par tous les dirigeants politiques et religieux du sikhisme, ainsi que par nombre de politiciens non sikhs de l'opposition. Jusqu'ici, M. Rajiv Gandhi s'était refusé à l'ordonner, la jugeant dangereuse pour la communauté sikh elle-même (2). Sous la pression des événements et la montée de la colère sikh au Pendjab, le premier ministre a finalement changé d'avis. C'est, avec la libération des détenus, la mesure la plus spectaculaire annoncée jeudi.

La levée de l'interdiction concernant l'AISSF semble en revanche plus dangereuse. Fondée en 1944 par l'Akali Dal, la fédération des étudiants sikhs avait été, ces dernières années, complètement infiltrée par les extrémistes sécession-

nistes et fournissait le gros de leurs troupes. Son président, Amrik Singh, a été tué par l'armée au cours de l'assaut du 6 juin contre le temple d'or, et son jeune secrétaire général, M. Harbinder Singh Sandhu, grièvement blessé au cours de la bataille, est en prison. Deux cents mille jeunes Sikhs, dont bon nombre ne sont d'ailleurs pas étudiants, appartiendraient encore à la fédération. On peut craindre que la reprise de ses activités au grand jour ne permette aux extrémistes d'en reprendre plus ou moins ouvertement le contrôle.

Un pari risqué

Le pari de M. Gandhi est donc risqué. Il vise trois objectifs : 1) établir sa sincérité et sa bienveillance personnelles, sérieusement mises en doute, à l'égard des Sikhs ; 2) rendre aux modérés de l'Akali Dal une crédibilité qui leur fait défaut et qui les pousse à utiliser de manière croissante une rhétorique dangereusement extrémiste ; 3) remettre en marche un processus de réconciliation entre la communauté et le gouvernement.

Samedi 13 avril, on célébrera à Amritsar le Baisakhi, plus grande fête de l'Inde du nord, considéré comme le nouvel an hindou et sikh. Samedi, dans la ville du temple d'or, des dizaines de milliers de Sikhs et d'Hindous seront dans la rue. Le même jour, l'Akali Dal annoncera publiquement la conduite qu'il entend désormais tenir. Par mesure de sécurité, soixante compagnies supplémentaires de police et de forces para-militaires ont été mises en place pour quadriller la ville.

PATRICE CLAUDE.

(1) Selon les chiffres officiels, 2 981 Sikhs ont été massacrés en quelques jours, dont 2 416 à Delhi.
(2) Le premier ministre faisait allusion aux manifestations de réjouissances dans certains milieux sikhs quelques heures après l'assassinat d'Indira Gandhi. Selon la thèse officielle des autorités, ce sont ces actes de provocation qui auraient déclenché les pogroms.

AMÉRIQUES

Brazil

Au chevet de M. Tancredo Neves

(Suite de la première page.)

Faisant l'addition labellistique des lettres composant le nom de José Sarney, le président par intérim, il a trouvé également un quatre. « Conclusion ? » lui demande un journaliste : « Conclusion, si Tancredo passe le quatrième mois de l'année (c'est-à-dire le mois d'avril), il est sauvé. »

« Chacun avec sa manière », dit un dictionnaire. Chacun aussi avec sa religion. Il en est venu de tous poils, des gens de prière, pendant la longue attente à la porte de l'hôpital. Un Noir, en robe immaculée, apotrophe les passants. Montrant l'étage où Tancredo gît sur son lit de douleur, il crie : « Je ne peux pas aller là-haut. Mais Dieu, lui, il peut. Et grâce à vos prières, il va le guérir définitivement. »

Les ministres eux-mêmes

Les Frères prêcheurs appartenant, au Brésil, à une longue tradition. Il y a eu Antoine le Conciliateur, illuminé du Sertão de Bahia qui, à la fin du dix-neuvième siècle, leva la population locale contre la république nouvellement née parce qu'elle était l'Antéchrist ; et dont Vargas Llosa a raconté l'épopée dans la Guerre de la fin du monde. Il y a eu ensuite le Père Cícero, Père fouettard qui investissait lui aussi le Sertão. Il y a aujourd'hui le Père Damien, capucin connu pour ses anathèmes

contre la mini-jupe et les baisers

« licenciés ». Les ministres eux-mêmes ont été pris par cette ferveur. Alors que les médecins semblaient impuissants devant l'aggravation de la maladie, ils ont fait appel à l'« unité spirituelle » du peuple, pour sauver Tancredo. Depuis le 14 mars, jour de l'hospitalisation, le pays tout entier s'est mis au chevet du malade, dont la guérison a souvent paru reléver de l'article de foi plus que des chirurgiens.

La femme du président, M^{me} Ríndez Neves, a beaucoup fait pour créer ce climat. Montrant, tout au long de l'épreuve, une énergie sans faille, elle a demandé aux Brésiliens de croire, envers et contre tout, au rétablissement de leur président. Le dimanche de Pâques, au sortir de la messe, elle s'est plantée devant les caméras, et ce qu'elle a dit a bouleversé le pays : « Il ne faut pas perdre la foi. Il faut continuer de prier. C'est le peuple, par ses prières, qui a permis à la famille Neves de traverser des jours terribles. C'est lui aussi qui a permis à Tancredo de résister. » Les femmes qui continuent de prier devant l'hôpital du Corur portent parfois des banderoles qui appellent au « changement ». Elles disent, ces femmes, que Tancredo est le « sauveur de la patrie » et que, sans lui, qui sait de quoi demain sera fait.

CHARLES VANHECKE.

Deux syndicats d'extrême gauche ont déclenché un mouvement de grève chez les métallurgistes

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - Environ deux cent mille métallurgistes de l'Etat de Sao-Paulo se sont mis en grève le jeudi 11 avril. Les grandes firmes automobiles - Volkswagen, Ford, General Motors - sont pratiquement paralysées. Le mouvement a été déclenché pour une durée indéterminée après l'échec de longues négociations avec le syndicat patronal. C'est le premier conflit social d'envergure que la « nouvelle République », inaugurée le 15 mars, doit affronter. Les statuts officiels n'avaient pas encore fait état de cet événement. Plusieurs dizaines d'intégristes avaient été arrêtés fin 1982 après la découverte de bombes « prêtes à l'emploi ». Au cours du premier semestre 1983, d'autres arrestations avaient eu lieu. Le procès de ces activistes, annoncé officiellement, avait été reporté à plusieurs reprises. Le 13 mai 1984, quatre-vingt-deux d'entre eux devaient être jugés à Média. A la dernière minute, l'audience avait été ajournée et vingt-trois d'entre eux avaient été libérés. Ces derniers étaient des hommes auxquels il n'était pas reproché d'avoir participé à des actions pouvant conduire à une effusion de sang, leur rôle s'étant limité à répandre l'agitation dans les esprits. Certains d'entre eux coopéraient maintenant comme prévenus libres.

Les autres accusés impliqués dans des affaires plus graves n'avaient pas bénéficié des mesures de clémence décidées au printemps dernier par le président Chacón en faveur non seulement des intégristes mais aussi d'autres détenus politiques, dont les partisans de M. Ben Bella (Le Monde du 17 mai 1984).

Les autorités, qui ont réussi à contenir une poussée d'agitation intégriste à la fin de 1982, semblent hésitantes quant à la conduite à adopter à l'égard des personnes arrêtées. L'idée la plus répandue dans les milieux dirigeants est qu'il faut éviter d'en « faire des martyrs ». Le procès de Média sera sans doute long et les peines devraient être sévèrement dosées.

Un premier procès, en septembre 1984, s'était terminé par des peines de prison allant de cinq ans avec sursis à huit ans ferme prononcées contre sept fondamentalistes inculpés après une bagarre ayant fait un mort dans une cité universitaire d'Alger.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Nigeria

• EXECUTION PUBLIQUE DE TROIS TRAFICANTS DE DROGUE. - Trois Nigériens condamnés à mort pour trafic de drogue par un tribunal militaire de Lagos ont été exécutés en public mercredi 10 avril. Ce sont les premières personnes fusillées en vertu du décret numéro 20 - réprimant la contrebande, adopté en juillet dernier par le Conseil militaire suprême. Le CMS doit également confirmer la condamnation à mort de trois autres personnes, dont une jeune femme de trente-quatre ans, pour infraction à la législation sur les drogues. (AFP, AP, UPI.)

Guatemala

LA POPULATION DANS LA CRAINTE D'UN COUP D'ETAT

Guatemala (AFP, Reuters). - Le chef de l'Etat, le général Oscar Mejia, a, dans une allocution télévisée le jeudi 11 avril, qualifié de « plan pour déstabiliser le gouvernement » les rumeurs de coup d'Etat et l'opposition de certains secteurs à la levée de nouveaux impôts, ainsi qu'à des mesures financières adoptées mardi dernier par le gouvernement. Afin de calmer la population, qui s'est lancée à l'assaut des pompes à essence et des commerces en quête de combustible et d'aliments, le général Mejia a rappelé qu'il avait le devoir de « défendre et garantir le processus de démocratisation ». (Des élections doivent avoir lieu en janvier prochain pour la restitution du pouvoir aux civils.)

Ces déclarations interviennent peu de temps avant la manifestation prévue samedi à Guatemala, à l'appel du mouvement Apoyo Matto, de soutien aux familles des disparus. Un dirigeant de ce mouvement, M^{re} Godoy, avait été retrouvé mort, le 4 avril, avec ses deux enfants dans des conditions mystérieuses.

Par ailleurs, un groupe d'hommes d'affaires s'étant donné pour nom la Nouvelle Droite a pris le chef de l'Etat d'annuler son déplacement prévu au Vatican et en Israël à partir de dimanche. Ils jugent sa présence indispensable face aux risques d'élargissement du mouvement de protestation. Le général Mejia a annoncé peu de temps après qu'il reportait son voyage en raison de la « crise politique et économique » que connaît son pays.

C. V.

Chili

• LA « PROTESTA » MARQUEE PAR DE NOMBREUX AFFRONTEMENTS. - La journée de protestation organisée jeudi 11 avril par le Commandement national des travailleurs a été marquée par une série d'attentats à la bombe et de nombreux affrontements entre manifestants et policiers, qui ont fait une douzaine de blessés et entraîné une trentaine d'arrestations. Plusieurs centaines d'étudiants rassemblés sur les campus de Santiago, ont protesté contre la mort d'Oscar Fuentetaja (19 ans), qui avait été mortellement blessé par balles alors qu'il distribuait des tracts appelant à la manifestation. Le chef de l'Etat, le général Pinochet, a pour sa part « catégoriquement » condamné jeudi l'assassinat des trois opposants, qui était à l'origine du mouvement de protestation. (AFP.)

AMÉRIQUES

Pérou : une démocratie en état de choc

III. - Ceux d'en bas

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

La déception croissante du gouvernement de M. Belaunde, illustrée par la victoire décevante aux élections municipales de 1983, entraîne un effacement de la droite. Ce déclin spectaculaire a deux raisons principales : la crise économique, et la « préférence » de Sendero Luminoso (le Monde des 11 et 12 avril).

Lima. - « Mon engagement, déclare M. Alan García, chef de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), est avec tous les Péruviens... ». « Je suis avec les pauvres », a déclaré M. Alfonso Barrantes, maire marxiste-léniniste de Lima et candidat de la gauche unie à l'élection présidentielle. M. Alva Orlandini, porte-drapeau contesté du parti gouvernemental Action populaire, souhaite que « rien ne s'arrête ».

M. Luis Bedoya, qui a abandonné la coalition au pouvoir pour se présenter à la tête de la Convergence démocratique, jure de « tenir toutes ses promesses ». Ancien maire de la capitale, celui-ci se targue encore d'avoir construit la seule autoroute, le zanjón, qui mène du vieux centre colonial de Lima aux quartiers résidentiels de Miraflores et de San Isidro. Le général Morales Bermúdez, ancien président de 1975 à 1980, le « successeur » du général Velasco Alvarado, mène une campagne sans illusions et sans éclat et veut sans doute « en finir avec la subversion ». Mais lui aussi promet de « sortir le pays de la crise ».

Un bloc de gauche ?

Une vie meilleure pour tous, des logements, du travail, la santé à la portée de tous, la justice, pas une seule fausse note dans ce discours politique, benêt en campagne électorale, mais qui tranche brutalement avec les réalités, terribles et quotidiennes.

Ce discours n'est cependant pas purement démagogique. Il s'agit sans doute pour l'APRA de conquérir un pouvoir qu'elle recherche depuis un demi-siècle, de renouer avec le peuple, de rassembler toutes les bonnes volontés, quitte à persister un véritable programme

de gouvernement « nationaliste, populaire et démocratique » si les résultats du 14 avril - et d'un éventuel et probable second tour en juin - sont à la hauteur des espérances entretenues par les apripistes.

Il s'agit pour la gauche unie de M. Barrantes de conserver d'abord cette seconde place sur l'échiquier politique obtenue aux élections municipales de novembre 1983 (avec près de 29 % des voix) et de tenter ensuite de persuader les différents groupes marxistes-léninistes intégrés à la gauche unie de constituer, après les élections, un véritable bloc de gauche, capable, au Parlement, dans les syndicats et dans la vie publique, de jouer un rôle d'opposition « constructive ». Puis, de préparer, à long terme, comme le dit M. Barrantes « les bases d'une voie socialiste pour le Pérou ».

Pour les formations plus ou moins liées à l'actuel gouvernement - et reléguées à droite par la fantastique poussée à gauche qui se développe dans le pays depuis deux ans - il faut limiter les dégâts, en multipliant les promesses sociales. Mais il y a aussi, dans toute la classe politique, de la droite à l'extrême gauche, la conscience aiguë que le Pérou est arrivé au bout du chemin. Que la véritable alternative est entre le chaos et une relance dynamique impliquant la collaboration de plusieurs courants politiques traditionnels, et sans doute aussi une participation sous une forme ou sous une autre des forces armées.

Pensez-vous que le hasard a présidé à ce qu'il décline la solution miracle qui permettrait de répondre globalement aux multiples défis. Aucune des forces politiques en campagne n'est capable de réussir seule. L'apparente superficialité du discours et les promesses vagues reflètent d'abord cette conviction, partagée dans les états-majors politiques, que des accords seront nécessaires pour gouverner efficacement.

L'histoire récente de leur pays ne peut qu'inciter les dirigeants politiques à la modestie. « Une société pour tous les Péruviens » : ce rêve,

ou cette utopie, est poursuivi avec ténacité depuis au moins deux décennies. Haya de la Torre, père de l'APRA réformiste et populiste d'aujourd'hui, et Mariategui, inspirateur, il y a un demi-siècle, de la ligne révolutionnaire dont se réclament encore, en 1985, les chefs de file des courants marxistes, maoïstes, trotskistes, communistes, constituant le conglomérat de la gauche unie, préconisaient déjà tous les deux, dans les années 30, l'intégration du monde andin, oublié, marginalisé, dépossédé, dans la communauté nationale.

Le Parti d'action populaire de M. Belaunde Terry se réclamait d'un « humanisme chrétien ». Il se voulait « au service du peuple ». En 1963, le gouvernement militaire du général Velasco Alvarado se proposait de détruire le « pouvoir de l'oligarchie » et de « libérer l'indien de sa misère et de sa faim ». Symboliquement, il avait donné au palais présidentiel le nom de Tupac-Amaru (dirigeant indien révolté contre les Espagnols au dix-huitième siècle). Revenu au pouvoir en 1980 en ayant suscité une énorme espérance populaire, le deuxième gouvernement constitutionnel de M. Belaunde a manifestement échoué. Depuis vingt ans, les bonnes intentions des dirigeants, tant civils que militaires, ont été balayées par l'ampleur des bouleversements mal contrôlés d'une société en pleine mutation.

Par l'explosion démographique d'abord. En 1940, dit le sociologue José Matos Mar, on comptait dix millions de Péruviens, c'est-à-dire à peu près autant qu'à l'époque de Pizarre. Aujourd'hui nous sommes vingt millions. C'est un bond sans précédent et fondamental. En outre, le Pérou est en 1985 très fortement urbanisé. A 65 % environ, et Lima est une énorme métropole de six millions d'âmes.

Immenses à l'abandon, toits en terrasses envahis de détritus, trottoirs mal entretenus, rues fauconnées : le centre où mûissent de rares et superbes résidences coloniales comme le palais Torre-Tagle (siège

du ministère des affaires étrangères) se dégrade. Les Liméniens comptent leur ville à Calcutta. C'est excessif. Mais il est vrai qu'elle est envahie jour et nuit par une marée humaine qui fait songer aux cités asiatiques. C'est aussi un marché permanent en plein vent. Les ambulants, petits vendeurs clandestins, occupent par milliers la chaussée et les trottoirs de certaines avenues, comme Abancay et même le Jirón de la Unión, artère piétonnière qui relie la place d'Armes à la place San-Martin.

Cour des miracles

C'est un aspect spectaculaire de ce qu'on appelle l'économie « informelle » et qui permet à deux habitants sur trois de la capitale de survivre. En réussissant à vendre, après des heures de patience, une marchandise hétéroclite - miroirs, peignes, tissus, liquides, légumes, fruits et cigarettes - à l'unité. Rue Ocona, au coin de San-Martin, des centaines de vendeurs se précipitent sur les voitures, calculatrices à la main, pour faire le trafic de dollars. Selon l'économiste Hernán de Soto, cette économie souterraine a grandi démesurément et englobe maintenant aussi bien de grandes entreprises commerciales que la multitude des petits métiers de la rue : lavoirs de voitures, cireurs de chaussures, vendeurs de journaux. L'ancienne et élégante cité des vicerois est une cour des miracles, une fourmilière humaine bruyante, colorée et chaotique, où l'homme des Andes s'est fait, non sans mal, une petite place.

Lima a un nouveau visage, dit encore M. Matos Mar, c'est une ville audacieuse. En un sens, elle est maintenant la vitrine du Pérou tout entier. Mais cette immigration sauvage vers une capitale démesurée qui draine toutes les ressources et attire tous les sans-emploi de l'intérieur, tous les réfugiés chassés des départements en « état d'urgence » par la violence insurrectionnelle et

la riposte souvent aveugle des forces de l'ordre ne s'est pas accompagnée d'un processus d'industrialisation parallèle.

Les paysans sans terre d'Apurímac ou de Cuzco ne trouvent pas davantage de travail à Lima. Ils s'entassent dans les *barriadas* (que l'on appelle pudiquement *ciudades jóvenes*), qui encerclent la capitale. La moitié au moins des habitants de Lima sont installés dans ces immenses bidonvilles, aux conditions de vie d'ailleurs très inégales. Relativement « meilleures » à Villa-El-Salvador, grâce à l'action du maire de gauche Miguel Azcuneta. Sinistres à Independencia, au nord.

L'eau potable est livrée par camions-citernes, les transports sont insuffisants et lents, les services de voirie inexistantes. Les autorités, déjà dépassées par les problèmes de ramassage des ordures à Lima même, sont complètement débordées dans les *barriadas*, où des mouvements populaires spontanés tentent de résoudre les questions élémentaires de la survie quotidienne. Des prêtres, péruviens et étrangers, participent activement à cette esquisse d'autogestion de canlines populaires, d'infirmières rudimentaires, de clubs d'animation culturelle. Une réponse urbaine analogue à la formation des « fronts de défense » ayant surgi dans les départements de l'intérieur et qui tendent, eux aussi, à suppléer les carences officielles.

Crise de l'Etat

« La plupart des familles de nos paysans commencent depuis longtemps à mourir », dit le curé d'El Agatino, une *barriada* proche de Lima. Mais les conditions sont devenues inhumaines. La tuberculose est en hausse. La dénutrition est générale. La typhoïde est en nette recrudescence. Tout manque : la nourriture, les vêtements, les soins de santé.

La santé pour tous ? Selon une étude publiée par la Banque centrale de réserve, l'espérance de vie moyenne au Pérou est de cinquante-huit ans (quarante-cinq dans de

nombreux départements de l'intérieur, en particulier Huancavelica et Cuzco), ce qui place le pays à l'avant-dernier rang en Amérique latine, avant la Bolivie. Au début des années 40, 53 % de la mortalité infantile était due à des maladies infectieuses et parasitaires. En 1985 le pourcentage est identique.

Les niveaux de vie moyens sont en régression. Les revenus réels ont baissé de 15 % pour les agriculteurs, de 30 % pour les ouvriers et de 40 % pour les employés. Un fonctionnaire gagne environ 100 dollars par mois, un professeur d'université à peine plus. Paysans des Andes, marginaux des villes, l'immense majorité est en dessous du minimum vital. Pas d'eau, pas d'électricité, des demeures rudimentaires : tel est le lot de trois Péruviens sur quatre.

« Le Pérou, dit M. Alan García, est une pyramide où une petite minorité, environ 20 % de la population, bénéficie de conditions de vie normales. Nous avons deux économies : une moderne, avec des sociétés transnationales, les secteurs urbains développés et les services. Elle occupe 40 % de la population active et draine 85 % des investissements. L'autre économie, parallèle, informelle, regroupe le paysannat andin, le plus misérable, et les marginaux des villes ».

« Face à ce « débordement populaire », dit encore M. Matos Mar, le gouvernement est impuissant. Il y a crise de l'Etat. Crise multiforme, économique, culturelle, structurelle, crise d'identité, de confiance et de société. Elle occupe 40 % de la population active et draine 85 % des investissements. L'autre économie, parallèle, informelle, regroupe le paysannat andin, le plus misérable, et les marginaux des villes ».

Les partis sont lancés à la conquête du pouvoir. Pour quoi faire ? Ceux d'en bas attendent bien sûr un vainqueur et ils sont prêts à l'acclamer. Leurs banderoles, leurs vivats, leur chaleur et leur participation prouvent - dans ce contexte explosif et violent - que les Péruviens gardent malgré tout l'espoir échevillé au corps.

FIN

Les hommes d'affaires américains sont les gens les plus pressés du monde. Pour eux, le temps c'est de l'argent. Leur société étant très compétitive, ils ne peuvent manquer une seule occasion. En considérant la taille des Etats-Unis et le nombre élevé de ses grandes villes, un problème se posait : comment relier ces villes entre elles ? Nous avons trouvé la solution : réinventer la roue.

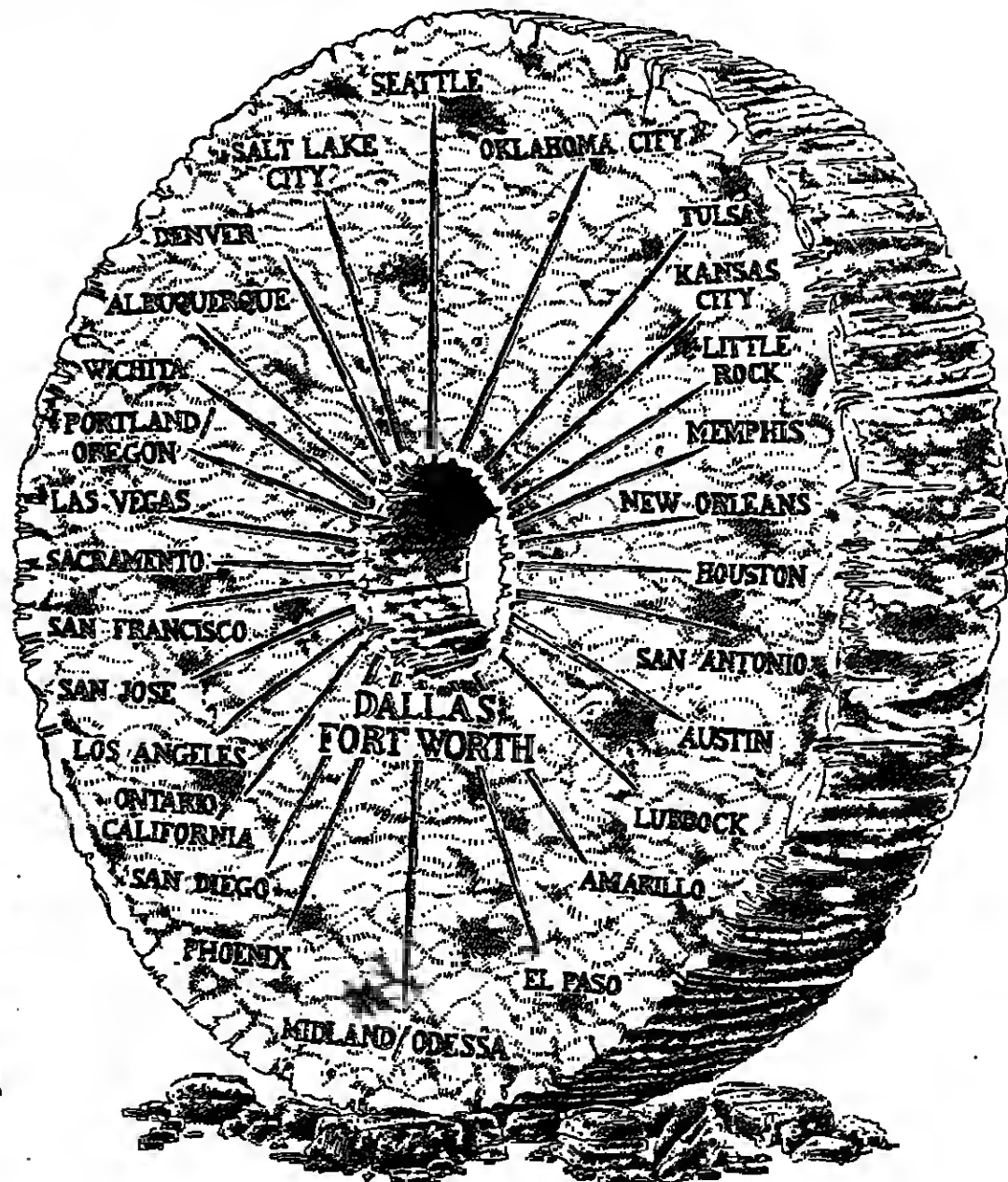
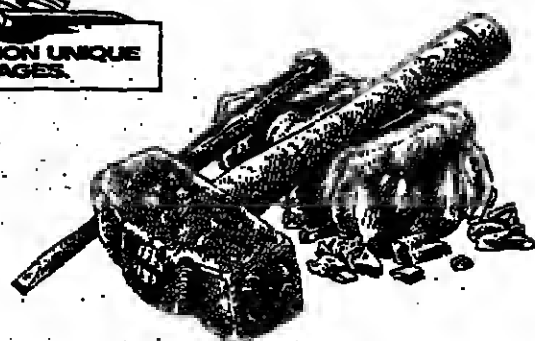
venter la roue ! Faire de Dallas-Fort Worth un moyen, un axe stratégique. Il ne restait plus qu'à relier Paris-Orly à Dallas-Fort Worth pour que vous puissiez profiter à partir du 12 avril de plus de 45 destinations, et ceci quatre fois par semaine.

American Airlines

Si l'on ajoute que la classe affaires comporte 6 sièges de front très confortables et que, dès le mois de juin, les vols vers Dallas seront quotidiens, vous comprenez pourquoi American Airlines représente une certaine idée des transports aériens. Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou appelez à Paris : (1) 723.00.35.

On aurait pu réinventer le fil à couper le beurre, on a réinventé la roue.

UNE CONCEPTION UNIQUE DES VOYAGES.



مكة امين الرحيل

مكتبة الأمل

politique

LA RÉFORME ÉLECTORALE

Des « listes barristes » dans la région Rhône-Alpes

Tandis que le RPR et l'UDF réfléchissent au « meilleur moyen » d'assurer en 1986 « la plus large majorité à l'opposition nationale », M. Raymond Barre s'organise et mobilise ses équipes. Jeudi matin 11 avril, au lendemain de la signature de l'accord de gouvernement RPR-UDF, il a réuni à sa permanence lyonnaise les députés UDF ou apparentés de la région Rhône-Alpes (1) pour étudier la « situation nouvelle » créée par le projet de réforme électorale et surtout prendre date. M. Barre et ses amis ont laissé clairement entendre que des listes UDF « barristes » seront constituées dans toute la région Rhône-Alpes. L'ancien premier ministre et les neuf autres députés présents ont réaffirmé leur hostilité à la proportionnelle qui « menace » le fonctionnement des institutions,

se sont engagés à continuer de « travailler ensemble » et ont surtout manifesté leur volonté de « participer au combat de l'opposition en affirmant avec toutes celles et tous ceux qui partagent leurs convictions le spécificité et le dynamisme du courant républicain libéral et social au service du renouveau de la France ». Dans le texte que M. Barre, député UDF-PR de l'Ain, explique les raisons de son choix en faveur de listes séparées et invite l'opposition à s'y rallier.

(1) Il s'agit, outre de M. Raymond Barre lui-même, de MM. Jean Rigaud, Alain Mayoud, Charles Perrin (Rhône), Charles Millon (Ain), Pascal Clément, Henri Bayard (Loire), Jean Brocard, Yves Santer et Claude Biroux (Haute-Savoie).

RÉUNION DES SÉNATEURS RI A RODEZ Dénationalisations

De notre envoyée spéciale

Rodez. — Au cours du « banquet républicain » organisé au terme des journées d'étude du groupe des Républicains et Indépendants du Sénat, M. François Létoury a souligné jeudi 11 avril à Rodez (Aveyron) que le RPR et l'UDF se reconstruisent rapidement pour déterminer leur tactique électorale. L'essentiel est de gagner, a-t-il dit le secrétaire général du Parti républicain, que ce soit avec des listes uniques ou des listes séparées de l'opposition.

M. Marcel Lacotte, président du groupe, s'est demandé pourquoi M. Mitterrand a décidé de « violer délibérément la volonté des Français, attachés au scrutin majoritaire ». M. Lacotte demande au chef de l'État pourquoi il n'a pas « osé laisser les Français trancher eux-mêmes » et pourquoi il n'accepte pas de dire que « cette loi n'a été votée que par une majorité de circonstance ». M. Lacotte a dit pour lui-même qu'elle sacrifiera certains de ses amis et qu'elle n'a d'autre objectif que de le maintenir au pouvoir.

Après avoir les sénateurs RI avaient évoqué l'alternance dans le

domaine économique. M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, a insisté sur les « jeunes gens qui se gouvernent de libéralisme ». L'opposition devrait faire connaître dès l'automne, a-t-il dit, les grands axes de la politique économique qu'elle suivra dans les deux années qui suivront son succès en 1986 : les mesures immédiates « à grand effet » telles que la libéralisation des prix, des salaires, des conditions de licenciement ; une modification du statut de la Banque de France ; l'engagement d'un processus de dénationalisation « de manière à montrer que la nouvelle majorité n'a pas peur de dénationaliser ce qu'on fait les socialistes ». Le sénateur des Hauts-de-Seine cite, à propos de dénationalisation, Havas, le Crédit commercial de France et la CGE. Il a, d'autre part, estimé qu'il ne sert à rien d'établir un programme de gouvernement au sein de l'opposition si les mesures envisagées « n'ont pas fait l'objet de discussions avec les socioprofessionnels ».

A. Ch.

POINT DE VUE

Les quatre pièges

par CHARLES MILLON (*)

A probable réforme du mode de scrutin pour les élections législatives contraindra l'opposition à surmonter quatre défis que lui lance le président de la République.

Tout d'abord, après avoir bénéficié au-delà même des bornes que n'avaient pas franchies ses prédécesseurs, le chef de l'État entend remettre en cause près de trente ans d'acquis institutionnels à seule fin de se sauver de la merde qui monte à l'horizon de 1986. Le V^e République est en danger : accepter ce premier démantèlement, auquel aboutirait l'instauration de la proportionnelle départementale reviendrait à s'engager dans un engrenage de renouveau, préjudiciable au bon gouvernement du pays.

En deuxième lieu, le système électoral qui nous est promis vise à fractionner l'opposition. On cherche à susciter entre nous un débat aussi violent que celui qui ravage le Parti socialiste autour du mode de scrutin. On pousse l'extrémisme de la violence des extrêmes. On espère que les difficiles arbitres d'investitures entraîneront les mécontents de l'opposition qui ne figureront pas sur les listes à se lancer dans la concurrence sauvage. Il convient donc de fermer au plus vite une telle brèche.

Le troisième piège est plus subtil. Le président de la République souhaite que l'opposition, moins experte que lui en tactique politicienne, confonde les plans et se laisse entraîner par les déclarations objectives communes, à la constitution systématique de listes communales dans tous les départements. Nous devons à l'inverse continuer à prendre la contrepoids de ce que font les socialistes. Ils sont, sous le vernis de la modernité, pleins de bonne conscience et de dogmatisme : eh bien, soyons quant à nous pluralistes et démocrates jusqu'au bout, et lions nos électeurs le soin de départager nos tendances divergentes qu'elles soient. Les socialistes gouvernent avec la faveur, sans doute minime, d'un quart de l'électorat : déplaçons-nous pour, au contraire, rassembler le plus possible.

Sous cette lumière glauque de mauvais coup, chacun discerne le quatuor piège : après avoir atterri une première fois à l'œuvre constitutionnelle du général de Gaulle et inculqué des germes de division dans nos rangs, la trappe de la « cohabitation » s'ouvre toute grande sous nos pas. Elle sera l'échec même, naturel de la dénationalisation de la V^e République et de l'éclatement du camp libéral. Face à un adversaire que son ardeur et son goût de l'intrigue rendent mobile, apte à tous les revirements, il convient que l'union de l'opposition adopte une attitude offensive et évite de se laisser prendre de revers.

Maître du jeu par la vertu d'institutions qu'il entend bafouer, le président de la République, convaincu de son propre discrédit en matière économique, change de terrain et veut se battre par priorités dans le domaine proprement politique. L'opposition doit s'y adapter avec promptitude. Or afin de placer la détermination de la V^e République au cœur du débat de 1986 et de préserver les chances d'un redressement national puissant, en dehors de toute équivoque, il importe d'abord de placer en haut de la table des principes qui nous guident, le refus de toute cohabitation avec un chef d'État dévoué par une majorité de Français à l'occasion des élections législatives et l'engagement solennel de procéder au rétablissement du scrutin d'arrondissement. Mais pour soutenir de tels principes communs et les faire triompher, le dispositif électoral de l'opposition doit se déployer dans toute sa diversité, chaque fois que cela est possible. Il convient notamment d'éviter que la Constitution, portant, de listes communes, ne dégage un espace pour des listes dissidentes.

Le pouvoir veut nous jeter au visage le masque de l'uniformité revancharde. Apparaissions au contraire tels que nous sommes : une diversité par le sens de l'émulation, ouverts aux échanges d'idées, tout disposés à rassembler.

Unissons-nous autour de l'essentiel et déplaçons-nous pour gagner large.

(*) Député (UDF) de l'Ain, membre du secrétariat politique du PR.

LE MRG EN « DÉSACCORD PROFOND »

M. Crépeau : nous restons au gouvernement



Le comité directeur du MRG, réuni jeudi 11 avril à Paris, a marqué un désaccord profond avec le projet gouvernemental de loi électorale. Pour M. François Douhin, président du MRG, « ce projet n'assure pas la représentation de l'ensemble des courants d'opinion. Il ne contribue pas à la modernisation de la vie politique. Il renforce les appareils de partis au détriment de la libre expression des citoyens ». « Un tel projet, s'il devait être adopté en l'état, exacerberait que tout accord électoral national puisse être passé entre le MRG et le PS », conclut M. Douhin.

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'État aux universités et ancien président du MRG, avait estimé, dimanche 7 avril, au « Grand Jury RTL-Le Monde » que la proportionnelle

« peut avoir le vertu d'être un scrutin de dégel ». Le Monde du 9 avril. En revanche, lors des journées parlementaires du PS les 27 et 28 mars, les députés MRG appartenant au groupe socialiste de l'Assemblée nationale avaient demandé le maintien du scrutin majoritaire.

Pour sa part, M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, ancien président du MRG, a affirmé vendredi 12 avril que les trois ministres radicaux de gauche (MM. Schwartzberg, Baylet et lui-même) resteraient au gouvernement. « Je ne vois pas pourquoi je partirai, pourquoi nous partirions, au moment où nous sommes plus d'accord avec ce qui est fait qu'au début du septennat ».

Au PS : l'union, mais avec qui ?

Six mois avant le congrès socialiste de Toulouse, les lignes de partage au sein du PS sur la question des alliances sont en train de se clarifier. MM. Jean Popereau, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy, et, dans une certaine mesure, M. Michel Rocard, font exactement la même analyse, que résume une formule employée par le maire de Lille lors de la présentation de son nouveau livre : « Il n'y a jamais eu, a remarqué l'ancien premier ministre, autant de centristes avec la gauche que quand elle était belle et rassemblée » (Le Monde du 11 avril). Tout en prenant en compte l'attitude du PCF, ces dirigeants ne veulent pas que l'indispensable recherche de nouveaux soutiens conduise les socialistes à jeter par dessus bord l'union de la gauche. Le paradoxe est que, d'une analyse identique, ils tirent des conclusions opposées : M. Mauroy est pour la proportionnelle, alors que MM. Popereau, Chevènement et Rocard se prononcent pour une logique majoritaire.

A vrai dire, on peut supposer que ces considérations partiellement interfèrent avec des déclarations plus abstraites. Dans le Nord (département de M. Mauroy), les dernières élections cantonales, au scrutin majoritaire, ont montré que le déclin du PC « tire » les socialistes vers le bas. Au contraire, dans la Pas-de-Calais, les socialistes sont de farouches partisans du scrutin majoritaire, car l'introduction de la proportionnelle leur coûterait certainement plusieurs sièges.

D'un autre point de vue, M. Mauroy a affirmé, mardi 9 avril à Lille, qu'il « n'arrive pas à comprendre » pourquoi M. Rocard a quitté le gouvernement. En public, le maire de Lille n'en dira pas plus, mais il n'est pas difficile de comprendre que, dans son esprit, il s'agit surtout, pour M. Rocard, d'occuper une position stratégique sur l'échiquier politique.

M. Mauroy ironise sur l'argumentation de ceux qui font l'union de la gauche au nom d'une logique majoritaire. Selon lui, le maintien de l'actuel mode de scrutin peut, en réalité, conduire à « martyriser » le PCF. M. Mauroy se distingue encore en estimant, contrairement aux analyses qui développent — quelle que soit leur préférence — la plupart des dirigeants socialistes, que l'introduction de la proportionnelle ne devrait pas s'accompagner d'une évolution présidentielle des institutions.

Quoi qu'il en soit, MM. Popereau, Chevènement, Rocard et Mauroy (plus M. Marie-Noëlle Lemaître, l'un des dirigeants des « néo-rocardiens », qui, sur ce point, est globalement sur la même ligne) sont quand même conscients, à eux tous, enchaîner pas mal de militants. Or ils ont eux-mêmes fait savoir leurs fortes préférences à l'égard de toute « dérive » centriste. Et si M. Mauroy feint de croire que « personne ne parle d'alliances avec les forces centristes », nous préférons être surs que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et surtout M. Laurent Fabius n'en parlent pas à Toulouse.

M. Mauroy affirme « son appui total » pour permettre à M. François Mitterrand d'« achever son septennat en 1988 ». Mais, en privé, l'ancien premier ministre finit par avouer que, si le maintien de M. Mitterrand à l'Élysée devait se payer de « l'importance qu'il ne lui fait pas un tel choix ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

LA LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS

Encore un tour de piste ?

Le gouvernement a donc décidé de « faire un pas vers la limitation du cumul des mandats ». Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation l'a fait savoir au dernier conseil des ministres après avoir précisé les trois projets de loi relatifs à l'élection des députés et des conseillers régionaux. Les moyens d'aller dans cette direction vont être étudiés dans les prochains jours, a-t-il précisé, ajoutant que l'existence de quatre niveaux de responsabilité (commune, département, région et Parlement) rendait indispensable cette évolution.

Eternel retour de la discussion et l'immobilisme total en la matière : telles ont été jusqu'à présent — et depuis longtemps — les deux caractéristiques de cette épineuse question. Sort-on aujourd'hui du temps des vœux pieux et des démonstrations sur la nécessité d'agir... Plus tard ?

Le sujet, il est vrai, n'est pas simple. « Le cumul est une des bases de la société politique française depuis plus d'un siècle », pouvait affirmer en 1973 les auteurs d'un ouvrage consacré au droit électoral (1). Fière de recrutement, système de carrière, moyen de « durer » en politique, gestion saine de dissensions, difficile à instaurer et à rentabiliser, source parfois de revenus confortables et d'avantages amers non négligeables moyen de conquête progressive du pouvoir et aussi, jusqu'à un certain point, « ciment » qui assure partiellement l'homogénéité du système politique : le cumul des mandats est un peu tout cela, même si les raisons de chaque homme politique pour le justifier sont toujours différentes de celles des autres et — bien sûr — meilleures.

Mais le cumul, c'est aussi une manière d'asservissement à la préséance d'un statut, celui d'un local, départemental et régional en particulier, qui n'a pas toujours nourri ou ne nourrit pas toujours son homme tout en l'attachant beaucoup, et qui fait d'une vie politique laborieuse par l'éviction une parenthèse lourde d'incertitudes sur l'avenir.

L'État qui n'a pas la protection d'un statut personnel privilégié, d'une fortune personnelle ou d'une position de pouvoir, est plus souvent qu'on ne le pense un chômeur en puissance, ou du moins quelqu'un qui éprouvera de la difficulté à se « reconstruire » lorsque viendra à tourner la chance électorale.

On ne peut pas dire que le pour et le contre du sujet n'ait pas été agité, n'ait pas retenu l'attention des partis, des gouvernements et des

parlementaires, au fil des années. Mais le fait est qu'on a jusqu'à présent surtout parlé, formulé des propositions de lois tombées aux oubliettes ou écartées des rapports. C'est qu'il y a aussi du pouvoir et de son action difficile et de l'emprise des partis sur « leurs » élus.

Le dernier rapport en date, fruit des investigations et réflexions de M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, avait justement conclu à la nécessité prioritaire d'élaborer « enfin » un véritable statut de l'élu local, départemental et régional, véritable préalable selon lui à une limitation du cumul des fonctions et des mandats électifs.

C'était aussi le vœu, plusieurs fois exprimé, de M. Gaston Defferre, quand il était ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. Et le commanditaire du rapport Debarge, M. Pierre Mauroy, avait paru lui aussi s'intéresser au sujet. Comme avait lui M. Raymond Barre, son prédécesseur à Matignon. « Pensons avant d'aller faire comment par le statut de l'élu », constate avec philosophie le sénateur-auteur au moment où resurgissent dans le désordre des trébuchements de son rapport.

Bonnes intentions et arrière-pensées

L'occasion — la présente ? L'illusion ? — est celle qui fournie par l'actualité de la réforme électorale. La modification, plutôt que l'apparition, d'un quatrième degré — régional — de responsabilité est invoquée pour justifier la résurgence de la discussion. Soit. Gageons que le sentiment du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, personnellement hostile au système des cumuls, et qui a su en tirer pour lui-même les conclusions logiques au cours de sa carrière politique, n'est pas étranger à cette nouvelle évocation de l'Aristocratie du système politique français.

Deux hypothèses paraissent en particulier faire l'objet des réflexions du moment : l'une, interdire le cumul des mandats de conseiller général et de conseiller régional ; l'autre, empêcher les parlementaires d'être au même temps député et membre du bureau d'un conseil général ou régional ?

Les bonnes intentions ne vont pas, en politique, sans arrière-pensées. Si l'opposition, majoritaire dans la plupart des conseils généraux, utilise cette dynamique pour partir à la conquête des futurs conseils régionaux, elle hypothéquera d'autant les

chances, ici et là assez fragiles, qu'a le PS d'y creuser son trou.

Mais indépendamment de ce calcul, on peut aussi faire valoir que les conseils régionaux ne peuvent pas devenir dans les deux années qui suivront son succès en 1986 : les mesures immédiates « à grand effet » telles que la libéralisation des prix, des salaires, des conditions de licenciement ; une modification du statut de la Banque de France ; l'engagement d'un processus de dénationalisation « de manière à montrer que la nouvelle majorité n'a pas peur de dénationaliser ce qu'on fait les socialistes ».

A l'inverse, on peut arguer des niveaux complémentaires de responsabilité. C'est ce que faisait dans son rapport (remis, il est vrai, à M. Mauroy, le 22 janvier 1982) M. Debarge, qui qualifiait d'« irréversible » l'éventuelle interdiction du cumul des deux mandats.

M. Debarge avait aussi écarté l'interdiction du cumul d'un mandat parlementaire avec celui de conseiller régional « pour éviter une concurrence entre le niveau régional et le niveau national ». Il avait trouvé de réflexion, mais problématique à l'époque, l'interdiction éventuelle de cumuler le mandat de parlementaire avec certaines fonctions exécutives (président du conseil régional ou départemental).

Habitudes et bénéfices

Apparemment, on tourne donc autour des mêmes hypothèses. Dans les circonstances nouvelles, M. Debarge n'est catégorique que sur un point : « Il n'est pas possible que quelqu'un soit à la fois président de conseil général et de conseil régional ».

Si M. Jozé veut faire « un pas » sur des brisées ou tant d'autres l'ont précédé — au PS ou à l'UDF, car PC et RPR se sont toujours montrés plus « circonspects », moins enclins à dénoncer les cumuls, — il ne souhaite pas tomber dans une chausse-trappe.

Ce ne sera pas facile. Se feront sentir le poids — immense — des habitudes et le bénéfice que tous les partis tirent du système des cumuls. Seront invoqués les traits positifs — il en existe — de cette réalité, à côté des aspects plus contestables du professionnalisme politique.

Mais il faudra aussi compter avec le formidable obstacle que constitue le Sénat — plus encore que l'Assemblée nationale (2). Qui dit sénateur dit presque à tout coup « cumulard ». L'enracinement dans et par les mandats locaux est consubstantiel à toute élection au palais de Luxembourg.

Comment alors imposer éventuellement un plus strict distinguo entre mandat local et national aux élus (députés) sans l'imposer aux autres (sénateurs) ? Et comment le faire

admettre à ces derniers, majoritairement hostiles au pouvoir et détenteurs d'un droit de veto (3), face à une telle proposition ?

Dans cette conjoncture, vouloir faire entrer dans les faits et les mœurs, par une restriction du cumul, cette partie de l'esprit de la réforme en cours, qui entend mieux distinguer le local et le national, paraît relever de la gageure. N'importe. La lutte contre le cumul des fonctions et mandats électifs aura trouvé, en cas d'échec d'un pas « entrepris », l'occasion d'un deuxième tour de piste.

MICHEL KAJMAN.

(1) André et Françoise Demichiel, *Droit électoral*, Dalloz 1973.

(2) Depuis les élections cantonales de mars dernier, 52 parlementaires président un conseil général : 31 sénateurs de droite et 7 députés de gauche, 3 députés de droite et 6 députés de gauche. Avant le renouvellement des bureaux des conseils régionaux qui doit intervenir ces jours-ci, 16 sur 22 étaient présidés par un parlementaire : 4 par un sénateur de droite, 2 par un sénateur de gauche, 6 par un député de droite, 4 par un député de gauche.

(3) C'est une ordonnance portant loi organique (24 octobre 1958) qui régit les conditions d'éligibilité et les incompatibilités parlementaires : « Tout citoyen qui a la qualité d'électeur peut être élu à l'Assemblée nationale et au Sénat sous les seules réserves énoncées aux articles suivants ». L'introduction de nouvelles « réserves » ne peut donc être accomplie que par une loi organique. Si le Sénat (et, par extension, la commission des lois de l'Assemblée nationale) est consacré, la loi organique doit être votée en termes identiques par les deux Assemblées.

En public, le maire de Lille n'en dira pas plus, mais il n'est pas difficile de comprendre que, dans son esprit, il s'agit surtout, pour M. Rocard, d'occuper une position stratégique sur l'échiquier politique.

ALAIN MICHEL.

Dimanche 14 Avril à 19h

animé Gérard C. et Alain

Des serveurs VIDÉOTEX pour une évolution compatible de 30 à 3000 utilisateurs simultanés.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 — poste 288)

Propos et débats

M. Toubon : considérable

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a estimé, jeudi 11 avril, que l'accord RPR-UDF contient « des précisions considérables » et n'est « en aucune façon un accord symbolique ». Pour M. Toubon, le rétablissement du scrutin majoritaire prévu dans cet accord implique le retour au scrutin d'arrondissement à deux tours, il n'y a aucune ambiguïté à cet égard. M. Toubon a encore précisé que l'engagement à dénationaliser signifie « l'adoption d'une loi-cadre de dénationalisation ». Quant à « la libération des rapports sociaux », cela « veut dire que nous allons mettre en cause une bonne partie des lois Auroux [...], que nous allons de la manière la plus claire mettre en cause ce qui aujourd'hui aide à construire le pouvoir syndical dans l'entreprise de manière à établir le pouvoir hiérarchique, le pouvoir de commandement dans les entreprises ».

M. Jospin : rétrograde

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, considère que la signature de l'accord RPR-UDF est « une cérémonie d'exorcisme contre la division », qui ne doit pas conduire à négliger « le caractère tout à fait réactionnaire de cette déclaration ». Il estime qu'on trouve dans ce texte « une conception de la liberté qui assimile tout bonnement à la libre-concurrence, une vision de l'état... réduit à ses fonctions minimales... qui évoque le début du dix-neuvième siècle, une philosophie économique et sociale qui nous ramène plus de cinquante ans en arrière ». Même s'il s'agit d'un « texte de circonstance », M. Jospin pense que les Français doivent être « mis en garde contre le caractère rétrograde et dangereux de son inspiration ».

Front national : bonnes idées

Le Front national a déclaré, jeudi 11 avril, que ses idées étaient bien présentes dans l'accord RPR-UDF. Pour le Front national, « le RPR et l'UDF découvrent que la sécurité des Français ou la maîtrise de l'immigration sont des objectifs prioritaires », mais le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen se demande à quel crédit accorde-t-il des velléités ouvertement réactionnaires. Le Front national ajoute : « Signataires d'un prétendu accord pour gouverner », les dirigeants du RPR et de l'UDF ont agi comme des politiciens inquiets pour leur réélection ».

« Révolution » : la proportionnelle est un soulagement

Gilbert Wasserman, écrit dans l'hebdomadaire communiste Révolution paru jeudi 11 avril que le nouveau mode de scrutin défavorise le PCF en nombre de sièges mais permet de supprimer l'épineux problème des désistements pour les candidats d'un parti dont il désapprouve la politique. « En ce sens, continue Révolution, le nouveau mode de scrutin est plus cohérent que le précédent avec la stratégie affirmée au vingt-cinquième congrès. Le PCF a plus de champ pour affirmer son identité et développer une autre conception de la politique sans qu'on vienne sempiternellement lui dire que, ce faisant, il pourrait favoriser le retour de la droite ».

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les indépendantistes pourraient accepter un report de deux ans du référendum

De notre correspondant

Nouméa. — Le comité directeur de l'Union calédonienne composante principale du Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS) qui se réunit samedi 13 avril dans la tribu de Gohapin sur la commune de Poya devrait marquer le retour de M. Jean-Marie Tjibaou après plusieurs semaines de retraite à Hinghene. Le gel possible du plan Fissai — lequel prévoit un scrutin d'autodétermination pour le mois de septembre — préoccupe les indépendantistes. Dans cette éventualité, l'Union calédonienne — et, espère-t-elle, le FLNKS tout entier — pourrait faire une concession majeure en acceptant le report à deux ans de scrutin d'autodétermination. A trois conditions : d'abord, pendant ce laps de temps, le territoire devrait être administré directement par Paris; ensuite, tout risque d'une remise en cause de la date du référendum devrait être écarté, même en cas d'un changement de majorité en 1986; enfin, il faudrait faire en sorte que l'indépendance-association soit pratiquement plébiscitée.

Confiance

Le choix de l'administration directe n'aurait pas sans sérieuses difficultés, puisqu'il impliquerait une dissolution de l'Assemblée territoriale et une suspension de l'essentiel des prérogatives du gouvernement de M. Dick Ukeiwé. Le report du référendum poserait aussi un grave problème au FLNKS, dont la direction devrait imposer un nouveau débat à des militants qui, comme le dit M. Tjibaou, « plaignent » d'impatience. Pour les dirigeants du FLNKS, il n'est pas question de courir le risque d'un revirement du gouvernement français, et de s'exposer à des menaces du type de celles que M. Jacques Toubon avait formulées au moment du vote du statut Lemoine : « Si en 1986 l'alternance joue, avait dit le député RPR, nous prenons l'engagement devant la population que le statut Lemoine ne durera pas huit jours ». Cette phrase suscita la colère des Calédoniens qui s'estimaient floués. C'est dans cet état d'esprit qu'avait été décidé le boycottage actif des élections territoriales du 18 novembre. Rétrospectivement d'ailleurs, les membres du gouvernement territorial RPCR, aujourd'hui contraints de louer les avantages du statut Lemoine, reconnaissent les conséquences négatives des propos du parlementaire gauliste.

C'est précisément pour prévenir une telle remise en cause que le FLNKS voudrait aboutir à un accord national engageant non seulement le gouvernement, mais aussi les partis de l'opposition.

L'état-major du FLNKS semble coavalancé de la prise de conscience des dirigeants de l'opposition sur la nécessité de favoriser une solution durable pour la Nouvelle-Calédonie afin que soient préservés au mieux les intérêts de la France. M. Raymond Barre serait surtout sensible à ce point de vue, estime-t-on au FLNKS. Un accord éventuel serait assorti, selon le FLNKS, d'une garantie de taille : le maintien à l'Élysée de M. Mitterrand qui aura encore tous les pouvoirs pour provoquer un référendum à une date convenue. « Il resterait le chef suprême des armées (donc de la gendarmerie qui est sous la tutelle du ministère de la défense et constitue le principal instrument du maintien de l'ordre) ce qui empêcherait la droite de s'en servir même si ça la dérange », indique-t-on dans l'entourage de M. Tjibaou.

Quant à la certitude d'un vote positif au scrutin d'autodétermination, qui constitue le troisième point, elle naîtrait automatiquement, espèrent-ils, d'un consensus national sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. On espère que les Calédoniens jusque-là réfractaires à l'indépendance, s'estimant lachés par les partis de l'opposition, hésiteront plus à franchir le pas. Afin de les y inciter, le FLNKS a pris conscience de la nécessité de se « mouiller » davantage sur les garanties qu'il conviendrait d'accorder aux Européens. C'est précisément pour restaurer une image de confiance autant que pour appuyer la démarche du délégué du gouvernement que M. Tjibaou se rendra la semaine prochaine à Paris.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un statut pour les entreprises unipersonnelles

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 11 avril, en première lecture, un projet de loi attendu depuis de nombreuses années par les commerçants et les artisans, seuls les socialistes et les communistes ont voté pour. Plusieurs députés de droite avaient, vainement, tenté de faire approuver cette réforme lorsque leurs amis étaient au pouvoir. Il s'agit d'une amélioration de la législation du droit des sociétés, que le rapport Sudreau sur la réforme des entreprises appelle déjà de ses vœux en 1975. Les représentants du RPR et de l'UDF ont finalement refusé de prendre part au vote.

Ce projet permet la création d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, dont le principal avantage est de donner la possibilité à l'entrepreneur individuel de distinguer son patrimoine personnel de celui de son entreprise. M. Francis Geng (UDF, Orne) a expliqué que son groupe ne pourrait ni voter pour ni voter contre un tel projet, alors qu'il avait préparé une intervention où il exposait un vote positif. M. Jean-Paul Charie (RPR, Loire) qui avait en début de débat violemment critiqué le texte gouvernemental, a finalement reconnu qu'il était intéressant pour les entreprises.

Le problème économique est relativement simple : les entrepreneurs individuels, essentiellement les petits commerçants et artisans, sont, avec les agriculteurs, les seuls chefs d'entreprise dont le patrimoine personnel et familial est mêlé à celui consacré à leur activité professionnelle. Cela comporte des inconvénients, notamment en cas de dépôt de bilan, car la famille peut tout perdre, y compris son logement. Juridiquement, le problème est difficile à résoudre. Selon le droit civil français, il est impossible à une même personne de distinguer entre les divers éléments de son patrimoine et — héritage du droit romain — la société ne peut être qu'un contrat entre plusieurs personnes.

La pratique avait permis de tourner en partie cette difficulté par la création de sociétés, fictives qui derrière l'apparente association de diverses personnes sont en fait la propriété d'une seule. Mais ce type de

solution fictive n'est pas une bonne chose, et de nombreux entrepreneurs individuels ne pouvaient y avoir recours. D'où ce projet de loi, qui permet l'institution de sociétés « par l'acte de volonté d'une seule personne », celle-ci y apportant une partie seulement de son patrimoine personnel. Son statut sera celui de la SARL légèrement modifié.

Les communistes, par la voix de M. Adrien Horvath (PC, Gard), ont reconnu la nécessité pour l'entrepreneur individuel « de conserver un patrimoine personnel insaisissable ». Les socialistes, conduits par le rapporteur de la commission des lois, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), ont même réussi à simplifier sensiblement un certain nombre de procédures légalement liées au fonctionnement des SARL.

Bientôt l'agriculture ?

L'opposition n'a pas contesté. Elle a simplement jugé le projet insuffisant. Le ministre a assuré que l'aspect fiscal de cette réforme serait réglé dans la prochaine loi de finances, et que, en tout état de cause, le commerçant ou artisan qui aura choisi la formule de l'entreprise unipersonnelle « ne sera jamais dans une position fiscale moins favorable que l'entrepreneur individuel ». M. Crépeau a même laissé espérer quelques incitations fiscales. En revanche, il n'a pas caché que le problème de la couverture sociale serait plus difficile à régler.

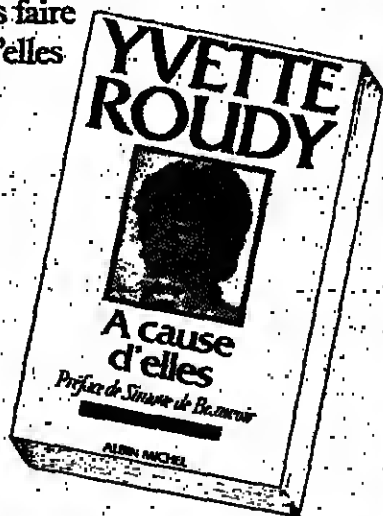
Reste le cas de l'agriculture. L'exposé des motifs prévoit que ce nouveau cadre juridique pourra lui être appliqué. Ce n'est pas simple, car les agriculteurs ne sont pas soumis au droit commercial — ce qui est le cas des SARL — mais au droit civil. M. Henri Nallet, le nouveau ministre de l'Agriculture, pour sa première intervention dans un débat législatif, a apporté quelques satisfactions à ses nouvelles ouailles : la concertation avec la profession va être « approfondie » pour adapter le statut des nouvelles entreprises unipersonnelles au cas de l'agriculture.

Th. B.

Vingt ans de combat pour les Femmes.

« L'histoire que raconte ce beau livre, c'est celle d'une lutteuse : quel'un pour qui les choses ne vont pas de soi, qui les met en question et qui combat pour les faire devenir telles qu'elles devraient être. »

SIMONE DE BEAUVOIR



ALBIN MICHEL

PIANOS BAUDE

LOCATION : 280 f/mois
VENTE : 252 f/mois
CREDIT GRATUIT 12 mois
GARANTIE 3 ANS

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

LA VIE FRANÇAISE

POLITIQUE

- Proportionnelle : le choix des candidats par le parti socialiste.

ÉCONOMIE

- Budget 1986 : le gouvernement veut jouer la carte de la rigueur.

ENTREPRISES

- Bongrain : qui est Jean-Noël Bongrain ?
- Activité portuaire : des ports francs pour l'Hexagone ?

BOURSE

- Investir dans les sociétés en redressement.
- La semaine des Sicav.
- Les sociétés financières et la dérégulation.
- CONSEILS : DMC, Safic-Alcan.
- ÉTUDE : le Printemps.

ARTS, CULTURE

- Livres, Cinéma, Expositions, Théâtre...

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

RAYMOND BARRE

Dimanche
14 Avril
à 19h

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

EUROPE 1

CLUB DE LA PRESSE

Attention ! Cette émission
est retransmise à 19h45
sur Canal+ sans décodeur.
Vous pouvez la regarder
sans être abonné !

CANAL+

هنا من الاصل

société

Jean-Paul II appelle les catholiques à un « engagement unitaire »

Rome. — A ceux qui pouvaient penser que, depuis l'arrivée d'un pape polonais à la tête de l'Eglise, « le livre s'était élargi », séparant plus nettement le Vatican des affaires politiques romaines, Jean-Paul II a apporté, jeudi 11 avril, un vigoureux démenti dans son discours devant les états généraux de l'Eglise italienne, qui ont lieu à Loreto, près d'Ancone. Cette assemblée, réunissant plus de deux mille personnes jusqu'au 13 avril, est pour l'Eglise la première occasion depuis neuf ans de chercher à définir ce que signifie la présence chrétienne dans la société contemporaine.

Jean-Paul II a certes réaffirmé des idées qui lui sont chères (l'unité de l'Eglise derrière ses évêques, l'engagement social des catholiques et la cohérence entre la foi et les choix de la vie séculière), mais jamais sans doute il n'avait exprimé avec plus de clarté ce qu'il attend de l'Eglise italienne. Il l'a tout d'abord exhortée à démontrer son unité, même dans les choix politiques, pour rappeler ensuite que l'Eglise ne peut trouver cette unité qu'en réaffirmant son identité chrétienne.

De notre correspondant

Au cours de ses six années de pontificat, le pape avait déjà, à maintes reprises, appelé l'Eglise italienne à réagir au « processus de laïcisation » de la société. A Loreto, il a repris ce thème en énonçant les conséquences politiques. Certes, a-t-il déclaré, la foi et l'action politique doivent être distinctes, mais, en Italie, « la tendance d'un engagement unitaire a toujours prévalu » (allusion, selon toute vraisemblance, à l'existence de la démocratie chrétienne). « Cet enseignement de l'histoire doit rester présent dans les mémoires au moment des choix responsables et cohérents que le citoyen chrétien est appelé à faire », a ajouté le pape.

Des polémiques

Alors que des élections municipales auront lieu en Italie le 12 mai prochain, les propos du pape ne peuvent qu'attiser des polémiques provoquées par des interventions, considérées comme politiques, de plusieurs évêques.

L'engagement social des catholiques est une constante des interventions de Jean-Paul II dans tous les pays où il se rend. Cette réaffirmation en Italie, où toute action et toute déclaration sont immédiatement « récupérées », ne pouvait manquer de susciter des polémiques. En fait, depuis 1968, les papes ou les évêques se sont toujours abstenus de parler de l'« engagement unitaire » que doit manifester le chrétien, c'est-à-dire faire des choix politiques conformes à sa foi et aux valeurs morales chrétiennes.

Le discours de Jean-Paul II semble avoir pris à contre-pied l'attitude de Loreto, mais il a été apprécié par Communione et Libertà, mouvement chrétien de droite. On a surtout noté l'absence, dans les dix-huit pages du discours de Jean-Paul II, de toute référence au « dialogue » qui avait été, pourtant, dans les premiers jours de l'assemblée de Loreto, un thème développé par les marxistes. Le pape a préféré privilégier l'affirmation de l'identité de l'Eglise.

PHILIPPE PONS.

EN ESPAGNE

Le tribunal constitutionnel rejette la loi sur l'avortement

Madrid. — C'est un grave revers politique pour le gouvernement socialiste espagnol que la sentence du tribunal constitutionnel rendue publiquement le jeudi 11 avril, rejetant la loi de dépénalisation partielle de l'avortement, votée en novembre 1983. La décision du tribunal n'a été acquiescée qu'à une courte majorité.

La loi ainsi déclarée inconstitutionnelle avait été votée par les formations de gauche et rejetée par l'opposition de droite, les centristes se divisant. Elle ne dépénalisait l'interruption volontaire de grossesse que dans trois cas : viol, malformation du fœtus et grave danger pour la vie de la mère. Elle était donc portée très limitée et, à ce titre, avait suscité les critiques des milieux féministes et des secteurs juridiques progressistes. Elle n'avait pas moins fait l'objet d'une virulente campagne des milieux conservateurs, dans ce pays où l'influence de l'Eglise est encore très forte.

La formation de droite Alianza Popular avait déposé, dès décembre 1983, un recours suspensif contre ce texte devant le tribunal constitutionnel. Cet instance aura

De notre correspondant

donc mis seize mois à se prononcer. Les juges ont estimé que la loi est contraire à un article de la Constitution qui dispose que « sous son droit à la vie ». Pour les magistrats, le terme « sous » doit donc inclure le fœtus. La rédaction de cet article avait d'ailleurs suscité en 1978 de sérieuses divergences : les socialistes avaient alors proposé en vain une formulation moins ambiguë, limitant le « droit à la vie » à l'« être humain ».

La sentence donne déjà lieu à des différences d'interprétation. Pour l'Alliance populaire, elle exclut le principe même de l'interruption volontaire de grossesse. Pour le ministre de la justice, M. Ledesma, au contraire, le tribunal se contente de considérer insuffisantes les garanties juridiques qu'offre le texte rejeté. Le ministre a par conséquent laissé entendre qu'un nouveau projet, plus strict quant à sa formulation, serait élaboré.

On estime que quelque trois cent mille Espagnoles avortent chaque

année clandestinement, dans des conditions sanitaires souvent déplorablement — seules celles de condition plus aisée pouvant effectuer le voyage à Londres. Le président du gouvernement, le socialiste M. Felipe Gonzalez, n'affirme pas à quel point il regrette que ce cas de sentence défavorable du tribunal, il n'aurait pas à avoir recours aux mesures de grâce pour éviter que des femmes condamnées pour avortement passent de longues années en prison.

Le tribunal constitutionnel doit encore se prononcer prochainement sur plusieurs lois fondamentales, en matière d'éducation notamment. L'Alliance populaire a, en effet, porté devant le tribunal constitutionnel, depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes, les plus importantes des lois nouvelles votées. Plusieurs membres du PS ne cachent plus leurs craintes que le pouvoir judiciaire, qui n'a que très peu changé depuis l'époque du franquisme, n'entrepreneur de bloquer le processus de changements sociaux qu'entend mener le gouvernement.

THIERRY MALINAK.

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 10 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• TERRE. — Sont promus : général de division les généraux de brigade Guy Bonduelle, Henri Heyraud et Jacques Granger ; général de brigade les colonels Jean-Pierre Poirot, Jean Vanjour, Jean-Claude Gautier, Jean Augé et Jean Pincemin (nommé chef d'état-major du général commandant le 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne).

Sont nommés : sous-chef d'état-major des armées le général de division Jean Brette ; major régional de la II^e région militaire le général de division Robert Farret ; inspecteur des matériels de l'armée de terre le général de brigade Lucien Biaisfait ; inspecteur technique des bâtiments et des travaux du génie le général de brigade Pierre Sorba.

• ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe les ingénieurs généraux de deuxième classe Marcel Mariat et Odou Barthélémy ; ingénieur général de deuxième classe les ingénieurs en chef Yves Bertrandias, André Mégard et Guy Pontvianne.

MÉDECINE

Une pharmacienne condamnée pour avoir vendu des produits Leclerc

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — Le conseil de l'Ordre des pharmaciens des Pays de la Loire, réuni en chambre de discipline le 28 mars dernier, a condamné M^{me} Nicole Ravennat-Sabardell, pharmacienne à Montaigu en Vendée, à deux ans d'interdiction d'exercer pour avoir ouvert, dans son officine, au mois de novembre 1984, un rayon de produits parapharmaceutiques estampillés « Leclerc ».

L'instance régionale du conseil de l'Ordre des pharmaciens a entrepris cette démarche après une plainte de six pharmaciens vendéens. Selon ces derniers, M^{me} Ravennat-Sabardell aurait enfreint le code de la santé publique, qui interdit aux pharmaciens de solliciter la clientèle par le biais de la publicité.

M^{me} Ravennat-Sabardell, qui a décidé de faire appel auprès du conseil national de l'Ordre des phar-

maciens, peut cependant continuer d'exercer librement sa profession, la condamnation de la juridiction régionale n'étant pas suspensive.

M. Michel-Edmond Leclerc, qui s'était déplacé à Vendée le 30 novembre dernier pour soutenir la pharmacienne de Montaigu a déclaré que cette condamnation était « proprement scandaleuse ».

« Nous allons porter plainte contre le conseil régional de l'Ordre des pharmaciens », a ajouté le fils d'Edmond Leclerc, pour attester à l'intégrité des phonocroquis Leclerc. Dans le courant du mois de mai, nous ouvrirons une nouvelle pharmacie dans de nombreux centres Leclerc, à Paris et en province, et également dans de nouvelles pharmacies. »

H. L.

Le premier accouchement en France après « location d'utérus »

(De notre correspondant)

Marseille. — Isobelle, 3,060 kg, quarante-huit centimètres, premier bébé français né d'une mère porteuse qui a fait payer ses services, a vu le jour la semaine dernière, à la clinique Clémenceville de Montpellier. La mère est une Havraise de trente et un ans, M^{me} Patricia Lavisse. M^{me} Patricia Lavisse avait été inséminée à Marseille à la mi-juillet 1984 par le docteur Sacha Geller, président du Centre d'exploration fonctionnelle et d'étude de la reproduction (CEFER) à la demande d'un couple du nord de la France qui a gardé l'anonymat et dont la femme, stérile, avait vainement tenté le recours à une fécondation in vitro.

M^{me} Patricia Lavisse, première mère porteuse en France, est prénée de l'Association des Cygognes, créée à l'initiative du docteur Geller, qui rassemble une cinquantaine de femmes volontaires pour un prêt d'utérus. Le docteur Geller a également créé l'association Sainte-Sarah qui groupe des parents désireux d'avoir un enfant par ce procédé. M^{me} Lavisse a reçu 50 000 F et en prime un pendentif orné d'un diamant remis par les parents. Le père est allé reconnaître Isobelle à l'état civil. Son épouse devra, quant à elle, engager une requête en adoption plénière.

EN BREF

Un bébé mort du SIDA en Grande-Bretagne

Un enfant âgé de dix-huit mois est mort le 10 avril du SIDA à l'hôpital pour enfants de Great Ormond Street à Londres.

Le petit garçon, dont le nom n'a pas été divulgué, est le premier enfant à mourir en Grande-Bretagne des suites de cette maladie. Il avait été admis à l'hôpital il y a quelques semaines souffrant d'une pneumonie.

Selon un porte-parole de l'hôpital, l'enfant pourrait avoir contracté le SIDA à la suite d'une transfusion sanguine effectuée aux Etats-Unis peu après sa naissance.

Le ministère britannique de la santé a souligné que les donneurs de sang en Grande-Bretagne sont soumis à des tests rigoureux pour éviter toute contamination par le SIDA, dont le virus peut être transmis par le sang. — (AFP.)

• Condamnation d'un gynécologue-obstétricien. — Le tribunal de grande instance de Troyes a condamné, jeudi 11 avril, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 francs d'amende, pour homicide involontaire, un gynécologue-obstétricien, M. Georges Fuscian.

Le 22 avril 1980, une jeune femme, Dominique Moskal, était morte au centre hospitalier de Troyes des suites d'une intervention pratiquée par le docteur Fuscian. Le praticien avait fait usage, sans contrôle, d'une substance pharmacologique préparée par erreur et qui n'aurait pas dû être administrée à la patiente.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en anglais.

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec applications en français

Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBC, 8, rue de Béri - 75008 Paris

Dans ces conditions, Charles Walker va-t-il faire un nouveau pas à ces techniques récentes de fabrication de matériaux dans l'espace pour lesquels les Américains semblent sur le point de prendre une nette avance ? On peut raisonnablement le penser, encore que ces techniques d'électrophorèse dynamique ne soient pas simples à mettre en œuvre comme l'a montré l'échec de l'expérience menée en août de l'année dernière. Quant à celle qui doit voler cette semaine à bord de Discovery, elle a bien failli donner lieu au débâquement de Charles Walker, les techniciens de la NASA ayant constaté quelques heures avant le départ de Discovery que des fuites risquaient de perturber son fonctionnement. Tout s'est arrangé rapidement cependant et l'équipage n'avait plus pour seule préoccupation que la manière dont il allait expliquer aux enfants les effets de l'apesanteur avec un yo-yo, un avion en papier et une souris mécanique...

VEISEZ LE CŒUR DE L'ITALIE
SI VOUS NE VOULEZ EN FAIRE UNE BOUTÉE.

CIBUS 85
1^{er} SALON DE L'ALIMENTATION ITALIENNE
Paris: 4-8 mai, 1985

CIBUS 85 représente l'unique occasion de découvrir les produits alimentaires italiens, de rencontrer des professionnels du secteur, de discuter de problèmes communs, de faire des affaires. CIBUS 85 est organisé par le Ministère de l'Agriculture et des Forêts de l'Italie, en tant que ville hôte de CIBUS 85, le 1^{er} Salon de l'Alimentation Italienne. Les professionnels étrangers seront, pour la première fois, tous les produits de l'industrie alimentaire la meilleure, réalisés en une seule exposition.

CIBUS 85 représentera, pour les opérateurs étrangers, le rendez-vous de l'année, une occasion pour découvrir et pour connaître les zones les plus importantes et les produits les plus prestigieux de l'alimentation italienne. C'est pour cette raison que qu'une visite au CIBUS 85 signifie véritablement entrer dans le monde, saisir une occasion unique par les chances de connaître et de mieux apprécier les possibilités que l'Italie offre aux opérateurs du monde entier.

Contacter: Fico - Italoexport S.p.A.
Organisateur: Fico/Italoexport S.p.A. - Via Fico 1, Rome

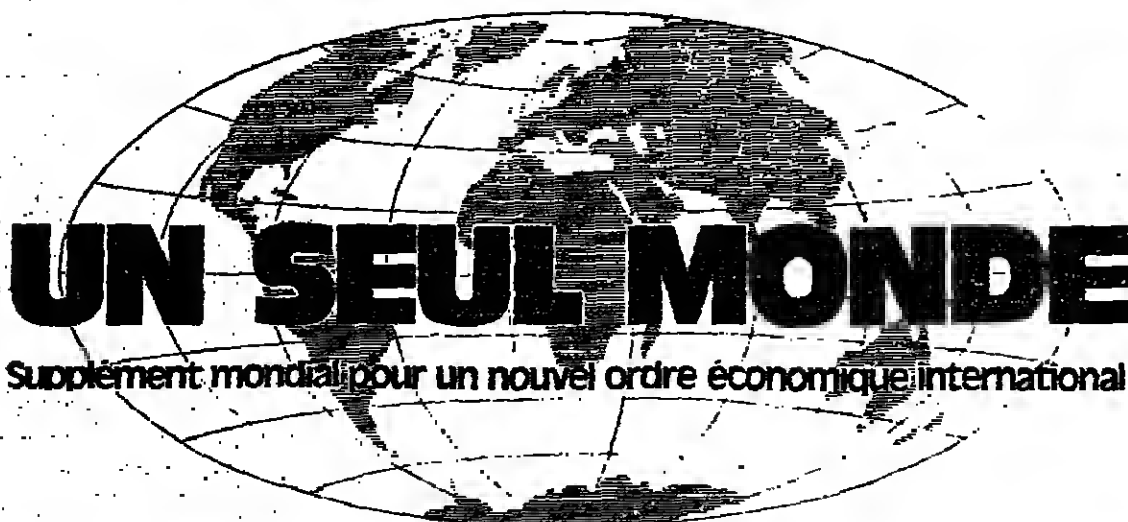
ICL

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

Un grand de la BUREAUTIQUE mondiale avec 5 000 réseaux locaux installés

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

• LE SOIR • LA PRESSE • Le Monde • LE DEVOIR • EL DIA • DAWN • KENYA TIMES • le soleil •



Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

N° 20

• FORUM DU DEVELOPPEMENT • ASAHI SHIMBUN • ZYKSE WARSZAWY • ПОЛИТИКА • Magyar Nemzet • EL PAIS •

La boîte de Pandore nucléaire

Au Nord, la peur ne cesse de croître; au Sud, la faim gagne toujours du terrain. Deux problèmes de plus en plus inquiétants sur cette planète. En dépit des leçons de l'histoire, les Etats n'ont cessé de se fier, pour assurer leur sécurité, à l'immuable recette : l'accumulation d'armes nouvelles. D'où la gigantesque course aux armements qu'accompagne un trafic d'armes croissant dont les pays en développement sont trop souvent l'objet et les victimes; cependant que l'éventuel emploi de la puissance nucléaire par les deux supergrands pose la question même de la survie de l'espèce humaine, tous les effets de ces armes sont devenus dévastateurs.

Certes, le président des Etats-Unis paraît bien décidé à poursuivre contre vents et marées la mise au point de rayons laser et autres procédés qui, selon lui, doivent mettre l'humanité définitivement à l'abri de ces armes d'extermination en les neutralisant dans l'espace. La guerre des étoiles! Mais l'inquiétude et le scepticisme prévalent au sein des opinions publiques. Non sans raison, celles-ci craignent d'être prises au piège d'une nouvelle course aux armements - dans l'espace - s'ajoutant à la précédente, déjà si fortement dépendante et dangereuse. Or il n'y a, jamais en et il n'y aura jamais de solution magique - miracle - comme n'en ont jamais eu, sur la plus haute technologie - aux grands problèmes de la paix et de la sécurité avec lesquels les hommes se sont toujours débattus.

La seule voie pour les hommes est celle d'un effort obstiné pour réfréner leurs tendances foncières à l'égoïsme et à l'orgueil, et pour rechercher sans cesse, sur les problèmes qui les opposent, de nouveaux compromis. C'est d'ailleurs cette voie qu'il y a moins de vingt ans la grande majorité des pays du monde a empruntée dans le domaine nucléaire. Non sans succès puisqu'elle a conduit en 1968 à la signature du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à son entrée en vigueur en 1970.

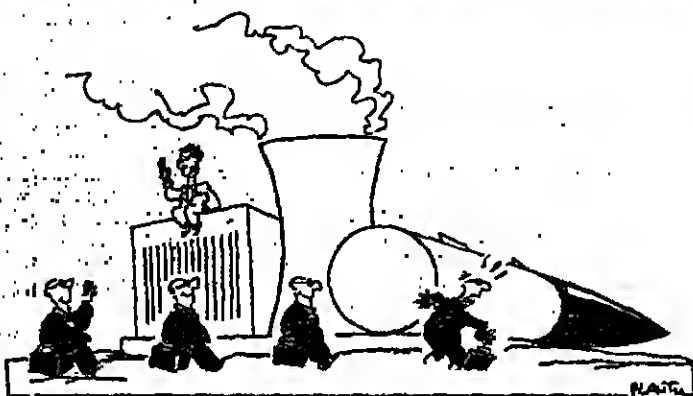
Les Etats signataires de ce traité, au nombre de cent vingt-cinq aujourd'hui, se sont engagés alors à ne pas acquiescer ni fabriquer d'armes nucléaires; donc à s'abstenir de l'énergie nucléaire qu'ils ont développée. De leur côté, les Etats-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni se sont engagés à ne transférer aucune de ces armes ni la technologie permettant de les fabriquer aux pays non nucléaires. Les deux autres puissances nucléaires, la France et la Chine, n'adhèrent pas au TNP, observant prudemment ce dernier engagement.

Le TNP a également prévu un système de vérification et d'alerte, géré par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : un système de contrôle assez remarquable, qui ne revêt aucun caractère de police et ne comporte pas de sanctions militaires.

Ainsi l'humanité s'est-elle en accordant un répit dans le domaine de la prolifération des armes nucléaires. Un répit dont, hélas! les grandes puissances n'ont pas su ou voulu tirer parti pour aller de l'avant dans la voie d'une limitation progressive de leurs armements. Ce que leur reprochent précisément aujourd'hui les autres signataires du TNP. Ne s'étaient-elles pas engagées par ce traité à cesser « à une date rapprochée » leur course aux armements nucléaires? Non seulement elles ne l'ont pas fait, mais leurs armements ont proliféré.

La confiance dans le TNP est donc en train de se dissiper, comme il apparaîtra sans doute lors de la conférence de révision qui se tiendra à Genève cette année (en septembre). Dans dix ans, en 1995, une autre conférence devra même décider si le TNP sera ou non maintenu en vigueur. Déjà, en janvier dernier, les chefs d'Etat ou de gouvernement de six pays (1), signataires ou non du TNP, réunis à New-Delhi, ont adopté une déclaration demandant l'arrêt immédiat de la course aux armements nucléaires.

Il faut en effet faire vite, car la prolifération des armes des grandes puissances nucléaires n'est pas la seule; il y a encore celle d'une demi-douzaine de pays - comme l'Inde, l'Afrique du Sud, Israël et le Pakistan -



qui n'ont pas signé le TNP mais qui néanmoins ont pu fabriquer de petites bombes capables de provoquer localement de terribles destructions. Cette prolifération, non négligeable, est encore destinée à s'accroître si les signataires du TNP continuent de se convaincre - comme c'est le cas aujourd'hui - que ce traité n'a finalement d'autres résultats que de maintenir le monopole nucléaire des grandes puissances. La boîte de Pandore nucléaire est désormais entrevoit.

Il est grand temps que les supergrands reprennent la voie ouverte par eux il y a dix-sept ans en remplissant enfin les engagements qu'ils ont alors souscrits. Le système mis en place par l'AIEA prouve qu'un contrôle est désormais possible et que les Etats peuvent s'y soumettre de bonne grâce. Pourquoi ne pas l'améliorer encore et l'utiliser pour constater les éventuelles violations d'un premier accord modeste de limitation des armements nucléaires?

Sous le regard de la communauté des signataires du TNP, pourrait être alors détruit l'alibi et tranché le second gardien du contrôle qui a interdit jusqu'à présent tout progrès en matière de désarmement. A condition bien sûr que les grandes puissances acceptent de reconnaître que l'intérêt général de l'humanité exige d'elles une certaine modération dans l'appréhension de leurs intérêts et dans l'expression de leurs passions nationales.

JEAN SCHWOEBEL
(coordonnateur.)

(1) Argentine, Grèce, Inde, Mexique, Suède et Tanzanie.

Non-prolifération : un précédent exemplaire

Au début des années 60, le président Kennedy évoquait la perspective sinistre d'un monde où l'on compterait de quinze à vingt Etats dotés d'armes nucléaires. Un tel monde, disait-il, serait confronté à la question de sa propre survie. Aujourd'hui, nous savons que l'existence de six Etats dotés de cette arme et la course aux armements nucléaires entre les grandes puissances soulèvent déjà cette question.

Aux termes du traité de non-prolifération et du traité de Tlatelolco, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a pour tâche de vérifier, grâce à son système de garanties, le caractère pacifique de toutes les actions nucléaires des Etats non dotés d'armes nucléaires parties à ces traités. L'acceptation des garanties de l'AIEA par les cent vingt-deux Etats parties au TNP est une nouveauté dans les relations internationales et pourrait servir d'exemple dans le domaine de la limitation des armements. Ce principe constitue un progrès décisif. En ratifiant ces traités ou en concluant des accords de garanties, cent trente et un Etats sur les quelque cent soixante qui existent aujourd'hui ont accepté le principe d'une inspection systématique, et dans certains cas continue, réalisée sur place par le personnel d'un organisme international. Il est particulièrement intéressant de noter que quatre des cinq Etats dotés d'armes nucléaires ont aussi fait preuve d'une volonté d'ouverture en soumettant aux inspections des installations nucléaires pacifiques.

Les déceptions envers le TNP s'expliquent principalement par le fait que l'engagement pris de cesser de développer des armes nucléaires n'a guère été suivi d'effets. De plus, le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques a été moindre que nombre de pays en développement ne l'avaient espéré. Si ces raisons de mécontentement devaient subsister, l'avenir du TNP pourrait être compromis. Pour qu'il demeure fiable, les Etats doivent rester persuadés que, se référant au traité, ce ne sont pas les Etats dotés d'armes nucléaires qui servent leurs intérêts et renforcent leur sécurité nationale.

Un autre point est inscrit dans le TNP : les parties les plus développées s'engagent à aider les moins avancées. L'AIEA est un instrument particulièrement important de transfert de technologie et d'assistance dans le domaine de l'énergie nucléaire. Une grande partie des activités de coopération technique de l'AIEA est consacrée à aider les pays en développement à utiliser les techniques nucléaires (radio-isotopes et rayonnements) pour accroître

la production alimentaire, préserver les aliments et mettre en valeur les ressources en eau, à promouvoir la recherche médicale, biologique et physique, et à promouvoir la sûreté nucléaire.

Ainsi, au cours des cinq dernières années, on a enregistré un accroissement considérable du volume d'assistance fournie et des activités de coopération organisées par l'intermédiaire de l'AIEA.

Un système d'alerte

Le système de garanties du TNP est essentiellement un système d'alerte. L'AIEA n'a pas d'autorité supranationale. En cas de découverte d'un détournement de matière fissile, les Etats sont avertis. C'est aux gouvernements de prendre les mesures qui sont de leur pouvoir pour dissuader l'Etat concerné de chercher à acquiescer des armes nucléaires.

En 1983, à peu près 1 840 inspections ont été réalisées dans environ 520 installations nucléaires. L'Agence dépense plus de 30 millions de dollars par an pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de garanties. D'aucuns objectent que cette somme est trop élevée. Si l'on doit se tromper, il vaut mieux que ce soit ce qui fait trop que pas assez. De plus, on oublie parfois que les garanties ne donnent pas seulement l'assurance internationale qu'un Etat n'acquiesce pas d'armes nucléaires. Elles permettent en outre aux Etats de vérifier l'efficacité de leur système national de contrôle des matières et des installations nucléaires.

C'est pendant les dix prochaines années que l'on saura s'il est possible d'empêcher la prolifération des armes nucléaires dans d'autres pays. Les travaux préparatoires de la troisième conférence des Parties, chargée de l'examen du TNP, qui doit se tenir en 1985, ont commencé. L'AIEA présentera un rapport à cette conférence sur l'expérience qu'elle a acquise au cours des cinq dernières années, ainsi que sur son rôle dans la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Le TNP et le traité de Tlatelolco restent des éléments-clés des efforts que fait la communauté internationale pour établir un régime durable de non-prolifération, qui fasse naître une confiance mutuelle entre les Etats et qui suscite des espoirs légitimes quant à l'établissement de mesures concrètes en vue du désarmement nucléaire.

HANS BLIX
Directeur général
de l'Agence internationale
de l'énergie atomique (AIEA).

Le centre de Trieste

Tout le monde reconnaît aujourd'hui la nécessité de la recherche, de la formation et du transfert de technologie au service du développement. Mais les structures sont encore insuffisantes, notamment en recherche fondamentale.

Le Centre international de physique théorique de Trieste répond à cette carence. Ouvert depuis 1983, ce carrefour de la recherche en physique et en mathématique a reçu, dès la première année, deux mille chercheurs de cent pays, dont mille deux cents venant de pays du tiers-monde. Ce centre, fondé au départ par l'AIEA, est maintenant également pris en charge par l'UNESCO, et a des subventions de gouvernements, des donations privées et des aides d'agences internationales.

Il représente une occasion unique pour les chercheurs du tiers-monde de rencontrer des confrères de haut niveau et de profiter de leur enseignement. Des stages de six semaines à un an leur sont proposés, acquies précieux pour le développement de leur pays.

JEAN-CHARLES HOURCADE,
chargé de recherche au CNRS,
chercheur au CIREN (*)

(Lire la suite page 12.)

(1) 1 gigawatt = 1 000 mégawatt = 1 réacteur commercial moyen.

(*) Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

LE MONDE (Paris)

Pactole ou mirage ?

SUR une longue période, le dossier de l'électrocinétique dans le tiers-monde se révèle paradoxal. D'un côté, des chiffres bien modestes : 8 GWe (1) au 1^{er} janvier 1984 dans six pays, 0,8 % de la consommation d'énergie du monde en développement. De l'autre, l'intérêt soutenu des pays occidentaux pour un développement qui les inquiète (l'US Atomic Energy Act de 1947 posait un interdit sur un transfert de techniques si proches du militaire) et les attire à la fois, dès lors qu'il prend la forme d'un gigantesque débouché potentiel. Certes, on est passé des évaluations de Market Survey de l'AIEA - qui, en 1973, portaient sur 236 à 437 GWe en l'an 2000 - à une perspective de l'ordre de 35 GWe seulement. Et pourtant l'espoir perdure : que la croissance économique reprenne, et les débouchés seront là, inévitablement : la dernière Conférence mondiale de l'Energie à New-Delhi, quoique prudente, affichait le chiffre substantiel de 340 GWe en

2020. Alors, simple erreur de « prévision » ou mirage d'un pactole qui s'éloigne quand on croit s'en rapprocher ?

Vue de France aujourd'hui, une telle question n'est pas négligeable. Alors que, sur la période de 1978-1984, il y avait dans le monde occidental moins de commandes de centrales électrocinétiques que d'annulations, la France, seule avec les pays de l'Est, maintenait un programme massif. Le ralentissement est aujourd'hui brutal : deux mises en chantier en 1984 contre six en 1979... peut-être une seule en 1985. L'affaiblissement de la demande est passé par là. Devant les risques encourus par un outil de production énorme à l'échelle du pays, la volonté affichée est de maintenir, coûte que coûte, deux à trois commandes par an dont une à l'exportation. C'est ici que prend son importance un marché pourtant marginal ; bien que Framatome ait jusqu'ici placé dans le tiers-monde six fois moins de centrales que

les constructeurs américains et moins que KWU (RFA) ou AECL (Canada) (cf. tableau). La France peut espérer se prévaloir de ses 30,5 GWe en construction, soit la moitié du chiffre américain et près de trois fois les chiffres japonais et allemand.

Alors, pactole ou mirage ? Ni l'un ni l'autre mais le simple fait que le développement du nucléaire civil n'est pas pour la plupart des pays du tiers-monde un enjeu énergétique.

1) En général, la taille du réseau interconnecté n'y sera pas, à échéance 2000, suffisante pour accueillir une centrale de taille commerciale (de 600 à 1300 MWe) :

2) Dans la quinzaine de pays où il sera « possible », ce développement sera lent : soit les pays ont un problème réel de dépendance pétrolière, mais ils sont alors soumis à de fortes contraintes financières qui pèsent d'abord sur le rythme d'électrification préalable à l'introduction du

nucléaire (70 % des investissements énergétiques). L'Argentine mais surtout le Brésil ont ainsi dû ralentir des programmes initialement ambitieux :

3) Soit il s'agit de pays moins contraints financièrement, mais ce sont alors des pays pétroliers (Mexique ou Indonésie) pour lesquels le nucléaire civil, élément parmi d'autres de la transition post-pétrolière, ne présente justement aucune urgence.

مركز الطاقة

هنا هو الأصل

LA NON-PROLIFÉRATION

LA PRESSE DE TUNISIE (Tunis)

Adoption sous conditions pour le tiers-monde

LES résultats auxquels ont abouti divers programmes élaborés et mis en œuvre par l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) prouvent l'intérêt que représente le nucléaire pour les pays en voie de développement. Ainsi le programme mixte FAO-AIEA, qui a fêté son vingtième anniversaire en octobre 1984 et qui a porté sur l'agriculture, a prouvé la viabilité des techniques nucléaires appliquées à la conservation des denrées alimentaires, à la mise au point de nouveaux pesticides plus inoffensifs et plus performants. De même le nucléaire rend d'énormes services lorsqu'il est appliqué à l'élevage (augmentation de la production de lait et de viande) - et à la santé humaine (dépistage et traitement de diverses maladies, en particulier le cancer).

Cependant, l'adoption du nucléaire pose divers problèmes plus ou moins importants, à commencer par celui de l'énergie. L'installation de centrales nucléaires nécessite de gros efforts financiers que peu de pays du tiers-monde peuvent consentir dans leur situation actuelle. Nombre de commandes ont été suspendues pour diverses raisons, notamment financières. A côté du coût intervient la rentabilité qui n'est pas toujours garantie du fait de la grandeur des unités et de la taille restreinte des réseaux de la plupart des pays en développement. Cet effort financier porte également sur l'entretien des équipements nucléaires et le contrôle de la qualité.

Dépendance et soupçons

La création ou l'adaptation d'une infrastructure industrielle adéquate dans laquelle aucune industrie nucléaire ne saurait fonctionner d'une façon tant soit peu efficace, est également indispensable.

Le problème le plus important qui se pose concerne toutefois la technologie. Pour installer une centrale, la faire fonctionner ou veiller à son entretien, l'emploi de techniciens hautement qualifiés et expérimentés, est une nécessité absolue. C'est là un des problèmes difficiles d'un transfert de technologie dans ce domaine, en raison notamment de son coût élevé qui ne peut être supporté par les seuls pays en développement sans une aide substantielle des pays avancés. Etant en perpétuelle évolution, le nucléaire exige un recyclage permanent des techniciens ainsi que l'acquisition de nouveaux équipements plus performants, ce qui accroît un fardeau financier déjà lourd.

A tous ces obstacles économiques s'ajoutent les contraintes politiques. Le transfert de technologie et l'installation de

centrales nucléaires se font généralement par des accords bilatéraux. Il en résulte une situation de dépendance que peu de pays en développement sont prêts à accepter. D'autant plus que l'acquisition de matières premières (uranium), de pièces de rechange et autres instruments nouveaux, nécessaires à la fiabilité de centrales anciennes dépend des pays tiers.

Le principal obstacle reste cependant lié au nucléaire lui-même, la maîtrise de la technologie permettant de l'utiliser pacifiquement mais aussi militairement. Et c'est là que, les intérêts économiques, politiques et stratégiques aidant, les pays en développement demandeurs se heurtent aux soupçons des éventuels donateurs. Certes, l'AIEA exerce un contrôle efficace de nature à instaurer la confiance, mais il ne semble pas suffire aux pays détenteurs de la technologie nucléaire qui, avec le jeu des alliances, préfèrent sélectionner leurs clients. De plus, ce contrôle est refusé *a priori* par un certain nombre de pays qui y voient une ingérence dans leurs affaires intérieures. La division du monde en blocs, les besoins de sécurité et le désir réel ou supposé des pays du tiers-monde de se doter d'un armement nucléaire créent des soupçons qui constituent un bandicard d'ordre politique freinant l'extension du nucléaire à un grand nombre de pays.

Néanmoins et malgré toutes ces difficultés politiques, économiques et financières, les pays en développement sont condamnés à adopter un jour ou l'autre les techniques nucléaires comme moyen efficace pour résoudre un certain nombre de leurs problèmes de développement économique et social. Déjà, M. Blix, directeur général de l'AIEA l'a annoncé à Vienne le 24 septembre 1984, un grand intérêt est accordé à une étude sur les réacteurs de faible ou moyenne puissance. Celle-ci pourrait résoudre le problème de rentabilité posé par les réacteurs actuels trop grands pour la plupart des réseaux des pays en développement. De plus, les difficultés que créent les transferts de technologie pourraient être surmontées au moyen d'accords bilatéraux et grâce à la coopération technique de l'AIEA. Des pays du tiers-monde, comme l'Inde, considérée comme « autotrophique », pourraient développer une coopération originale Sud-Sud.

Pour conclure, les pays en voie de développement devraient prendre en considération le fait qu'il faut une quinzaine d'années pour jeter les bases d'une industrie nucléaire et tout autant pour former des techniciens. Ils font alors partie du lot des nations qui vivent dans leur siècle et maîtrisent ses technologies.

A. GMATI.

LE SOIR (Bruxelles)

La rose nucléaire belge... et ses épines

IL y a dix ans encore, on parlait de construire en Belgique une centrale nucléaire par an... jusqu'en l'an 2000. Comme les capacités de refroidissement des fleuves belges sont limitées, des plans existaient pour bâtir des îles en mer du Nord qui abriteraient des parcs nucléaires. Un montage de dispositifs montrant même ce que pourrait être une usine qui construirait des centrales nucléaires à la chaîne.

Cette euphorie était partagée par le monde politique : le ministre des affaires économiques, André Olleffe, avait de grandes vues pour l'industrie nucléaire belge.

On a construit tous azimuts : Chooz, Doel 1 et 2, Tihange 1, puis encore Doel 3 et 4, Tihange 2 et 3, et de nouveau Chooz, en attendant un prochain Doel 5. Les producteurs d'électricité ont investi chaque année en production et en distribution entre 30 et 40 milliards de francs belges par an sans aides directes de l'Etat, puisqu'en Belgique la production d'électricité est entièrement privée.

Les montants investis par l'Etat ne sont pas non plus négligeables puisqu'en 1985, alors que le programme nucléaire est quasiment en veilleuse, l'Etat accordera encore une subvention de 2,4 milliards de francs belges au centre nucléaire de Mol et de 0,5 milliard pour Kalkar (près de 10 milliards de francs devraient être payés au total par la Belgique dans ce projet fort contesté).

Malgré ce consensus de départ, le développement du nucléaire n'a guère fait l'objet de plan concerté. Sur les neuf centrales construites ou en construction, il y a pratiquement huit modèles différents. Tantôt les Belges ont fait appel à la France avec Framatome, tantôt aux Etats-Unis avec Westinghouse, et lorsque deux centrales identiques étaient achetées, l'architecture industrielle était confiée à deux bureaux d'étude différents. La Belgique n'a donc guère pu profiter d'économies d'échelle ou d'effets de série.

Tout ce développement, tous ces investissements portent aujourd'hui indéniablement leurs fruits. L'énergie nucléaire fait économiser 40 milliards par an à la balance commerciale belge. L'indépendance énergétique a fait un grand bond en avant. En dix ans, le pétrole et le gaz sont passés de 83 % de l'approvisionnement des centrales électriques du pays à 17 % à peine en 1985. L'énergie nucléaire couvrira 58 % de la production électrique.

L'énergie nucléaire a fait économiser en 1984 10 milliards de francs belges aux

industriels et aux consommateurs belges. Le prix de l'électricité industrielle - la plus chère d'Europe en 1977 - est devenu le moins élevé six ans plus tard, si l'on excepte la France. Le taux de disponibilité des centrales belges est en outre un des plus élevés du monde.

Trop de rigidité

Ces succès indéniables ne doivent cependant pas faire oublier les écueils. Le développement continu de l'industrie nucléaire prévue il y a dix ans encore a fait place à la stagnation. Les bureaux d'étude belges qui avaient - bien - vécu d'une clientèle « captive » sont confrontés à de graves problèmes de reconversion. La grande industrie (ACEC, Cockatill-Sambre, Fabrimon), qui avait fortement investi dans le nucléaire, ne voit guère refluer ses carnets de commandes. Quant aux multiples sous-traitants qui avaient misé, eux aussi, sur le nucléaire, alléchés par les promesses officielles, ils ont vu, un peu tard, que le temps des vaches maigres était arrivé. La crise économique et le ralentissement de la croissance belge ont été un temps compensés par le mirage de l'exportation. On a parlé tour à tour de contrats mirobolants au Brésil, au Pakistan, en Turquie, en Libye, en Egypte, etc. Mais l'endettement de ces pays et la concurrence mondiale exacerbée ne laissent rien augurer de bon.

A cette rigidité industrielle correspond une certaine rigidité de l'Etat. Celui-ci se trouve « encastré » avec son centre nucléaire de Mol, le projet Kalkar, l'usine de retraitement dont on ne sait toujours pas si elle partira.

Une autre rigidité est celle de l'offre et de la demande d'électricité. La reconversion à de grosses unités de production nucléaire ferme la porte à des possibilités plus décentralisées qui pourraient s'avérer très rentables. Les unités de production combinées, les centrales au charbon de taille moyenne, à lit fluidisé, etc., ne seraient pas qu'un créneau utile en Belgique, mais pourraient être un outil intéressant à l'exportation, répondant actuellement bien mieux aux demandes des pays en voie de développement. Mais pour vendre de telles unités à l'étranger, il faut des références nationales. Aujourd'hui, difficiles à établir. Toujours la rigidité, l'épine de la rose nucléaire.

GUY DUPLAT.

MAGYAR NEMZET (Budapest)

Manger irradié

LES radiations nuisibles et destructrices à haute dose ne pourraient-elles pas être utiles si elles étaient employées à petites doses et d'une manière différente ? Cette idée a été émise pour la première fois au début des années 40. Pourquoi, se sont alors demandés les scientifiques, les effets de la radioactivité ne pourraient-ils servir à combattre les bactéries qui altèrent les aliments ?

Ce qui frappe d'emblée tous ceux qui visitent les locaux de la société Agros de Budapest, c'est l'atmosphère agréablement azotée qu'ils y respirent. La nature ionisante des radiations donne en effet l'impression de respirer l'air frais des bois de conifères.

Il n'y a rien à craindre, nous explique M. Kalmán, directeur de la société, l'entreprise utilise des rayons gamma de faible puissance qui n'ont pas de capacité d'activation et ne peuvent produire de radiations secondaires.

L'activité la plus importante de l'usine est d'irradier les condiments. Nos habitudes alimentaires actuelles nous poussent à assaisonner continuellement des repas déjà cuits et préparés, ce qui revient - puisse cette révélation ne couper l'appétit à personne - à saupoudrer ces mets exotiques d'une multitude de bactéries.

C'est précisément l'action de ces éléments nocifs que peut engendrer l'irradiation des condiments. Il en va de même des viandes : si le liège qui contient une multitude de spores cryptogamiques n'était pas irradié au préalable, les bactéries introduites tout au long du processus de cuisson dans la bouillie, gâtent même le plus noble des vins.

Ce nouveau procédé pourrait certainement être d'une grande utilité pour les pays en développement. Là où la nourriture est rare et où, en partie à cause du climat tropical, elle se gâte avant d'arriver au consommateur, l'utilisation de l'irradiation pourrait être d'une importance capitale et contribuer à résoudre le problème le plus grave de notre époque.

BELA WEYER.

POLITIKA (Belgrade)

Traitement de l'uranium sans pollution de l'eau

POUR la première fois, on a réussi à traiter de l'uranium sans polluer l'eau. Cela s'est passé en Yougoslavie, dans une mine d'uranium appelée Zirovski vrh.

Les gisements d'uranium sont généralement situés dans des régions inhabitées, et personne ne s'était posé le problème de l'évacuation des déchets et des eaux polluées. Dans tous les pays du monde, l'eau qui a servi au lavage du minerai est rejetée dans la nature.

La décision d'ouvrir une mine d'uranium - qui faisait suite à celle de construire une centrale nucléaire - a placé les Yougoslaves devant un problème particulièrement délicat : les gisements les plus importants étaient situés à Zirovski vrh, dans une zone où le peuple, mené par les habitants, n'en était distant que de 10 à 20 kilomètres. Il fallait donc trouver le moyen de protéger l'environnement.

Les experts yougoslaves se penchèrent sur le problème. Avec son équipe de l'Institut Jozef Stefan, de Ljubljana, le professeur Jozef Stivan, aujourd'hui décédé, entreprit, en 1965, de mettre au point la solution la moins préjudiciable à l'environnement.

Dans toutes les mines d'uranium, le problème principal est celui des déchets, liquides et solides. En effet, après que le minerai a été lavé et traité, il reste du radium radioactif à l'état solide et d'autres matières dont il faut se débarrasser. Or le radium a une demi-vie de plusieurs milliers d'années.

Les Américains ont proposé d'éliminer ces déchets, par immersion, dans les océans salés et liquides, ou dans les zones désertiques. Mais à Zirovski vrh, on aurait créé ainsi un lac immense (des millions de mètres cubes d'eau) et la construction des installations nécessaires aurait coûté à elle seule autant que l'ensemble des opérations de traitement. Pour empêcher l'écoulement des eaux résiduelles, il aurait fallu construire un barrage de 70 mètres de haut.

En outre, il aurait été impossible d'éviter que quelque 4 000 mètres cubes d'eau polluée se déversent chaque jour dans la rivière Sava.

L'idée des chercheurs de l'Institut Jozef Stefan consistait à séparer à l'aide de filtres les déchets solides (les « gâteaux ») des déchets liquides, puis de purifier la solution à la craie et de réinjecter l'eau neutralisée. Dans un tel circuit fermé, l'eau ne menace pas l'environnement. Après purification, l'eau est renvoyée dans le cycle de fabrication.

Le nouveau type de cette méthode a immédiatement retenu l'attention des experts du monde entier. Selon les responsables de l'exploitation, Zirovski vrh attire aujourd'hui des visiteurs étrangers. Beaucoup d'entreprises ont exprimé leur intérêt pour cette technologie. Celle-ci a d'ailleurs été reconnue par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a autorisé les chercheurs de Ljubljana à organiser des séminaires sur le traitement de l'uranium dans seize pays en développement.

STANKO STOJANOVIC.

LE MONDE (Paris)

Pactole ou mirage ?

(Suite de la page 11.)

Pour ces deux types de pays, le nucléaire relève probablement moins d'une politique énergétique que des quatre syndromes que désignent les physiciens argentins G. Sabato : « syndromes » technologiques nouvelles », « prestige et pouvoir », « syndrome des « rentables » et des « spin off effects ». Il s'agit en fait de ne pas se laisser indéfiniment égarer d'une technologie encore perçue comme industriellement stratégique, sans compter sa connotation controversée avec l'atome militaire. La stratégie indienne serait alors la cas extrême d'un mouvement d'appropriation technologique qui pointe ailleurs : programme très lent mais totalement maîtrisé nationalement après une collaboration avec le Canada. Gageons que ce schéma risque d'être celui suivi par la Chine populaire, seul marché qui puisse encore faire rêver. Un occidentalisme exagéré, qui postulerait un échec de telles tentatives, serait bien trompeur. Il semble en effet qu'une prise

de conscience se soit opérée depuis 1977, quand D. Hayes décrivait les dangers d'un « nuclear trap » pour le tiers-monde : programme coûteux, mal ajusté aux besoins et préparant une dépendance technologique accrue.

Si nul n'a le droit d'avancer que le tiers-monde devrait se tenir à l'écart du nucléaire civil, ne peut-on pas craindre, même en cas de démarche prudente, un détournement de moyens financiers et humains à retombées hypothétiques à long terme, au détriment des enjeux énergétiques réels : bois de feu, valorisation des ressources locales d'énergies fossiles, maîtrise ne devraient-elles pas rééquilibrer leur effort de coopération dans le sens d'un codéveloppement avec le Sud de technologies et d'industries certes moins spectaculaires en termes de grands contrats mais appropriées aux défis les plus urgents ?

JEAN-CHARLES HOURCADE.

SITUATION ET PERSPECTIVES DU NUCLÉAIRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Chiffres en MW (mégawatt ; million de watt)

	1974	1984	Commandes en construction	Constructeurs total cumulé	Projets théoriques	Prévision 1995
ARGENTINE . . .	340	1 016	745		1 950	2 411
INDE	840	1 085	940		705	2 755
PAKISTAN . . .	140	140	0	USA	13 258	950
TAIWAN	0	3 243	1 900	RFA	3 736	4 368
CORÉE DU SUD	0	1 916	5 700	Canada	2 378	3 800
BRÉSIL	0	857	2 624	France	1 900	2 624
MEXIQUE . . .	0	0	1 350	Inde	705	1 350
PHILIPPINES .	0	0	650	URSS	440	650
CUBA	0	0	440		1 320	880
CHINE	0	0	330		6 000	2 200
ÉGYPTE					1 900	950
LIBYE					320	—
TOTAL	1 120	8 067	14 679		23 937	26 083

EL DIA (Mexico)

Un faux pas à éviter

LE Mexique est un pays pétrolier, tant du point de vue de ses réserves que de sa consommation. Mais c'est aussi un pays « solaire ». Toutefois, ses ressources en pétrole et en gaz, aujourd'hui abondantes, s'épuisent et il est urgent de trouver une alternative. L'énergie solaire dont il dispose est pratiquement illimitée.

L'énergie n'est ni un bien neutre ni une fin en soi. Son exploitation doit répondre en dernière analyse au souci d'améliorer le bien-être de la population, tout en préservant l'écosystème dans lequel elle s'insère.

Le passage d'un type d'énergie à un autre pose des problèmes d'ordre technique, économique, social, et surtout politique. Le facteur temps revêt aussi une grande importance. On ignore en effet si, pour le Mexique comme pour l'ensemble du monde, l'introduction de nouvelles technologies interviendra avant l'épuisement des ressources non renouvelables. Le pétrole mexicain doit assurer le passage à l'ère des énergies renouvelables et non fournir des devises pour l'achat de centrales nucléaires, pratique qui constitue une déviation coûteuse.

Prenons un exemple : le projet du gouvernement précédent visait à installer 20 000 MW nucléaires avant l'an 2000, correspondant à un investissement de 60 à 100 milliards de dollars. Les seuls intérêts représentent la valeur des exportations de pétrole pour une année, à raison de 1,5 million de barils par jour. Une grande partie du pétrole aurait ainsi servi à financer le passage à la technologie de l'uranium enrichi, ressource non renouvelable, fabriquée en dehors du pays, et dont les applications, de surcroît, ne permettent de remplacer le pétrole que dans 6 %.

Le projet de l'actuel gouvernement d'installer 2 700 MW nucléaires à court terme n'est pas moins irrationnel. En voici quelques illustrations :

- **Raisons sociales.** La mise en place de grandes usines génératrices d'électricité, en particulier de centrales nucléaires, défavorisent les communautés rurales isolées et les populations marginalisées en général (elles représentent 20 millions d'individus en 1979 soit 28 % de la population, en raison du coût élevé des lignes à haute tension. Pour ces groupes de population, la solution réside dans l'électricité générée par le soleil, les chutes d'eau, le vent, etc. Ce choix contribuerait, outre, à créer des emplois dans les campagnes et à mettre un terme à l'exode rural.

- **Raisons énergétiques.** La quantité d'énergie que comptent fournir les deux centrales, en construction et en projet, pourrait être largement obtenue à partir du gaz associé au pétrole, directement brûlé dans l'atmosphère. Avantages : le combustible est mexicain, la technique est connue dans le pays, les investissements sont bien moindres que pour le nucléaire. Et, enfin, il n'y a pas de risque d'embargo.

- **Raisons économiques.** En tant que sources d'énergie de transition, le pétrole et le gaz continuent d'être meilleur marché que l'énergie nucléaire aux coûts internationaux. Au Mexique, le bilan est défavorable au nucléaire, du fait que c'est une technologie importée et que l'infrastructure industrielle locale est faible.

L'énergie solaire, même dans l'hypothèse de la concentration, est déjà compétitive par rapport aux sources traditionnelles, et l'on espère que son coût baissera à mesure qu'elle s'implantera sur le marché. Le coût d'une centrale nucléaire ne la rend pas compétitive. La Laguna Verde permettrait d'installer suffisamment de systèmes intégrés d'énergies renouvelables pour répondre aux besoins domestiques de quelque dix-huit millions de Mexicains.

L'industrie nucléaire est en faillite aux Etats-Unis. C'est pour cause raison, et celle-ci seule, que, cédant à la pression des transnationales, des pays potentiellement autonomes en énergie comme le Mexique, commencent l'erreur d'acheter des centrales nucléaires. Les ventes à notre pays servent à sauver la General Electric, tout comme en Iran il s'agit de sauver la Westinghouse.

- **Raisons écologiques.** Le Mexique ne dispose pas de l'infrastructure voulue pour une manipulation appropriée des matières radioactives, même faiblement radioactives comme celles utilisées en médecine. Décider de laisser un héritage radioactif à des dizaines de générations à venir ne saurait se justifier sur le plan éthique.

- **Raisons politico-idéologiques.** L'embargo qui, du temps de Carter, a frappé l'uranium enrichi destiné à l'usine de Laguna Verde met en lumière le lien entre ce type de technologie et la vulnérabilité politique d'un pays dépendant. Les sources renouvelables, parce qu'écologiques et moins complexes, se prêtent mieux à l'exercice de l'autodétermination politique. En ce sens, l'option nucléaire serait un faux pas.

M. A. MARTINEZ NEGRET.

ET L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

EL PAIS (Madrid)

Un tableau en demi-teinte

L'énergie nucléaire exige des pays qui l'adoptent un niveau technologique et industriel supérieur à la moyenne mondiale. Les experts sont d'ailleurs les premiers à décourager les pays en développement à l'utiliser, en particulier pour la production d'électricité. Ils savent bien que celle-ci n'est pas rentable et peu sûre. Les menaces devant les risques écologiques et la centralisation du pouvoir au sein de l'énergie nucléaire constituent la deuxième grande difficulté à laquelle se heurte sa diffusion à des fins pacifiques.

L'AIEA, créée en 1956, introduit d'intéressantes innovations dans le droit international. La bonne santé de cette organisation tient peut-être au rôle de soutien et de coordination qu'elle joue en matière nucléaire, qui semble l'emporter sur le rôle de contrôle qui était sa vocation d'origine.

À l'échelle mondiale, l'avenir de l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité semble limité. Le coup d'arrêt subi par cette industrie est le résultat à la fois de l'évolution économique mondiale et des facteurs susmentionnés ; il ne semble pas que l'avenir immédiat puisse apporter de grands changements.

MALÉN RUZ DE ELVIRA.

ZYCIE WARZAWY (Varsovie)

Le dilemme nucléaire

Il existe de nombreuses raisons justifiant la création de centrales d'énergie nucléaire dans le monde entier. La pénurie de combustibles est la principale d'entre elles. La Pologne, qui a résisté à la tentation nucléaire pendant une vingtaine d'années, vient de décider la construction de sa première centrale nucléaire parce que, pour des raisons d'ordre écologique, il est quasiment impossible de construire des centrales classiques dans tout le sud du pays. Après avoir misé pendant près de deux siècles sur la charbon, la Pologne a décidé d'entrer dans l'ère nucléaire.

KAROL SZYNDZIORZ.

LE SOLEIL (Dakar)

Au service de l'agriculture

Pour les pays victimes de la désertification, une évaluation correcte des besoins en eau des espèces végétales, de leur capacité optimale d'absorption des engrais, de leur adaptabilité à certaines zones — toutes choses possibles grâce à l'utilisation des techniques nucléaires — contribue à la lutte contre les effets de la sécheresse.

Le Sénégal s'est résolu à engager dans cette voie. Au centre de recherches agronomiques de Bambey, au cœur du bassin arachidier, des chercheurs travaillent depuis de nombreuses années sur trois programmes : économie de l'eau, fertilisation minérale et utilisation des engrais, économie de l'azote et utilisation des résidus de récolte.

Dans cet espace de connaissances et d'expérimentations, l'emploi des sondes à neutrons permet d'établir, de manière précise, le bilan hydrique de variétés comme l'arachide et le mil. Le choix d'espèces selon leur durée de maturation devient ainsi plus aisé.

Certes, il y a loin entre voir le désert qui avance et étudier l'application du nucléaire à la maîtrise du facteur hydrologique, mais quelle exultante bataille à engager contre un environnement hostile !

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA.

LE DEVOIR (Montréal)

L'irradiation stimulant du commerce

Depuis vingt ans, le Canada est devenu le plus important fournisseur mondial de sources et d'équipement d'irradiation. La société Energie atomique Canada limitée (EACL) a été créée pour développer, fabriquer et vendre ces équipements. Elle produit 90 % du cobalt utilisé pour l'irradiation.

Frank Fraser, un des pères de cette société, voit dans cette technique un salut économique possible pour le tiers-monde, qui pourrait en préserver ses récoltes, résorber la faim. L'autre intérêt réside dans le potentiel d'exportation que l'irradiation représente vers les pays industrialisés des produits frais (fruits, légumes), en toute sécurité.

Malgré le paradoxe est qu'aujourd'hui le Canada, lui-même pionnier en la matière, n'autorise toujours pas l'importation de produits irradiés, pas plus que les États-Unis. Frank Fraser pense cependant que, dans les deux années qui viennent, les pays industrialisés, poussés par des consommateurs toujours mieux informés et inquiets des risques médicaux de la conservation chimique des aliments, feront le pas.

Il faudra alors se méfier des « promoteurs et exploitants qui vont se précipiter, dit-il, pour importer des produits d'un pays où la main-d'œuvre coûte cinq sous par semaine ». On doit pourtant éviter de créer une dépendance supplémentaire. D'autant plus que ces installations et leur entretien coûtent très cher.

Le patron de la société canadienne d'irradiation EACL s'irrite des fortes réticences des organismes de développement à l'égard des technologies nucléaires. Rien ne sert de réinventer la roue ; le tiers-monde a le droit de profiter des techniques les plus avancées. Une meilleure information peut faire évoluer cette mentalité.

LISE BISSONNETTE.

ASAHI SHIMBUN (Tokyo)

La leçon de sagesse

Dans le monde entier, la technologie nucléaire reste aux mains du démon. Il est encore bien difficile de dissocier les applications militaires des applications pacifiques de l'atome. Le Japon, pays à la pointe du progrès, se voit aujourd'hui l'holocauste nucléaire, se doit de développer le domaine des utilisations pacifiques, comme le font également la RFA et le Canada.

Si, pour ce qui est de la capacité énergétique globale, le Japon vient au quatrième rang derrière les États-Unis d'Amérique, la France et l'Union soviétique, il est en revanche la première des puissances non nucléaires. Bien que la plupart des centrales nucléaires japonaises utilisent des techniques américaines de soudure et de contrôle, les accidents y sont beaucoup plus rares qu'aux États-Unis. D'autre part, le Japon croit pouvoir apporter des réponses par la robotique, par exemple aux problèmes croissants de cette industrie (retraitement des déchets).

Le Japon désire aussi contribuer, par une politique industrielle adéquate, à dissiper les dangereux mécontentements des pays en voie de développement qui ne se satisfont pas du tout de la manière dont s'effectue le transfert de technologie des pays riches vers eux, transfert pourtant redouté dans le TNP.

L'autre volet de ce traité, la promesse des pays dotés de l'arme atomique de stopper la course aux armements nucléaires, n'est pas respectée non plus. Ainsi, en l'état actuel, ce traité ne fait-il que consacrer l'hégémonie des deux superpuissances nucléaires, les États-Unis et l'URSS.

Si la Conférence chargée, en 1985, de l'examen du TNP, et celle de certains pays non-alignés prévue en 1986 par l'ONU restent lettre morte, alors le TNP aura perdu toute crédibilité en tant que système viable.

SHUNICHI TAKEBE.

DAWN (Karachi)

Coup de fouet pour l'agriculture

Le Pakistan, pays en développement grand comme l'Allemagne de l'Ouest et la France réunies, compte 90 millions d'habitants ; pourtant, son produit national brut n'excède pas 30 milliards de dollars. Si le PNB est aussi bas, comme d'ailleurs la revenu annuel moyen par habitant (310 dollars), c'est que l'économie du Pakistan repose essentiellement sur l'agriculture, dont la productivité demeure très faible. En effet, 70 % de la population est employée dans le secteur agricole, mais ce secteur ne représente que le tiers du PIB.

Sous l'égide de la Commission pakistanaise de l'énergie atomique, trois instituts ont entrepris des recherches en vue d'améliorer les variétés de semences, de diminuer les pertes après récolte et d'étudier la physiologie des plantes.

En soumettant les semences à des bombardements gamma, les chercheurs ont obtenu de nouvelles variétés aux caractéristiques génétiques améliorées : rendement élevé, résistance aux maladies ou plus grande richesse en protéines. Ils sont notamment parvenus à mettre au point des variétés plus performantes de riz et de blé.

L'obtention de nouvelles variétés de blé représente d'autant plus d'intérêt qu'il s'agit de la principale culture alimentaire du Pakistan et que les rendements moyens sont très faibles — de l'ordre d'une tonne à l'hectare.

L'irradiation de certaines dérivées prolonge leur durée de conservation. Les radio-isotopes, utilisés pour étudier la physiologie de la croissance des plantes, contribuent à déterminer la méthode idéale d'utilisation des engrais. D'autres pays en voie de développement pourraient profiter de l'expérience acquise par le Pakistan dans ce domaine.

AZIM KHAN.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

L'atome contre la faim

La décision récente des États-Unis et de l'Union soviétique de reprendre les négociations sur le contrôle des armements ouvre quelques perspectives de réduction des dépenses militaires des superpuissances. Elle peut permettre finalement de réaffecter des moyens, des ressources et des compétences à la tâche la plus urgente de notre temps : mettre en place un système adéquat de sécurité alimentaire mondiale.

Le développement agricole n'arrive pas à décoller comme il le faudrait dans les pays du tiers-monde. Cela est dû dans une large mesure à la méconnaissance des processus biologiques de base dans ces pays tropicaux. Même aujourd'hui, la recherche agronomique est essentiellement concentrée dans les pays industrialisés qui mettent principalement l'accent sur les cultures de climat tempéré. De plus, la recherche sur les cultures tropicales conduit de se focaliser sur les cultures de rapport, au détriment des cultures vivrières.

Cependant, les possibilités d'affronter les problèmes fondamentaux de l'agriculture tropicale n'ont jamais été si bonnes grâce aux techniques de recherches avancées et aux nouvelles technologies, comme la biologie moléculaire et le génie génétique.

Ces recherches ont des applications pratiques immédiates dans la production agricole et alimentaire du tiers-monde. En utilisant des produits chimiques radioactifs et des isotopes par exemple, on peut savoir ce qu'il advient des éléments fertilisants dans le sol et dans les végétaux, suivre le cheminement des pesticides dans les plantes, les aliments, et l'environnement. On peut étudier l'absorption de l'eau par les plantes, la digestion des vaches et de tout autre ruminant.

Les études sur les engrais radioactifs dans le sol et dans les cultures ont permis par exemple de mettre au point des méthodes plus efficaces d'épandage. Les avantages qui en résultent sont considérables pour les pays en développement qui doivent importer, soit des engrais, soit l'énergie pour les produire.

Les techniques d'irradiation ont contribué à réduire, et parfois à supprimer,

l'utilisation de pesticides qui, sinon, pourraient contaminer le sol, l'eau, l'air et la nourriture. Ainsi, la technique dite « insecte stérile » s'applique à la mouche tsé-tsé qui ravage de vastes étendues de terre potentiellement cultivables en Afrique.

L'irradiation est aussi utilisée pour induire des mutations sur de nouvelles variétés de cultures : elle produit des effets considérables. Par exemple, grâce à l'introduction d'une nouvelle variété de petit mil résistant au mildiou, l'Inde a pu sauver environ 3 millions de tonnes de récoltes par an. 5 à 7 millions d'hectares de ces variétés issues de mutants sont désormais plantées chaque année.

D'autres applications pacifiques de l'atome vont de l'irradiation pour conserver les aliments à la création de vaccins plus sûrs pour le bétail.

Les cultures nucléaires, dont plusieurs sont désormais couramment utilisées dans les recherches modernes, ont tendu récemment à se fonder avec les techniques nucléaires, dans la discipline plus vaste de la biotechnologie.

L'application de la biotechnologie à l'agriculture et à la production alimentaire n'est pas nouvelle. Depuis des milliers d'années, les micro-organismes sont utilisés pour fabriquer le fromage et les yaourts, ils font lever le pain et fermentent le vin, le vinaigre et la bière. Les assollements reconnaissent l'importance pour la fertilité du sol de planter des légumineuses dont les bactéries associées captent l'azote atmosphérique.

Priorité aux paysans

La nouveauté de la biotechnologie aujourd'hui est qu'elle recourt à la manipulation scientifique de cellules et d'organismes vivants pour obtenir des résultats précis, allant de la production de substances chimiques organiques à l'extension de la culture de plantes exemptes de maladies.

Compte tenu des coûts élevés et croissants de la plupart de ces techniques

avancées, il est probable qu'elles ne seront pas utilisées couramment pour la recherche et le développement agricoles. En fait, du point de vue pratique et financier, il est plus rationnel de créer des « centres d'excellence » qui pratiquent des recherches sur des problèmes spécifiques, comme la sélection végétale, la lutte contre les nuisibles, la conservation des aliments.

Cette approche pragmatique se traduit dans le programme conjoint entrepris depuis plus de vingt ans par la FAO et l'AIEA. Grâce à la division mixte sur les isotopes et les radiations atomiques pour l'alimentation et le développement de l'agriculture, quelques-uns des meilleurs savants et instituteurs de recherche du monde travaillent en étroite collaboration sur des sujets précis. Il y a actuellement trente-trois programmes de ce genre, plus de trois cent soixante contrats de recherche dans une cinquantaine de pays.

L'application des techniques nucléaires et de la biotechnologie n'est cependant pas une fin en soi. Nous ne devons pas oublier que les acteurs du changement et du développement de la production agricole sont presque toujours les petits paysans, dont un trop grand nombre manquent encore des instruments de base et de l'assistance élémentaire.

Nous devons aussi être réalistes. La biotechnologie n'est pas une panacée. La capacité des agriculteurs de tirer demain le parti des promesses de la biotechnologie dépend beaucoup de ce que nous faisons aujourd'hui, avec les moyens dont nous disposons. L'intensification des recherches doit donc s'accompagner d'un effort croissant pour réaliser les modifications structurelles qui assureront aux agriculteurs, et spécialement à ceux du tiers-monde, l'accès aux moyens de production de base, ainsi que des échanges commerciaux équitables. Car c'est bien l'agriculteur qui, en dernière analyse, changera ces technologies avancées en nourriture sur notre table.

ED. SAOUMA,
directeur général de la FAO
(organisation
pour l'alimentation et l'agriculture)

L'intérêt écologique du choix nucléaire

À la com de une table ronde organisée par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, directeur général de cette agence, a apporté quelques arguments sur l'intérêt écologique du choix nucléaire à long terme.

« Je suis venu préconiser le nucléaire pour des raisons écologiques. Je ne vois rien de meilleur », assure le directeur général de l'AIEA. Il précise cependant que l'on pourra penser à abandonner le nucléaire lorsque l'énergie solaire sera maîtrisée.

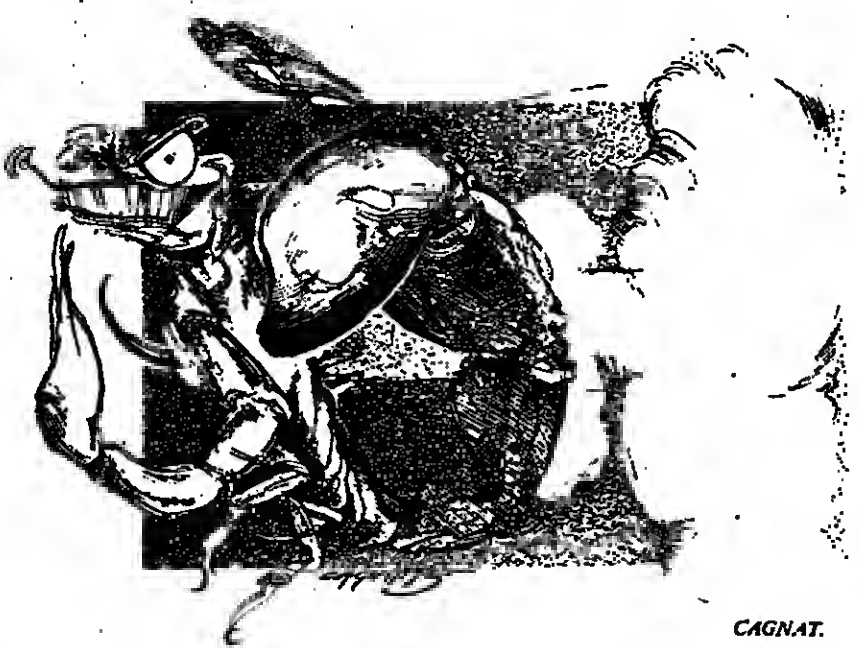
Autre argument écologique de Hans Blix en faveur du nucléaire : la non-pollution. « Personne ne peut nier que le recours massif au pétrole et au charbon est une cause importante de détérioration de l'environnement. L'énergie nucléaire ne produit pas de suie ni d'anhydride sulfureux (indestructibles), elle n'accroît pas la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique. C'est une forme d'énergie très propre — la plus propre de toutes. À condition d'assurer la sécurité des réacteurs et de prendre soin des déchets (leur radioactivité décroît rapidement). Elle ne soulève même pas les problèmes de l'hydroélectricité avec les grands barrages — qui exproprient les rivières.

Quant à savoir si l'immersion des déchets de mer est politiquement souhaitable ou non, Hans Blix est formel : « Ce n'est pas notre affaire. Toutefois, nous disons qu'il n'y a pas de danger à immerger des matières aussi peu radioactives, sans réserve d'un certain nombre de conditions. »

La Chine, seul des cinq États dotés de l'arme nucléaire à ne pas faire appel à l'AIEA, attire parfois des critiques très vives de la part des pays signataires du TNP. « La Chine décidera elle-même de faire ou non appel à l'agence », déclare Hans Blix. Ce n'est pas à nous de dire d'un État, « vous devriez réclamer nos services ». Nous restons à la disposition de la Chine jusqu'à ce qu'elle estime le moment venu. La Chine vient d'ailleurs de demander à l'agence de contrôler ses éventuelles exportations de matière nucléaire.

De façon générale, rappelle Hans Blix, le rôle de l'AIEA est de définir un cadre dans lequel les gouvernements s'entendent, de les conseiller aussi en matière de sécurité. Mais, selon son directeur, ce n'est pas à elle de vérifier que les gouvernements appliquent les normes auxquelles ils ont souscrit. L'agence n'est là que pour « signaler les dépassements ». Libre aux gouvernements de faire alors pression — avec les moyens dont ils disposent. Libre aussi à eux d'assurer l'information du public sur ces questions d'ampleur internationale. Là non plus n'est pas le rôle de l'AIEA.

C. G.



CAGNAT.

Radio-isotopes et médecine

Invention des années 50, les radio-isotopes sont des rayonnements transmis sur un support solide ou liquide qui peut rester radioactif des heures ou des années, selon leur puissance. À faible dose, ils servent de marqueur ; à dose moyenne, ils servent de jauge ; à forte dose, ils peuvent modifier un corps ou le détruire.

Les radio-isotopes sont utilisés en médecine (contrôle d'un organe), en agriculture (irradiation d'insectes, irradiation des aliments) et dans l'industrie (contrôle d'un ouvrage).

Très populaires dans les années 60, les radio-isotopes sont devenus un sujet d'inquiétude du public pour des questions de sécurité. Pourtant, toutes

les précautions sont prises. Deux mille colis circulent chaque jour en avion à travers l'Europe. Seul un cas de fuite a été repéré. Le produit radioactif est enfermé dans une capsule de plomb puis dans une boîte en fer largement étiquetée. Seules des imprudences pourraient causer un danger.

Ils sont même en distribution libre, à Sacyr par exemple. Il serait très intéressant que ce type de technique de haute précision soit mise au service de l'industrie, comme l'a fait l'agence spatiale américaine, la NASA. L'AIEA, pour sa part, assure la diffusion des résultats des recherches vers les milieux scientifiques, la tierce-monde, les hôpitaux et les universités.

La lutte contre la mouche tsé-tsé

La mouche tsé-tsé, celle qui donne la « maladie du sommeil », détruit dans le monde jusqu'à 20 % des récoltes et des cheptels. Depuis six ans, grâce aux techniques nucléaires, la FAO et l'AIEA exécutent un plan d'élimination de la mouche tsé-tsé au Nigeria, sans recourir aux pesticides chimiques qui empoisonnent l'environnement.

Il s'agit de stériliser en laboratoire un certain nombre de mâles et de les relâ-

cher dans la nature. C'est une sorte de contrôle biologique des naissances, par rayons gamma. Résultat : la *Glossina palpalis* (nom savant de la mouche tsé-tsé) a disparu en 1984 des 1 500 kilomètres carrés choisis pour l'expérience.

Un seul inconvénient, le coût de l'opération : 3 millions de dollars. Malgré cela, dix-sept pays d'Afrique envisagent l'application de cette stratégie sur leur territoire.

مكتبة المصلح

LA PAGE DU CRID

Centre de recherche et d'information
pour le développement

CIMADE (*)

Développement en douceur

ENERGIES nouvelles ? Elles sont en fait des énergies très anciennes. Nous les redécouvrons à l'heure où pétrole et atome vacillent. Mais le vent, le soleil, la force des cours d'eau, sont utilisés depuis des millénaires. Parlons donc plutôt d'énergies renouvelables ou non, appropriables ou non.

Revoilà un peu : un paysan de Haïti cultive un demi-hectare de terre qu'il arrose grâce à un puits de 30 mètres dont il tire 30 000 litres d'eau par jour. C'est harassant, cela mobilise trois personnes à plein temps avec seaux et cordes.

Il y a cinq ou dix ans, ce paysan achète une motopompe. Travail rapide et moins fatigant ; mais l'endettement, les pannes et le prix du carburant entravent son confort. En revanche, un manège à bœuf, bien connu ailleurs, pourrait le satisfaire. Il saurait vite le réparer, ce serait « appropriable », et renouvelable, car il saurait aussi soigner le bœuf !

Si une machine moderne, productrice d'énergie — une éolienne par exemple, — est peu chère et réalisable avec des techniques déjà assimilées localement, alors, le village peut se l'approprier. D'autres systèmes proposés aux pays du tiers-monde sont non appropriables ; mais, dans certains cas, il peut être intéressant de les essayer (capteur photovoltaïque par exemple).

Depuis de longues années, la CIMADE intègre les énergies renouvelables aux programmes de recherche qu'elle soutient. Au Cap-Vert, elle participe à des essais méthodiques sur le vent, le soleil, la géothermie, les vagues, le biogaz, le bois... recherches visant la mise au point de prototypes comme ceux-ci :

- **Digesteur à biogaz**, inséré dans un ensemble : latrines, ramassages de déchets, digesteur, étagé à algues, épandage de résidus, étagé à poissons, moulin utilisant le biogaz. Un prototype a été inauguré en Inde en 1984 à l'échelle d'un village.

- **Mini-pompe solaire** « pauvre » (voit thermodynamique) ; l'objectif est d'atteindre un tiers du prix d'une pompe à capteur photovoltaïque ;

- **Outil de forage à main** pour forages de reconnaissance (amélioration recherchée d'un système bico connu du Sud algérien) ;

- **Eolienne de pompage** (et sa pompe) fabriquée avec des matériaux et des techniques disponibles dans les villages (une éolienne fonctionnant au Mali, au Sénégal, au Burkina, au Vietnam, en Haïti) ;

- **Aqualienne** : machine recueillant l'énergie du courant d'une rivière pour refouler l'eau d'irrigation sur les rives. Des prototypes sont installés au Mali, au Vietnam. Des recherches se font en France, depuis 1983, pour des aqualiennes adaptées aux conditions des deltas rizicoles.

ITD (*)

La recherche sur le terrain

EQUIPER le tiers-monde : oui, mais avec quoi ? Fréquemment, le matériel industriel importé d'Europe n'est pas adapté à un milieu sous-équipé. Pourtant, ce milieu a sa spécificité. Il faut donc mettre au point des équipements adaptés, tant à une fabrication sur place qu'à une bonne insertion dans le monde rural. On tendra ainsi à mettre en œuvre des énergies « locales », en harmonie avec les conditions physiques utilisables.

Cette recherche est hors du champ des entreprises industrielles, publiques ou privées, en raison de sa nature même qui est de transférer, sans bénéfice techniques et technologiques. C'est pourquoi le mouvement associatif technique, à travers une dizaine de groupes, met au point des équipements spécifiques adaptés aux pays en voie de développement. Ces recherches vont de l'éolienne au four solaire, en passant par les séchoirs, les foyers familiaux pour économiser le bois et le charbon, les digesteurs à biogaz, les manèges, les turbines...

Ces associations apportent des réponses basées sur l'expérience et l'analyse du terrain. Actuellement, ce mouvement s'organise, se structure et coordonne ses programmes. Des résultats significatifs sont acquis et des réalisations exemplaires voient le jour.

Vuici l'exemple d'une étude de l'Institut technologique Dello sur le coût de l'énergie selon le système et l'équipement utilisés.

Un paysan peut obtenir les 30 000 litres d'eau nécessaires par jour pour 5 000 mètres carrés de champ avec des

coles (courants faibles, faibles profondeurs).

Eoliennes et aqualiennes seront peu chères et simples, donc appropriables.

- **Exhaure animale de l'eau** (extraction). Constatant que les techniques (1) se diffusent mal au sud du Sahara, la CIMADE soutient la mise au point d'un système économique où l'animal tourne en rond, ce qui évite de devoir le conduire.

Toutes ces recherches sont menées par des partenaires de la CIMADE : ACMA (2) pour le « digesteur intégré » et Jean Sahores pour les autres.

La diffusion de ces techniques sur le terrain est encore plus difficile que la mise au point elle-même. Elle se heurte à des facteurs divers, notamment humains : les femmes souhaitent améliorer l'exhaure de l'eau, car elles puisent. Mais c'est souvent l'homme qui détient le pouvoir économique. De plus, les personnes ayant tout à la fois des talents de constructeur, d'installateur, d'utilisateur et de réparateur sont rares. La pompe idéale, pas chère, facile à installer, simple, avec peu d'entretien et très performante est difficile à proposer.

Consciente de ces difficultés, la CIMADE a favorisé la création d'une structure pour la diffusion des technologies appropriables vers les pays du Sud, notamment dans le domaine de l'exhaure de l'eau : c'est l'Institut technologique Dello (cf. papier). La diffusion comporte la mise en place d'unités de démonstration, puis la formation approfondie d'artisans locaux et de paysans au cours de stages sur place. C'est ce qui a eu lieu, pour l'éolienne et la pompe, de 1981 à 1983. La phase suivante commence au Burkina, allant de la fabrication à l'utilisation et s'appuyant sur les artisans, commerçants locaux et puisatiers villageois.

Il s'agit de dépasser le double paradoxe : les techniques riches d'efficacité spectaculaire sont de tenue précaire et risquent d'être délaissées ; les techniques pauvres sont difficiles à adapter, délicates à diffuser et parfois mal reçues. (« On nous prend pour des charbonniers... »)

Pourtant, si elles sont vraiment appropriables, ces techniques pauvres alimentées par des énergies renouvelables représentent de vrais vecteurs de développement. Il n'y a pas de voie royale, il y a que des voies difficiles. Encore faut-il qu'elles soient humanisantes.

JEAN SAHORES,
MARIE-NOËLLE LENOIR.

(*) Service technique d'entraide (membre du CRID), 176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

(1) Dello : système traditionnel d'exhaure de l'eau, en Afrique du Nord.
(2) ACMA : Association pour combattre la malnutrition par l'agriculture simplifiée.

GRDR (*)

Formation technique des migrants

LE Groupement de recherche et de réalisations pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR) soutient les actions de travailleurs migrants pour le développement de leur région d'origine. A ce titre, le GRDR se confronte au besoin d'énergie. Très souvent, on les comprend — par les avantages de la moto-pompe diesel ou du tracteur qu'ils voient autour d'eux en Europe, les migrants commencent tout par penser, simplement, à utiliser ce genre de moyens chez eux.

Dialoguant avec eux depuis plus de quinze ans, les responsables du GRDR ont été conduits à travailler sur le choix de procédés techniques plus économiques à base d'énergies renouvelables et sur le besoin de formation. L'agriculteur sahélien consomme de l'énergie pour ses engrais et pesticides, pour le travail du sol, pour l'exhaure, pour ses transports, pour le séchage de ses produits, etc. Il peut, par exemple, diminuer la part d'engrais azotés et valoriser la fumure animale disponible... ou pratiquer certaines cultures associées ou successives.

Quant au travail du sol, le GRDR a dû se pencher sur les raisons qui bloquent ou freinent l'extension de la culture arable, notamment pour des opérations autres que le labour. Il a aussi repéré les systèmes les plus appropriés (animaux de trait, bœufs, moutons à attelage). Le GRDR, enfin, a réfléchi sur le « mythe du tracteur », pour distinguer les bonnes et les mauvaises raisons de ce choix. Les agriculteurs du sud du Mali reviennent, par exemple, à la traction animale après avoir essayé le tracteur. A partir des pratiques des paysans, d'essais en station et de ses propres essais, le GRDR a mis au point des manuels de formation à l'usage de ses formateurs — permanents ou bénévoles — et d'autres personnes concernées.

L'autre besoin majeur d'énergie pour l'agriculteur, s'il dispose d'eau, est de pouvoir refouler l'eau jusqu'à son champ. Il y a dix ans, le GRDR préconisait les pompes diesel pour les paysans situés au bord d'une rivière alimentée plus de six mois par an. Puis, de plus en plus, les migrants en France ou les paysans du Sahel, interlocuteurs du GRDR, ont été des agriculteurs « hors fleuve », peu intégrés dans les circuits économiques, et n'ayant pas de possibilité de payer ni d'amortir une moto-pompe et les coûts afférents (carburants, pièces de rechange...). Il a donc fallu chercher

BERNARD GAY.

(*) Institut technologique Dello.

IRFED (*)

Les retombées perverses des grands barrages

APRÈS plusieurs tentatives d'actions inter-Etats, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal créent en 1972 l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Son but est de promouvoir et de coordonner les études et les travaux de mise en valeur de cette région. Pour cela, l'organisation officielle base sa politique sur la construction de deux barrages sur le fleuve : Diama au Sénégal et Manantali au Mali.

Il s'agit de relever le niveau du fleuve et de régulariser son cours sur une distance de 500 km. Ainsi, l'eau salée de la mer voisine ne pourra plus remonter et les réserves d'eau des lacs environnants seront plus importantes. La construction de ces barrages a aussi pour vocation de développer l'agriculture, le transport fluvial et l'industrie, grâce à l'énergie hydroélectrique potentielle à Manantali.

Les priorités ne sont pas les mêmes pour les trois Etats membres de l'OMVS. Le Sénégal mise sur l'agriculture, alors que le Mali s'intéresse davantage à la navigabilité du fleuve (déseclatement, accès à la mer) et à la production électrique pour l'extraction minière dans la région de Kayes.

La mise en eau de ces deux barrages est attendue dans les années 1987-1988. Dès 1974, les principaux bailleurs de fonds se sont réunis : l'Arabie saoudite, le Koweït, Abu-Dhabi, la RFA, la France, l'Italie, le Canada et quelques organismes (1) autour des Etats membres de l'OMVS. Ils ont dégagé « les objectifs et les grandes lignes de la stratégie de développement du bassin du fleuve Sénégal » : amélioration des revenus d'un maximum de population, équilibre écologique plus stable, réduction des aléas climatiques dans les trois Etats, en vue d'accélérer leur développement et leur coopération économiques.

Ces objectifs intéressent les cultures vivrières, et notamment céréalières, les cultures fourragères, industrielles, et l'industrie elle-même ; en effet, ces Etats disposent d'un potentiel minier — pour l'exportation — et métallurgique.

Ce projet doit permettre de réduire le pompage pour l'irrigation, du fait de la remontée des eaux du fleuve, et bien sûr, produire de l'énergie hydroélectrique. Le barrage de Manantali prévoit l'adjonction, un jour, d'une centrale hydroélectrique qui permettrait de développer des industries de transformation sur les lieux de production au d'extraction (agro-industrie, textile, tannerie).

GRDR (*)

Formation technique des migrants

LE Groupement de recherche et de réalisations pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR) soutient les actions de travailleurs migrants pour le développement de leur région d'origine. A ce titre, le GRDR se confronte au besoin d'énergie. Très souvent, on les comprend — par les avantages de la moto-pompe diesel ou du tracteur qu'ils voient autour d'eux en Europe, les migrants commencent tout par penser, simplement, à utiliser ce genre de moyens chez eux.

Dialoguant avec eux depuis plus de quinze ans, les responsables du GRDR ont été conduits à travailler sur le choix de procédés techniques plus économiques à base d'énergies renouvelables et sur le besoin de formation. L'agriculteur sahélien consomme de l'énergie pour ses engrais et pesticides, pour le travail du sol, pour l'exhaure, pour ses transports, pour le séchage de ses produits, etc. Il peut, par exemple, diminuer la part d'engrais azotés et valoriser la fumure animale disponible... ou pratiquer certaines cultures associées ou successives.

Quant au travail du sol, le GRDR a dû se pencher sur les raisons qui bloquent ou freinent l'extension de la culture arable, notamment pour des opérations autres que le labour. Il a aussi repéré les systèmes les plus appropriés (animaux de trait, bœufs, moutons à attelage). Le GRDR, enfin, a réfléchi sur le « mythe du tracteur », pour distinguer les bonnes et les mauvaises raisons de ce choix. Les agriculteurs du sud du Mali reviennent, par exemple, à la traction animale après avoir essayé le tracteur. A partir des pratiques des paysans, d'essais en station et de ses propres essais, le GRDR a mis au point des manuels de formation à l'usage de ses formateurs — permanents ou bénévoles — et d'autres personnes concernées.

L'autre besoin majeur d'énergie pour l'agriculteur, s'il dispose d'eau, est de pouvoir refouler l'eau jusqu'à son champ. Il y a dix ans, le GRDR préconisait les pompes diesel pour les paysans situés au bord d'une rivière alimentée plus de six mois par an. Puis, de plus en plus, les migrants en France ou les paysans du Sahel, interlocuteurs du GRDR, ont été des agriculteurs « hors fleuve », peu intégrés dans les circuits économiques, et n'ayant pas de possibilité de payer ni d'amortir une moto-pompe et les coûts afférents (carburants, pièces de rechange...). Il a donc fallu chercher

d'autres moyens d'exhaure à frais d'entretien minimes ou nuls, tenant compte des conditions locales.

Sur les affluents intermédiaires du Sénégal, la recherche de pompage a porté sur un système d'irrigation d'appoint. Un prototype a été mis au point par un ingénieur engagé dans l'association. Il permet la remontée d'eau de 3 à 5 mètres et va être testé par son auteur à la direction des matériels agricoles du Mali. Ces travaux ont été menés en coopération avec le GRET (1) et l'Institut technologique de Dello, et partiellement financés par la DGRST (2). Dans ce domaine comme dans d'autres, le GRDR coopère aussi avec le CEPAGE (3).

Parallèlement à cet effort de mise au point et d'adaptation des techniques, le GRDR consacre beaucoup d'efforts à la formation des migrants ayant un projet dans leur zone d'origine, et à la formation de formateurs. A cet effet, le GRDR développe un enseignement dans la langue maternelle de beaucoup de gens du fleuve — le soninké — et met au point des méthodes pédagogiques adaptées à des personnes peu alphabétisées grâce à l'emploi systématique de tableau de feutre avec figurines (flanellographes). Ces outils pédagogiques désormais disponibles permettent à des travailleurs restreints chez eux de devenir à leur tour des formateurs dans leur région sur ces problèmes d'énergie.

L'objectif est gros car, aujourd'hui, la moitié du déficit de l'Etat du Sénégal provient des importations de pétrole. Le GRDR souhaite que les actions de recherche en énergies, adaptées à ces régions rurales pauvres, soient développées de façon urgente avec les autres ONG engagées dans ce combat, en vue de soutenir l'objectif d'autosuffisance alimentaire de ces pays.

PAUL SCHRUMPE.

cimenterie, usine d'alumine, etc.). On avance même la possibilité d'alimenter en électricité les régions de Bamako (Mali), de Cap-Vert (Sénégal), tout cela à des prix concurrentiels. Reste à régler les questions de financement pour envisager le début des travaux.

On peut se poser la question de l'opportunité de tels travaux grandioses. En effet, la région de Bamako est déjà largement approvisionnée en électricité par le

tage sur la question du préalable à tout projet, nullement respecté ici : la consultation et l'information des populations riveraines. Le projet OMVS constitue une décision unilatérale, ne tenant aucun compte, en ce qui concerne les populations riveraines, des choix techniques, économiques, et surtout sociaux, et leurs implications.

Si l'objectif déclaré est le bien-être économique et social des populations riveraines, une étude détaillée des rapports mêmes de l'OMVS révèle tout autre chose. « Dans un projet d'une telle ampleur, le sort des populations semble traité avec une certaine légèreté. Dès le début, les auteurs signalent qu'ils n'ont eu ni le temps ni les moyens de faire des études en profondeur ; ils ont travaillé sur des données souvent erronées sinon contradictoires. Là encore, à tout problème supposé il y a une solution. On oublie simplement qu'il est plus facile de modifier du béton ou des machines que des gens. Or, ce qui est prévu est un véritable bouleversement des structures existantes, une certaine « homogénéisation culturelle », le passage de l'économie traditionnelle à une certaine modernisation de l'économie... » (2).

Devant un tel contexte, les ONG, regroupées au sein du CRID (3), ont constitué un groupe de travail coordonné par l'IRFED pour « tenter de franchir une étape dans la clarification des termes ». Les ONG veulent affirmer la vision globale, sortir de la sécurité communautaire d'une bien facile bonne conscience, établir le dialogue avec les principaux acteurs sociaux, économiques et politiques, en luttant contre les images toutes faites et les procès d'intention, en s'intéressant d'abord aux réalités et en s'efforçant de faire apparaître dans le débat la parole des principaux intéressés (4).

Ainsi avons-nous tenté, nous ONG, de rassembler les points de vue de tous les groupes concernés par l'aménagement du fleuve Sénégal : les associations de travailleurs immigrés, associations villageoises, fédérations paysannes, acteurs de terrain, tant en Afrique qu'en France. Il nous paraît essentiel que toutes ces parties participent au travail d'information et au débat, par la communication des résultats.

Si certains trouvent satisfaisante l'information « provenir » de l'OMVS, d'autres la trouvent tout à fait insuffisante, et surtout inadaptée aux paysans de la région. Ces derniers craignent les conséquences du projet sur leurs conditions de vie. De quelle manière s'effectuera le développement de la population, surtout dans la zone inondée de Manantali ?

Des questions se posent également sur le type de cultures à adopter après la construction des barrages : cultures de céréales ou cultures irriguées ? Questions aussi sur la pêche, la santé, l'éducation, le système foncier et social, le système de production agricole, l'élevage, l'alimentation, l'écologie...

Notre préoccupation primordiale reste la prise en compte des savoirs et des besoins des riverains dans les choix techniques, économiques et sociaux. La recherche scientifique et technique, le développement, ne peuvent se faire que dans une vision globale, et nous pensons que la région du fleuve mérite elle un autre choix que le projet de l'OMVS, qui donne encore accès à des moyens de production subventionnés ?

ANNE-MARIE DOUCE.

(*) Institut international de recherche, de formation et d'éducation au développement, 4, rue de la Glacière, 75013 Paris.

(1) FED, BAD, USAID, PNUD.

(2) R. Bismuth, M. P. Morin, *Libération*, 10 mars 1984, p. 1.

(3) Centre de recherche et d'information pour le développement.

(4) Projet d'aménagement du fleuve Sénégal, document d'approche, novembre 1983, CRID.

(1) GRET : Groupe de recherche et d'échange technologique, 30, rue de Charonne, 75011 Paris.

(2) DGRST : direction générale de la recherche scientifique et technique.

(3) CEPAGE : Centre d'échange et de promotion des artisans en voie d'équipement, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(4) GRET : Groupe de recherche et d'échange technologique, 30, rue de Charonne, 75011 Paris.

(5) DGRST : direction générale de la recherche scientifique et technique.

(6) CEPAGE : Centre d'échange et de promotion des artisans en voie d'équipement, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(7) GRET : Groupe de recherche et d'échange technologique, 30, rue de Charonne, 75011 Paris.

(8) DGRST : direction générale de la recherche scientifique et technique.

(9) CEPAGE : Centre d'échange et de promotion des artisans en voie d'équipement, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(10) GRET : Groupe de recherche et d'échange technologique, 30, rue de Charonne, 75011 Paris.

(11) DGRST : direction générale de la recherche scientifique et technique.

(12) CEPAGE : Centre d'échange et de promotion des artisans en voie d'équipement, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

ENVIRONNEMENT

LES DÉMÊLÉS COMMERCIAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON

Baleines dans la balance

De notre correspondant

Tokyo. — Baleines et cachalots l'ignoraient encore, mais les démêlés commerciaux nippons-américains vont probablement jouer un rôle non négligeable dans la survie de leur espèce. La cause semble, tardivement, entendue et, à terme, perdue pour le Japon. C'est presque dédaigné : au plus tard en mars 1985, les grands océans ne seront plus harponnés à merci par les pêcheurs japonais. Le vendredi 5 avril, Tokyo a finalement retiré ses objections au moratoire imposé en 1982 par la Commission baleinière internationale et, ô surprise, a accepté le moratoire américain au commerce de ses intentions. Le bateau-usine *Mitsuharu* est rentré à Tokyo, le 7 avril, avec deux mille baleines tuées dans l'Antarctique, soit 30 % de moins que son quota 1983.

Les bons sentiments ne sont pour rien dans tout cela. Les us et coutumes non plus. Non, c'est pour des raisons politiques que les grands mammifères sont sacrifiés à la guerre commerciale entre Tokyo et Washington. Le Japon commande le plus grand navire de la mer, on a jugé que les baleines, en plus d'autres concessions, faisaient le poids. D'ailleurs, Tokyo n'avait plus de chocs. C'était des milliers de baleines, patrimoine de l'humanité, ou des milliers de petits poissons, propriété des États-Unis.

La pêche

mieux que la chasse

Les tribunaux, de toute façon, avaient déjà tranché. Aux termes de la loi, l'administration américaine, championne de la cause des baleines, est tenue de réduire de moitié (dans ses eaux territoriales) les quotas de pêche accordés aux nations refusant de se plier au moratoire. Washington, par exemple, a décidé la semaine dernière d'imposer cette sanction à l'Union soviétique. Il en était cependant allé différemment avec le Japon, allié privilégié.

L'automne dernier, l'administration Reagan avait passé un compromis avec le gouvernement de Tokyo l'autorisant à tuer

des baleines jusqu'en avril 1988. Le Japon, qui, avec l'URSS et la Norvège, s'oppose au moratoire international, a donc dû se résigner à la baisse après 1985, avait, à cette occasion, fait des concessions sur les cachalots. Ce traitement de faveur n'avait guère épargné les mouvements américains de protection de la nature, qui avaient alors poursuivi l'administration pour violation de la loi. Le mois dernier, un tribunal fédéral a reconnu le bien-fondé de leur plainte et exigé que les sanctions soient imposées sans délai à l'exception du Japon. L'administration a fait appel.

Dans sa lettre, le ministre japonais des affaires étrangères indique que l'acceptation du moratoire, en 1985, dépendra de la capacité du gouvernement américain à faire annuler le premier verdict.

En d'autres termes, le Japon et l'administration de M. Reagan continuent à réclamer le maintien d'un « état politique » là où, juridiquement, il ne devrait pas en être question.

« La lettre des Japonais n'est pas une victoire pour les baleines », estime le vice-président du groupe de protection de l'environnement Monitor. Les Japonais sont accusés de vouloir gagner du temps. Ils sont aussi soupçonnés d'avoir violé leurs engagements d'autoriser la pêche de cachalots que prévoit l'administration américaine. Une nouvelle fois, à imposer le compromis ? Compte tenu non seulement des sentiments anti-japonais du Congrès, mais aussi de la position du Japon, cela n'est pas certain. Les Japonais sont furieux, mais ils ont tout à perdre à une épreuve de force : le produit de leur pêche dans les eaux américaines représente 130 milliards de yens, soit dix fois plus que la chasse à la baleine. La simple menace d'une telle sanction pousse le Japon à se résigner à prendre une décision qui, tôt ou tard, devrait mettre fin à une tradition vieille de huit cents ans. Et à l'annonce du plus fort de la tempête commerciale, comme une « concession » faite à la puissance américaine. Pas à l'amour des baleines.

R.-P. PARINGAUX.

UNE SEMAINE DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE À LYON

« Stop galère ! »

« Stop galère ! » Sous ce slogan à la mode, du lundi 15 au samedi 20 avril, à Lyon, une semaine de la prévention de la délinquance organisée par le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD). Cette initiative — la première de cette ampleur — mettra à contribution, outre la ville de Lyon et les communes de l'agglomération, toutes les administrations concernées, de la justice à la police, en passant par l'éducation nationale ou l'administration pénitentiaire. Mêlant débats, animations, expositions et spectacles, elle pourrait recevoir, mercredi 17 avril, la visite du premier ministre, M. Fabius.

De notre correspondant régional

Lyon. — « Galère, galère... L'ennemi au pied des immeubles, la monotonie des journées, une régulation qui paralyse le corps et l'esprit. Et puis, de temps en temps, l'éclair d'une pauvre aventure. Cambrioler, voler, fourguer, défilier l'adultère, l'insécurité, briser, détruire. Parfois la fuite dans la drogue, la descente dans l'enfer de la marginalité, de l'expériment. Qu'allait-il faire dans cette galère ? Tous ne choisissent pas. Les égoïsmes, la crise économique, les discours et pratiques d'exclusion... réduisent le choix. Il n'y a pas de fatalisme. La condamnation aux galères n'est pas irrévocable. Elle nous appartient.

C'est ainsi qu'est présentée, par ses organisateurs, la semaine « Stop galère ! » qui, sous le mot d'ordre « tous en jeu », s'adresse tout à la fois aux jeunes, à la population, aux élus, aux fonctionnaires, à tous les acteurs du combat pour prévenir la délinquance. Le but de cette initiative est d'évaluer l'impact sur le terrain des actions de prévention. Des rencontres, portes ouvertes, des rencontres-débats, des animations culturelles et sportives rythmeront cette semaine, avec notamment, mercredi 17 avril, un relais pédestre des jeunes entre deux villes — Vénissieux et Villeurbanne — symboles des tensions de l'agglomération lyonnaise.

Point chauds

Plusieurs débats auront pour cadre la maison des avocats de Lyon : l'action sociale préventive (lundi) ; le travail d'intérêt général — peine de substitution à l'emprisonnement — et le vandalisme (jeudi) ; la toxicomanie (vendredi). Notre collaborateur Jean-Marc Thévenaz animera, mardi 18 avril, au centre culturel de Villeurbanne, un débat avec des magistrats sur le thème « Le tribunal de Lyon répond ». Le lendemain, ce

sera au tour d'Edwy Plenet d'animer une rencontre publique à la chambre de commerce de Lyon, avec plusieurs hauts responsables policiers sur le thème « Dialogue avec la police ».

Parallèlement, « points chauds » politiques, on retiendra, outre un débat, lundi après-midi au conseil général du Rhône, en présence de tous les élus locaux, une rencontre, précédemment prévue sur invitation, jeudi 18 avril, à la chambre de commerce. Son thème : « Commerce et sécurité ». Secrétaire d'Etat au commerce, à l'artisanat et au tourisme, M. Jean-Michel Bockel devra sans doute répondre aux questions très vives d'une corporation souvent exaspérée par la multiplication d'actes délictueux.

Les jeunes ne seront évidemment pas oubliés. Ils pourront assister gratuitement, vendredi et samedi, à des spectacles de variétés : Catherine Lara, le groupe Carte de séjour, Nicoletta, Francis Lalanne, Rachid Bahri, se produiront sur le grand podium d'Europe 1. La plupart des artistes ont accepté de passer également quelques heures dans les vestiaires lyonnais. Ils y rencontreront ceux pour qui la « prévention » n'est pas arrivée à son heure. Enfin, le CNPD a réuni, pour la première fois dans la jeune histoire des radios locales, à rassembler sur un studio d'animation centrale, situé dans la gare de Lyon-Part-Dieu, dix-sept radios privées ou associatives.

Ce test lyonnais sera l'occasion pour M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du CNPD, de promouvoir les « contrats d'action prévention » (CAP) jusqu'à présent réservés à quelques actions-pilotes. La prévention voudrait, en somme, devenir une politique publique, démontrant son efficacité immédiate, loin de la confidentialité dans laquelle on la confine trop souvent.

CLAUDE RÉGENT.

POLICE CARNET DU Monde

Naissances

— Marie-Pascal DELUEN
Jean-Félix BERNARD,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Timon et Zéphyr.
Les Lilas, le 9 avril 1985.

Décès

— M. et M^{me} André Meyer
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Bernard-Levy,
M^{me} Alice Lelièvre,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Pierre BERNARD-LEVY,
née Simone Josué,
survenue le 11 avril 1985.

Les obsèques auront lieu le lundi 15 avril.
On se réunira, à 10 h 45, à la porte principale du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris-14^e.

— M^{me} Marcel Escarras,
ses enfants et petits-enfants,
Paris et allées,
ont la grande tristesse de faire part de la mort de

Marcel ESCARRAS,

le 31 mars 1985.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.
33, avenue Es-Broussailles,
06400 Cannes.

— Saint-Genis-Laval, Lyon.

M. Robert Jurie des Camiers
et ses enfants,
Cécile, Antoine Vornis
et leurs enfants,
Yves, Marie-Christine Jurie des Camiers et leurs enfants,
Christine, Patrick Chevalier Breton et leurs enfants,
Agnès, Marc Neltner
et leurs enfants,
Edith, José Bismuel
et leurs enfants,
Florence, Jurie des Camiers,
M^{me} Marcelle Jurie des Camiers,
M. et M^{me} Jean Jurie des Camiers,
M. et M^{me} Jacques Franco,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Elisabeth Montanier,
ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Claude Scalbert,
leurs enfants et petits-enfants,
Frère Georges de Jésus,
M. et M^{me} Jean-Claude Franco,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Bernard Franco
et leurs enfants,
Baron et baronne Jean de Lacan
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Rieutard
et leurs enfants,

font part du retour à Dieu, dans sa soixante-deuxième année, de

M^{me} Robert
JURIE DES CAMIERS,
née Maïty Franco,

La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Saint-Genis-Laval (Rhône), le samedi 13 avril 1985, à 10 h 15.

— Nous apprenons la mort de

M^{me} Henriette
MATHIEU-FARAGGI,
ancien directeur de recherche
au Commissariat à l'énergie atomique
(CEA),
décédée à Paris le 6 avril 1985.

[Née le 25 septembre 1915 à Paris, Henriette Mathieu-Faraggi a d'abord travaillé dans le laboratoire d'Isidore Joliot-Curie, Entrée au CEA en 1950, elle a été nommée, en 1972, chef du département de physique nucléaire au centre de Saclay, puis est devenue directrice de recherche au CEA, en 1978, poste qu'elle occupait jusqu'à sa retraite. Elle a présidé la Société française de physique en 1972 et 1973.
Henriette Mathieu-Faraggi s'est aussi trouvée associée au développement de la physique nucléaire en France. Elle a notamment dirigé, au cyclotron de Saclay, les réactions nucléaires induites par les particules alpha, et a mené des expériences sur les réactions de nucléons par ions lourds.]

— Le colonel et M^{me} Paccard,
M. Halkier-Nielsen
et M^{me} née Marie-Thérèse Paccard,
leurs enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} André PACCARD,
née Marie-Louise Ratonek,

passamment décédée le 6 avril 1985,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.
L'inhumation a eu lieu à Sannois
(Cher).

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue du Temple,
79400 Saint-Maximilien-Ecole,
27, rue Beau-Site,
95170 Deuil-la-Barre.

— Jean-Louis, Marie-Annick Supiot
et leurs enfants,
Alain, Nicole et Elise Supiot,
Cécile Supiot,
ont la douleur de faire part de la disparition de leur père et grand-père,

Guy SUPIOT,
ingénieur,

mort brutalement le 10 avril 1985 à Bayonne.

Les obsèques auront lieu à l'église de Carquefou, le vendredi 12 avril, à 17 heures.

J.-L. Supiot,
23, rue Jules-Verne,
44470 Carquefou.

Remerciements

— Nathalie Sarraute
et ses filles,
très touchées des nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à la suite du décès de

Raymond SARRAUTE,

remercient du fond du cœur tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Colloques

— L'Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil (1909-1943) organise un colloque international sur le thème : « Simone Weil psychologue », les 25, 26 et 27 mai prochains, à Evreux par l'Arbre (69210). Pour tous renseignements et inscriptions, écrire au président de l'association : André Devaux, 5, rue Montcellier, 75014 Paris.

Les condamnations à un travail d'intérêt général concernent surtout des voleurs

Le vol est le motif principal des condamnations à un travail d'intérêt général, indique le numéro 42 du *Courrier de la chancellerie* qui vient de paraître. Cette nouvelle peine, destinée à remplacer l'emprisonnement, existe depuis le début de l'année 1984. Cinquante-sept pour cent des petits délinquants auxquels elle a été infligée durant le premier semestre de cette année-là étaient des voleurs. La durée moyenne du travail à effectuer a été de quatre-vingt-dix-sept heures.

Le *Courrier de la chancellerie* ajoute sur cette nouvelle peine les

précisions suivantes : « Au premier rang des organismes employeurs, viennent les collectivités publiques (68 %), essentiellement les communes ; puis les associations (24 %) et les établissements publics (8 %). La plupart des postes de travail offerts concernent l'entretien : amélioration et entretien de l'environnement (24 %), jardinage, espaces verts, bois et forêts, plages, soins aux animaux ; entretien du bâtiment et équipement (18 %), peinture, maçonnerie, menuiserie, électricité ; entretien de la voirie publique (10 %) ; autres travaux d'entretien (17 %) ; travaux administratifs (5 %) ; secourisme et solidarité (2 %) ; activités de formation et d'animation (2 %).

« L'âge moyen au moment de la condamnation, ajoute le *Courrier de la chancellerie*, est de 25,4 ans (63,5 % des condamnés ont moins de 25 ans). La proportion d'étrangers est de 9,7 %. 64,5 % de condamnés étaient au chômage au moment de leur condamnation, la quasi-totalité d'entre eux avaient un domicile (97,4 %) et 42,9 % avaient déjà fait l'objet d'une condamnation.

Au cours du premier semestre de 1984 sept cent seize peines de travail d'intérêt général ont été prononcées. Il n'y a eu que huit incidents.

Le ministère ne donne pas, dans le *Courrier de la chancellerie*, de chiffres plus récents, mais il a indiqué qu'environ deux mille cinq cents peines de ce genre avaient été prononcées en 1984. Son objectif est de les tripler en 1985.

● Arrestation au Pays basque français. — Un Basque espagnol, Ignacio Alberdi Urquijo, membre présumé du groupe séparatiste des Commandos autonomes antikapitalistes (CAA), a été interpellé, mercredi 10 avril, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), au cours d'un contrôle de routine, en possession de faux papiers. Il avait été assigné à résidence dans l'Allier, en novembre 1984, après avoir purgé une peine de prison pour détention d'armes et d'explosifs. Agé de vingt-sept ans, il a été de nouveau présenté au parquet de Bayonne et écroué.

● Arrestation au Pays basque français. — Un Basque espagnol, Ignacio Alberdi Urquijo, membre présumé du groupe séparatiste des Commandos autonomes antikapitalistes (CAA), a été interpellé, mercredi 10 avril, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), au cours d'un contrôle de routine, en possession de faux papiers. Il avait été assigné à résidence dans l'Allier, en novembre 1984, après avoir purgé une peine de prison pour détention d'armes et d'explosifs. Agé de vingt-sept ans, il a été de nouveau présenté au parquet de Bayonne et écroué.

● Arrestation au Pays basque français. — Un Basque espagnol, Ignacio Alberdi Urquijo, membre présumé du groupe séparatiste des Commandos autonomes antikapitalistes (CAA), a été interpellé, mercredi 10 avril, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), au cours d'un contrôle de routine, en possession de faux papiers. Il avait été assigné à résidence dans l'Allier, en novembre 1984, après avoir purgé une peine de prison pour détention d'armes et d'explosifs. Agé de vingt-sept ans, il a été de nouveau présenté au parquet de Bayonne et écroué.

AÉRONAUTIQUE

L'AÉROSPATIALE A RÉALISÉ UN BÉNÉFICE DE 330 MILLIONS DE FRANCS EN 1984

L'Aérospatiale a redressé la barre en 1984. Alors que ses pertes s'élevaient à 357 millions de francs en 1983, la société nationale a dégagé, l'année suivante, un bénéfice de 330 millions de francs, et réalisé un chiffre d'affaires de 25,1 milliards de francs, en hausse de 10 % par rapport à 1983, a indiqué, jeudi 11 avril, son PDG, M. Henri Martin.

La Société nationale, qui construit notamment les missiles Exocet et participe aux programmes européens Airbus et Ariane, a enregistré un volume de commandes de 20,1 milliards de francs en 1984, (contre 12,8 milliards en 1983), les commandes passées à l'étranger ayant « fait un bond » de 166 %. Toutefois, malgré les succès récents de l'Exocet, notamment pendant le conflit des Malouines et la guerre entre l'Irak et l'Iran, les ventes de missiles anti-avions n'ont pas augmenté. Une évolution « normale », a indiqué M. Martin, qui estime que le marché est actuellement saturé. L'Aérospatiale prépare d'ailleurs un successeur à l'Exocet, qui se nommera l'ANS (missile anti-navire supersonique).

UNION CARBIDE FERME L'USINE DE BHOPAL

La filiale indienne d'Union Carbide a annoncé, jeudi 11 avril, la fermeture définitive de son usine à Bhopal, où une fuite de gaz hautement toxique a provoqué la mort de deux mille cinq cents personnes en décembre. Le directeur du personnel de la compagnie, M. E. Mitra, a déclaré aux journalistes que les six cent trente-deux mille employés ont reçu leur avis de licenciement. Union Carbide a tenté de négocier avec les autorités la possibilité de fabriquer des produits n'utilisant pas le gaz mortel d'isocyanate de méthyle mais il est clairement apparu qu'elle ne serait pas autorisée à faire redémarrer l'usine, a-t-il expliqué.

TENNIS

McEnroe battu à Dallas

Le Suédois Joakim Nystrom a causé une énorme surprise, jeudi 11 avril à Dallas (Texas), en éliminant l'Américain John McEnroe 6-4, 7-6 (7-5), 6-3, en quart de finale du championnat WCT (World Championship Tennis). L'Américain, qui avait déjà gagné ce tournoi quatre fois, n'avait plus été battu dans une épreuve du Grand Prix depuis la finale des Internationaux de France contre Ivan Lendl, le 10 juin 1984. L'autre quart de finale de la soirée a

SPORTS

également été marquée par l'élimination surprise du Suédois Mats Wilander, battu 6-3, 6-1, 7-6 (7-4) par l'Américain Tim Mayotte.

● Tournoi de Nice. — Après Henri Leconte, Tark Benhabiles s'est qualifié, jeudi 11 avril, pour les quarts de finale du tournoi de Nice, doté de 80 000 dollars, en battant l'Argentin Alejandro Ganszab 4-6, 7-6, 6-2. En revanche, Thierry Tulasne a été éliminé par le Paraguayen Victor Pecci 6-0, 6-2.

MEPHISTO

Trampolins - LA CHAUSSURE AVEC AMORTISSEUR

Conçue pour un art de vivre actuel, cette chaussure est appréciée par tous les gens soucieux de leur bien-être. La semelle brevetée TRAMPOLINS agit comme un amortisseur de voiture et permet une marche très souple. La mousse de latex dans la semelle procure une agréable sensation de marcher sur un épais tapis de mousse, elle aide à éviter la fatigue et à économiser l'énergie. TRAMPOLINS, pour hommes et femmes, du 21/2 au 12 1/2. Dans tous les bons magasins. Demandez l'adresse de votre détaillant à : Mephisto - b.p. 60 - L.M.J. - 57400 Sarrebourg - Tél. (8) 703.39.07



Chief
série Trampolins.

Pan Am. 15 jours en Californie à partir de 7610 F.

Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 14 nuits, comprenant aussi le transport aérien Paris-Los Angeles - Paris ou Paris - San Francisco - Paris et une voiture avec kilométrage illimité.



VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses : 1, rue Scribe, 75009 Paris

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____ L. 11004 A
PAN AM

مكتبة الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 13 avril

ILE-DE-FRANCE

Corbeil-Essonnes, 14 heures : tableaux anciens, tableaux modernes objets d'art, meubles ; Evreux, 14 h 30 : vins, alcools ; Mantes-la-Jolie, 10 heures : meubles, bibelots, tableaux ; Viry-Châtillon, 14 h 30 : véhicules utilitaires et de tourisme.

Dimanche 14 avril

Chantilly, 14 h 30 : vins ; Chartres, 14 heures : livres.

Samedi 13 avril

PROVINCE

Dijon, 14 h 30 : vins, alcools ; Poitiers, 14 h 30 : meubles XIX^e, bibelots, tableaux, montres, objets ; Saint-Omer, 14 h 30 : ivoires, porcelaines, tapis d'orient.

Dimanche 14 avril

Antan, 14 h 30 : art militaire ; Bressuire, 14 h 15 : meubles rustiques ; Cabors, 15 heures : archéologie, Cognac ; Extrême-Orient, 14 h 30 : céramiques, stèles, objets d'art, bijoux, objets de fouilles ; Pithiviers, 14 h 15 : Extrême-Orient, tapis d'orient ; Pont-Audemer, 14 h 30 : tableaux, argenterie, bijoux, objets d'art, bronzes, meubles ; Rouen, 14 h 30 : cartes postales sur la locomotion ; Saint-Omer, 14 h 30 : curiosités, bibelots, tableaux, gravures, meubles, bijoux.

FOIRES ET SALONS

D'ANTIQUITE ET DE BROCANTE

Antibes (06) : Lyon (69) ; Reims (51) : Saint-Etienne (42) et Thouars (79).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 AVRIL

« Les hôtels d'Evreux et Castagnier », 15 heures, 19, place Vendôme.

« Une promenade dans la maison et le jardin d'Armand Béjart », 14 h 30, sortie gare de Meudon-Val-Fleury.

« Le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30 (Vincent de Langlade, sortie escalier mécanique, métro Père-Lachaise) ou, 15 h 15, « Le plus grand, bien que plus petit cimetière de Paris : l'Arce de triomphe », 14 h 45, sortie métro RER Etoile, côté avenue Foch (Vincent de Langlade).

« Les salons du garde-meuble de la Couronne et du ministère de la marine. Appartement de Marie-Antoinette », 15 h 15, 2, rue Royale (C.A. Mesnil).

« La Révolution française présentée aux jeunes », 14 h 30, musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné.

« La place Dauphine, le pont Neuf », 15 heures, 2, rue du Pont-Neuf (Paris antérieur).

« Le cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.

« Holbein », 15 heures, musée du Louvre (porte Janjard) (P.Y. Jaslet).

« La Cour des comptes et son histoire », 10 heures, 13, rue Cambon (Isabelle Haullier).

« Evocation du Paris de Louis XVI au Directoire », 14 h 30, métro Cadet (Paris Passion).

« L'impressionnisme », 10 h 30, hall Grand Palais (M^{me} Rojon) ou, 18 h 30, porte Clemenceau (Marion Raguenau).

« Le couvent des Carmes et son jardin », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice.

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 15 heures, métro Saint-Germain-des-Prés (côté église) (G. Botteux).

« Les antiquités égyptiennes », 13 h 45, hall du Grand Palais (la France et son passé).

« Légendes et histoires de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (Académie).

« Les parties hautes de l'église de l'Oratoire », 15 heures, métro Louvre (Marcel Bassac).

« L'Académie française et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (Michèle Polyes).

CONFÉRENCES

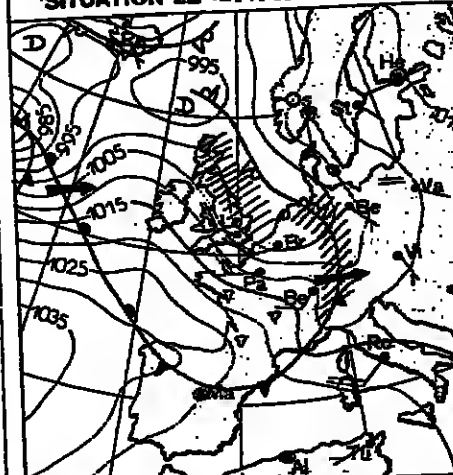
SAMEDI 13 AVRIL

5, rue Laffitte, 15 heures, « Rites et sacrifices dans la religion aztèque : la pensée cosmogonique et alchimique des Aztèques ».

12, rue Sainte-Anne, 15 h 30, « La presse quotidienne au Japon ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.4.85 A 0 H G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 avril à 0 heure et le samedi 13 avril à 24 heures.

La puissante dépression du nord des îles britanniques dirige des perturbations pluvieuses et ventouses actives qui se succèdent rapidement sur la France.

Samedi matin, une zone de mauvais temps très pluvieuse associée à des vents soutenus et rafales se situe au Nord-Est. Le mauvais temps va gagner, à la mi-journée, les régions méridionales et les Alpes et se trouvera encore un fin d'après-midi sur la Corse.

A l'arrière de cette perturbation va s'établir un temps très capricieux et de succession rapide d'éclaircies et de nuages et, par moments, des averses. Il neigera en montagne au-dessus de 1000 mètres. Au cours de l'après-midi, les averses deviendront plus fréquentes avec de violentes rafales de vent de nord-ouest sur les régions allant de la Bretagne au Sud avec 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Dans l'ensemble, les températures seront basses pour la saison. Le matin, il fera 8 à 10 degrés près de la Méditerranée, 3 à 6 degrés ailleurs. L'après-midi, les températures ne dépasseront pas 10 à 12 degrés sur la moitié nord, 14 à 17 degrés sur le Sud avec 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Evolution du temps pour dimanche

Le temps sera toujours frais et capricieux. Le ciel sera très changeant avec, par moments, de violentes averses de pluie froide ou de grêle ; il neigera en montagne à basse altitude. Le vent de nord-ouest restera possible et même parfois fort près de la Méditerranée ainsi que sous les averses.

Au cours de l'après-midi, toutefois, déclin de la menace d'averses avec plus d'éclaircies sur la façade atlantique. Températures de 2 à 4 degrés au lever du jour (6 à 7 degrés près des côtes) ; 13 à 20 degrés l'après-midi du Nord au Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le vendredi 12 avril :

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du vendredi 12 avril :

UNE CIRCULAIRE

« Relative au modèle de contrat pour la concession du service extérieur des pompes funèbres. »

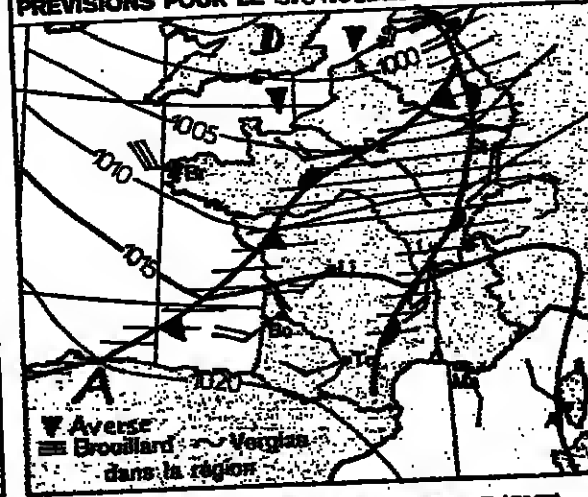
DES DÉCRETS

« Relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt. »

« Portant classement d'aérodromes. »

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page IV

PRÉVISIONS POUR LE 13.04.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 avril à 0 heure et le samedi 13 avril à 24 heures.

La puissante dépression du nord des îles britanniques dirige des perturbations pluvieuses et ventouses actives qui se succèdent rapidement sur la France.

Samedi matin, une zone de mauvais temps très pluvieuse associée à des vents soutenus et rafales se situe au Nord-Est. Le mauvais temps va gagner, à la mi-journée, les régions méridionales et les Alpes et se trouvera encore un fin d'après-midi sur la Corse.

A l'arrière de cette perturbation va s'établir un temps très capricieux et de succession rapide d'éclaircies et de nuages et, par moments, des averses. Il neigera en montagne au-dessus de 1000 mètres. Au cours de l'après-midi, les averses deviendront plus fréquentes avec de violentes rafales de vent de nord-ouest sur les régions allant de la Bretagne au Sud avec 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Dans l'ensemble, les températures seront basses pour la saison. Le matin, il fera 8 à 10 degrés près de la Méditerranée, 3 à 6 degrés ailleurs. L'après-midi, les températures ne dépasseront pas 10 à 12 degrés sur la moitié nord, 14 à 17 degrés sur le Sud avec 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Evolution du temps pour dimanche

Le temps sera toujours frais et capricieux. Le ciel sera très changeant avec, par moments, de violentes averses de pluie froide ou de grêle ; il neigera en montagne à basse altitude. Le vent de nord-ouest restera possible et même parfois fort près de la Méditerranée ainsi que sous les averses.

Au cours de l'après-midi, toutefois, déclin de la menace d'averses avec plus d'éclaircies sur la façade atlantique. Températures de 2 à 4 degrés au lever du jour (6 à 7 degrés près des côtes) ; 13 à 20 degrés l'après-midi du Nord au Sud.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 11 avril. Elles sont communiées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.M.S.H.), qui diffuse aussi ces renseignements sur réponse téléphonique au 266-64-23.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pentes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arves : 95-265 ; Arches-Beaufort : 40-250 ; Bonneval-sur-Arc : 20-110 ; Carroz-d'Arches : 10-180 ; Chamrousse : 0-450 ; La Chapelle-d'Abondance : 15-85 ; Châtel : 15-150 ; La Clusaz : 15-160 ; Combloux : 5-100 ; Le Corbier : 10-50 ; Courchevel : 80-120 ; Crest-Voland : 10-120 ; Flaine : 75-220 ; Les Gets : 10-60 ; Le Grand-Bornand : 20-155 ; Megève : 0-80 ; Les Menuires : 40-140 ; Méribel : 20-150 ; La Grande-Plagne : 120-280 ; La Rosière : 100-190 ; Saint-Gervais-les-Bains : 20-140 ; Samoens : 85-180 ; Tignes : 100-190 ; Val d'Isère : 110-170 ; La Toussuire : 60-85 ; Val-Cenis : 0-100 ; Vallée-Gaillard : 50-100.

ISÈRE

L'Alpe d'Huez : 110-390 ; Annecy-le-Vieux : 20-90 ; Anzani : 30-60 ; Chambrousse : 40-80 ; Lans-en-Vercors : 25-65 ; Le Collet-d'Allard : 30-70 ; Les Deux-Alpes : 30-300 ; Les Sept-Laux : 20-100 ; Villard-de-Lans/Correçon : 20-100.

ALPES-DU-SUD

Allos-le-Sigaux : 85-175 ; Auron : 80-180 ; La Colomne-Vald'Aure : 30-60 ; Isola-2000 : 135-180 ; Montgenèvre : 40-120 ; Orcières-Merlette : 50-240 ; Pra-Loup : 30-150 ; Le Saix : 20-200 ; Serre-Chevalier : 20-170 ; Superdévoluy : 50-230.

PYRÉNÉES

Les Angles : 10-80 ; Ax-les-Thermes : 0-40 ; Barèges : 10-160 ; Camerets-Lys : 140-200 ; Gourette : 0-330 ; Luchon-Super-Bagnères : 5-80 ; La Mongie : 40-100 ; Saint-Lary-Soulan : 5-75.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 15-85 ; Super-Besse : 10-60 ; Super-Lioran : 20-70.

JURA

Métabief : 0-10.

STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays. Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-04-38 ; Autriche : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 508-50-28 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 742-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 266-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue de Scribe, 75009 Paris, tél. : 742-45-45.

EN BREF

ASSOCIATIONS

Heute au gaspillage. — L'association France-écologie lance, du 13 au 21 avril, une opération de récupération et de recyclage de papiers. Deux heures, places sur les marchés nord et sud de la ville, récupéreront vieux papiers et cartons qui seront achetés par une société de retraitement. Le produit de la vente sera immédiatement réinvesti dans une action locale.

* France-écologie, 5, rue de la République, 94268 France. Tél. : (1) 257-63-64.

COLLOQUES

L.E.T. UNE FOIS... — La faculté de lettres et sciences humaines de Nice organise du 24 au 27 avril un colloque international de science-fiction sur le thème « Planète Terre ». Au cours des divers débats, projections, rencontres et tables rondes, on examinera, entre autres problèmes, ce qu'est l'Utopie, « La Terre » (histoire, géologie), les autres planètes et leurs éventuels habitants.

* Inscriptions et renseignements : M^{me} Denise Terrel, faculté des lettres, 98, boulevard L.-Berliet, BP 269, 06006 Nice Cedex.

ENTRAÎNE

VACANCES POUR TOUS. — Les Amis de jeudi-dimanche, association qui depuis près de quarante ans s'occupe d'adolescents dévotement, recherche des bénévoles (environ cinquante) susceptibles d'encadrer des adolescents « difficiles » dans le Gard, du 1^{er} au 24 août. Pour les monteurs (qui doivent être majeurs) ce seront aussi de très belles vacances : pêche, bain, arrosant, cheval, tourisme.

* Renseignements et inscriptions : Nicole Champéde, Bureau : (1) 338-60-68.

EXPOSITIONS

BOWIE, CHIRAC, CLIFF ET LES AUTRES. — Le Musée de l'Photographie organise jusqu'au 23 juin une exposition de photos en relief, portraits, photographies, collages, photographies, sténogrammes, hologrammes, holocopies, etc., de « nos contemporains en 3 D » (tel est le thème). On pourra y admirer Paul Bocuse, Jacques Chirac, David Bowie, Jimmy Cliff, Salvador Dalí, Bernard Pivot et bien d'autres.

* Musée de l'Photographie, Forum des Halles, 15 à 21, Grand Balcon, 75001 Paris. Ouvert tous les jours de 10 h 30 à 19 heures ; lundi, dimanche et jours fériés de 13 h à 19 h.

LE PASSAGE DU RHIN. — A l'occasion de la célébration du centenaire de la mort de Victor Hugo, la Ville de Paris organise jusqu'au 29 juin une exposition consacrée au voyage que l'écrivain effectua en 1840 sur le Rhin et à la genèse de son livre le Rhin. On pourra y voir, entre autres, soixante-dix œuvres venues de treize musées allemands et d'un musée suisse, illustrant les fantasmagoriques allemands du Rhin, des dessins de Victor Hugo, des manuscrits et épreuves corrigées, et des éditions originales du Rhin.

* Maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges, 75004 Paris.

GÉNÉALOGIE

L'ARBRE DE VIE. — Pour ceux qui souhaitent connaître l'histoire de leur famille, mais ne savent comment procéder et les démarches à effectuer, le centre culturel de Brive (Corrèze) organise des ateliers d'initiation à la généalogie sous la direction de Christian Mazenot, fondateur de l'ARCO (Atelier de recherches généalogiques et onomastiques).

* Centre culturel, 31 avenue Jean-Jaures, 19100 Brive. Coordonnées : 12, avenue Tréville, 19100 Brive. Tél. (05) 24-03-83.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

PARIS, VILLE OLYMPIQUE ?

En exclusivité : le dossier de la capitale. Ses chances face aux candidatures étrangères : Barcelone, Amsterdam, Belgrade, Brisbane, Manchester et New-Delhi.

La carte des nouvelles installations sportives à construire. Les aménagements à entreprendre. Un village olympique à Paris ?

Les bénéfices pour la capitale et pour le sport français.

Également au sommaire : le 40^e anniversaire de la victoire de 1945.

Les grandes enquêtes de la rédaction :

Le Monde
AUJOURD'HUI

culture

CINÉMA

« EIJANAÏKA », de Shohei Imamura

Le carnaval des gueux

Dire qu'*Eijanaïka*, réalisé en 1980, se situe entre *La vengeance est à moi* et *la Ballade de Narayama* (1) films que le public français connaît simplifié déjà les choses. Car ce qu'on a pu découvrir d'Imamura depuis quelques années n'est qu'une petite partie de ce qu'il a tourné... depuis 1958. Et si l'on a pu dire du cinéaste japonais qu'il se comportait en entomologiste ou en sociologue pervers, il est tout de même difficile d'établir à son propos des généralités.

Eijanaïka n'a pas la grandeur terrible de *Narayama*, bien que se situant à la même époque : les années 1860. La condition humaine n'y est guère meilleure. Mais là, on est en pleine fresque historique, loin de la nature sauvage et de la civilisation barbare.

En 1866, Edo, la capitale du pays, qui ne s'appelle pas encore Tokyo, est divisée en deux zones, est et ouest, séparées par le pont de Ryogoku. Cela correspond à la division du pays entre les samouraïs des clans de Satsuma et de Chôshû, appartenant à une puissante famille (les Tokugawa) et gouvernant à la place de l'empereur. Pas aisé à retenir, malgré le texte placé au début du film. Mais enfin, en 1866, le Japon, ouvert à l'influence américaine et au commerce international, va changer.

Imamura s'intéresse moins aux puissants et aux notables qu'au petit peuple de paysans déracinés, de mendiants, de voleurs, de prostituées, grouillant, sur la rive est, dans le quartier des « plaisirs » sur lequel règne Kinzo, un superman, par ailleurs trafiquant d'armes. La

caméra plonge, virevolte, dans les décors d'une imposante reconstitution, explore les coins les plus sordides, fait surgir des monstres et des attractions et suit les destins de plusieurs personnages.

Autre complication : si les interprètes sont familiers au public japonais, il arrive que nous les confondions. A la longue, pourtant, on comprend que Gangi, revenu après un séjour de six ans aux Etats-Unis, et dont la femme, Inô, a été vendue à un réseau de prostitution d'Edo, n'arrivera jamais à l'armement à ce qui est son Japon à elle. Ils partent ensemble, elle revient à Edo, il la suit, ils repartent.

Des femmes et des fusils

D'étranges individus sont témoins - ou responsables - de ces va-et-vient. Il y a des complices, des vengeances, des meurtres, des renversements d'alliances, des situations naturalistes traitées en contes vives et contrastées. Tableau de mœurs barbares : sang humain giclant d'un corps, et recueilli dans un pot, comme du sang de cochon, pour teindre la voile d'un bateau. C'est une partie de l'histoire d'Itohan, dont la famille a été massacrée.

Dans la confusion politique et sociale qui pèse sur le pays, les gueux survivent ou s'amusent comme ils peuvent. L'introduction du français cancan, dans le quartier réservé, par des danseuses à gros mollets, portant des oripeaux criards sur des crinolines, et levant

maladroïtement la jambe en tortillant des hanches et du ruste, est le premier signe d'un gigantesque carnaval de ces pauvres héros, qui, n'ayant rien à perdre, vont entreprendre de changer le monde. *Eijanaïka*, c'est leur cri, cela se chante et se danse. Des talismans tombent du ciel et courent les rues. A partir de là, le film, souvent déconcertant, s'organise sur une joyeuse idée fixe, un mouvement de population admirablement filmé dans sa gaieté, son chaos, son tintamarre, avec les putains et les servantes mêlées à des hommes maquillés et travestis. La lie de la terre part en guerre contre les souteneurs, se dévire de son angoisse par une véritable folie collective, franchit le pont et la rivière. Et la mise en scène répand le flot humain sur la rive intouchable, oppose la truculence et la scatologie de femmes déchaînées à la menace des fusils.

« *Eijanaïka* !... Pourquoi pas ? Imamura dit oui, sans hésiter. Ne croyez pourtant pas qu'il soit si facile de faire la révolution. Irrévérencieux, lyrique, démesuré dans la bonfonomie comme dans le drame sanglant, Imamura a'est pas un optimiste. Une petite phrase bourdonne à nos oreilles : « *Le monde est cruel lorsqu'il change* ». Et le film se referme à la manière d'un piège. Cruel, certes.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

(1) Palme d'or du Festival de Cannes en 1983.

EXPOSITION

GALERIE BERGGRUEN A PARIS

Le cubisme dans toute sa pureté



La Tour Eiffel
Sculpture
par Robert
Delaunay
(1925)

Voici, en cinquante-six estampes, un raccourci du cubisme dans ce qu'il a de plus pur, de plus dénué - et la couleur, qui dans la peinture se contente d'une palette restreinte, n'est même pas de la fête. Elle est ici superflue, tant les noirs et les blancs contrastés la suggèrent, par exemple lorsqu'ils animent *la Table servie* de Jacques Villon. Cette rarissime pointe sèche avant ébarbage ne dépare nullement la collection prestigieuse de Sandford et Vicki Weiss exposée à la galerie Berggruen.

Unique : faut-il rappeler que, en gravure, il n'y a pas de preuves semblables, et que, à plus forte raison, la possibilité de multiplier les « états » avait de quoi émoustiller les cubistes dans leur démarche formelle ? Ainsi les quatre états successifs du *Comptoir* de Marcoussis, eau-forte progressivement enrichie de techniques mixtes, à pour le spectateur une vaine didactique. Marcoussis, mal connu et enfin largement représenté, est notamment l'auteur de deux portraits de Guillaume Apollinaire décomposés (plus ou moins) en volumes géométriques. Le poète, coryphée du cubisme, méritait bien cet hommage.

Bien entendu, ce sont les deux chefs de file du mouvement qui triomphent, Braque et Picasso, alors si proches qu'il est souvent ardu de les distinguer, et si, dans le catalo-

gue, sont reproduits face à face *Fox* (1911) du premier et *Nature morte, bouteille* (1912) du second, le hasard n'y est pour rien... Parmi les pièces majeures de Picasso, les quatre eaux-fortes (1910) illustrant le *Saint Matoriel* de Max Jacob, et le *Cliché Kahnweiler* (1914), gravure au burin sur cliché de cuivre.

Le maître des *Demotelles d'Avignon* aurait-il accepté tout le cortège qui l'accompagne ? Peu importe que ses émules se mêlent aux épigones, les dissidents aux temporaires compagnons de route et qu'on assiste à un cubisme assagi. La qualité prime. A côté de Villon, Marcel Duchamp y a fait une brève incursion. Archipenko graveur sort de l'oubli. On nous montre un Severini oublié un instant du futurisme, un Malevitch inattendu. Et Gleizes et Delaunay naturellement... Tous ont reçu la leçon de rigueur d'une école qui a marqué effectivement la cassure de la tradition, qui a ouvert la brèche par où s'est engouffré tout l'art moderne. Marie Laurencin détonne dans le lot. Elle y figure par la faute du mal-aimé dont elle fut la « muse » et qui, l'amour aidant, l'avait rangée dans son ouvrage *Les Peintres cubistes*.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Galerie Berggruen et Co, 70, rue de l'Université. Jusqu'au 30 avril.

Révoltes populaires au Japon

Il n'existe pas au Japon de tradition révolutionnaire : même la conception confucéenne du « mandat du ciel », qui, en Chine, légitimait le renversement d'un empereur ayant failli à ce mandat, n'a jamais été acceptée dans les faits. En revanche, le Japon a connu une tradition de rébellion, non contre l'ordre établi, mais contre une situation devenue trop injuste. Ces révoltes furent souvent désespérées, autodestructrices. Les mouvements populaires, qu'on appelle « *Eijanaïka* » (slogan que criaient les foules et qu'on pourrait traduire par « On s'en fiche ») s'inscrivent dans cette tradition.

Depuis le quatorzième siècle, le Japon a connu des révoltes paysannes répétées : au cours du règne des Tokugawa (du septième au dix-neuvième siècles), on en compte pas moins de 6 889, soit vingt-cinq par an. Il s'agissait toujours de réactions contre les abus, non de révolte contre le régime lui-même. A partir du dix-neuvième

siècle, ces mouvements, le plus souvent dictés par la faim, gagnèrent les villes : l'une des plus célèbres émeutes eut lieu à Osaka en 1837.

Avec les *Eijanaïka*, ces révoltes prirent un caractère libertaire, leur dimension religieuse et l'esprit qui les anima n'étant pas sans rappeler celui des « millénaires » du Moyen Age européen, pour qui l'approche de l'an 1000 signifiait l'ordre d'une ère nouvelle. Les *Eijanaïka* se sont en fait développés à partir des grands pèlerinages, en particulier de ceux qui conduisaient au sanctuaire d'Ise, lieu consacré entre tous du culte de Shintô.

Le pèlerinage est une tradition ancienne au Japon, mais il prit à l'époque des Tokugawa, au cours de laquelle les déplacements étaient soumis à un strict contrôle, un caractère séculier de plus en plus prononcé : il était devenu un prétexte à une libération des contraintes quotidiennes et à des

réjouissances. Les grands sites de pèlerinage, à commencer par Ise, ont d'ailleurs été de hauts lieux de prostitution où les pèlerins venaient mettre fin à leur abstinence.

Pulsions libertaires

Dans l'atmosphère de décadence, qui fut celle du milieu du dix-neuvième siècle (le Shôgunat était sur le déclin et les puissances étrangères menaçaient le Japon), les pèlerinages devinrent plus que jamais des prétextes à déchaînement collectif. Le mouvement *Eijanaïka*, parti de la région d'Osaka, fit rapidement tache d'huile. Et il donna lieu à travers le pays à de véritables explosions populaires, importantes, qui voyaient de deux à cinq millions de personnes travesties ou à moitié nues, chantant et exultant.

Ces hordes de gueux des villes, dont les rangs grossissaient au fur et à mesure qu'elles progressaient

le long des grands axes de communication, entraînaient dans les magasins, les temples ou les maisons, saccageant, volaient. Le plus important *Eijanaïka* fut celui de 1867, juste avant la restauration Meiji. Le mouvement était parti de Kyoto, mais il s'étendit à Osaka puis à Edo (ancien nom de Tokyo).

Certains historiens virent dans les *Eijanaïka* des sortes de danses macabres, comme en connut le Moyen Age occidental. D'autres estimèrent qu'il s'agissait d'opérations masquées pour accélérer la dégradation politique et faciliter la restauration des Meiji. Les *Eijanaïka* témoignent en tout cas des pulsions libertaires d'un peuple qu'on imagine trop souvent uniquement respectueux de l'ordre établi et animé par les seules valeurs samouraï : ici, c'est toute une tradition authentiquement populaire qui s'exprime.

PHILIPPE PONS.

DANSE

LES RENCONTRES DES PRÉMONTRÉS A PONT-A-MOUSSON

L'intendance ne suit plus

Les Rencontres chorégraphiques de Pont-a-Mousson sont un peu oubliées aujourd'hui. Et pourtant, dans les années 1970-1975, alors que la jeune danse française commençait à se développer, le Centre culturel des Prémontrés s'est affirmé comme un pôle de la création. Son directeur, Jean Morizot, vireux Lorrain tenace, avait imaginé d'installer son abbaye - chef-d'œuvre du style baroque - en y organisant pendant les vacances de Pâques des confrontations de chorégraphes, idée vague qui se concrétisa par une collaboration avec Jacques Chaurand, directeur du Ballet pour demain.

C'était en effet l'occasion de prolonger le concours de Bagnolet par des spectacles, des ateliers, des créations de spectacles, réunissant les lauréats, Jean-Pierre, Jean-Claude Gallois, Suzanne Linke, Dominique Bagouet, Gigi Caciulani, et bien d'autres, se souvenant des cours musclés de Colette Milner et de Karin Wachner, des diners (malgré) du réfectoire, et des débats sans fin sur le mouvement, la forme, l'espace.

En 1976, l'inauguration de la grande chapelle, transformée en salle de spectacle grâce à une structure compliquée de Rocco Compagnone, est placée sous le signe de la

danse. Les projets les plus vastes s'ébauchent : installation d'une école pluridisciplinaire, organisation d'une rencontre internationale associant Bonn, Essen, Cologne. La presse spécialisée française et allemande, la télévision et les journaux locaux font largement écho aux manifestations, et le public vient de plus en plus nombreux à la fête de la danse qui clôture ces Rencontres.

Les Lorrains se mobilisent

Et puis tout se fentre, se tasse. Des sommes considérables ont été dépensées par la région et par l'Etat pour la réfection des bâtiments, mais l'aide au fonctionnement ne suit pas. La subvention très faible du ministère de la culture (70 000 francs) a pas été augmentée depuis quatre ans. Sur le plan local, les Prémontrés, situés au cœur d'une petite cité plutôt indifférente (Pont-a-Mousson), se retrouvent en porte-à-faux entre deux métropoles rivales, Metz, axée sur la musique contemporaine, et Nancy, déjà parrainée d'une compagnie de ballet néo-classique. A l'heure de la décentralisation, le Centre des Prémontrés voit sa vocation chorégraphique compromise. D'autres régions ont pris le

relais, avec la création du CNDC d'Angers et les implantations de jeunes compagnies à Gracoble, Caen, Rouen, La Rochelle, Orléans, Nevers...

Jacques Thierot, le nouveau directeur du Centre, continue à accueillir à Pâques des chorégraphes et des pédagogues de qualité, mais, faute de moyens, il n'y a plus de responsable artistique pour animer les lieux et sensibiliser le public. Cette situation préoccupe les jeunes spectateurs lorrains pour qui les Prémontrés sont un ferment d'activité. La danse contemporaine, dans l'année, ils ne peuvent la trouver que rarement dans quelques centres culturels de banlieue, à Frouard, à Vandœuvre, à Jarny ou à Montigny-les-Metz. Certains d'entre eux viennent de se constituer en association 1901 pour le développement de la danse. Sous l'impulsion d'une psychologue pour enfants de Nancy, Michèle Clément, ils ont entrepris de faire paraître une revue ronfote, dont le premier numéro est largement consacré au programme des Rencontres de Pont-a-Mousson.

Un programme attirant avec *Orlando Furioso* par la compagnie Michel Hallet Egayan, Kilius Cronmou en avant-première de son prochain spectacle, la Biennale du Val-de-Marne et Odile Duboc avec son ballet, *Avant de vent d'ouest force cinq* et six.

Les Rencontres 85 s'achèveront samedi 13 avril avec une création de la compagnie de Claude Brumachon, conçue pendant les quinze jours de résidence à l'abbaye (1). Le chorégraphe y développe à son habitude une gestuelle violente, horticée, axée cette fois sur le thème du dédoublement et de la possession.

MARCELLE MICHEL.

(1) Oc le marquois et Orlans l'effraie, le 13 avril à 20 h 30.

NOTES

Réouverture du Gymnase à Marseille

Le Théâtre du Gymnase à Marseille - où était installé le Centre dramatique du Sud-Est, avant la destruction du Théâtre de la Cité, et qui était fermé pour cause d'insécurité - va ouvrir de nouveau à la fin de l'année sous la direction du Patrick Bourgeois. Il reçoit une subvention municipale de 4 millions de francs et entend devenir un centre de création et de recherches, avec l'aide de l'Etat.

Ses projets sont vastes : la *Dame aux camélias*, d'après le roman de Dumas fils, mais en scène de Pierre Romans, le *Parisiens*, de Beoque, par Alain Milanti, *Se souvenir de Pirandello*, par Marco Ballochio. Chaque année, un cinéaste européen viendra mettre en scène une pièce de théâtre.

Un programme d'accueil est également prévu (*Roméo et Juliette*, par Daniel Mesguich, des spectacles de Jean-Pol Marguier, François Présent, créateurs de la

région). Et c'est au Gymnase que Giorgio Strehler viendra présenter le spectacle qu'il prépare actuellement au Piccolo de Milan : *la Grande Magie*, d'Edoardo de Filippo.

Théâtre pour la jeunesse, danse - en collaboration avec les ballets de Marseille, - stages de formation, font aussi partie des projets.

Panoplies... de la torture

Une grande bannière noire tendue en travers de la rue signale la Galerie de Neale, où sont exposés des instruments de torture. Chevallet, garrot, roue, « vierge de Nuremberg » (marcophage capitonné de pointes d'acier), guillotine, trépan, sont au rendez-vous. On voit aussi le « fil des tapageurs » (petit arc-en-croissant), et la « contenance des combattants » (l'œil qui unissait deux per deux les femmes trop bavardes, ou trop légères).

L'exposition, déjà passée par Rome, Florence et Amsterdam, est organisée par des collectionneurs privés italiens, avec le concours d'Amnesty International, de la Librairie pour les libertés et de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture. Elle dénonce l'horreur en l'étalant à l'état brut.

Mais comment empêcher un certain voyeurisme ? Un frère du doigt les pointes de la « chaise inquisitoriale », on frémit en pensant à la séie en action, on sourit devant la ceinture de chasteté. Même si les notices rappellent, trop timidement, que certaines pratiques ne sont pas révolues, les réactions du public sont parfois malsaines. En feuilletant le Livre d'or, on trouve, entre deux professions de foi pacifistes, des convictions d'un goût douteux sur ces « merveilleux instruments », sur le sadomasochisme et le nazisme.

S. D.-S.

* 8, rue de Neale, 75006 Paris. Tous les jours, de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet.

ICL

Pour tous systèmes d'ENCAISSEMENT
et de TERMINAUX POINTS-DE-VENTE
avec 15% du marché européen.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

adapt. et m.e.s.
alain rais
yves piergiovanni

"LA PÉRIODE"
THEATRE
DE LA CITE
INTERNATIONALE
21 bd. Jourdan - 938 38 99

réservation : CROUS et 3 FNAC

Salle Pleyel 15 avril

Isaac
STERN

Jean-Bernard
POMMIER

Bach, Beethoven, Chopin, Debussy, Liszt

مكتبة الأصيل

théâtre

MACADAM QUICHOTTE : TEP
(364-80-80), 20 h 30.

IL ETAIT UNE FOIS UN ROI :
CLA (506-48-28), 20 h 30.

LA MONTÉE : Espace Galilé (321-56-05), 20 h 30.

**LA FOLIE DE DON QUI-
CHOTTE : Espace Marais** (271-10-19), 20 h 30.

LE MATHÉMATIEN :
CHATELAIN-HIVRON 39 : Musée Grévin (256-87-47), 21 h.

**PARFAITE ANALYSE : Nouveaux
Théâtres Colette** (628-98-18), 20 h 30.

OXTERIA : Montferrat (331-11-99), 20 h 45.

**LES EGAREMENTS DU CŒUR
ET DE L'ESPRIT : Vincennes, So-
rano** (374-81-16), 21 h.

**LES ÉVALUÉS DE L'ESTRATÈGE : Cartou-
che Theatre** (3328-36-45), 20 h 30.

L'INCENDIE : Quai de la Gare
(3585-49-83), 18 h 30.

— Spectacles sélectionnés par le Club du
— Monde des spectacles —

OPÉRA (74-27.50), Drame : Voir rubrique (Palais des congrès).
 10 h COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10.20),
 20 h 30 : la Mort de Sémèque,
 ODEON (325-70.30), 20 h 30 : l'Heureux
 Stratusème.
 PETIT ODÉON (325-70.32), 18 h 30 : la
 Olympe Dore.
 TPT (364-80.30), Théâtre : 20 h 30 : Ma-
 cadam Quichotte.
 BEAUBOURG (277-12.33), Dshé-
 nement : l'œuf-midi : 16 h, Un
 juillet entre de l. Tancré : 18 h.
 Poul : wote l'œuf-midi : 16 h.
 Keuken : Cinq-matériaux : 17 h.
 Eekens : de l'œuf-midi : 17 h.
 Théâtre MUSICAL DE PARIS (261-
 18.20), 20 h 30 : F. Von
 Städt, D. Baldwin.
 Théâtre DE LA VILLE (74-27.72),
 Drame : 19 h 30 : Tanztheater de Wup-
 pertal (Walter).
 20 h 30 : MYA-MONFORT (531-
 28.34), 20 h 30 : la Mutilation.

AMANDIENS (366-42-17), 20 h 30 :
Folles musiques internationales.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-
77-71), 20 h 30 : h l : Sablier.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h :
L'ombre du père ; 18 h 30 : Une heure
avec James.

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53),
20 h 30 : L'Assommoir au Vaudeville.

ATELIER (406-49-24), 21 h : En atten-
dant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Juliette L.-Jouvet,
20 h 30 : Rambo et Salluste.

LA BARAQUE (70-14-93), 21 h :
2 + 2 = 2 + 1.

BOULEVARD DES CRISTEENS (296-60-24),
21 h : Tailleuse pour dames.

CARTOUCHEUR, Aquarium (374-
99-61), 20 h 30 : Les Incalculables. *Thé de la Tempête* (328-97-04), 20 h 30 :
Place de Breizhail.

CLAUDE ET CÉCILE TURTEL CANADIEN
(551-53-73), 20 h 30 : Lionel Roche-
man (en anglais).

CLA (508-48-28), 20 h 30 : Il était une fois
un roi.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41),
20 h 30 : Les Femmes de Paris.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-37-21), 20 h 45 : L'Académie.

20 h : **COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22) :
 20 h 30 : Le baiser d'amour.
21 h : **COMÉDIE DE PARIS** (283-00-11).
 21 h 15 : Mesurons les ronds-cuir.
22 h : **COMÉDIE DE PARIS** (283-00-11).
 DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Canard à l'orange.
23 h : **DÉCHARGES** (234-00-02), 19 h :
 Colonne d'âme seule : 21 h : Tokyo, un
 monde à soi.
20 h : **DEUX-HEURES** (506-07-48), 20 h 30 : Titre de
 de bois ; 22 h : Soins de ménage.
20 h : **DEUX-HEURES** (226-47-47).
 EDGAR-ARRELY (743-57-49), 20 h 30 :
 Les deux heures.
21 h : **ÉPIQUE** (172-114-16), 18 h 30 : Der-
 nier Bain ; 20 h 30 : Big Bang dans l'U-
 de Calisto.
22 h : **ESPACE-GAÏTE** (321-56-54).
 22 h 30 : Gaïte (in Hosta).
23 h : **ESPACE MARAIS** (271-10-19).
 18 h 30 : La Folie du Don Quichotte.
ESSEAI (278-46-42), 18 h 45 : Le
 Chant profond du Yodanislan.
GAÏTE-MONT-PARNASSE (332-
 16-16), 18 h 30 : Lore.
GALERIE 55 (126-63-51), 20 h 30 : Pink
 Thunderbird.
GRAND HALL MONTROUGE (296-
 94-06), 20 h 30 : Atlantide ma mort.

20 h 30 : *Castroville* : 20 h 30 : *La Laponie* : 20 h 30 : *Offenbach, tu comais ?*
 ■ **LA BRUYÈRE** (87-76-99), 21 h : *Généralisme américain* (57-74-83)
 ■ **LIÈRE-THÉÂTRE** (58-56-53) : 20 h 30 : *L'Opéra* : 20 h 30 : *L'Opéra* (58-57-34), L 18 h : *Lucy* (58-57-34) : 20 h : *Enfants lancés* : 21 h 45 : *Le poulx veut faire entrer, L 18 h : L'entrée en scène du 20 h : Organe d'actualité du zoo ; Petite*
 ■ **MADELINE** (265-07-09), 20 h 45 : *Les Guefs de l'antruche*.
 ■ **MARIE-STUART** (508-17-80) : 20 h 30 : *Savage Love* : 22 h : *La Porte-Crise*.
 ■ **MARGNY** (256-04-41), 20 h 30 : *Napoleone* : 20 h 30 : *Galeries* (225-00-74), 21 h : *La Berline*.
 ■ **MATHURINS** (265-90-00), 20 h 45 : *Un drôle de cadet*.
 ■ **MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : *On s'efface au lit*.
 ■ **MICHOUDIERE** (742-95-95), 20 h 30 : *Le Buzin*.
 ■ **MOGADOR** (245-28-80), 20 h 30 : *Bye bye show biz*.

MONTMARNASSE (326-93-60),
- Petite salle, 21 h : Tchekhov Tchek-
hov

MUSÉE GREVIN (246-84-47), 21 h :
- Aristide 33

**LE NOUVEAU THEATRE DE
COLETTE** (622-94-18), 20 h 30 : Une
parfaite analyse donnée par un per-
quet (pièce inédite de T. Williams).

NOUVEAU TH. MOUFFERTAD (331-
11-99), 18 h 30 : Narcisse, 20 h 45 :
- Les deux faces du mariage.

NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 :
- Gigi.

OEUVRE (274-63-52), 21 h : Comment
devenir une coiffeuse en six étapes.

PALAIS ROYAL (297-59-11), 20 h 45 : le
- Grand

POCHE-MONTMARNASSE (540-82-
97), 20 h 30 : Ma femme.

PORTE DE GENTILLY (586-26-20),
20 h 30 : Transport en commun.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-
37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans
- la

POTTERIE (261-44-16), 21 h : Dans
- Foyer.

RENAISSANCE (268-18-50, 203-71-39),
21 h : Ce que deux

SAINT-GERMAIN (878-63-47),
- Les deux faces du mariage.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-
21-93), 20 h 30 : Tous les après.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles ...
(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés).
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

STUDIO DES CHAMPS-LYSEES
(2733-86-82). 20 h 45 : De si tendres
■ **TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-10-79).
20 h 30 : L'écluse des jours... Et
le fils du ciel. 22 h 15 : Et si
Beaugrand n'était pas mort.
■ **THÉÂTRE D'EDGAR** (312-41-02).
20 h 15 : Les Bahises-cadres : 2 h : Non
au théâtre, mais au cinéma.
■ **THÉÂTRE DU MARAIS** (278-03-53).
20 h 30 : Andronicus et le Lion.
THÉÂTRE MONDAIN AMBULANT
(857-09-87). 20 h 30 : le Grand démané-
gement.
THÉÂTRE DES TROIS SUR QUATRE (317-
09-16). 22 h : L'Académie : 20 h 30 :
Elena Iakobovitch.
■ **THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-
70-80). Grande salle. 20 h 30 : Les
Centes mille. 20 h 30 : L'arbre
des tropiques.
LE TYNHAREM (887-33-82). 20 h 15 :
Pôndaré : 21 h 30 : L'inséparable Yécan.
TOUKTOUR (887-42-48). 18 h 30 : Tac :
20 h 30 : Hanté comme la table :
21 h 30 : Carrouel Car.
■ **VARIÉTÉS** (233-09-92). 20 h 30 : les
Temps difficiles.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 :
Dance Buta.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03).
20 h 30 : *Roméo et Juliette*, par le Ballet national de l'Opéra de Paris (chorégraphie R. Noureou).

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h : Nou-
vel Orchestre philharmonique de Radio-
France. Dir. : E. Tchakarov (Berlioz,
Chostakovich, Schumann).

CASINO DE PARIS (285-00-39),
20 h 30 : Hourra papa.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15),
20 h 30 : les Mille et Une Nuits.

Les filats marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

CHAILLOT (704-24-24)
16 h : Cent jours du cinéma espagnol : Carmen de la triza, de F. Rey ; Carto blanche à Cinématographe ; 19 h : Païen, de R. Rousselli ; 21 h : Trop tôt, trop tard, de L.-M. Szwed et D. Haillet

15 h : Classiques du cinéma mondial : La Chute de la maison Usher, de J. Epstein ; 17 h : Soixante-dix ans d'Universal : La Kermesse des aigles, de G. R. Hill ; 19 h : Deux fois vingt ans, de Ch. F. Tavano.

AMADEUS (A. v.a.) : Venedos. 2 (762-97-52) ; Claude Lorrain. 2 (271-52-36) ; Cincoche. 6 (613-10-87) ; George-V. 8 (562-4-146) ; Olympia. 14 (544-43-14). A. V. Imperial. 2 (762-52) ; J. M. de la Roche. 2 (762-72-86) ; Maxence. 1 (27-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic Candus (Rsp.). 11 (805-51-33).

L'ANGE ET LA MORT (Fr.) : Cinescop. 6 (613-10-82).

L'AUNOU BRASSE (Fr.) (*) : Luxembourg. 6 (544-37-34) ; UCC Marbeuf. 5 (561-94-95).

L'AUNOU EN DOUCE (Fr.) : Gammon. 5 (544-37-34) ; Luxembourg. 6 (535-19-19).

ANOTHER COUNTRY (Brit. v.a.) : Olympic Luxembourg. 6 (613-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Action Rue Gauche. 5 (325-44-04) ; Paramount Odéon. 5 (325-44-04).

56-31) : Paramount Gobelins, 13^e (707-12-28) : Paramount Montparnasse, 14^e (335-30-40) : Conventions St-Charles, 15^e (579-33-00).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sec. v.o.) :
14-Juillet Parussae, 6 (326-58-00) :
Olympic Sain-Germain, 6 (272-47-23) :
Ambassade, 8 (359-19-08).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavée (Hsp.), 15^e (534-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A. v.o.) :
Templiers, 3 (272-94-56).

WOOD RANGER

GREMLINS (A. v.f.) : Opéra Night, 2-
(296-62-56) ; Café Rochechouart, 9-
(878-81-77).

**GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAR-
ZAN SEIGNEUR DES SINGES**
(Ang. v.f.) : Capit, 2 (508-11-69).

**LES GRIFFES DE LA NUIT (A. v.f.,
v.f.)** : Maxwell, 9 (770-72-86).

GWEN LE LIVRE DE SABLE (Fr.) :
Cincoch, 6 (633-10-82).

[illegible]

JUSQU'A UN CERTAIN POINT
(Cubaia, v.a.) : Larina, 6° (278-47-86) ;
Dantzer, 14° (321-41-01).

KAOS, CONTES SÉRIENS (R. v.a.) :
14-Juillet Racine, 6° (326-19-65) ; 14-
Juillet Parnasse, 6° (326-58-00) ; UOC
Mambouf, 6° (561-84-95).

**LADY HAWKE LA FEMME DE LA
NUIT (A. v.a.) :** Forum Orient Express,
1° (233-42-26) ; Hantefeuille, 6° (633-
79-38) ; UOC Danton, 6° (225-10-30) ;
Marignan, 8° (359-92-82). — V.E. : Mont-

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.): *Parade*
Orient Express, 1^{re} (233-42-26); *Épée de Bois*, 5^e (337-57-47); *George V*, 8^e (562-41-46); *Lumière*, 9^e (246-49-07).

MARCHE À L'OMBRE (Fr.): *George V*, 8^e (562-41-46); *Lumière*, 9^e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.): *Tessie-pier*, 3^e (272-94-56); *UGC Biarritz*, 8^e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): *Saint-Ambroise* (H. sp.), 11^e (700-93-16).

(770-21-71).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE
 (Fr.): Quémeise, 6 (633-79-38).
LA NUIT PORTE JARRETTIELLES (Fr.)
 (*) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Clés
 Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Saint-André
 des Arts, 6 (326-48-18) ; UGC Biarritz,
 8 (562-28-40) ; UGC Boulevard, 9
 (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11
 (357-90-81) ; Parussienne, 13 (320-
 30-19) ; Pathe Clichy, 13 (522-46-01).
O AMULETO DE OGUM (v.a.) : Répé-
ti-Confé: 11/805-51-73.

PAROLLES ET MUSSOUX (Fr.)
George V, 9 (562-61-46).

PARTIR, REVENU (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 31 (271-52-35) ; UGC Denain, 6 (725-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (574-94-94) ; UGC Normandie, 6 (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gauc de Lyon, 12* (343-91-59) ; UGC Gobelins, 13* (336-22-32) ; Mistinguo, 14 (539-52-00) ; UGC Normandie, 15* (574-95-40) ; Images, 18 (522-24-94).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

BROTHER, film americana de John
Stayles, v.o.: Forum, 1^a (297-
53-74); Elysees Lincoln, 8^a (359-
36-14); 3^a Paramount, 14^a (320-
30-19); v.f.: Paramount Marivault,
2^a (236-80-40); Hollywood boule-
vard, 9^a (770-10-41).

KIANAIKA, film japonais de Shochi
Inamura, v.o.: Reel Médias, 5^a
(633-25-97); Reel Salzac, 8^a
(561-10-60); Olympia entrappé,
14^a, (544-43-14); Paramount, 14^a

25-26) : *Staph. schenckii*, var. 1°
 42-43) : *Quemada*, 5° (533-79-38);
 Marigona, 6° (339-92-61);
 Biarritz, 6° (562-20-40) (v.f. : *Rhago-*
phaga, 2° (323-66-70) : *Pragaria*,
 1° (338-93-38); *Pragaria*, 1° (338-
 54-40); *Fraxino*, 13° (331-00-74);
 Montparnasse-Patité, 14° (320-
 12-06) : *Gumouton* Convention, 15°
 (328-27); *Alnus*, 17° (322-
 04-02) : *Sacchara*, 18° (322-04-02).

MAKLENE, *fin* : *Alnus* de *Maximilian*
Schell : 1° *Actin* *Christinae*,
 6° (329-11-30); *Eugenia* *Lincoln*,
 6° (335-56-14); *Actin* *Lafayette*,
 6° (335-56-19).

FOULET AU VINAGRE, *fin* : *fr*
de Cécile *Chard*, *fin*, 2°
 (236-43-92) : *DGC Opéra*, 2° (574-
 43-92).

236.84.47 THEATRE
Amphitruë
de Jean-Paul Gaudon
avec Geneviève BRUNET, Olivier
Du metcredi en
10, boulevard Montmestre 612 9

ESTR
27 AVRIL - 21 H

3.50 - 3 FNAC - Agences
Ref: 133-006 01516, 4554 516 FNAC H

MC93 BOBIGNY

16 AVRIL • 12 MAI

Le Monde LE Radio7

MISANTHROPE

ENGEL/DESARTHE/RIETI

LOCATION OUVERTE: 831.11.45 & 3 FNAC

le chapeau rouge

PLACE DE BRETEUIL

d'alain gautré

mise en scène pierre pradinas

GILDA
paris

OSCAR HOLLYWOOD
MEILLEUR FILM ETRANGER

MICHEL PICCOLI
ALEXANDRE ARBATT

LA
DIAGONALE
DU FOU

LIV ULLMANN
LESLIE CARON

UN FILM DE
RICHARD DEMBO

ÉLYSÉES LINCOLN - STUDIO DE L'ÉTOILE - ST-GERMAIN STUDIO - PARAMOUNT MONTPARNASSE

(307-30-40) : UGC Gare de Lyon, 12*
(343-01-59) : Nation, 12* (343-04-67) :
Paramount Caléidos, 12* (380-18-03) :
UGC Cédex, 12* (336-23-44) : Par-
amount Montparnasse, 14* (335-30-40) :
Paramount Orléans, 14* (340-45-91) :
Convention Saint-Charles, 15* (571-
33-00) : Geant Convention, 15* (004-
42-27) : Pasty, 15* (288-62-34) : Par-
amount Mallet, 17* (729-24-24) : Pathé
Waples, 18* (522-46-01) : Sébastien, 19*
(241-77-99).

50 AFFAIRS SINGER

MAC
A CO

3.
-

2.9

SINGER

COMMUNICATION

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PUBLICITÉ A LA TÉLÉVISION

Ouverture et déstabilisation

La récente décision du conseil d'administration de la Régie française de publicité (le Monde du 5 avril) de demander l'ouverture des messages publicitaires télévisés aux secteurs jusqu'ici interdits (parmi lesquels la distribution) répond au désir des publicitaires et de nombreux annonceurs d'avoir accès au petit écran. Cette ouverture, si elle se faisait brutalement, pourrait faire courir un danger à des quotidiens nationaux déjà fragiles.

M. Philippe Le Ménéstrel, l'ancien PDG de la RFP, l'avait sou-

haité dans ces colonnes il y a un an (le Monde du 29 mars 1984) : « La croissance de l'audiovisuel était retardée », estimait-il, par les plafonnements et interdictions de produits dont est « victime » la publicité télévisée. Il dénonçait « une situation anormale qu'on ne pourra plus maintenir dans l'avenir » sans compromettre le développement du marché publicitaire en France. Et la presse ? Selon l'ancien PDG, c'est ce développement qui est le « seul moyen de lui assurer une croissance ».

Cet optimisme n'est pas partagé par les éditeurs de journaux, et

notamment de quotidiens. Certes, depuis trois ans surtout, le marché de la publicité se porte bien : + 17,2 % en 1982, + 12 % en 1983, + 13 % en 1984. Des taux de progression supérieurs à ceux de la hausse des prix, qui indiquent donc une augmentation en volume et pas seulement en recettes. Progression lente toutefois : la France est un pays sous-développé en matière de publicité, si on la compare à d'autres pays occidentaux. En RFA, le chiffre d'affaires par tête d'habitant est une fois et demie supérieur, en Grande-Bretagne deux fois, aux États-Unis trois fois (1).

Mais la part de marché qui revient aux différents médias ne cesse depuis quinze ans de se restreindre au bénéfice de la télévision et au détriment de la presse. Pis : en France constants, les recettes de la presse quotidienne ont diminué fortement entre 1973 et 1984, passant de l'indice 100 à l'indice 88 (tableau I), alors que les investissements publicitaires passaient au total de l'indice 100 à l'indice 127. La presse périodique s'est un peu mieux comportée (indice 118 en 1984), mais beaucoup moins bien que les autres médias, et surtout la télévision (indice 168 en 1984). En 1984, selon l'IREP, les quotidiens nationaux ont vu leurs recettes augmenter de 1 % (6 % pour les régionaux), ce qui, avec la hausse des prix, est une régression (le Monde du 13 janvier).

La situation des quotidiens, dont les coûts de production sont très lourds, n'est pas brillante. A Paris, la plupart des journaux sont en déficit. En province, les marges bénéficiaires des quotidiens régionaux, même les plus puissants, ne pourraient résister actuellement à des transferts de publicité importants vers la télévision. Aussi ces derniers se sont-ils alarmés assez vite à l'annonce de possibles télévisions privées par voie hertzienne. Aussi ont-ils réagi les premiers à la décision de la RFP (le Monde daté 7-8 avril).

Les transferts de budgets

Car les secteurs « interdits » sont vus pour plus d'un journal, national ou régional. La distribution concerne surtout les régionaux et les journaux nationaux les plus « populaires » : les autres secteurs touchent l'ensemble des titres (et de nombreux hebdomadaires). Le tableau II, réalisé à partir des mesures de SECODIP, montre que la presse écrite (périodiques compris) bénéficie largement de ces secteurs, dont elle reçoit plus de 60 % des budgets publicitaires. Or les sociétés, misant sur l'ouverture prochaine, prennent déjà leurs dispositions. Ainsi, des compagnies aériennes bloquent leurs budgets « presse » : La Redoute ou Prisma préparent des films pour le cinéma, adaptables aux spots télé-

L'Association des agences-coucouilles de publicité (AACP) estime pour sa part que l'ouverture préconisée se fera à 60 % par des transferts d'un média à l'autre, et à 40 % par des investissements publicitaires nouveaux. De quoi inquiéter encore davantage les éditeurs de presse.

Reste que l'on ne peut pas envisager le développement de notre marché publicitaire - indispensable à une économie en progression - sans que soient levées certaines restrictions, que les professionnels de la publicité et les annonceurs réclament à cor et à cri. Ce développement passe inévitablement par la télévision, qu'il s'agisse du service public ou des chaînes privées, à commencer par Canal Plus. Mais, jusqu'à présent, l'ouverture aux nouveaux médias (radio, livres, télématique...) s'est faite progressivement, sans que soient brutalement remis en cause les équilibres, et notamment les situations, déjà fragiles, acquises par la presse.

En Italie, la presse quotidienne a résisté (grâce aussi à une nouvelle législation en sa faveur, voir le Monde du 14 décembre 1983), mais c'est la presse périodique qui a souffert, alors que les recettes publicitaires de la télévision s'envolaient : selon l'Union des annonceurs italiens, les investissements publicitaires à la télévision ont augmenté, en lire constante, de 130 % entre 1980 et 1984, celle des quotidiens de 27 %, tandis que la presse périodique accusait une chute de 27 % ; la radio perdait 14 %, le cinéma tombait à zéro, l'affichage progressait de 22 %.

Peut-on dès lors espérer que l'ouverture - aux produits « interdits » - comme aux nouvelles chaînes - fortifiera le marché et pourra avoir des retombées bénéfiques sur la presse ? Les responsables de journaux ne misent pas aujourd'hui un sou sur cette hypothèse. Il en serait peut-être autrement si on leur promettait une dérogation et une libéralisation progressives des ondes, leur donnant les moyens de l'adaptation et de la contre-attaque commerciale.

Mais comme les Français paient de plus en plus mal leur redevance pour la radio-télévision, il est tentant pour les pouvoirs publics - la décision revient au gouvernement - de compenser rapidement ces pertes de recettes... Au risque de voir des journaux, une fois tombés dans le rouge, se voir puiser dans le trésor public, se voir puiser dans le trésor public et enfin, et ce n'est pas le moindre élément, dans le rayonnement de notre pays à l'étranger. Il a d'ailleurs montré combien il était conscient du problème lorsque, en avril 1988, l'Assemblée nationale a débattu de l'introduction de la publicité à l'ORTF.

On se refuse donc à croire que, pour aider une télévision victime avant tout de la mauvaise répartition des redevances, il va laisser asséner aux derniers survivants de la presse quotidienne nationale le mauvais coup dont elle est menacée.

La presse écrite menacée

(Suite de la première page.)

Comme il faut aussi tenir compte de la diminution des annonces classées, conséquence directe de la crise de l'emploi et de l'immobilier, le risque est considérable de voir s'amoindrir les rentrées publicitaires de la presse écrite à un point tel que son exploitation, déjà difficile, deviendra impossible.

Pour faire face à cette éventualité qu'il ne se cachent pas de redouter, les plus puissants de nos confrères s'emploient déjà à prendre des positions en prévision du jour où la télévision s'ouvrira davantage au privé. Mais il n'est pas à la portée de chacun de se payer un créneau de télévision pour pouvoir continuer d'entretenir un, ou des quotidiens.

Le Monde, quant à lui, a conclu récemment un accord de production, auquel vient de se joindre l'Agence France Presse, avec la célèbre agence photographique Gamma.

Mais ce ne sont là que de premiers jalons sur une route qui suppose des efforts et donc des moyens singulièrement plus vastes. Tant et si bien que la menace commune pourrait conduire soit à des alliances, à des regroupements, à des absorptions, dont l'indispensable pluralisme de la presse écrite serait de toute évidence la première victime, soit à l'appel à une extension des aides publiques préjudiciable, par définition, à son indépendance.

Le pouvoir s'est donné beaucoup de mal, jusqu'à l'été dernier, pour faire voter une loi sur la presse qui était censée garantir sa « transparence », sa vertu et tout quant à elle. Cette loi paraissait dérisoire si le même pouvoir devait consentir à priver la presse écrite des recettes publicitaires indispensables à sa survie.

L'actuel président de la République est, s'il en est, un homme de l'écrit. Il a été lui-même directeur de journal. Il sait que la presse, et notamment la presse quotidienne nationale, joue un rôle irremplaçable dans l'approvisionnement du grand public en informations, dans l'explication des problèmes de plus en plus complexes que le progrès technique et l'interdépendance des nations posent au peuple souverain, dans le débat d'idées indispensable à toute démocratie et enfin, et ce n'est pas le moindre élément, dans le rayonnement de notre pays à l'étranger. Il a d'ailleurs montré combien il était conscient du problème lorsque, en avril 1988, l'Assemblée nationale a débattu de l'introduction de la publicité à l'ORTF.

On se refuse donc à croire que, pour aider une télévision victime avant tout de la mauvaise répartition des redevances, il va laisser asséner aux derniers survivants de la presse quotidienne nationale le mauvais coup dont elle est menacée.

A. F.

I. - Evolution des recettes publicitaires des grands médias

(en index en francs constants)

	1973	1975	1981	1984
Total	100	89	113	127
Presse	100	83	98	105
dont :				
- Presse quotidienne	100	85	89	88
- Presse périodique	100	84	105	118
Télévision	100	98	133	168
Radio	100	108	146	155
Publicité extérieure	100	105	125	175
Cinéma	100	84	115	168

Source : Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP).

II. - Les secteurs « interdits » de télévision

(en millions de francs 1984)

	Ensemble médias	%	Presse quotidienne	%	Presse périodique	%	Radio	%	Télévision	%	Affichage	%	Cinéma	%
C* de navigation aérienne	161 399	100	45 623	30	99 540	62	2 521	1	1 948	1	7 435	5	1 333	1
Châles-Agences de voyage	286 414	100	83 311	40	72 092	35	22 291	11	2 258	1	23 949	12	2 513	1
Offices touristiques-Syndicats d'initiative	165 666	100	14 708	14	58 531	56	9 607	9	14 284	13	7 724	7	830	1
Hôtels	116 490	100	31 200	28	47 508	43	13 909	13	4 900	4	7 500	7	5 500	5
Châles	242 320	100	58 825	24	11 329	5	21 145	9	746	0	150 275	62	-	-
Édition-informations	1 678 431	100	258 527	16	526 963	31	689 747	41	22 689	1	164 970	10	16 194	1
Distribution	2 289 982	100	1 089 462	48	455 161	20	371 144	16	25 691	1	339 589	15	8 854	-
Personnel instructeur	71 288	100	4 471	6	5 349	8	17 296	24	-	-	31 599	44	12 565	18
Immobilier	590 211	100	297 563	50	119 616	21	124 289	21	1 853	-	47 376	8	194	-
TOTAL	5 455 963	100	1 886 682	35	1 395 421	26	1 271 668	23	73 589	1	788 427	14	47 983	1

Source : SECODIP. Cette étude ne concerne pas la plupart des secteurs actuellement interdits.

(1) SECODIP ne comptabilise qu'une partie seulement des éditeurs pour les quotidiens régionaux, et qui sous-évalue l'importance de ce secteur.

Vendredi 12 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Porte-bonheur. Émission de Patrick Sébastien. Avec : Hervé Vilard, Toudi Kouda, Al Jorjane, Nana Mouskouri.
- 21 h 50 Variétés : Le Grand Bâtisseur. Émission de S. Colla et C. Carrière. Des extraits comiques et cocasses du journal télévisé, les chutes, les rires, les coulisses du petit écran. Deux émissions en deux jours sur le même sujet, c'est trop.
- 22 h 50 Documentaire : Art, obscures et clairvoyances. Émission de S. Colla et C. Carrière. La peinture Artiste, portraitiste de Samuel Beckett, d'Henri Cartier-Bresson. Le trajet pictural d'un artiste peu connu en France.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

50 AFFAIRES SINGER

EXEMPLE :

MACHINE A COUDRE

Réf. 6130

Super automatique

Électronique 12 points

3.680 F

- 685 F

2.995 F

Offre valable du 25 février au 27 avril 1985

SINGER

- 20 h 35 Feuilleton : Châteaufort. D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Planchon. Avec P. Huet, L. Maréchal, C. Noblet. Jean-Jacques prend ses fonctions de directeur de l'Éveil, le journal concurrent de la Dépêche. Florence et Traversa trahissent les secrets « explosifs » de Quentin mais hésitent à s'en servir. Publication en deux fois la preuve officielle du suicide de Quentin ?
- 21 h 40 Agoraphobie. Magazine littéraire de B. Péro.
- Sur le thème : « portraits ». Sont invités : Jean Cau (Cronique de mémoire), François Chalais (le Tir aux alouettes), Claude Mauriac (Bergère, à tout Eiffel, tome 8 du Temps immobile), Pascal Ory (Essai sur l'Yves-André de la Roche), Gilles de la Roche (préface du Journal de l'abbé Mgruzier).
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club (cycle Ernst Lubitsch) : Le ciel peut attendre.

Film américain d'E. Lubitsch (1943), avec G. Tierney, Don Ameche, C. Coburn, M. Main. Un vieillard qui vient de mourir se voit par le diable. Celui-ci lui fait raconter sa vie pour savoir si ses péchés valent l'enfer. Des couleurs douces, un ton de comédie qui devient nostalgique et grave, pour évoquer le bon temps d'autrefois, l'amour, la beauté des femmes, les amours qui passent.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Série : Agathe Christie : L'Affaire de la perle rose. Film de Tony Wharmby. Avec F. Amis, J. Warwick. Tommy et Tuppence ordent leur agence de détectives. Une « lady » signale le vol d'une perle rose, une autre « lady », élégante, un suspect. Dénouer le vrai du faux.
- 21 h 25 Vendredi : A86, toi police. Magazine d'information d'A. Campana. Une nuit au commissariat de Nice : l'équipe de « Vendredi », conduite par Jean-Marie Perle, a filmé les perles « roses » qui font le drame quotidien de l'insécurité. Problème de l'ordre public un soir de meeting de Jean-Marie La Pen, arrestations de voleurs de voitures, plaintes d'une femme que son mari veut étrangler. Le préfet de police de Nice, M. Etienne Ceccaldi, commente sur le terrain l'action d'un corps de métier.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 50 Disquette de nuit. Émission de rock de J.-L. Jacier. Groupes français : Blasphème, Prose, Café Noir ; vidéo-clip de Murray Head, Village People, Joe King.
- 23 h 25 Allégories : Jacques Poir.
- 23 h 40 Prélude à la nuit. « Tzigane », de Maurice Ravel, interprété par Augustin Dumay, violon, et Jean-Philippe Collard, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Belle et Sébastien ; 17 h 30, Son et couleur ; 17 h 40, Les Voyageurs ; 18 h 5, Thalassa ; 18 h 35, Quoi de neuf ? (actualité de livre et de disque) ; 18 h 50, Aloué, FIC ; 18 h 55, Feuilleton : le Grand César ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 25, Football : Strasbourg-Nantes ; 22 h 20, Liberty Belle, film de P. Kael ; 8 h 15, Golf (à Augusta) ; 2 h 15, Alambic, film de R. Yonag ; 4 h 5, L'Amérique en folie, film de R. Vandenber ; 5 h 45, Ghostkeeper, film de J. Makhlouf.

FRANCE-CULTURE

20 h, Musique, mode d'emploi : Ravel. 21 h 30, Black and blue : quoi de neuf ? 22 h 30, Nuits magiques : autour de Knud Viktor, le poète suédois.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : « Symphonie n° 35 en ré majeur », de Mozart ; « Variations sur un thème de Paganini », de Blücher ; « Symphonie n° 4 en ré mineur », de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch ; Complément de programme : œuvres de Mozart par Teresa Berganza. 22 h 20, Les soirées de France-Musique : les Pêcheurs de perles ; à 24 h, Musique traditionnelle.

● Mise sous séquestre de vidéos-cassettes de films. - Le tribunal de grande instance de Paris vient d'ordonner la mise sous séquestre des cassettes vidéo de sept films commercialisés illégalement, avant les délais réglementaires, dont les Ripoux, couronné aux derniers Césars. M. René Chateau, producteur et éditeur vidéo - dont deux cassettes Finest simple fic et Liste noire, sont concernés - proteste à nouveau contre ces délais de perquisition, affirmant qu'ils « favorisent le cinéma américain ». Observant que les sept films mis sous séquestre sont français, l'éditeur sanctionné considère que « la politique de Jack Lang laisse la porte ouverte aux Majors américaines, qui, avec leurs deux mille titres en catalogue, déjà largement amortis, peuvent casser les prix. D'ailleurs, les films américains représentent 42 % des recettes en salles, mais 84 % du marché de la vidéo ».

● Fraude massive sur la redevance magnétoscope. - Six possesseurs de magnétoscopes sur dix ne paient pas la redevance instituée en 1983. Au 31 décembre 1984, seules neuf cent vingt-huit mille sept cent trois personnes avaient acquitté la taxe de 641 F, alors que deux millions deux cent mille magnétoscopes ont été vendus en France.

bientôt CFM

ICL

Des langages de quatrième génération pour mettre l'informatique à la portée de l'UTILISATEUR.

Des outils pour diviser par 10 les temps de PROGRAMMATION.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

VACANCES DIFFÉRENTES dans bungalows sur l'Adriatique.

Aux îles de Ravenne nous louons même pour une semaine appartements d'été tout au bord de la mer dans résidences avec piscine et bungalows. Attraitement tout à fait nouveau. Mai et septembre de Fr. 250 juin de Fr. 495 juillet de Fr. 1495 août de Fr. 2100. Nous vous proposons une installation complète pendant vos vacances. Prière de demander nos dépliants. Tél. 0530447/25008 heures bureau. Notre organisation hôtelière est entièrement à votre disposition pour l'importer quel que soit le jour de votre départ.

Grand Hotel Du Jour

100 - 64022 GRILLANOVIA LIDO - Abruzzo/Italie - Face à la mer

• Mer et plage propres - Tranquille - Très confortable - Prix convenables - Plage privée - 2 terrasses - Grande piscine - Climatisation - Equipement complet - Parking privé - Plombier, électricien et autres services pour les enfants - Tél. 0835/957391 - Telex 000001.

ODOUL

Garde-meubles

208 10-30

16, rue de l'Atlas-75019 Paris

مكتبة الأمل

économie

REPÈRES

Dollar : nouvelle baisse à 9,32 F

La baisse du dollar s'est poursuivie vendredi matin 12 avril sur toutes les grandes places financières internationales, mais dans des marchés généralement assez calmes. A Paris, le dollar américain s'échangeait à 9,32 F (contre 9,425 F la veille). Elle valait 3,0650 DM (contre 3,10 DM) à Francfort. En l'espace de quarante-huit heures, sa baisse atteint maintenant 2,8 % contre le franc et 2,6 % contre le deutschemark. Les cambistes attribuent ce nouveau repli du billet vert aux rumeurs qui avaient circulé le jeudi soir à New-York sur le prochain abaissement du taux d'escompte américain, mais aussi aux ventes de précaution, fréquentes à la veille des week-ends.

Informatique : IBM souffre d'un dollar fort

Le bénéfice d'IBM au premier trimestre a baissé de 18 % pour s'établir à 986 millions de dollars. C'est la première fois depuis 1981 que le géant de l'informatique enregistre un recul. La cause, selon M. John Akers, le nouveau PDG du groupe, est double : la chute des bénéfices provient d'abord de la surévaluation du dollar qui renforce les concurrents non américains, et ensuite d'une stagnation des ventes. Celles d'IBM au premier trimestre n'ont augmenté que de 2 % reflétant un net ralentissement de l'activité américaine dans l'informatique. Les autres constructeurs comme Apple, DEC ou Wang subissent le même phénomène.

Ventes de détail : fort recul aux Etats-Unis en mars

Les ventes de détail américaines ont baissé de 1,9 % en mars, ce qui représente le recul mensuel le plus fort enregistré depuis janvier 1978 (- 2 %). Les ventes, qui avaient augmenté de 1,6 % en février, ont représenté 110,5 milliards de dollars. Le fléchissement, inquiétant pour le rythme de l'expansion, est imputable en partie à la faiblesse des ventes d'automobiles (- 4 %), mais, exception faite de ces ventes, la baisse a quand même été de 1,4 %. En revanche, grâce aux fêtes de Pâques, la plupart des grandes chaînes de détail ont enregistré des progressions notables de leurs ventes en mars. — (AFP.)

1^{er} mai : manifestations en ordre dispersé

Comme en 1984, la célébration du 1^{er} mai ne sera pas unitaire. FO a doré et déjà décidé d'appeler à manifester de la Bastille à l'Hôtel de Ville à partir de 10 heures du matin. Pour sa part, la CGT prévoit un défilé de la Bastille à Richelieu-Drouot à partir de 15 heures. L'Union régionale parisienne CFTD dans une lettre adressée aux unions CGT, FO, FEN, CGC et CFDT d'Ile-de-France propose une rencontre afin de fixer les objectifs de la manifestation et une organisation commune de la journée. Si FO a refusé, la FEN et la CGT doivent rencontrer la CFTD le 16 avril. Quant à la CGC et à la CFDT, elles ne s'associent pas, généralement, aux défilés populaires dans la capitale.

AFFAIRES

APRÈS LA LIQUIDATION DE MANUFRANCE

« Le mouvement coopératif n'est pas ringard »

déclare M. Jean Gatel
secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale

« Le mouvement coopératif ce n'est pas que des Manufrances. Il ne faut pas qu'il soit perçu par l'opinion comme un secteur ringard », M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, chargé du dossier Manufrance, veut que cela soit clair. L'effacement de la Manufrance de Saint-Etienne tient selon lui à une « gestion insupportable ». L'économie sociale, a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse, le 11 avril, « n'est pas un secteur d'assistés mais un secteur à part entière confronté aux lois du marché ». Il ne souffrira « ni lacunes ni tolérances » de gestion : « C'est comme ça que l'économie sociale gagnera ses lettres de noblesse, que l'on montrera que l'efficacité économique peut aller de pair avec une autre forme de rapports sociaux dans l'entreprise. Il s'agit d'un enjeu idéologique majeur pour la gauche ».

Comme la politique décidée vis-à-vis de Manufrance « défile et sera mise en conduite sur les autres dossiers », M. Gatel a tenu à expliquer son refus d'accorder la nouvelle aide de 80 millions de francs que lui demandait la SCOP. « Les pouvoirs publics ont déjà beaucoup donné depuis 1981 : 257 millions de francs au total. En force est de constater que Manufrance n'a pas su profiter de sa chance ». La coopérative aura encore perdu 61 millions de francs en

1984 pour un chiffre d'affaires de 40 millions. Les contacts pris avec d'éventuels partenaires n'ont rien donné. Il n'y a, pour l'heure, aucun candidat à la reprise. « Si la CGT estime que la nouvelle usine de Duché, dans la zone industrielle de Saint-Etienne, peut intéresser une entreprise, qu'elle le prouve », a déclaré le secrétaire d'Etat qui a précisé que cette usine lui paraissait néanmoins « surdimensionnée » : « elle n'est rentable qu'avec une production de 70 000 unités de chasse alors que la coopérative n'en vendait que 25 000 ».

M. Gatel qui veut que les coopératives soient des entreprises « comme les autres », compte sur des « managers très compétents ». Il signale, le 23 avril, avec la Confédération générale des sociétés coopératives de production au « contrat de plan » inclinant 10 millions de francs de subventions par an pendant trois ans qui vise précisément à « mieux former les hommes », à ce que la confédération puisse donner aux jeunes coopératives des conseils de gestion et, par ailleurs, à établir des « structures communes » pour favoriser l'exportation : « Il s'agit d'aider l'ensemble du mouvement coopératif plutôt que d'agir au coup par coup ».

Pendant trois ans, les SCOP ont été présentées comme « des solu-

tions miracles », ajoute M. Gatel au vu des statistiques. Il s'est en effet créé 159 SCOP en 1980 (représentant 2 780 emplois), 257 en 1981 (3 528 emplois), 311 en 1982 (4 887 emplois), puis un repli s'est amorcé en 1983 (245 créations représentant 3 539 emplois), confirmé en 1984 (121 créations et 1 353 emplois). « Mais je préfère 100 coopératives qui marchent à 250 qui baissent les bras au bout d'un an ».

Convaincu que sa philosophie est la bonne, M. Gatel a conclu qu'il n'envisageait pas d'aider les coopératives par de nouvelles mesures financières : « pas d'artifice ». Au vu pourtant des actes de décès de coopératives ces dernières années (92 faillites en 1981, 101 en 1982, 132 en 1983, et 229 en 1984) qui prouvent qu'il disparaît actuellement plus de SCOP qu'il ne s'en crée, au vu des difficultés de Manufrance mais aussi des Ateliers de construction textile (ARCT) à Roanne et de l'Association des ouvriers en instruments de précision (AOIP), ces coopératives-phares, le secrétaire d'Etat pourrait néanmoins s'interroger plus avant sur l'attitude du gouvernement de gauche vis-à-vis de cette forme d'entreprise. Si « l'enjeu idéologique est majeur » pourquoi avoir si peu fait et manqué ce qu'il a fait ?

E.L.B.

Les bénéfices du Crédit lyonnais ont augmenté de près de 3 % en 1984

Première des trois grandes banques de la place (les deux autres étant la Banque nationale de Paris et la Société Générale) à présenter ses résultats de l'exercice 1984, le Crédit lyonnais vient de faire état d'une année « à peu près convenable » selon l'expression de son président, M. Jean Deffieux.

En prenant en considération l'ensemble de l'activité réalisée en France et dans les agences étrangères, le Crédit lyonnais annonce un bénéfice net de 369 millions de francs contre 359 millions de francs en 1983, soit une progression de 2,7 % d'une année sur l'autre, nettement inférieure toutefois à celle de l'année précédente (15,5 %). Dans le même temps, le résultat d'exploitation, avant amortissements et provisions, a atteint 6,3 milliards de francs, en 1984, soit une hausse de 4,1 %, ce montant se décomposant en 5,2 milliards de francs pour l'activité en France et 1,1 milliard de francs pour l'étranger.

Dans un contexte marqué par un reflux du taux d'inflation et par des taux d'intérêt orientés à la baisse, selon les dirigeants de la banque, « le Crédit lyonnais a réussi à maintenir un bon niveau d'activité tout en préservant ses marges et sa rentabilité », a précisé M. Deffieux, ajoutant qu'il ne fallait pas écarter l'hypothèse d'une

légère baisse des résultats en 1985 si ces deux éléments — inflation et taux d'intérêt — subissaient un important recul cette année.

Quant au produit net bancaire courant (différence entre les produits et les charges bancaires), il a progressé de 10,5 % en 1984 pour atteindre (avant intégration des provisions exceptionnelles) la somme de 19,5 milliards de francs. De son côté, le résultat d'exploitation courant (avant amortissements et provisions) a augmenté de 12,1 % pour s'établir à 6,3 milliards de francs.

Le fait marquant de cette année 1984 aura été toutefois la modification intervenant au niveau des provisions d'exploitation. Tout en restant à un niveau élevé (4,89 milliards de francs), voisin de celui de 1983, elles ont reculé « pour la première fois depuis de nombreuses années » une baisse de 12,9 % des provisions constituées sur la clientèle domestique « en raison de l'avancement des restructurations des principaux groupes industriels en difficulté ». A l'inverse, les dotations destinées à couvrir les risques sur les pays ont fortement augmenté d'un exercice à l'autre (+ 38 %), une part importante d'entre elles provenant des engagements contractés à l'égard des pays d'Amérique latine les plus endettés.

Le dernier tombeau suisse des fausses montres Cartier

Comment lutter contre les contrefaçons, quand l'arsenal des lois est inadéquat ? La recette est simple : emparez-vous de la marchandise saisi en douane ou par la police et détruisez-la sur le place publique de préférence. Invenant de cette recette, M. Alain Dominique Perrin, président de Cartier, avait bien préparé son affaire.

Pour l'exemple, jeudi 11 avril à 14 h 30, il a fait ériger à la Chaux-de-Fonds, en Suisse, dans le canton de Neuchâtel, devant la foule des badauds et la télévision, huit mille fausses montres Cartier. A l'origine l'opération devait avoir lieu à Bâle, face aux bâtiments de la Foire internationale de l'horlogerie. Au dernier moment craignant des remous, les responsables de cette grande exposition industrielle avaient refusé. Il a donc fallu très vite trouver une solution de remplacement. Et les quelques cent soixante-dix journalistes conviés par Cartier pour y assister ont pu, depuis Bâle en Suisse, le défilé sur un écran géant dressé dans la salle décorée façon place Vendôme où le célèbre joaillier exposait ses pièces de musée, grâce à une transmission télévisée en direct.

Côté de ce formidable « coup de pub » 5 millions de francs. Presque une bagatelle. Car chaque année Cartier consacre 1 % de son chiffre d'affaires (3 milliards de francs), soit 30 millions de francs, à la lutte contre la contrefaçon. M. Perrin n'en est pas à son coup d'essai. C'est son sixième essai de destruction de montres par rouleur compresseur, mais c'est de très loin le plus important et le plus spectaculaire. Les Suisses en sont restés bouche bée. Détruire huit mille montres en public dans le bureau de l'horlogerie suisse, il faut oser le faire.

(1) Un Mexicain, un Chinois de Hongkong et un Suisse.

ÉNERGIE

Inquiet de l'évolution des prix des carburants

M. BEREGOVY
LANÇE UNE MISE EN GARDE
AUX COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a lancé jeudi 11 avril une mise en garde aux compagnies pétrolières, assurant que « la liberté des prix (des carburants) profitera aux consommateurs », et que le gouvernement ne tolérera pas que « des ententes plus ou moins affichées faussent le jeu normal de la concurrence ».

Après la baisse des prix d'environ 10 % enregistrée immédiatement après la libération complète des tarifs des carburants à la fin janvier, les pouvoirs publics s'inquiètent en effet de la remontée des prix observée depuis plusieurs semaines, alors que la chute des cours du dollar le mois dernier a réduit les coûts d'approvisionnement des raffineries. Ainsi, depuis le 1^{er} avril, le prix moyen du litre de super est-il passé de 5,68 à 5,72 F, selon les relevés de l'administration.

« La baisse doit être répercutée sur le consommateur comme la hausse l'a été », a assuré M. Bérégovoy, précisant « si le besoin se faisait sentir, je prendrais toute mesure pour ajuster le prix français aux prix internationaux ».

Coincidence ? Le groupe Elf-Aquitaine a annoncé le même jour qu'il allait diminuer le prix du super dans soixante-trois de ses stations d'autoroutes (marques Elf et Antar). Le nouveau tarif, applicable dès le vendredi 12 avril, est de 5,38 F, alors que les prix pratiqués sur les autoroutes, où la concurrence joue peu, s'échelonnaient ces derniers jours entre 6,02 F et 6,14 F par litre.

PARIS-TEXAS ?

Y a-t-il du pétrole sous Paris ? Réponse peut-être l'an prochain. Cela ressemble à une blague. Pourtant, c'est vrai, Elf et Total, les deux compagnies françaises, se disputent le droit de chercher du pétrole sous la capitale.

En janvier, Elf Aquitaine avait déposé une demande de permis d'exploration, dit « permis d'Argentine » qui couvrirait Paris (Antar), une bonne partie de ses environs, de Marne-la-Vallée à l'est jusqu'à Pontoise et Meulan à l'ouest (le Monde du 24 janvier).

La 29 mars, vingt-quatre heures avant la date limite pour déposer une demande concurrente, la Compagnie française des pétroles (groupe Total) a elle aussi réclamé un permis, dit « permis de Paris ». Outre fois moins vaste (600 km²), il est centré sur le capitale et sa proche banlieue.

La réponse de l'administration ne sera pas connue avant la fin de l'année. Et il faudra attendre encore des mois les résultats des premiers forages pour savoir si le sous-sol parisien recèle ou non du brut. Ce n'est pas invraisemblable, puisque le Bassin parisien en produit déjà.

Il y a longtemps que les compagnies pétrolières s'intéressent à l'Ile-de-France. Les premières recherches ont commencé en 1955, sans grand succès. Mais c'est la découverte, en 1983, par ESSO d'un gisement important à Chenevry, près de Melun (Seine-et-Marne), qui a relancé leur intérêt.

V. N.

● Machine-outil : MFL supprime 265 emplois. — Machines françaises lourdes (MFL), société créée lors de la mise en place du plan machine-outil en 1982, vient d'annoncer la suppression de 265 emplois sans licenciement, sur un effectif de 1 380 personnes d'ici la fin de l'année. La société doit moderniser ses usines, en particulier celle de Saint-Etienne où 184 emplois ont été supprimés.

LA GRANDE LOGE DE FRANCE organise les 19 et 20 avril 1985 A L'UNESCO 119, avenue de Suffren, Paris 7^e UN COLLOQUE sur le thème Temps et évolution Inscriptions « COLLOQUE 85 » 8, rue Puteaux — 75017 Paris

SOCIAL

SELON LA CGT

Près de la moitié des salariés de la métallurgie gagnent moins de 5500 F par mois

Plus des deux tiers (68,1 %) des salariés de la métallurgie ont gagné moins de 7800 francs nets par an (salaires de base, ancienneté, heures supplémentaires et treizième mois compris, mais cotisations sociales déduites) en 1984, soit une rémunération mensuelle de 6500 F. Près de la moitié (46,3 %) ont gagné moins de 6500 F (5416 F par mois) et plus d'un quart (26,9 %) moins de 5500 F (4875 F par mois). Tels sont les principaux résultats de l'enquête annuelle effectuée par la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) de la CGT sur les salaires dans la métallurgie, et qui a porté sur 800 établissements représentant près de la moitié de l'effectif de la branche.

Parmi les bas salaires, les ouvriers sont particulièrement nombreux : 90 % d'entre eux (contre 44 % des employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise) regroupés sous le sigle ETIDAM ont reçu moins de 7800 F, 66 % moins de 6500 F (contre 21 %) et 39 % moins de 5500 F (contre 11 % des ETIDAM).

D'autre part, selon la FTM, le pouvoir d'achat des salariés de la métallurgie ne s'est pas maintenu en 1984 : les rémunérations des ouvriers ayant en moyenne augmenté de 6,8 %, celles des employés, techniciens, agents de maîtrise de 4,6 %, celles des ingénieurs et cadres de 7,7 % (alors que la hausse moyenne annuelle des prix a été de 10,6 % selon l'INSEE).

La FTM-CGT explique ces distorsions d'une part par « la mise en cause de l'indexation des salaires », par le patronat, d'autre part par la volonté de « s'attacher les ingénieurs et cadres, notamment les cadres supérieurs », politique qui s'accompagne d'une volonté « d'individualisation » des rémunérations. La fédération entend lutter contre cette tendance à la « dispersion » et veut obtenir le retour à l'échelle mobile en même temps que le relèvement des bas salaires. Elle note qu'en 1984, dans 44 % des entreprises, des augmentations supérieures au maximum de 5 % fixé par l'ETIDAM (Union des industries métallurgiques et minières) ont pu être obtenues.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas + haut	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
SE-U...	9,3850 9,3100	+ 135 + 150	+ 265 + 295	+ 610 + 710
Som.	6,2100 6,2250	+ 9 + 35	+ 39 + 76	+ 72 + 134
Yen (100)	3,7100 3,7140	+ 130 + 140	+ 260 + 280	+ 740 + 795
DM	3,0650 3,0250	+ 110 + 120	+ 230 + 250	+ 625 + 700
Franc	2,4975 2,7015	+ 77 + 84	+ 150 + 171	+ 465 + 521
F.B. (100)	16,1500 16,1750	+ 72 + 131	+ 147 + 235	+ 361 + 537
E.S.	3,6200 3,6300	+ 155 + 170	+ 312 + 335	+ 649 + 734
L. (100)	4,7600 4,7740	+ 155 + 137	+ 319 + 227	+ 779 + 897
E. (100)	11,7200 11,7400	+ 231 + 235	+ 459 + 384	+ 917 + 746

TAUX DES EUROMONNAIES

	8 1/2	8 3/4	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 13/16	9	9 1/8
SE-U	1/2	3/4	5/8	5/16	5/16	5/16	6 1/16	6 3/16
DM	1/2	3/4	5/8	5/16	5/16	5/16	6 1/16	6 3/16
Franc	1/2	3/4	5/8	5/16	5/16	5/16	6 1/16	6 3/16
E.S. (100)	3/4	1 1/4	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 3/8	1 3/8
E.S.	3/4	1 1/4	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 3/8	1 3/8
L. (100)	1 1/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 7/8	1 7/8
E. (100)	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 7/8	1 7/8
E. (100)	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 7/8	1 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

هناك من لا يحل

CONJONCTURE

La croissance en 1985 sera plus faible que prévu

(Suite de la première page.)

Pour cette année l'OCDE mise sur une croissance du PIB de 3,5 % seulement, en partie illusoire d'ailleurs (1). En mars, les ventes dans le commerce de détail ont chuté comme elles ne l'avaient plus fait depuis trois ans.

Conséquence directe : le commerce mondial, dont le développement l'année dernière avait été exceptionnellement vif (+ 9 % après + 2 % en 1983), sera beaucoup moins fort cette année; d'envoyer moitié, estiment presque tous les experts.

On pouvait espérer que l'Europe relancerait la croissance américaine en train de faiblir, trouvant en elle-même des raisons suffisantes d'espérer et d'entreprendre.

En fait, l'Europe connaît une très sensible reprise de ses investissements industriels, qui devraient croître de 7 % cette année. De même ses exportations devraient-elles progresser de 8 %. Tout cela n'est pas négligeable. Mais la consommation des ménages, qui, comme dans tous les pays, constitue le moteur le plus puissant de l'activité économique, reste étonnamment sage : 1 % prévu pour cette année, après 0,8 % l'année dernière. On n'est pas près d'oublier outre-Rhin la hausse des prix provoquée par la relance de 1979 et le renchérissement du crédit qui avait suivi imposé par la Bundesbank pour casser l'inflation. L'affaire est depuis longtemps entendue, les Allemands cherchant avant tout à réduire leurs déficits publics. Calme des forts ou effet d'une démographie en baisse ? La croissance économique semble ne plus intéresser nos voisins d'outre-Rhin.

En Grande-Bretagne, où le pouvoir d'achat de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi continu de progresser, la croissance pourrait atteindre 3 % cette année, après 2,5 % l'année dernière. En Italie, 2,5 %, après 3 % en 1983. Au total, la croissance de la CEE ne dépasse pas 2,5 %. Malgré le résultat plus qu'encourageant, le premier choc pétrolier.

« On ne comprend plus ce qui se passe en Europe », nous confiait récemment un haut fonctionnaire pourtant connu pour sa clairvoyance. « La grève de 1984 en Allemagne, celle des mineurs en Grande-Bretagne, n'expliquent pas tout. Pourquoi si peu d'allant ? »

Sans marge de manœuvre

Une forte reprise en Europe apparaissant exclue, l'économie française sera moins stimulée qu'en 1984 par la croissance de ses exportations. Fait important puisque les ventes à l'étranger représentent plus du quart du produit national et que, pour certaines industries, elles dépassent largement la moitié de la production (56 % pour l'automobile l'année dernière). Fait aggravant : les effets de la dernière dévaluation - celle de mars 1983 - sont maintenant à peu près épuisés. Se posent à notre industrie des problèmes aigus de prix, notamment vis-à-vis de la RFA.

La France peut-elle alors compter sur une augmentation de la demande intérieure pour tirer son économie de la stagnation dans laquelle elle semble s'enfoncer ? Deux voies se présentent. La première est celle qui passe par un redémarrage de la consommation des ménages ; directement, par le biais des salaires ou des prestations sociales, indirectement, par le budget de l'Etat (plus de dépenses ou moins d'impôts). La seconde voie - la voie royale - est celle de l'investissement.

Il est peu probable que MM. Fabius et Bérégovoy puissent la responsabilité de relancer la pression sur les salaires. Il est vrai que ceux-ci ont en 1984 progressé moins vite que les prix (+ 6,4 % pour le salaire horaire net contre + 6,7 % pour l'indice des prix de l'INSEE) et qu'une telle constatation ne peut durer éternellement. Il est vrai aussi que la politique de contrôle des tarifs des services et du commerce entraînent pour beaucoup de professionnels des difficultés considérables et des baisses de revenus sans précédent. Mais, dans la mesure où cette dernière rigueur explique en grande partie les succès obtenus dans la lutte contre l'inflation (les prix industriels se sont, eux, relativement peu élevés), il est improbable que le carcan soit desserré, sauf dans quelques cas exceptionnels dont ont bénéficié, par exemple, les garagistes.

Comme l'équilibre de la Sécurité sociale reste très hypothétique et fragile, il est exclu, d'autre part, d'envisager des mesures spectaculaires d'augmentation des prestations sociales. M. Bérégovoy a trop souvent répété qu'il était l'ennemi des déficits publics pour pratiquer ce genre de relance.

Reste le budget de l'Etat, où les choses sont peut-être moins nettes malgré les apparences. La lettre que vient d'envoyer M. Fabius à ses ministres - et que le gouvernement, contrairement à ses habitudes, s'est fait un plaisir de rendre publique - dissipe apparemment toute illusion. Mais la rigueur affichée dans ce domaine est surtout une impression. Son objectif principal est de couper court aux récriminations : on commence par exemple à s'agiter parmi les fonctionnaires des impôts frappés par les suppressions d'emplois. Il est évident, en effet, que les objectifs affichés (vingt-cinq mille suppressions de postes de fonctionnaire l'année prochaine) ne seront pas retenus.

Difficile donc de dire jusqu'à quel point le gouvernement cherchera à relancer par un budget dont les effets n'apparaîtront d'ailleurs qu'après les élections législatives. L'élément qui va, lui, certainement influencer la conjoncture au cours des mois à venir est la suppression inscrite dans le budget de 1985 d'une vingtaine de milliards de francs de prélèvements fiscaux et sociaux : l'impôt exceptionnel et le 1 % social. Les effets de ces mesures ne se feront vraiment sentir à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine. A moins d'ail-

leurs que ces allègements n'allaient les caisses d'épargne.

Tout compte fait, et même si ces éléments jouent parfois en sens contraire, le facteur le plus déterminant de la conjoncture intérieure reste bien le freinage sans précédent des salaires. C'est lui qui donne le ton et empêche d'espérer une véritable reprise de la demande des ménages après deux années de baisse du pouvoir d'achat.

Reste l'investissement. Celui-ci a nourri de grandes espérances l'année dernière. Et il est vrai que les dépenses d'équipement des entreprises ont beaucoup augmenté : de 19 % en valeur par rapport à 1983, c'est-à-dire, compte tenu de la hausse des prix, de 10 % en volume, estime l'INSEE. Mais cette reprise risque de n'être qu'un feu de paille : pour ce qui est des prévisions faites par l'INSEE, portent sur une croissance de 10 % en valeur des dépenses d'équipement des entreprises, ce qui, compte tenu de la hausse des prix probable, ne laisserait qu'une augmentation de 3 % en volume. Comme on est loin des reprises flamboyantes des années 70 qui se traduisaient par des bonds de 15 % à 20 %. Le climat préférentiel et l'agressivité dont fait preuve l'opposition dans ses propositions économiques ne pourront qu'inciter davantage les chefs d'entreprise à attendre.

Liée par la rigueur depuis la mi-1982, la France ne retrouvera de marge de manœuvre qu'une fois rétabli l'équilibre de son commerce extérieur.

Elle n'en est pas là, malgré d'assez bons résultats enregistrés l'année dernière. Les deux premiers mois de cette année ont été particulièrement mauvais, avec un déficit commercial de 10 milliards de francs. Pour l'ensemble de l'année, le déficit du commerce extérieur risque de dépasser le niveau de 1984, qui aurait été voisin de 25 milliards de francs, et non de 20 milliards comme annoncé. C'est dire à quel point toute relance qui accroîtrait nos importations est aujourd'hui - comme hier - exclue, malgré les conséquences de la rigueur sur l'emploi.

En dépit de la proximité des élections, M. Fabius semble avoir pris son parti de cette situation, préférant poursuivre l'assainissement de notre économie, quitte à traiter « socialement » et « psychologiquement » le chômage. Le problème qui se posera évidemment l'année prochaine sera celui du retour sur le marché du travail des chômeurs, voire de centaines de milliers de Français occupés dans des travaux d'utilité collective ou mobilisés par des contrats de formation.

Quelle que soit la prochaine majorité, le problème s'annonce plus que difficile à résoudre. On s'échappe pas facilement des conséquences d'une trop faible croissance.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Une partie de la croissance de 3,7 % prévu pour 1985 a été acquise dès la fin de 1984. Mais elle est compromise par les moyennes annuelles - sur l'année suivante.

AGRICULTURE

M. Nallet dans les pas de M. Rocard

Comme un marcheur qui s'engage dans un chemin caillouteux, M. Henri Nallet a soigneusement choisi ses mots, pour sa première conférence de presse de ministre de l'Agriculture, jeudi 11 avril. Les observateurs étrangers étaient révis : le lenteur du début trahissait qu'il avait de son prédécesseur qu'il avait du mal à suivre. Un bon signe pour la reprise du dialogue communautaire sur les prix agricoles ?

Car c'est naturellement vers Bruxelles que le ministre français de l'Agriculture va diriger ses premiers pas. Avec un croquet dès ce vendredi 12 avril par Rome, pour rencontrer son collègue italien, président du conseil européen en exercice.

La ligne qu'il défendra dans cette difficile négociation sur les prix agricoles pour la campagne 1985-1986 est la même que celle suivie jusqu'ici par M. Michel Rocard. La reconduction pure et simple des prix, telle que le souhaitent certaines délégations est « une perspective inacceptable ». Il faut donc un accord, mais comme son prédécesseur, M. Nallet s'attachera plus aux mesures « qui auront des significations concrètes pour le revenu des agriculteurs » qu'à des prix théoriques.

En clair, cela veut dire que les mesures de gestion destinées à soutenir les marchés sont plus importantes souvent que les prix indicatifs sur lesquels se battent les délégations. Cela est surtout vrai pour le vin, dont les prix d'orientation ont des répercussions mécaniques sur les prix de marché. Sur le lait, le ministre s'est engagé à rechercher une augmentation, car il est inconcevable d'imposer, comme le veut la Commission européenne, à la fois une limitation physique des volumes et une baisse des prix. Dans les pas de M. Michel Rocard toujours : « La France, a déclaré M. Henri Nallet, souhaite un débat et une impulsion décisive sur le dossier de l'utilisation industrielle des produits agricoles ».

de même s'attachera-t-elle à une renégociation du règlement ovin de 1980, qui pénalise les éleveurs français.

La clef de cette négociation, qui reprend le 22 avril, est entre les mains de l'Allemagne fédérale : elle devra, a-t-il dit M. Nallet, résoudre la contradiction qui veut qu'elle plaide à la fois pour la poursuite de la rigueur financière et l'abandon, chez elle, de la politique de méfiance des volumes.

M. Nallet n'oublie pas de regarder dans le rétroviseur : il y voit un gouvernement français qui, contrairement à son prédécesseur, n'a pas préparé l'élargissement. Les deux problèmes qui avaient été posés, concernant l'organisation du secteur des fruits et des légumes et la protection de la viticulture française, ont été levés. « La négociation d'élargissement a été l'occasion d'offrir des systèmes de protection qui n'existaient pas ». Les producteurs de fruits et de légumes ont dix ans, la période de transition, « pour se préparer à la modification du marché communautaire. Ce qui n'aura pas été fait en dix ans, ne l'aurait pas été davantage en douze, quinze ou vingt ans ».

Les pas du ministre le ramèneront bien à Paris : il y trouvera des dossiers abandonnés « au milieu du gué », comme dirait M. François Guillaume, le président de la FNSEA : la réforme du développement (la formation permanente des agriculteurs) et la retraite à soixante ans, ou plutôt pour parler comme M. Nallet, « la possibilité de retraite à soixante ans ».

Chemin faisant, il rencontrera les organisations professionnelles avec lesquelles « il se concertera systématiquement » en s'efforçant « d'organiser les relations dans la clarté et la loyauté ». Reste à savoir si les organisations paysannes seront sensibles à ce discours sur la méthode.

JACQUES GRALL.

ÉTRANGER

LA MAISON BLANCHE EXCLUT UNE GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON

Une guerre commerciale entre les États-Unis et le Japon est peu probable, car elle constituerait un précédent fâcheux et aurait des effets dévastateurs sur le commerce mondial, estime le prochain représentant spécial de la Maison Blanche pour les questions commerciales. La déclaration de M. Clayton Yeutter intervient alors que l'on s'interroge sur la suite que le Congrès donnera aux mesures envisagées pour protéger contre le protectionnisme japonais (le Monde du 4 avril). Dans l'ensemble, le Congrès, qui n'est pas satisfait du récent train de mesures adopté le 9 avril par Tokyo pour libéraliser son marché, réclame un engagement sur des objectifs précis.

M. Yeutter, dont la nomination doit encore être approuvée par le Sénat, n'exclut cependant pas que les États-Unis prennent des mesures de rétorsion à la suite des pratiques déloyales d'autres pays, dans le but de les neutraliser. En outre, le nouveau négociateur américain considère que les entreprises américaines sont devenues beaucoup plus compétitives ces cinq dernières années, mais il reconnaît que, pour beaucoup de firmes, vendre à l'étranger ne constitue pas une priorité. (AFP.)

PRÉCISION. - A la suite de l'article publié dans le Monde du 30 mars sur la Banque interaméricaine de développement, cette organisation nous fait remarquer que la France n'est pas le seul pays non américain qui ait signé l'accord constitutif de la SII (Société interaméricaine de développement). Sept autres pays l'ont également fait : l'Allemagne fédérale, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse et Israël.

HAUSSMANN ÉPARGNE

Situation au 29 mars 1985

Ouverte au public depuis le 23 juillet 1984, la Sicav Haussmann Épargne, créée par la Banque Worms, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 653.320.123,24 ; à cette même date, la valeur liquidative s'établissait à F. 1.087,93.

La performance obtenue depuis la date d'ouverture au public est de + 12,56 %. Elle s'établit à + 3,42 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

La répartition de l'actif Haussmann Épargne au 29 mars 1985 était la suivante :

Obligations françaises :	28,52 %
- à taux fixe	27,44 %
- à taux révisable échangeable contre des taux fixes	19,34 %
- à taux variable (TMO) :	23,83 %
- à taux variable (TMO) :	99,13 %
- Liquidités	0,87 %
	100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachat, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Banque Worms : 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris ; Al Sudit Banque : 49, avenue George-V, 75008 Paris.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Situation au 29 mars 1985

Ouverte au public depuis le 13 décembre 1982, la Sicav Haussmann Obligations, créée par la Banque Worms, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 722.529.071,93 F.

A cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 1.307,03 F. Comparé au titre de l'exercice 1983 (116,52 F), la performance obtenue entre la date d'ouverture au public (13 décembre 1982) et le 29 mars 1985 est de + 43,04 %. Elle s'établit à + 4,34 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

Dans son acte de cession de base des titres, Haussmann Obligations continue de privilégier les obligations françaises à taux fixe, dont le durée de vie moyenne dans son portefeuille est de sept ans.

La répartition de l'actif, au 29 mars 1985, était la suivante :

Obligations françaises :	(en %)
- indexées	12,16
- à taux fixe	49,76
- à taux variable	11,92
- Couverts ou échangeables	4,95
- Participations	6,98
	85,77
Obligations étrangères libellées en :	
- Florins	1,12
- US \$ (+ zéro coupon) :	4,36
- Yens (convertibles)	0,83
- Deutchmarks	1,76
	8,07
Liquidités	6,16
	100,00

Les souscriptions et les demandes de rachat, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de gestion privée, 20, rue de la Banque, 75008 Paris ; Banque de la mutuelle industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'union occidentale française et canadienne, 47, av. George-V, 75008 Paris ; Worms gestion, 32, rue La Botte, 75008 Paris.

NATIO-ÉPARGNE

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 11 avril 1985, sous la présidence de M. Simon, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui dégagent un résultat net de 23.504.780,92 F. Elle a décidé la distribution d'un dividende par action de 104,91 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 73,55 F, soit un revenu global par action de 178,46 F. Ce dividende représenté par le coupon n° 3 se décompose ainsi :

- produits des obligations françaises non indexées : 843,05 F + crédit d'impôt de 73,55 F, soit au total : 916,60 ;

- produits des actions françaises ouverts droit éventuellement à abatement de 3.000 F pour un montant de 2,36 F ;

- produits des lots et primes de remboursement pour un montant de 8,81 F : ces revenus sont exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;

- produits des actions étrangères soumises à l'impôt sur les sociétés, à un crédit d'impôt de 1,07 F ;

- autres produits pour un montant de 195,29 F.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a ratifié les nominations de M. Olivier Lagola et M. Armand Trochery cooptés par le conseil d'administration en remplacement respectivement de M. Georges Py et M. Jean-Louis Hautecœur, démissionnaires.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'Assemblée générale a fixé la date de mise en paiement du dividende au 17 avril 1985.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

EUROPE INVESTISSEMENT

Situation au 29 mars 1985

La Sicav Europe Investissement, créée par la Banque Worms et ouverte au public depuis le 5 mars 1984, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 206.774.326,34 ; à cette même date, la valeur liquidative de l'action s'établissait à F. 1.127,22.

La performance obtenue depuis la date d'ouverture au public est de + 12,56 %. Elle s'établit à + 8,73 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

La répartition de son actif, au 29 mars 1985 s'établissait comme suit :

Obligations françaises :	31,19
- à taux fixe	24,24
- à taux révisable	0,39
- à taux variable	6,85
Libellées en Florins :	1,52
Libellées en ECU :	0,39
	1,91

Les souscriptions et les demandes de rachat, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants :

Banque Worms : 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'Union Occidentale Française et Canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris ; Al Sudit Banque : 49, avenue George-V, 75008 Paris.

SÉQUANAISE OBLIGATIONS

Situation au 29 mars 1985

Ouverte au public depuis le 22 octobre 1984, la Sicav Séquanaise Obligations, créée par la Société Séquanaise de Banque, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 243.801.478,30 F ; à cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 52.600,10 F.

La performance obtenue entre la date d'ouverture au public (22 octobre 1984) et le 29 mars 1985 est de + 34 %. Elle s'établit à + 2,9 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

La répartition de l'actif Séquanaise Obligations au 29 mars 1985 était la suivante :

Obligations françaises :	(en %)
- à taux fixe	20,3
- à taux révisable	16,5
- à taux variable	25,5
- indexées	3,1
- indexées couverts sur obligations cotées pied de coupon	1,7
Liquidités	32,9
et bons à court terme	100,00

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants où les notes d'information trimestrielles sont à la disposition de la clientèle :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris.

SÉQUANAISE ASSOCIATIONS

Situation au 29 mars 1985

Ouverte au public depuis le 5 décembre 1983, la Sicav Séquanaise Associations, créée par la Société séquanaise de Banque, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 641.592.129,78 francs ; à cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 55.534,68 francs.

La performance obtenue entre la date d'ouverture au public (5 décembre 1983) et le 29 mars 1985 est de + 19,5 %. Elle s'établit à + 3,1 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

La répartition de l'actif Séquanaise Associations au 29 mars 1985 était la suivante :

Obligations françaises :	
- à taux fixe	37,9 %
- à taux révisable	12,9 %
- à taux variable	18,6 %
- indexées couverts sur obligations cotées pied de coupon	2,1 %
Bons de souscriptions	0,1 %
Liquidités et bons à court terme	28,4 %
	100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants où les notes d'information trimestrielles sont à la disposition de la clientèle :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris.

SÉQUANAISE COURT TERME

Situation au 29 mars 1985

Ouverte au public depuis le 17 octobre 1982, la Sicav Séquanaise Court Terme, créée par la Société Séquanaise de Banque, disposait au 29 mars 1985 d'un actif net de F. 376.330.436,73 ; à cette même date, la valeur liquidative s'établissait à F. 537,77,89.

La performance obtenue entre la date d'ouverture au public (17 octobre 1982) et le 29 mars 1985 est de + 21,3 %. Elle s'établit à + 2,9 % depuis le 1^{er} janvier 1985.

La répartition de l'actif Séquanaise Court Terme au 29 mars 1985 était la suivante :

Obligations françaises :	(en %)
- à taux fixe	20,3
- à taux révisable	16,5
- à taux variable	25,5
- indexées	3,1
- indexées couverts sur obligations cotées pied de coupon	1,7
Liquidités	32,9
et bons à court terme	100,00

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants où les notes d'information trimestrielles sont à la disposition de la clientèle :

Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botte, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris.

Sicav du Crédit Mutuel Assemblées Générales Ordinaires du 28 mars 1985

Épargne Industrie

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 28 mars 1985 sous la présidence de M. Gérard GALICHON, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre du dernier exercice, s'élevaient à 73.254.530,51 F et permettent la distribution d'un dividende net de 21,12 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 21,3 F soit un revenu global de 42,42 F.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé la mise en paiement de ce dividende le 28 mars 1985.

Il est représenté par deux coupons :

- le n° 11 : soumise au régime fiscal des obligations françaises non indexées de 10,93 F ;
- le n° 12 : correspondant aux autres revenus de 10,19 F assorti d'un crédit d'impôt de 21,3 F soit un total de 32,42 F (dont 6,27 F d'impôt d'impôt) couvrant droit éventuellement à l'abattement fiscal de 3.000 F sur les dividendes d'actions françaises ; et dont 0,63 F de primes de remboursement non imposables.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée pendant une période de trois mois à compter du 28 mars 1985.

Épargne Long Terme

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 28 mars 1985 sous la présidence de M. Philippe de SAINT-FOY, Président du Conseil d'Administration, a entendu les rapports du Conseil d'Administration et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre du dernier exercice, s'élevaient à 1.570.307,43 F et permettent la distribution d'un dividende net de 18,27 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 0,52 F soit un revenu global de 18,79 F.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale a décidé la mise en paiement de ce dividende le 28 mars 1985.

Le dividende est ainsi ventilé :

- 11,87 F représentant la fraction des revenus des obligations françaises non indexées, assorties d'un crédit d'impôt de 0,52 F ;
- 6,40 F représentant le solde des revenus.

Les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée pendant une période de trois mois à compter du 28 mars 1985.

Depositaire : Caisse Centrale du Crédit Mutuel

11 AVRIL

Nouvelle avance

Don't let your business slip away

VALEURS	Emission	Rachat	VALEURS	Emission	Rachat
---------	----------	--------	---------	----------	--------

SICAV 11/4

[illegible]

Placement cri-térms ..	62103 27	62103 2
P.M.E. St-Honoré	256 28	284 7
Business Insurance ..	337 08	337 0

Anglo-Deutscher	177 721	1288 12	Reunited, St-Helena	12447 29	12389 3
Anglo-Français	972 778	1698 71	Reunited, St-Helena	5487 50	12695 3
Anglo-Indien	100 000	100 000	Reunited, St-Helena	386 63	378 63
Anglo-Portugais	1180 32	1180 32	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Suisse	8837 18	8837 18	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Turc	419 21	419 21	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Venezolien	1183 30	1183 30	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Yugoslave	1183 30	1183 30	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Zambien	775 74	775 74	Salomon Islands	12569 92	12475 92
Anglo-Zimbabwe	172 34	172 34	S.F.T. Inc. - New Mexico	467 12	468 12
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.F.T. Inc. - New Mexico	333 48	333 48
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	St-Helena	22 21	18 21
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	St-Helena	128 71	128 71
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	St-Helena	128 71	128 71
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	St-Helena	380 27	372 27
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	St-Helena	324 61	309 61
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	St-Helena	211 11	211 11
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	St-Helena	348 92	348 92
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 93	1136 93	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1174 18	1174 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	50382 15	50382 15	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	117 18	117 18	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	459 47	459 47	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	113 03	113 03	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	304 17	304 17	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	277 35	277 35	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	247 73	247 73	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	487 68	487 68	S.L.C. - East	107 63	102 63
Anglo-Zimbabwe	1136 9				

c : coupon détaché; * : droit détaché;
non affecté à la consommation.

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation
1680	A.S. 10173	1731	1720	1740	+ 0.61	540	Emu S.A.F.	569	580	557	- 0.35	285	Pétrole (Fin)	264.80	263	262.50	- 0.79	123	Anglo Amer. C.	129.90	133.90	133.80	+ 3	100	Itto-Yokohi	104.10	103	104.50	+ 0.67	103
1687	C.N.E. 3.1	4110	4140	4140	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1690	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1698	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1699	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1700	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1701	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1702	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1703	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1704	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1705	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1706	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1707	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1708	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1709	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1710	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1711	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1712	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1713	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1714	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1715	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1716	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1717	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1718	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1719	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1720	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1721	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1722	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1723	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1724	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1725	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1726	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1727	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1728	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1729	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1730	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1731	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1732	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1733	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1734	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1735	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1736	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1737	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1738	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	332	- 1.53	340
1739	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.07	1230	Escomfinco	1245	1320	1320	+ 0.02	126	(Améric.)	63	60	59.50	- 0.85	105	Amplad	904	925	925	+ 2.32	340	ITT	337	332	3		

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS DES MONNAIES		AUX GUECHETS		MONNAIES ET DEVISES		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 11/14	Achat	Vente	COURS prix.	COURS 11/14
Euro-Unité (\$ 1 ..)	9 582	9 462	9 150	8 750	100000	100000
ECU	8 821	8 821			99900	99400
Allemagne (100 DM)	305 240	305 240	294	314		
Belgique (100 F)	16 171	15 105	14 600	15 700		
Playa Bon (100 L)	270 130	270 170	260	280		
France (100 F)	105 260	105 260	98	98		
Norvège (100 kr)	105 960	105 730	102	108		
Grande-Bretagne (£ 1)	11 583	11 678	11 250	11 950		
Grèce (100 drachmes)	7 027	7 020	8 300	7 800		
Italie (1 000 lire)	4 786	4 765	4 600	5 100		
Suède (100 kron)	360 660	361 780	3 608	3 686		
Suisse (100 frs)	105 200	105 200	102	108		
Portugal (100 esc)	48 480	48 480	46 800	44 800		
Espagne (100 pes.)	5 495	5 495	5 300	5 900		
Portugal (100 esc.)	5 490	5 495	5	6 200		
Canada (\$ can 1)	6 884	6 901	6 680	7 050		
Japon (100 yens)	3 765	3 736	3 630	3 780		
Or fin (à la onze)					100000	100000
Or fin (au lingot)					99900	99400
Pièces françaises (20 fr)					582	581
Pièces françaises (10 fr)					430	406
Pièces suisses (20 fr)					586	600
Pièces latines (20 fr)					577	577
Souverain					721	720
Pièces de 20 dollars					4025	4025
Pièces de 10 dollars					2055	2060
Pièces de 5 dollars					1500	1625
Pièces de 60 pesos					3740	2760
Pièces de 10 florins					584	559

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- NOUVELLE-CALÉDONIE : « Ni porteur ni Cuba », par Antoine Sanguinetti ; « Nouvelles colonies ? », par Luc Mouillière.
- LI : A fleur de terre, de Rosedane Dousset-Leonhardt.

ÉTRANGER

- LA SUCCESSION D'ENVER HODJA A LA TÊTE DU PC ALBANAIS.
- PROCHE-ORIENT - L'évacuation de Nabatieh par les Israéliens.
- ASIE - AFRIQUE
- AMÉRIQUES - « Pérou : une démocratie en état de choc » (III), par Marcel Niedergang.

POLITIQUE

- La réforme électorale.
- En Nouvelle-Calédonie.
- A l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

- RELIGION
- SCIENCES
- POLICE
- ENVIRONNEMENT

UN SEUL MONDE

- 11 à 14. Non-prolifération et énergie nucléaire.

CULTURE

- CINÉMA : Ejenike, de Shohai Imamura.
- EXPOSITIONS : gravures cubistes, galerie Berggruen à Paris.
- DANSE : les Rencontres des Fraternités à Port-au-Prince.
- COMMUNICATION : le développement de la publicité à la télévision.

Sur 89 FM

M. JEAN GATEL

« Face au Monde »
M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, est l'invité de l'émission « Face au Monde », ce vendredi 12 avril, à 18 h 45, sur 89 FM, à Paris. Jean Leball et Mathieu Fantoni mèneront les débats.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES : les résultats du Crédit lyonnais en 1984 ; un entretien avec M. Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale.
22. AGRICULTURE - ÉTRANGER

RADIO-TÉLÉVISION (19)

INFORMATIONS
« SERVICES » (16) : Météorologie ; « Journal officiel » ; Bulletin d'enneigement ; Loto ; « Le week-end d'un chineux ».
Annonces classées (20) : Car-net (15) ; Muts croisés (14) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 12 avril 1985 a été tiré à 435 066 exemplaires



TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE

Les Etats-Unis voudraient que la nouvelle négociation commerciale s'ouvre au printemps 1986

Le communiqué final de la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), regroupant vingt-quatre pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord : Etats-Unis, Canada ; d'Asie : Japon, et d'Océanie : Australie, Nouvelle-Zélande, comportera-t-il, comme le voudraient les Américains, la mention d'une date pour l'ouverture de nouvelles négociations commerciales multilatérales ? Telle était la question qu'on se posait encore alors que les ministres entamaient, ce vendredi 12 avril, la dernière séance de leur session commençant jeudi, au château de la Muette, à Paris, sous la présidence de MM. Joe Clark et Michael Wilson, respectivement secrétaire d'Etat aux affaires extérieures et ministre des finances du Canada.

En principe, ces négociations devaient constituer une nouvelle étape de la libéralisation des échanges internationaux, incluant notamment les services. Mais dans l'esprit de ses participants les plus déterminés, à savoir, les Etats-Unis, le Japon et plusieurs pays européens, dont la RFA et la Grande-Bretagne, elles présenteraient d'abord l'avantage de neutraliser les pressions protectionnistes. Quelque cent vingt-sept propositions de loi, visant plus ou moins à fermer le marché américain pour tel ou tel produit, sont actuellement en instance devant le Congrès. Selon l'OCDE, ou bien un assésment au cours des prochains mois à une baisse du dollar, ou bien rien ne pourra empêcher les Etats-Unis de se protéger contre la concurrence étrangère. Il est possible qu'à la demande, notamment de la France, la décision sur la date soit reportée au sommet des sept pays les plus industrialisés, qui doit avoir lieu à Bonn du 2 au 4 mai. Le secrétaire américain au Trésor, M. James A. Baker, a exprimé le souhait que la négociation s'ouvre au printemps 1986.

C'est un fait que la plupart des pays les plus importants se sont prononcés en faveur d'une mise en route rapide de ce nouveau « round » commercial au sein du GATT (Organisation chargée d'administrer à Genève l'accord international sur les tarifs douaniers et le commerce), dont le principe est admis par les principaux acteurs depuis que la CEE a donné son accord le 19 mars dernier. M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Bonn, a notamment déclaré que ces négociations étaient nécessaires pour alléger, à terme, les difficultés économiques et financières du tiers-monde.

M. Pierre Berégovoy, ministre français des finances et de l'économie, après avoir rappelé qu'en mai 1983, au sommet de Williamsbourg, M. François Mitterrand avait déclaré : « le moment venu de passer à un nouveau Bretton Woods... œuvre de toute une génération », a ajouté : « il nous semble aussi que des mesures concrètes doivent être prises pour avancer dans la voie d'une plus grande stabilité du marché des changes ». La France avait demandé en conséquence qu'un comité intermédiaire spécial du FMI se saisisse avant la fin de l'année de ce dossier. Il semble résulter des discussions de vendredi matin que les Etats-Unis sont désormais prêts à accéder à ce vœu. « Je me réjouis, encore dit M. Berégovoy, de l'attitude positive prise sur ce sujet par M. James Baker, au nom des Etats-Unis ».

Pas d'unanimité

Cette entente franco-américaine sur la procédure remet à leur juste place la portée des propos tenus jeudi, à l'occasion d'une conférence de presse, par M. Willy de Clercq (ancien ministre belge), membre de la Commission de Bruxelles chargée des relations extérieures et de la politique commerciale. Tout en affirmant qu'il convenait de donner le maximum de chance à la future négociation, M. de Clercq a insisté sur la volonté européenne de voir s'ouvrir parallèlement des discussions sur les problèmes monétaires et financiers. Cependant, M. de Clercq a bien précisé qu'il ne s'agissait, en aucune façon, de recréer un système de taux de change fixe du genre de celui qui avait été défini à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1944.

C'est un fait qu'on peut difficilement voir l'ébauche d'une véritable réforme dans les idées qu'avancées M. de Clercq, à savoir la nécessité, pour les grands pays, de se soumettre à la « surveillance » du Fonds monétaire international (FMI) et de la « discipline » de la « surveillance » des Etats-Unis. C'est un fait que M. de Clercq ne juge pas « fondamental » l'oppo-

unité d'intervenir sur les marchés des changes en cas de fluctuations désordonnées des cours. Cette dernière suggestion a déjà fait l'objet de maintes recommandations depuis le premier sommet tenu à Rambouillet en novembre 1975.

Le ministre néerlandais des finances, M. Ruling, s'est, pour sa part, déclaré « peu favorable » à l'établissement d'un lien étroit entre les dossiers monétaire et commercial. Mais le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a dit sur le même sujet que « les négociations commerciales multilatérales ne sont qu'un élément dans un ensemble plus vaste. A quoi bon ouvrir plus largement les frontières si les courants des échanges doivent être perturbés par d'autres éléments ? ». Cependant le ministre français s'est montré conciliant. Il a estimé que la situation économique mondiale s'est « dans l'ensemble améliorée » et qu'il paraît raisonnable de revenir l'hypothèse d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine.

Les ministres des finances et les gouverneurs de banque centrale des pays de la Communauté européenne se réunissent à Palerme, du vendredi 12 au dimanche 14, pour mettre la dernière main à plusieurs décisions, de portée du reste modestes, visant à renforcer le rôle de l'ECU.

P. F.

En Grande-Bretagne

Après l'échec de leur grève, les mineurs acceptent une augmentation des salaires qu'ils avaient jusqu'à présent rejetée

Londres. — Epilogue d'un conflit : cinq semaines après l'échec de la très longue grève qu'il avait déclenchée, le syndicat des mineurs britanniques a accepté, le 12 avril, pour la première fois depuis dix-huit mois, un accord avec la direction des charbonnages M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM), a accepté une proposition d'augmentation des salaires qu'il avait rejetée jusqu'à présent.

Il s'agit d'un relèvement cumulé de 10 %, en grande partie rétroactif, portant sur une période de deux ans à compter de novembre 1983. En outre, l'accord prévoit la création d'une commission pour la mise au point d'une procédure de consultation « très formelle » avant les fermetures de puits envisagées par la direction. M. Scargill avait repoussé cette salutation dans un premier temps, avant de la réclamer durant les dernières semaines de la grève.

La conclusion de cet arrangement confirme que les dirigeants de la NUM ne sont plus en état de poser des conditions. Ces dernières semaines, ils ont encore enregistré plusieurs revers : les représentants de la base ont refusé la création d'un fonds d'aide aux militants qui, pour des raisons disciplinaires, ont été licenciés durant le conflit et dont la réintégration n'a pu être obtenue ; M. Scargill a dû mettre un terme à la grève des heures supplémentaires qu'il entendait poursuivre ; la direction vient d'annoncer, sans provoquer de contestations notables, la fermeture d'un puits dans le Yorkshire, la base de la NUM, de surcroît, la direction ne se prive pas de souligner qu'un nombre considérable de grévistes viennent d'accepter leurs indemnités pour « départ volontaire ».

M. Thatcher, pour sa part, adopte un ton apparemment triomphant. Enfreignant la coutume qui veut que l'on n'expose pas à l'étranger les problèmes intérieurs, la « dame de fer », à la suite de son voyage en Asie du Sud-Est, a déclaré : « Les problèmes de la Grande-Bretagne sont sérieux, mais ils ne sont pas insurmontables. Nous sommes en train de les résoudre ».

Les deux principaux syndicats d'enseignants, engagés depuis plusieurs semaines dans une grève perdue, viennent de mettre un frein à leur action en renonçant à perturber les examens de fin d'année. Au même moment, le 10 avril, le syndicat des fonctionnaires a abandonné un projet de débrayage de vingt-quatre heures et son secrétaire général a reconnu que cette décision de la majorité des adhérents « reflétait l'issue du conflit dans les bouillottes ».

FRANCIS CORNU.

« Sanction possible contre le meurtrier du commandant Nicholson en RDA. — La section soviétique qui a abattu le commandant américain Nicholson le 26 mars en RDA est passible de mesures disciplinaires et pourrait être traduite en cour martiale, indiquait-on, le mercredi 10 avril, à Bonn de source européenne informée. La garde soviétique est en état d'arrestation et sera sans doute inculpée en premier lieu de violation du règlement pour recours excessif à la force, précision de même source, en disant tenir ces informations d'officiers soviétiques. — (Reuter.)

EXCELCIOR
Le escamotable à relevage horizontal
1 ou 2 places, sommier à lattes de bois, avec ou sans niches.
Gain de place. Style ou Moderne.
EN VRAI BOIS
37, Avenue de la République
75014 PARIS Tél. 357.44.35
Métro : PARENTIER

En Corée du Sud

M. KIM DAE-JUNG LANCE UN AVERTISSEMENT AUX AUTORITÉS

Séoul (AFP). — Le dissident sud-coréen Kim Dae-Jung a demandé au président Chun Doo-hwan de l'annuler avant la fin du mois s'il veut éviter que l'opposition, renforcée par un récent succès électoral, ne choisisse la confrontation avec le régime. Un bon test de la volonté d'assouplissement du gouvernement sera de voir s'il accepte les deux conditions posées par l'opposition pour que s'ouvre ce mois-ci l'Assemblée issue des élections de février dernier, a déclaré M. Kim dans une interview à l'AFP.

« Nous demandons deux choses. D'une part, rétablir les droits civiques de quelques deux cents prisonniers de conscience, dont moi-même. D'autre part, la libération de cent cinquante prisonniers politiques, étudiants compris », a précisé le dissident toujours sous la menace d'une peine de dix-sept ans et demi de prison pour sédition. « Un processus de réformes graduelles est possible », a-t-il ajouté avant de réaffirmer les grands objectifs de l'opposition : liberté d'expression et, surtout, élection directe du président en 1988 au lieu du collège électoral prévu par la Constitution. Mais le dissident, rentré en février d'un séjour de deux ans aux Etats-Unis, a ensuite lancé un avertissement voilé au régime : « Si le gouvernement veut la stabilité pour les Jeux olympiques asiatiques de 1988, il doit coopérer avec l'opposition », a-t-il dit.

Sur le vif

Locaxocet

Ce matin, j'ouvre un œil, j'allonge le doigt, je mets la radio, et, qu'est-ce que j'entends ? Nos Excocet on les vend pas, on les vend pas, ils nous restent sur les bras. Ah ! ce choc ! Une gifle percutante en pleine poire, comme ça, au réveil, ça fait bobo à l'ego. Je ne comprends pas. Qu'est-ce qui se passe ? C'est pas possible. Il y a encore deux trois ans, on n'arrivait pas à fournir à la demande. Ça se bousillait de partout : le Koweït, le Venezuela, l'Arabie saoudite... Tout le monde en voulait. Bon, d'accord, il y avait eu ce fameux coup de pub, vous vous rappelez, cet ex-corteur anglais bousillé par un bon petit AM-39 qui s'était offert les Argentins. Ça nous avait fait une de ces réclames ! Enfin, quoi, ils sont toujours aussi chouettes nos Excocet, aussi pratiques ! Vous les balancez d'où vous voulez. C'est le genre réversible, voyez, surface ou air-surface, selon l'humour ou le temps qu'il fait. Vous pouvez même les balader en hélico, il vient avec l'hélico. C'est tout compris : le Super-Frelon et l'AM-39. Emballage cadeau.

Où ils ont la tête, les Israéliens, les Libanais, les Syriens.

tout ça ?... Voilà des années qu'ils s'envoient jour et nuit des brimades dans le citron. Nos Excocet devraient partir comme des pats de lapin au Proche-Orient. Les Israéliens, ça va, ils se relâchent peut-être un peu en ce moment ; mais, dans l'ensemble, c'est des bons clients. Et de l'autre côté, qu'est-ce qu'il attend, Khomeiny pour leur rendre la monnaie de leur pièce à ces sauteux ?

La Cambodge, l'Amérique du Sud, le Golfe, bon sang ! C'est pourtant pas les débouchés qui manquent. Oui, le sein, les Américains nous font une concurrence ignoble. Leurs missiles, ils les brandissent, c'est pas compliqué. Eh bien, moi, je vais vous dire ce qu'il faut faire. Si les gens n'ont plus les moyens de se les acheter, même à tempérament, il faut les louer, nos Excocet. On en a bien prêtés au Qatar pour pas un rond, il faut les louer au moins comme des télé. En promettant de les échanger ou de les réparer à l'arrêt en cas de panne. Locaxocet à votre service vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

CLAUDE SARRAUTE.

Au Danemark

LES SALAIRES REPRENNENT LE TRAVAIL

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Après la journée de protestation du 10 avril, de nombreux salariés, en grève depuis dix-huit jours, ont repris le travail jeudi 11 avril. Les transports urbains ont recommencé à fonctionner avec, il est vrai, un coup de pouce de la police, venue débloquer certains garages municipaux. Les éboueurs ont promis de vider de nouveaux les poubelles à partir de ce vendredi 12 avril.

La Confédération du patronat a cependant reculé quelque dix mille débrayages d'irréductibles dans le secteur privé. Le moyen de résister le plus dur semble devoir se cristalliser dans le secteur public. Jeudi, les écoles, les hôpitaux, n'ont pas retrouvé leur rythme normal, les crèches et les garderies sont restées fermées.

C. O.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

DE L'OTAN A FAIT UNE VISITE A PARIS

Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, a terminé jeudi 11 avril une visite à Paris au cours de laquelle il a notamment rencontré MM. Fabius, premier ministre, Dumas, ministre des relations extérieures, Herminet, ministre de la Défense, ainsi que le général Lacaze, chef d'état-major des armées. Il a aussi visité jeudi matin le PC de la force nucléaire stratégique à Taverly. Ses entretiens ont surtout porté sur les problèmes de la coopération européenne en matière de production d'armements, domaine dans lequel, selon Lord Carrington, la situation n'est « pas satisfaisante à l'heure actuelle ».

Parlant mercredi 10 avril devant l'Institut français des relations internationales, Lord Carrington avait appelé les pays européens de l'Alliance atlantique à « apporter une réponse collective » à la proposition américaine de participer aux recherches sur la défense spatiale.

Près de Dijon

Le patron d'une entreprise en difficulté s'immole par le feu

De notre correspondant

Dijon. — Le patron d'une petite entreprise de Chevigny-Saint-Sauveur, M. Marcel Claire, soixante-neuf ans, dans la banlieue dijonnaise, s'est immolé par le feu, mercredi 10 avril en fin de soirée, dans la cour de son usine. Le drame n'a pas eu de témoins, et ce sont les proches de l'industriel qui l'ont découvert alors qu'il n'y avait plus rien à faire pour lui.

« Patron de choc, fonceur et battant », selon son entourage, M. Claire avait dû déjà à deux reprises changer radicalement les productions de la petite entreprise de charpente, qu'il avait reprise à la fin de la guerre pour éviter sa disparition. On en était même passé, en 1972, par un premier dépôt de bilan. Mais le concordat accordé par le tribunal de commerce avait permis à ce patron énergique de remonter la pente. En 1978, il trouvait enfin le créneau « porteur » en obtenant des PTT un important marché de fabrication de cabines téléphoniques. Une production qui devait rapidement représenter plus de 50 % de son chiffre d'affaires.

Jusqu'à ce que l'équipement quasi généralisé du territoire fasse se raréfier les commandes des PTT : un nouveau « virage » que la société Claire et Fils ne semble pas cette fois avoir pu ou su négocier. Et

c'était, en 1984, un nouveau dépôt de bilan, cette fois assorti de la liquidation de biens et d'un conflit avec le personnel (dont quatre-vingt-six salariés), dont le refus d'un premier plan de restructuration amenait le licenciement total début 1985.

Pour M. Jean-Michel Claire, le fils de l'industriel, « cette fin tragique n'est malheureusement pas une surprise ». « Si on ne m'a pas plus aidé, mon entreprise aurait-il dit et répété, je me tue ».

« Création d'un groupe de travail sur la constitution des listes du PS pour les législatives. — Le bureau exécutif du PS, réuni jeudi 11 avril, a décidé la création d'un groupe de travail destiné à mettre au point le mode de constitution des listes départementales du PS pour les élections législatives. Ces modalités devront s'appuyer sur le maintien du principe de désignation des candidats par le base ».

« M. Edgar Faure réélu président du conseil régional de Franche-Comté. — M. Edgar Faure (UDF) a été réélu, vendredi 12 avril, président du conseil régional de Franche-Comté. M. Faure a obtenu dix-neuf voix contre quatorze au candidat socialiste, M. Raymond Forni et trois au communiste, M. Claude Jeanneret ».

LES ADIEUX

DE MME BAUDRIER
Mme Jacqueline Baudrier, qui vient d'être remplacée dans ses fonctions d'ambassadrice déléguée permanent de la France auprès de l'UNESCO par Mme Gisèle Halimi, a donné une réception, mercredi, avec son mari, M. Roger Perriard, pour dire au revoir à ses amis. Ceux-ci, parmi lesquels beaucoup de journalistes, étaient venus nombreux exprimer à l'ancienne présidente de Radio-France leurs regrets de voir mis fin à une mission dont elle s'était acquittée avec l'énergie, le courage et le sens de l'humanité national qui ont toujours été sa marque.

LUMIERE TOTALE
LAMPADAIRES HALOGENES
READY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38 et 40, rue Joseph
75008 Paris
Tél. : 269.84.75

DISQUES
RANDONNÉE
JEUX

Le Monde

LOISIRS



Il y a trois mille ans, la Syrie

Gisements archéologiques et paysages.

SUR les pas des croisés et les routes entrelacées de civilisations millénaires... Ainsi part-on à la découverte de la « Grande Syrie » du passé.

Ce pays fut le leader de la région pendant des lustres, loin dans le temps, en remontant jusqu'à la préhistoire. Sur sa terre se mêlèrent, s'affrontèrent, les cultures et les hommes. Rares furent les trêves. Ce brassage en fut et en reste la richesse. A peine commence-t-on à découvrir et à exploiter ce gisement archéologique, parmi les plus gigantesques du monde. Ainsi l'histoire de la Syrie participe-t-elle de la connaissance universelle.

Mais l'enrichissant périple dans le passé suppose quelques détours au présent. La Syrie — pays moderne — est en guerre. Son ciel est sillonné de Mig-25 à l'entrainement, son sol hérissé de radars et de batteries anti-aériennes. Tout est secouru. Les fronts de combat, situés dans d'autres contrées, paraissent lointains.

Dans les souks grouillants, sur les immeubles publics, au cœur perdu des villages, partout on affiche le portrait du président, M. Hafez El Assad. Le mandat de ce dernier vient d'être renouvelé, avec 99 % des suffrages.

La Syrie ne cache pas ses choix. Sur la carte officielle distribuée par le ministère du tourisme, Israël — l'ennemi numéro un — ne figure pas. Mais la Palestine éternelle étale ses frontières telles que, voici mille quatre cents ans, les dessinèrent les artisans de la mosaïque, à Madaba (aujourd'hui en territoire jordanien). Cette carte est la plus ancienne connue.

Mais remontons, plus avant encore, le cours du temps...

Une ville nommée Ebla

Il était une fois... une ville, nommée Ebla, peuplée de paysans et de commerçants. D'Ebla, aujourd'hui, à peine commence-t-on à découvrir les secrets. C'est une ville morte, l'une parmi les milliers enfouies dans les milliers de « tellas » archéologiques syriens (1). Pour une découverte, c'en fut une. En 1975, une équipe d'archéologues (cf. *le Monde* du 31 mars 1976) italiens et américains, dirigée par le professeur Paolo Matthiae, sort quinze mille tablettes enfouies dans ce tell.

Paysage lunaire... en cette fin d'hiver 1985. Les petites collines

sont recouvertes d'une herbe rase que broutent de laineux moutons bruns. 1969 : le premier homme marchait sur la Lune, lorsque le professeur Matthiae découvrit au hasard de sa pioche un pan de maison, puis quelques colonnes, bientôt le pavage d'une rue... Ebla, affaissée, ensablée depuis trois mille ans et devenue colline, resurgit du désert. C'est, à ce jour, le plus ancien et le plus complet des sites du troisième millénaire connus dans le monde.

Le voyageur arrivant à Ebla à l'heure où le soleil se couche est saisi d'une vertigineuse fascination, projeté trois mille ans avant Jésus-Christ dans un univers dont on ignorait même l'existence il y a à peine quinze ans. La machine à explorer le temps est toujours magique, qu'elle court vers la nuit éloignée du passé ou vers le futur interplanétaire.

A Ebla, les archéologues commencent à déchiffrer les quelques trois mille tablettes retrouvées intactes dans les ruines. D'écriture cunéiforme, c'est la plus ancienne littérature sémitique connue à ce jour. Ebla fut, à son époque, le grand centre économique et politique de la Syrie centrale.

Les fouilles en sont encore à leur début. En cela, à Ebla comme ailleurs, réside un des charmes les plus émouvants de la Syrie... Des gisements archéologiques demeurent encore insoupçonnés. D'autres viennent d'être découverts. Rares sont ceux qui, telle Palmyre, la « Venise du désert », ont une notoriété de plus d'un siècle.

Lumière rasant, au petit matin, sur les colonnes et les temples ocre, dressés en plein désert... Au fil des heures, lorsque monte le soleil vers son zénith, les pierres de Palmyre, ses ombres et ses reliefs, changent de couleur, virant au rose vers la fin du jour. La ville — ou plutôt les ruines de la ville — bruisent des pépiements de moineaux tranquilles.

La route des encens

En cette fin d'hiver, rares sont les touristes, limpide est la lumière. Tadmor, qu'évoquent des textes assyriens, fut conquise par Alexandre le Grand, puis détruite, enfin reconstruite par les Romains. Palmyre, capitale commerçante des grandes transhumances, sur la route de la soie et des encens, devint le carrefour des caravanes et celui des bouleversements de l'histoire, jusqu'au jour où Petra (voir encadré) lui ravit son trafic. Que de traces accumulées au fil des siècles ! Conquêtes, trafics, religions... Tout s'entremêle. Mésopotamiens, Babyloniens, Levantins et Phéniciens, Romains et Arabes... Palmyre témoigne de ceux qui firent l'âme syrienne. La reine Zénobie régna un temps, au cinquième siècle, sur cette ville de riches parvenus. Elle règne encore aujourd'hui dans le cœur des Syriens. Pour eux, elle est la mère du nationalisme arabe.

Du temple de Baal jusqu'au tombeau des trois frères, en traversant l'agora, en levant l'œil vers le sommet de l'arc de triomphe, devant le tétrastyle gracieux, le promeneur peut errer des jours dans Palmyre. Plaisir serene... et paisibles pauses pour un thé à l'hôtel Zénobie, au charme désuet des colonnes, ou encore pour un bain dans l'eau sulfureuse des grottes d'Efqa. Mais il faut se résoudre à quitter Palmyre. Et continuer le voyage...

Sur les pas des croisés, qui restèrent deux siècles sur le sol

syrien, la route est longue. Mais les sites sont somptueux. Le krak des chevaliers, immense château fort, domine une riche vallée, la « trouée d'Homs », qui relie le désert à la côte syrienne. La position fut jadis stratégique pour qui voulait contrôler ce passage. A un vol d'oiseau des monts du Liban, ce château est aujourd'hui le terrain de jeux d'enfants rieurs. Sous ces immenses voûtes, il pouvait accueillir près de dix mille personnes en cas de bataille. Saladin, vainqueur de Saladin, en fit le siège. Luttres sanglantes et intermédiaires courtoises... Apprenant que la maltresse — chevalière Henriette — convoitait en de douces noces, Saladin lui envoya des présents et observa une trêve.

Noo loin de ce krak surgit un autre repaire d'aigles : le château de Saïda. Ce fut sans doute la plus redoutable forteresse franque de Syrie. Elle tomba faute de combattants. Construit sur un à-pic de soixante mètres, le château de Saïda — ou château de Saladin, en arabe — brille de tous ses roses, dominant la verte végétation où l'olivier se mêle aux tulipes sauvages.

Bientôt, les profondes vallées font place à la steppe. En route

vers Damas, ses souks et ses mosquées...

Damas, la plus ancienne des capitales arabes, grouille de vie. Cette oasis abrita, dès le septième millénaire, un petit village. Le royaume araméen en fit son joyau. Quelques rares palmiers évoquent aujourd'hui ce lointain passé. Des milliers de maisons achevées dressent leurs poutrelles de métal vers le ciel, en attente d'un toit. Les étages du bas sont habités. Une route de corniche enveloppe la cité en plein développement. Circulation intense, animation joyeuse... Mais Damas a ses jardins secrets. A la Grande Mosquée des Ommeyyades, ex-cathédrale Saint-Jean-Baptiste, des pèlerins font leurs prières et d'autres bavardent. Dehors, dans la fraîcheur de l'immense eaur, des enfants jouent, à quelques mètres du « Trésor ». Le palais Azzam, devenu le Musée des arts et traditions populaires de Syrie, sera la dernière halte. Là, tout o'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté. C'est le lieu béni pour l'art de la conservation. Sans cet art, ce voyage n'aurait pas eu cette saveur...

DANIELLE ROUARD.

(1) Collines artificielles, tertres ou tumulus formés par des ruines.

LIRE

2. DISQUES

3. RANDONNÉE

Le haut Var en GR 4.

4. JEUX

5-10. RADIO-TV

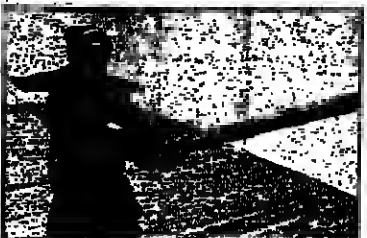
Prisons pour jeunes à Birmingham, Stockholm, Turin et New-York.

11. GASTRONOMIE

Un livre sur les provinces gourmandes : « le Goût de la France ».

12. SPORTS

Kendo et coups de canne.



Supplément au numéro 12505. Ne peut être vendu séparément. Samedi 13 avril 1985.

Voyages culturels

« **N**OUS voulons changer l'image de marque de notre pays, actuellement mauvaise en France et en Europe. » Tel est le souhait du ministre syrien du tourisme, à quelques semaines de l'ouverture à Paris d'un office du tourisme, 30, avenue George-V.

Près de huit mille Français séjournent chaque année dans ce pays pour raison de loisirs ou d'affaires. C'est peu. Et pourtant la France arrive en tête des nations européennes.

Les voyages culturels au groupe sont actuellement la meilleure façon de découvrir la Syrie. Explorer, Voyages de France et d'outre-mer, Jai Tours et Les Amis de l'histoire sont les tour-opérateurs déjà présents sur ce circuit. Les Amis de l'histoire, association de voyages spécialisée dans les périples culturels, offrent une découverte fine et complète de

la « Grande Syrie » du passé. Avec un bref séjour en Jordanie, pour visiter Amman et surtout Petra, la perle naturelle jordanienne et ses somptueux tombeaux.

Les Amis de l'histoire emmènent de petits groupes — de quinze à vingt personnes — pour un séjour de quatorze jours. Le prix reste accessible : 7 540 F (hôtels deux étoiles, pension complète, déplacements compris). Ces groupes bénéficient d'un accompagnateur compétent (archéologue ou historien). En Syrie même, la réception est assurée par Karak, une compagnie nationale efficace.

Pour Les Amis de l'histoire, présents également sur d'autres circuits culturels — en Egypte, au Mexique, en Chine, etc. — écrivez à l'adresse suivante : 40, rue Blomet, 75015 Paris, ou téléphoner au (1) 734-36-63.

مكتبة الأصيل

هنا من الاول

Classique

« La Jeune Fille de neige », de Rimski-Korsakov

Peu connue en France, cette œuvre a pourtant marqué un tournant dans la carrière de Rimski, qui prétendait avoir atteint avec elle sa maturité et eût connu un vif succès chez elle. Il est vrai qu'elle allie tous les atouts de la sensibilité russe : le fantastique légendaire, le naturalisme lyrique, la poésie de la nostalgie et de la mort. Narrant l'histoire de la jeune Snegourotchka, fille de la fée Printemps et du bonhomme Hiver, son destin tragique et ses amours malheureuses, elle est prétexte à une succession, plus ou moins

désordonnée, d'admirables arias, de danses et de chants à boire vigoureux et, bien sûr, d'hymnes à la nature enflammée.

Distribution de grande classe : Irina Arkhipova, Alexandre Moïssakov, Anton Grigoriev, Valentina Sokolik, avec le chœur et l'orchestre de la Radio-Télévision d'URSS, dirigés par Vladimir Fedoseev.

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques Chant du monde, LDX 78645.



ROGER VOLLER

Rock

« Speed Connection/Live in Paris 85 » des Fleshtones

Qu'on ne s'attende pas, avec cet album, à pouvoir faire la démonstration de toutes les possibilités de sa chaîne haute-fidélité, un pick-up Topaz fera aussi bien, sinon mieux, l'affaire. Il s'agit ici d'un enregistrement vivant avec un son creux, gras, où l'énergie prime sur la qualité d'écoute. Un disque qui transpire la sueur et qui fleurit le plaisir de la scène, réservé à un public averti et rompu aux éblouissements d'un groupe qui joue dur et ébouriffé un rock coloré rythmé blues.

Mais c'est tout autant l'histoire de son enregistrement qui en fait l'événement : pendant deux semaines (du 5 au 16 mars) les Fleshtones ont investi la petite scène du Gibus avec la section des cuivres des Dexys Midnight Runners. L'opération avait été remarquablement montée par Henri Padovani, qui fut le guitariste et créateur (avec Sting et Stewart Copeland) du groupe Police avant de s'occuper pour l'Europe d'IRS, le label indépendant des frères Copeland. Connus pour être l'un des groupes américains les plus brûlants sur les planches, les Fleshtones ont leur meilleur public en France.

En échange de son nom sur les affiches et les pochettes de disque, Nouvelles Frontières a fourni les billets d'avion des musiciens. La réputation du groupe étant, pour le petit

club de la rue du Faubourg-du-Temple, l'assurance de faire la pleine, les Fleshtones ont touché un pourcentage sur les recettes avec un minimum garanti de 65 000 francs. Introduit par un présentateur, qui batte aussi le rappel en français (le *Allaz la France, plus fort*), pour mieux marquer le spécificité géographique de la manifestation, pendant quatre soirs, on a enregistré le concert et mixé dans la foulée.

Le vendredi 8 mars, à 5 h 30 du matin, la sélection faite des morceaux, on a gravé le disque chez CBS à Paris. A 14 heures, Henri Padovani partait en Hollande pour la fabrication dans les usines CBS. La pochette (qui reprend le dessin de l'effluve), confiée à l'illustrateur français Serge Clerc, était prête, la référence enregistrée (ILP 26412).

Le mardi 12 au soir, un camion échevinait les disques en France ; le lendemain, ils étaient dans les bacs des disquaires parisiens et mis en place en fin de semaine dans toute l'Europe. Les Fleshtones étaient alors encore au Gibus avant d'entreprendre une tournée dans les régions. L'album a pour titre « Speed Connection/Live in Paris 85 », il aura coûté 16 000 dollars, une mise à l'échelle américaine (le budget moyen d'un 45 tours).

« On critique souvent la lourdeur des multinationales », dit Henri Padovani de son improbable accent marseillais, mais là, à tous les stades, les gens ont fonctionné à l'enthousiasme. On a fait un beau cadeau rock à Paris ».

ALAIN WAIS.

● IRS, distr. CBS, ILP 26412.

VACANCES EN ESPAGNE - ITALIE - PORTUGAL

Vaste choix de locations en bord de mer : hôtels, villas et appartements de tous standing.

Renseignements SLAM Vacances 17, rue du Fbg Montmartre 75009 Paris (Métro Rue Montmartre) Brochure sur demande contre 9,50F en timbres pour participer aux tirages d'envoi.

fjords d'islande avec votre voiture

car-ferry «Norrna»

Départs du Danemark Norvège ou Shetland

Votre agent de voyages ou agent général Voyages AGREPA 42, rue Etienne-Marcel 75002 Paris Tél. 506.81.50

NEW YORK 2660 F AIR

est dans la brochure

VACANCES à CONSTRUIRE

TAVY 27, rue Louis-Nabonne 75007 PARIS - BROCHURE CONTRE CETTE ANNÉE (1) 705-88-07

VACANCES POUR JEUNES

PGL est l'organisme reconnu de la Grande Bretagne pour les vacances d'été pour jeunes de 7 à 16 ans. Choisissez parmi plus de 40 activités avoisant ou sans cours d'anglais - belles voitures, moto, BUX, canoë, tir à l'arc, promenades en poney, planche à voile. Sortez tout de suite ou téléphonez Brochure Gratuite.

PGL Young Adventure Southend S.N.C.F. (B) 12, Bd. de la Madeleine 75000 PARIS Téléphone: PARIS (1) 742 4399

Saltus Hungaricus

A l'instigation de Kodaly, les musiciens hongrois inventent aujourd'hui avec passion les richesses de leur patrimoine. Ainsi toute une série de disques viennent de paraître, chez Hungaroton, qui fait œuvre historique et musicologique pour des récepteurs occultés jusqu'à présent par leurs homologues allemands, autrichiens, bohémien.

Le présent album, tiré de recueils à danser du dix-huitième siècle, nous introduit dans un monde assez inattendu, mais en même temps déjà connu, parce que porteur de cette fameuse « couleur hongroise » qui traîne comme un parfum tenace dans l'air du temps et à laquelle Haydn, Beethoven et Schubert ont

souvent fait écho dans leurs compositions. Empruntées au travail du musicologue Peter Domokos, les danses, que les cordes baroques de Budapest ont enregistrées ici, respirent une liberté de ton inimitable, à la frontière du folklore, et ne captiveront pas que les seuls spécialistes. Et la musique n'est jamais plus attachante que lorsqu'elle revient délibérément à ses sources rythmiques et à ces vieux fonds modaux qui fascinent tant, dès l'aube du vingtième siècle, le jeune transcritteur (et « chasseur de sons ») Bartok.

ROGER TELLART.

● Hungaroton, SPRL 12445.

Des clés pour Monteverdi

Actualité de Monteverdi. Il ne se passe pas de mois sans que la discographie de l'inventeur du drame lyrique s'enrichisse de quelque témoignage nouveau, où le monteverdien ne trouve pas toujours sa vérité, mais qui atteste du rôle essentiel joué désormais par une œuvre étonnamment proche de nos mentalités et d'une vision moderne de la musique.

Commençons par le plus discuté, Nigel Rogers, avec une équipe de virtuoses anglais, vient d'enregistrer sa version de l'*Orfeo*, et force est d'avouer ma déception devant ce trop scrupuleux travail de studio. Célèbre pour ses approches madrigalesques, le brillant ténor, promu chef, ne parvient pas à se hausser à la dimension supérieure qu'implique l'opéra (même primitif) et reste prisonnier de ses bonnes intentions, de cette musicalité britannique qui lui se retourne contre les interprètes et n'évite pas l'ennui à qui prend le risque d'une audition intégrale. C'est propre et net, certes, mais comme indifférent à la dramaturgie et aussi peu italien que possible dans la couleur, le ton et la sonorité. Un *Orfeo* à oublier pour mieux retrouver le théâtralité d'Hamoncourt, dans l'attente de la deuxième version de Corboz.

À présent, le plus délectable : Andrew Parrott, qui, à la tête de ses Taverner Consort, Choir et Players, interprète les *Vêpres de la Vierge* de 1610 en les retranscrivant dans leur contexte liturgique. Pour rendre crédible le déroulement de l'office (il fait passer en même temps le sentiment de durée), Parrott modifie

quelque peu l'ordre des séquences et rend à la musique son environnement grégorien (ainsi d'ailleurs qu'il l'a fait récemment pour la *Messe de Machaut*).

Sobre et exemplairement oratoire, la nouvelle version proclame aussi le pouvoir du mot, la vocalité rayonnante d'un chef-d'œuvre où triomphe la manière « moderne » du compositeur. Et l'ensemble demeure très attentif au décor baroque sous-tendu ici : la basilique Saint-Marc de Venise, avec ses effets spatiaux et ses jeux d'écho se répercutant de coupole en coupole.

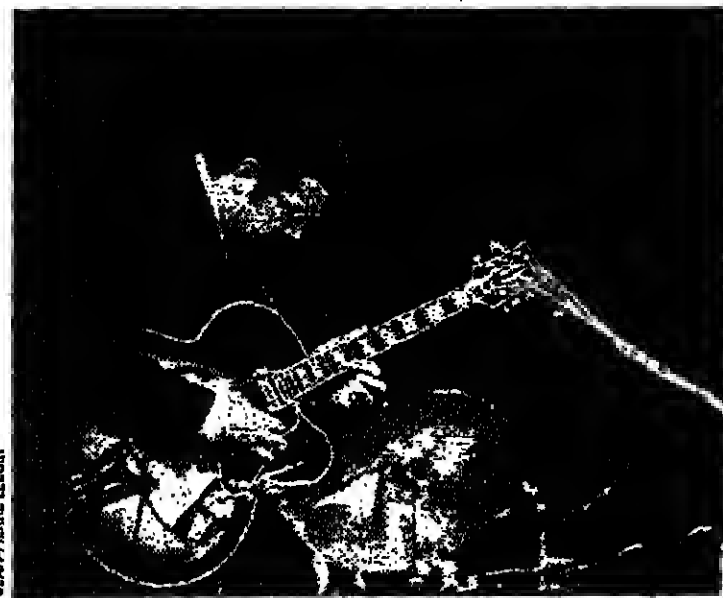
Reste le principal : la merveilleuse spiritualité dont brûle cette approche, miraculeusement chantée (avec, coïncidence amusante, Nigel Rogers irréprochable comme ténor) et jouée (la justesse des cornetti ou sa distingue notre compatriote Cahinac). Avec elle, Monteverdi retrouve cette vocation aventureuse qui est fondamentalement la sienne, à l'égale comme à la scène. Et quelle heureuse idée de conclure, après la fervente célébration du *Magnificat* à sept, sur la fête quel que peu insolite de la *Sonata sopra sanctorum Maria*, où brûle, petite flamme fragile mais éternelle, le soprano adieu de Tessa Bonner, tandis que les rythmes des violons, trombones et cornets virent au vertige !

R. T.

● Rogers : deux disques EMI, 2701.315.

● Parrott : deux disques EMI, 2701.293.

« Togethering », de Grover Washington et Kenny Burrell



JEAN-PIERRE LELONG

La maison Blue Note ouvre ses portes. Fondée en 1939 par Alfred Lion, maintenue à l'existence jusqu'en 1971 par son ami et associé Francis Wolff, la firme avait ensuite disparu. Une dizaine d'années plus tard, au printemps de 1982, Gilles Pétard décide de réimprimer les Blue Note à Paris et de les reproduire quasiment à l'identique, Bruce Lundvall, ancien président de CBS-USA, actuellement président de Manhattan, reprend cette idée heureuse née d'une passion, d'un amour vrai pour le jazz. Habitant New-York, il se permet d'aller un peu plus loin dans l'entreprise : il relaie complètement l'affaire, avec la bénédiction d'Alfred Lion (présent à la soirée promotionnelle de Town Hall), et fait enregistrer des musiciens d'aujourd'hui, le guitariste Stanley Jordan par exemple, ou le saxophoniste Grover Washington, champion dans les « charts ».

Prenez donc Grover Washington, dont, on le sait, presque chaque recueil frise ou dépasse le million d'exemplaires. Un million de volumes, traductions comprises, et de sa première parution à nos jours, soit en quelque deux cents ans, c'est le chiffre de vente qui vient

enfin d'atteindre à son tour Kant, avec sa *Critique de la raison pure*. Cela dit en passant, à titre d'information culturelle, dont nous nous gardons bien de tirer ici des leçons trop courtes, donc inexploitable tant qu'incongrues.

L'homme aux millions, n'oublions pas de le dire, fait bien ce qu'il se propose de faire, et, dans le genre, joue d'irréprochable façon. N'importe qui ne peut se vanter de produire des qu'il le décide, avec la même délicatesse, le même fini, cette musique poise qui cajole, dore et flette un auditoire lassé par l'agression et le dérangement, et qui en redemande dans la douceur.

Aux côtés de Washington, un ancien de la famille : Kenny Burrell, le plus « bluesy » des guitaristes « bluesy ». Et, autour des deux compères, la fine fleur des rythmiques du moment : Red McDonald, Ron Carter, Jack de Johnette. Félicitations à Bruce Lundvall, à Gilles Pétard, et bonne chance à Blue Note.

LUCIEN MALSON.

● Blue Note BT 85 106. Impression et distribution française : Pathé Marconi-EMI.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE		FOLKLORE		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	E. CHAUSSON Pavane de l'Amour Kathleen Ferrier (DECCA)	MOZART Mozart T. Allen (EMI) (PATHE)	TOURE KUNDA (MELODY)	HELE MERRIL Gardel Back (OWI)	MICHEL JONASZ L'Amour est un jeu (WEA)	DANIEL LAVOIE (PATHE)	ERIC CLAPTON Behind the Sun (WEA)	HOWARD JOHNS (WEA)
2	FOULENC Studio Master Bando (HARMONIA) (MUNDI)	LUZZASCO LUZZASCO (HARMONIA) (MUNDI)	PAT METHENY (ECM)	M.S. YANCHEV Un amour parfum (OMD)	J. MAS Johnny Johnny (EMI/PATHE)	MICHEL JONASZ L'Amour est un jeu (WEA)	BROSKI BEAT The Sound of Concert (HARLEY)	MICHAEL RUFF (WEA)
3	G.F. HAENDEL Taverner Malgré (CBS)	J.C. BACH Gloria (SHOTT) (FRÈRES)	M. PETRUCCIANT New & Notes (OMD)	J.-L. LONGNON By Road Tardis (SP-Rue EAST)	JULIEN CLERC Almanach (VIRGIN)	PAUL PERSONNE Belle Luce (PHONOGRAM)	PAUL YOUNG The Sound of Association (CBS)	BILL HALLEY Double Agent (MUSIDISC)
4	SCARLATTI Studio Master Gardel (ERATO)	G.F. HAENDEL Taverner Malgré (CBS)	DUKE ELLINGTON 56/62 Vol. 1 & 2 (CBS)	K. BURELL G. Washington Togethering (BLUE NOTE)	D. LAVOIE Il y a l'amour (PATHE)	ETIENNE DARO Week-end à Rome (VIRGIN)	PHIL COLLINS No Jacket Required (WEA)	ERIC CLAPTON Behind the Sun (POLYDOR)
5	JANACEK Quatuor à cordes Quatuor Dolmetsch (MUSIDISC)	J.-R. FIGUEROA Missa Solemnis (ERATO)	HELE MERRIL Gardel Back (OWI)	P.L. GARCIA Die Grapes (DAM)	M. SARDOU Is Dorando (ARIELA)	MOUNSI Seconde Génération (CBS)	ALAN PARSONS Picture Culture (ARABELLA)	FLAMINGO GROOVIES Live in the Midway a gogo (MADRUGAL)
6	G.F. HAENDEL Scipio Ch. Personne (RAPEL 3-FNAC)	MOZART Pièces pour piano M.J. Pires (ERATO)	E. FITZGERALD D. Ellington (PABLO/RCA)	CHET BARKER Mr. B. (TIMELESS)	G. MONTAGNE (CARREER)	EVA Bellefleur (EUKLOS)	SADE Diamond Life (CBS)	TOM PETTY Southern Accents (WEA)

UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE		VARIÉTÉS	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	WAGNER La Vaisseau Fantôme Dir. : La. van Kerkhove (PATHE-MARCONI)	SCRONBERG Michele et Aurore Dir. : Sali (DECCA)	SADE Diamond Life (CBS)	JOHN FOGGERTY Country Road (WEA)
2	VERDI La Traviata Dir. : Mami (PATHE-MARCONI)	SCARLATTI Studio Master Dir. : Gardel (ERATO)	TEARS FOR FEARS Songs from the Big Chair (PHONOGRAM)	VAN MORRISON A Sense of Wonder (PHONOGRAM)

Le haut Var en GR 4

Il est temps de reprendre ses godillots de marcheur.

ENTRE Var-et-Verdon, dans un relief compliqué, des rivières torrentueuses ont frayé leur passage avec difficulté, taillant le calcaire de gorges profondes et souvent très étroites qui sont les célèbres « cluses » de Provence. L'automobiliste peut frôler celles de Saint-Auban, d'Aigun, de Riola, tandis que le randonneur parcourt celles de Rouanne, d'Entrevaux, zigzaguant de village en village, de gare en gare, entre les rivières qui alimentent le haut Var.

Pour le marcheur, les fils conducteurs sont le GR 4 et de nombreux sentiers départementaux qui pénètrent l'arrière-pays des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence. C'est un paysage aux lignes abruptes qui caractérise les Préalpes du Sud ; on peut s'étonner d'y trouver quelques villages plus ou moins perchés, des hameaux morts et oubliés, dans une alternance de zones arides, méditerranéennes, mais aussi de verdure ou de forêts, telle la châtaigneraie, entre Méailles et Annot.

En voisin, le « train des pignes » joue à saute-mouton avec les vallées et se dispute, avec la route, une place mesurée le long du Var, du Coulomp, de la Vaire, du Verdon et de l'Asse. C'est une des dernières lignes secondaires de France encore en activité, malgré de gros problèmes ; c'est d'ailleurs l'ultime vestige du vaste réseau du « sud de la France », connecté l'été à la SNCF pour assurer la liaison Alpazur. La ligne à voie métrique relie Nice à Digne, en 150 kilomètres et en trois heures, par des autorails modernes ; une rame de cent vingt-deux places climatisée et sonorisée sera en service, mais les nostalgiques de la traction à vapeur ont des trains spéciaux de Puget-Théniers à Annot.

Pourquoi le « train des pignes » ? Il y a plusieurs explications, qui fleurissent bon le Midi : certains disent que le premier train, à vapeur, allait si doucement que les voyageurs avaient le temps de descendre ramasser des pignes pour allumer leur feu du soir ; d'autres expliquent que, pendant la guerre, la pénurie de charbon était si grande qu'en cours de route on s'arrêtait pour recharger le feu avec du bois... et des pignes ! Les pignes, quoi qu'il

en soit, sont des pommes de pin, arbre assez répandu il est vrai tout au long du parcours.

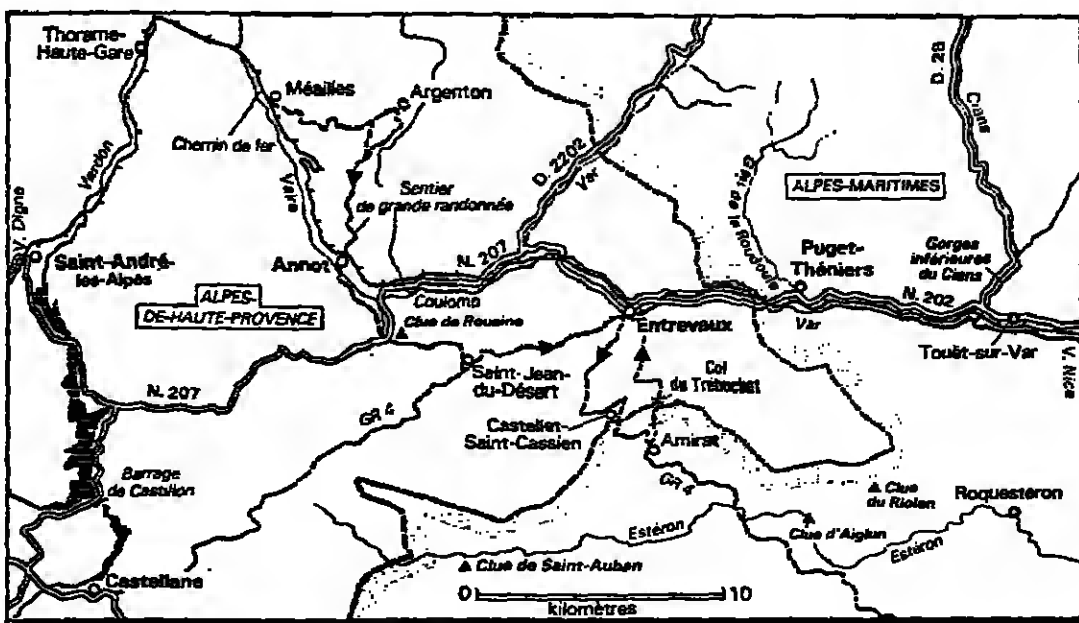
Parmi les villages, il faudra rendre visite à Touët-sur-Var, dont les vieilles maisons sont serrées juste sous la falaise ; à Puget-Théniers, une des plus modestes sous-préfectures de France ; à Entrevaux, sentinelle de la Provence, signée de maître Vauban, avec dix-sept portes fortifiées, des murailles montant en zigzag vers le ciel et une cathédrale du XII^e siècle, et à Annot, ville agréable, avec les blocs de grès qui dominent son vallon, mais aussi, pôle ferroviaire, avec un buffet de gare assez connu.

C'est plus loin que les véritables difficultés commencent, avec la « circonscription » en « S » de Fugère, les viaducs de Méailles, la vallée du Verdon rejointe à plus de 1000 mètres d'altitude, à Thorame-Haute, le point culminant de la ligne. Ainsi, que l'on vienne de Nice ou de Digne, l'itinéraire est attrayant et dessert l'hiver, au départ de Thorame, les stations d'Allos dans le haut Verdon, où une trentaine de kilomètres de pistes attendent les skieurs de fond (forfait train + car + pistes et prêt du matériel).

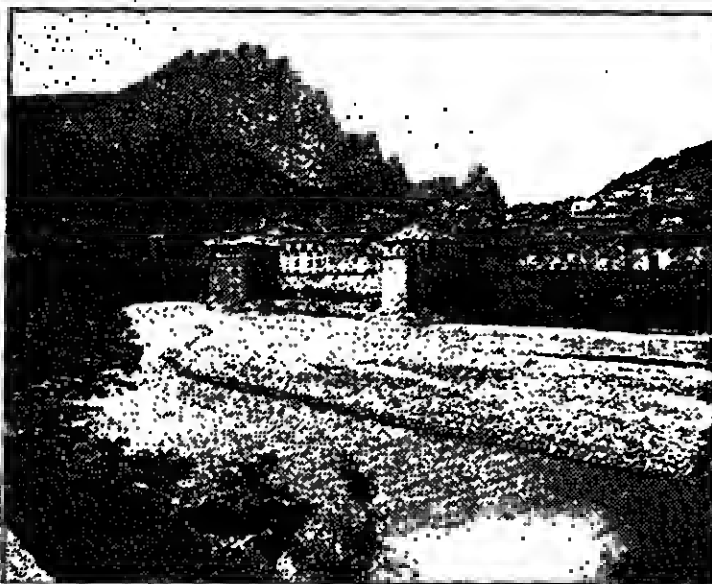
Les sites du Verdon sont connus et (trop) convoités ; entre Var et Verdon, le pays est aussi très attachant, très sauvage et grâce aux soixante-cinq arrêts du « train des pignes » (sans compter ceux qui sont facultatifs), les randonneurs peuvent s'y régaler presque toute l'année, sans être bousculés car, jusqu'à présent, les hébergements manquaient un peu et limitaient donc les longs déplacements.

L'itinéraire que nous décrivons conjugue plusieurs possibilités d'une journée, à partir de Méailles, passant par Annot, Entrevaux, Amirat et à nouveau Entrevaux. Les Préalpes se doivent de préfigurer les Alpes. Elles offrent, ici, le climat du Midi qui permet de randonner plus tard et plus tôt en saison. Attention, cependant, car par temps humide les sols peuvent être glissants et difficiles, peu fréquentables de novembre à avril. Et, au-delà de 1000 mètres d'altitude, les conditions d'enneigement peuvent gêner sérieusement la progression.

ANNICK MOURARET.



Entrevaux, sentinelle de la Provence, signée de maître Vauban, avec dix-sept portes fortifiées, des murailles montant en zigzag vers le ciel.



En route

Informations pédestres.

ADRI - Association départementale des randonneurs et itinéraires, 14, bd Victor-Hugo, 04000 Digne. Tél. : 92/31-37-70.

Informations touristiques.

Comité départemental du tourisme, immeuble l'Etoile des Alpes, bâtiment B, Traverse des Eaux-Chaudes, 04000 Digne-les-Bains. Tél. : 92/31-57-29.

Pour les Alpes-de-Haute-Provence, de Méailles à Annot : Comité départemental du tourisme, 04000 Digne-les-Bains. Tél. : 92/31-57-29.

Pour les Alpes-Maritimes, Entrevaux, Puget-Théniers, Touët-sur-Var : bureau d'information à Nice : Tél. : 93/82-08-04.

● Répondeur météo : Saint-Auban-sur-Durance. Tél. : 92/84-17-47.

● Chemins de fer de Provence (CFP).

Nice, gare du Sud, 33, avenue Malaussena. Tél. : 93/88-28-56.

Digne : 92/31-01-58. Des trains à vapeur circulant à certaines dates entre Puget-Théniers et Annot : cet automne le 21 octobre.

Bibliographie :

Les sentiers départementaux (SD), balisés jaune-rouge, ne sont pas encore décrits, ni schématisés.

— « GR 4 », de Grasse à Pont-Saint-Espirit (réf. 418).

— « 75 Randonnées pédestres entre Digne et Nice avec le train des Pignes », Raoul Revellin, CFP 34 F. (Seul ouvrage décrivant actuellement des itinéraires dans la région.)

En complément, on peut se procurer :

— « Le Pays du train des Pignes » (les informations hôtelières ne sont plus toutes exactes), CFP, 34 F. Franco.

— « La Nature au pays du train des Pignes » (géologie et botanique), CFP, 29 F. Franco.

Cartographie.

1:25 000 IGN : de Méailles à Annot, n° 3 541 Ouest et 3 541 Est ; d'Annot à Entrevaux, n° 3 541 Est ; d'Entrevaux à Amirat et retour, n° 3 541 Est et 3 542 Est.

1:50 000 Didier-Richard : en haute Provence, n° 19.

Hébergements.

Hors saison touristique, s'informer des ouvertures.

— Annot, gîte d'étape, 25 places. Tél. 92/83-22-09 ou 92/83-23-78.

Plusieurs hôtels et pensions : s'informer à la mairie. Tél. : 92/83-22-09.

— Entrevaux, gîte d'étape communal, 16 places, au « moulin à farine ».

Réserver auprès de M. Mario Albano, tél. : 93/05-42-45.

Hôtel Veuban, tél. : 93/05-42-40.

— Amirat, gîte d'étape, 15 places.

Pas d'autre hébergement ni d'approvisionnement. Repas possible en réservant au gîte (fermé de décembre à avril).

— Ubaye, gîte d'étape, 8 places sur la GR 4. Réserver auprès de M. Duprat au 92/83-23-31 (heures repas). Fermé de novembre à avril.

Pas de ravitaillement ni d'autre hébergement.

Hockey sous-marin

Sur glace, sur gazon et en patins à roulettes, le hockey se jette aujourd'hui à l'eau pour offrir le surprenant spectacle de deux équipes de six joueurs pourvus de masques, de palmes et de tubes, s'affrontant sur le fond d'une piscine pour tenter de glisser, à l'aide de mini-croisiers, un disque de plomb d'environ 1,5 kg dans le but adverse. Sans bouteille, à la force des poumons ! Les parties sont retransmises sur écrans de télévision grâce à des caméras sous-marines. Quant aux arbitres, ils sont bien obligés de se mouiller. Il existe en France cent quatre-vingts clubs ou sections et une équipe nationale qui a un peu bu le tasse, en mai 1984, lors du championnat du monde. Les quatrièmes championnats de France auront lieu les 13 et 14 avril à la piscine de Saint-Germain-en-Laye.

LOÏC BRÉBANT.

● Fédération française d'études et sports sous-marins, 34, rue du Collège, 75008 PARIS. Tél. : (1) 399-22-15. Piscine municipale de Saint-Germain-en-Laye, les 13 et 14 avril, de 10 à 19 h. Entrée gratuite.

Itinéraires

Méailles-Annot - (4 h 30).

De la gare de Méailles, monter au village (1 024 m). Le SD 1 part vers le sud-est, coupant le ravin de l'Ubaye pour monter au col d'Argenton (1 466 m). Le balisé jaune-rouge est à surveiller dans la forêt et fait descendre plein sud jusqu'à Annot (700 m). L'itinéraire n° 13 du train des Pignes, devenu en partie SD, prolonge par le village d'Argenton (7 heures de marche au lieu de 4 h 30).

Annot-Entrevaux - (5 h 30).

Le sentier jaune-rouge quitte Annot vers le sud-est, en rive droite de la Vaire pour s'élever en forêt au-dessus des gorges de la Galange. Traverser au pont Saint-Joseph et monter par Durges et la chapelle Saint-Jean-du-Désert (1 260 m). On rencontre là le GR 4 balisé blanc-rouge (il mène plein sud en 1 h 30 à Ubaye) ; l'emprunter vers le nord-est. Attention au col de Saint-Jeannet, car l'itinéraire du GR 4 a été modifié ; bien partir, comme l'indiqua le topo, vers le hameau de Bay ; suit alors une longue descente

face à Entrevaux et à ses fortifications (480 m). L'itinéraire conjugué le n° 5 du train des Pignes (devenu SD) et la GR 4.

Entrevaux-Amirat - (4 h).

C'est intégralement le GR 4, vers le sud, par Le Castellon-Saint-Cassien, sans difficulté si ce n'est de bien repérer un balisé un peu ancien. Attention, notamment, dans la traversée du Castellon et au rejoignant la route forestière peu avant Amirat (882 m).

Amirat-Entrevaux - (5 h 30).

Reprendre le GR 4 pendant environ 1 km. Après le pont et presque face au débouché du GR, un sentier balisé orange part à droite (nord-est) par les maisons abandonnées du Barlet ; il rejoint le col du Trébuchet (1 143 m). L'itinéraire regagne ensuite Bastide Neuve (ruines). L'arrivée est aussi une vue plongeante sur Entrevaux, qu'il se soit dommage de quitter sans monter à la citadelle (30 minutes).

(Publicité)

LA SNCF COMMUNIQUE :

Les samedi 20 et dimanche 21 avril 1985, de 4 h 30 à 10 h 45, par suite des travaux d'intercommunication entre les lignes B et C du RER à la station Pont-Saint-Michel, la circulation ferroviaire sera totalement interrompue entre les gares de Paris-Austerlitz et des Invalides.

Un service d'autobus, desservant Quai d'Orsay et Pont-Saint-Michel, sera mis en place entre ces deux gares.

Il est toutefois conseillé :

- aux voyageurs à destination de Paris d'utiliser de préférence les services RATP (autobus et métro) à leur arrivée à Paris-Austerlitz ou aux Invalides.
- aux voyageurs au départ des gares parisiennes de la ligne C d'utiliser ces mêmes services pour rejoindre directement les gares :
- de Paris-Austerlitz, s'ils se dirigent vers la banlieue sud-ouest ;
- des Invalides, s'ils se dirigent vers la banlieue ouest.

La SNCF prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

moments magiques TRENTINO

des dolomites au lac de Garde

c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur. Ambiance idéale en toute saison pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie en ville. Eaux thermales, forêts, 290 lacs. Accueil et équipements spécialisés.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
ASSESSORATO AL TURISMO
CORSO 3 NOVEMBRE, 122-1
38100 TRENTO - TEL. 0461.10.89.66.11

Pour renseignements :
OFFICE NATIONAL ITALIEN
DE TOURISME (E.N.I.T.)
Paris 75002 - 23, Rue de la Paix
Tél. 266-66-68
06048 Nice Cedex
14, Avenue de Verdun - tel 877581



Pour tout renseignement, programmes et réservations adressez-vous à votre agence de voyage.

ISLANDE

île des Découvreurs

Réserve inépuisable de sensations où la nature garde ses droits, l'Islande vous surprendra par ses richesses naturelles. Découvrez ce Pays des Sagas où la glace et le feu s'affrontent depuis des millénaires, pour donner des paysages d'une beauté incomparable.

La brochure ISLANDE 85 vous donne un aperçu de vos prochaines vacances. Départ de PARIS 2 fois par semaine :

- randonnées à cheval,
- découverte de milliers d'oiseaux,
- jaillissantes geysers,
- glaciers, volcans,
- fjords profonds,
- vertes vallées,
- lacs limpides,
- poneys et moutons en liberté,
- chutes fracassantes,
- bains (même en hiver) dans les sources chaudes,
- sans oublier le camping pour les amoureux de la nature,
- extension possible au Groenland.

... l'Islande vous attend.

ICELANDAIR est aussi le spécialiste des bas tarifs sur les Etats-Unis.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR.

M., Mme ou Mlle _____

Adresse _____

ICELANDAIR

9, Bd des Capucines - 75002 Paris - ☎ 742.52.26

مكتبة الامم المتحدة

TELEVISION

Briser le cercle de la délinquance

Prisons pour jeunes à Birmingham, Stockholm, Turin et New-York.

DÉLINQUANCE juvénile : la société française, malade de la peur, attend, exige de la justice qu'elle punisse sévèrement. La prison est le refuge de l'angoisse et de la bonne conscience. Pas d'autres solutions, estiment les braves gens, convaincus de l'inefficacité de méthodes plus souples. D'autres sociétés occidentales sont, elles aussi, confrontées à un nombre croissant de jeunes qui, pour mille raisons, ne respectent plus la règle du jeu. Chaque pays tente, à sa façon, de résoudre le problème.

« Sortie de secours », une série de quatre émissions proposée par Antenne 2, sur une idée de Patrick Benquet, ouvre une fenêtre sur la manière dont on aborde la question au-delà de nos frontières. « Après une préenquête de plus de trois mois », déclare Patrick Benquet, nous avons choisi quatre villes, Birmingham, Stockholm, Turin et New-York. Nous les avons sélectionnées volontairement parce que leurs expériences posent problème, divisent l'opinion publique, les hommes politiques et les spécialistes. Dans le même but — celui de s'interroger, à partir d'exemples étrangers sur ce qui se fait en France — chaque émission est suivie d'un débat. Aux trois premières participent un responsable gouvernemental français, le représentant d'une expérience française proche de celle montrée dans le film et un invité personnellement concerné par le sujet traité. Quant à la quatrième séquence, elle se terminera par un entretien avec M. Robert Badinter, garde des sceaux.

C'est à Birmingham que commence le voyage. Patrick Benquet et Mosco ont reconstitué le « parcours du délinquant » d'un jeune écossais de dix-neuf ans, Phil. Et c'est en décrivant ce parcours que les deux réalisateurs révèlent la panoplie des mesures que la justice anglaise réserve à ses mineurs ou rupture de ban. Deux tendances y coexistent : une répression extrême, dont les normes viennent d'être étendues aux vingt-cinq ans, et la recherche de solutions alternatives. Images terribles que celles de ce pénitencier où s'applique le régime dit du « short sharp shock » (choc court et violent). Son principe : soumettre, à longueur de journée, les



Birmingham : Phil, jeune délinquant, travaille dans un foyer d'handicapés mentaux.

adolescents qui y sont incarcérés à un rythme de vie effréné, par la pratique d'exercices physiques forcés, programmés minute par minute. Un enfer, en principe destiné à « briser le cercle » de la délinquance, mais dont les résultats se soldent par un taux officiel de récidive à la sortie de plus de 70 %.

Phil y a passé quatre mois pour vol de voitures... et a replongé moins de deux semaines après sa libération. Son officier de probation propose alors au tribunal de le condamner à 140 heures de « community service order » (l'équivalent de notre peine de travail d'intérêt général). Il y a plus de dix ans que le CSO a été introduit en Grande-Bretagne, avec un succès indéniable. Images réconfortantes que celles de ce groupe de délinquants prenant soin de vieilles dames handicapées qui ne peuvent se déplacer qu'en fauteuil roulant. « Je leur confie sans hésiter mon portefeuille », dit l'une d'elles, en ajoutant : « Par moments, je voudrais les prendre dans mes bras ».

Les officiers de probation de Birmingham ont décidé d'aller plus loin encore : confronter directement, en leur présence, le délinquant et sa victime. Réconciliation surprenante. Que dire aussi — toujours à l'instigation de ces officiers — de la création et de l'aménagement d'un « danger

park » (une ancienne décharge publique), sponsorisé par la publicité commerciale de la ville, où des centaines de jeunes peuvent venir se distraire « en défoulant leur agressivité ».

Après un arrêt à Hassela, centre de réinsertion des drogués de la capitale suédoise où nous rencontrons deux journalistes de la télévision suisse romande, Corinne Chaponnière et André Junod, nous voici à Turin. Qui ne se souvient de la grande révolte sanglante des jeunes prisonniers de la prison de Ferrante Aperti, en 1977 ? Ils protestaient, alors, contre les conditions de détention auxquelles ils étaient soumis.

Ce Ferrante Aperti d'hier est oublié. Il est, aujourd'hui, devenu un centre d'incarcération qui s'est « ouvert » sur la ville et les délinquants y vivent une expérience quasi unique en son genre grâce au *Progetto giovani* (projet jeunes) élaboré et financé par la municipalité de Turin. Fred Van Besten et Françoise Wolff, de la Radio-Télévision belge francophone, nous la font partager. Ils nous entraînent de cellules confortables en ateliers de travail manuel, de studios de télévision et de cinéma en cours d'art dramatique et jusque dans la rue, où de jeunes condamnés se promènent librement, caméra au poing, pour la réalisation d'un film destiné à un festival. Tout, ici, semble à peine croyable. Pourtant, le personnel de la prison, le maire de

Turin, les commerçants, les artisans ou les citoyens de la ville, tous y croient.

Rien de semblable à Goshen, l'une des dix institutions de haute sécurité de l'Etat de New-York. Ses résidents, presque tous originaires du Bronx, l'un des quartiers les plus déshérités de la capitale américaine, sont âgés de treize à vingt et un ans. Ils ont tous été reconnus coupables de crimes majeurs (meurtre, viol, vol à main armée...). Goshen est fermé de hauts murs couverts de barbelés. Difficile d'y pénétrer avec une caméra. Donald Dodier et Jean-Claude Marjot (Radio Canada) y sont parvenus. Semblable à tant d'autres prisons, Goshen se distingue, cependant, par l'esprit qui y règne : celui que le directeur y a insufflé. Ici prévaut un principe absolu : « respect et éducation du jeune criminel ». La question n'est pas tant de « réhabiliter » ces délinquants que de les « habiller ».

Ni complaisance ni dramatisation superflues dans « Sorties de secours », mais le regard d'une caméra sur des faits, des témoignages. Une cohérence aussi, bien qu'il s'agisse d'un travail réalisé par quatre équipes venues d'horizons différents.

ANITA RIND.

« SORTIES DE SECOURS », A 2, à partir du 14 avril, chaque dimanche à 21 h 35 (60 min par émission).

Vu pour Vous

Cousteau et la « coke »

Documentaire : *Tempête de neige sur la jungle*, TF1, mardi 16 avril, 21 h 35 (45 mn).

Ce fait, dit-on, galoper les cervelles, ça chatouille et grise les narines. Quand on en a, on ne peut guère s'en passer. On la mâche quand on a faim et qu'on est indien des Andes, on la « sniffe » ou on la « fixe » quand on est un occidental branché et riche. La cocaïne, fabuleux bolide pour travailleur forcé ou pour dilettante fortuné devient, annonce-t-on, un fléau, un cancer. Mission urgente donc !

Aller à la source où l'or blanc est fabriqué. L'équipe du commandant Cousteau, sa Calypso, son hélicoptère s'envolent pour Tingo Maria au Pérou, où presque toute la population est

impliquée dans la production et le commerce de la drogue. Remonter la filière du fabricant au consommateur, traquer le « dealer », sillonner l'Amérique de Quito à Miami, plaque tournante d'où la drogue est distribuée aux Etats-Unis. L'équipe Cousteau s'est surtout attachée à cerner le territoire où l'on cultive la cocaïne, à évaluer l'immensité du trafic (sans y parvenir), à faire œuvre pédagogique en interviewant médecins et drogués sur les effets dévastateurs de la « coke ».

Problème d'écologie humaine, selon le vaillant commandant. Un documentaire honnête et pédagogique pour sensibiliser l'opinion. Le commandant est assuré par la voix chaude et tendre d'Yves Montand.

M. G.

Le nabab du microsillon

Que la fête continue, TF1, les mercredi 17, 24 avril et le 1^{er} mai, à 21 h 30 (55 minutes).

Luxe, calme, volupté... Un costume blanc de soirée, un papillon de satin, une fine moustache à la Clark Gable, toujours un bleuet à la boutonnière et un verre de champagne multisémié à la main. Aucun doute, cet homme fait partie de la dernière race des grands seigneurs. Quand on a autant de prestance et tellement d'argent, on a beaucoup d'amis. Oui, une famille immense, Johnny Hallyday, Eddy Mitchell, Henri Salvador, Elton John, Michel Berger... Tous ceux qui depuis une quarantaine d'années gravent leur voix sur microsillon doivent une partie de leur fortune à Edouard Ruellet, alias Eddie Barclay.

Son histoire : un roman de Francis Scott Fitzgerald. Après la guerre, Edouard meurt d'ennui dans l'entreprise familiale, il est garçon de café. En 1949, des petites mélodies lui trottent dans la tête, Eddie enregistre son premier disque à crédit. 1950 : il engage son premier artiste de variétés ; un an plus tard, sa première secrétaire. Affaire entendue, l'argent

commence à circuler à la rapidité d'un 78 tours. 1955, Eddie Barclay rapporte le microsillon des Etats-Unis. « A cette époque, le marché du disque était littéralement la conquête de l'Ouest était terminée », dit-il. La vraie vie sur canapé de dentelles, entra une piscine bleu nuit et un buffet de calife peut commencer.

L'homme semble définitivement installé dans un havre de paix, face à la mer, à Saint-Trop. Ses amis, au fil des années toujours plus nombreux, rendent visite à Eddie, qui vient de se marier pour la septième fois : mille deux cents personnalités étaient conviées à cette fête mijotée par Bocuse et Troisgros. Ceux qui n'ont pas été invités pourront toujours regarder avec plaisir ces trois émissions réalisées par Eric Lipmann (l'auteur d'une série sur Quincy Jones, le grand producteur de disques américain, il a lancé Michael Jackson).

Sans grande surprise, des extraits de séquences sur l'époque yé-yé, Brel, Bressaens, Ferré... commentées en toute simplicité par le nabab, Eddie Barclay lui-même.

MARC GIANNESINI.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 14 AVRIL

Pas de printemps pour Marnie ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1964), avec S. Connery, T. Hedren, TF1, 20 h 35 (140 mn).

Un éditeur s'apprête d'une voleuse et l'épouse au lieu de la livrer à la police. Pourquoi a-t-elle peur des hommes, de l'orage et de la couleur rouge ? Révélation progressive d'un traumatisme. La virtuosité d'Hitchcock s'exerce moins sur le secret psychanalytique que sur le rapport amoureux d'un homme très viril attiré par l'anormal et d'une femme frigide en proie à une obsession. Tippi Hedren était mieux dans les Oiseaux. Mais Hitchcock réalise ce film dans des conditions assez difficiles. Il fut déçu que Grace Kelly n'ait pas fait, comme prévu, sa rentrée dans le rôle de Marnie.

On murmure dans la ville ■ Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1951), avec C. Grant, J. Crain (v.o. sous-titrée, N.I.), FR3, 22 h 30 (110 mn).

Un médecin, qui a appliqué un traitement psychologique à une jeune fille qu'il aime, est accusé, par un confrère jaloux, d'avoir été un guérisseur. Mankiewicz, à partir d'un sujet emprunté à une pièce de théâtre, a mélangé les genres d'une façon déconcertante, créé un univers médical bizarre. Il faut prendre cela comme un conte.

LUNDI 15 AVRIL

Mortelle randonnée ■ Film français de Claude Miller (1982), avec M. Serault, J. Adjani, TF1, 20 h 35 (120 mn).

Un détective privé suit, à travers l'Europe, une jeune femme qui commet des sacrilèges et des meurtres et en laquelle il veut absolument reconnaître sa fille, dont il ne sait plus rien depuis son enfance. Michel Audard et son fils Jacques ont remarquable-

ment transposé un roman noir américain dont l'inspiration venait parfaitement à Claude Miller, cinéaste des névroses, de la mythomanie, de la confusion de la vérité et du mensonge. Dans un rôle formidable — bien supérieur à celui de l'Été meurtrier, qui fut plus de succès — Isabelle Adjani suit son chemin de mystère, épie, protégée par Michel Serault, halluciné, qui elle voit à peine car ils jouent l'un à côté de l'autre sans que la mise en scène les fasse se rejoindre.

Les Bronzés ■

Film français de Patrice Leconte (1978), avec J. Belaschi, M. Blanc, TF1, 20 h 35 (95 mn).

Un groupe de vacanciers dans un club de loisirs organisés en Côte d'Ivoire. Parodie du Club Méditerranée par la troupe du « Splendid » qui en avait animé les saisons. Triomphe collectif, au cinéma, du comique de café-théâtre avec le style de Patrice Leconte.

MARDI 16 AVRIL

Quatre Charlots mousquetaires

Film français d'André Hunebelle (1973), avec les Charlots, A 2, 20 h 40 (105 mn).

Les exploits de d'Artagnan et ses amis étaient dus, en réalité, à leurs valets. Idée amusante, bien mal exploitée dans un film plan-plan, suivant la première partie de l'histoire des ferrets de la reine selon Dumas.

La Banquière ■

Film français de Francis Girod (1980), avec R. Schneider, J.-L. Trintignant, FR 3, 20 h 35 (125 mn).

D'après l'histoire vraie de Martha Hanau, financière à scandale des années folles, l'ascension d'une jeune femme juive et homosexuelle-humiliée qui, dédaignant l'argent, prend sa revanche par le pouvoir qu'il donne, défie la société et les banques. Un beau travail décoratif, une mise en scène psychologique, une interprétation très en profondeur de Romy Schneider.

MERCREDI 17 AVRIL

Kounak, le lynx fidèle ■

Film soviétique d'Agnesi Bahaian (1975), avec V. Orlovski, TF1, 10 h 45 (75 mn).

Un garde forestier recueille un jeune lynx, l'élève et assiste aux mésaventures de la bête apprivoisée, confrontée, hors la nature, à la méchanceté humaine. Mais le réalisateur et l'acteur jouant le garde aiment les animaux, croient à la bonté.

Le Dollar troué

Film italien de Kelvin Jackson Paget (Giorgio Ferroni) (1965), avec M. Wood, E. Stewart, A2, 13 h 45 (90 mn).

Les destins de deux frères après la guerre de Sécession. La violence et la médiocrité du western à l'italienne.

Quartet ■

Film anglais de J. Ivory (1981), avec A. Bates, I. Adjani, FR 3, 22 h 25 (100 mn).

Le monde cosmopolite de Montparnasse dans les années 20. La jeune femme d'un escroc emprisonné, emportée dans les intrigues et l'effrayante complicité conjugale d'un couple anglais. Adaptation d'une œuvre de la romancière Jean Rhys, qu'on a redécouverte à la fin des années 60. Les interprètes, excellents, soutiennent mieux l'intrigue et les meurs du temps que l'esthétique trop raffinée du réalisateur.

JEUDI 18 AVRIL

Quasimodo ■

Film américain de William Dieterle (1939), avec C. Laughton, M. O'Hara (N.), TF1, 23 h 20 (110 mn).

A VOIR
■ GRAND FILM

Sous le règne de Louis XI, une gitane, objet de diverses convoitises, est protégée par le sénéchal bossu de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Cette adaptation quelque peu édulcorée du roman de Victor Hugo, se distingue pourtant par des influences de l'expressionnisme allemand (Dieterle était un émigré) dans les images et la surprenante composition de Charles Laughton, reprenant le rôle personnellement au temps du muet par Lon Chaney.

La Maison sous les arbres ■

Film franco-italien de René Clément (1971), avec F. Dunaway, F. Langella, A2, 14 h 50 (90 mn).

Une famille américaine à Paris. Un mari inquiet, une femme peut-être folle, deux enfants enlevés ou — qui sait — assassinés. A un scénario policier, imposé par une coproduction, René Clément ajoute, à travers l'envoûtement psychique de Faye Dunaway, ses propres thèmes du destin, de l'enfermement en soi-même, de la menace sociale latente. Tout est dans la mise en scène.

VENDREDI 19 AVRIL

Passez muscade ■ ■

Film américain d'Edward Cline (1941), avec W.C. Fields, G. Jean (v.o. sous-titrée, N.), A 2, 23 h (70 mn).

Un vieil acteur loufoque — W.C. Fields jouant son propre personnage — cherche à placer à un producteur un scénario totalement absurde. Il en est d'ailleurs l'auteur sous le pseudonyme d'Otis Cribble-cop. Que ce film ait été réalisé tient de l'exploit car, dans le « nonsense », il atteint une extravagance extraordinaire et démolit le cinéma américain. Fields, en fin de carrière, se faisait un devoir de ne pas s'assagir. Cartésiens s'abstenir...

مكتبة الأمل

CANAL+

Saga en Afrique du Sud

Plus méchant que JR dans *Dallas* ! Eh oui, c'est contagieux, les Américains ont compris le recette. Les « vilains » sans scrupules, qui exploitent leur entourage, ça marche, les gens aiment ça... Dans *Maître du jeu*, nouvelle série américaine, adaptée du best-seller du même nom de Sidney Sheldon, il y a beaucoup de « vilains », on les retrouve de génération en génération, dans la même famille, au cours des trois longs épisodes, cent quarante minutes chacun, diffusés depuis la semaine dernière sur Canal Plus.

C'est une saga. L'histoire d'une famille, qui commence en Afrique du Sud, à la fin du siècle dernier, avec l'arrivée d'un jeune Écossais venu tenter sa chance... Jusqu'aux citations du président de la République des États-Unis aujourd'hui, en passant par le Paris des peintres et de la bourgeoisie Montmartre.

Kate, fille de James Mac Gregor, le jeune Écossais qui a créé la Kruger Bank, en Afri-

que du Sud, va faire fructifier l'entreprise paternelle. Intelligente, dominatrice, elle va manipuler ses employés, ses amis, et même son fils, pour constituer un empire... Elle aura deux petites-filles, des jumelles, Eve et Alexandra, l'envers l'une de l'autre. La première est bonne et douce, la seconde, jalouse et rancunière. *Maître du jeu* est une fresque historique caricaturale (des cohortes de Noirs s'agitent en fond de décor dans les mines de diamant), avec des héros divisés en bons et méchants, qui entraînent des réactions primaires de sympathie ou de répulsion. On ne risque pas de se perdre dans la psychologie des personnages, mais c'est aussi efficace que *Dallas*.

CATHERINE HUMBLLOT.

● *Maître du jeu* : 2^e épisode, le 13 à 20 h 30, le 14 à 13 h 10, le 17 à 14 h 40, 3^e épisode : le 20 à 20 h 30, le 22 à 13 h 35, le 24 à 14 h 40.

SÉLECTION

DOCUMENTAIRES

Les grandes familles : l'intimité des derniers grands aristocrates en Europe. Ils sont beaux, ils sont riches, ils ont beaucoup d'enfants. Une série réalisée par Ruth Jackson. Cette semaine, le duc de Westminster, trente et un ans, une des plus grosses fortunes immobilières en Europe. Le 13 à 17 h, le 15 à 15 h 55, nuit du 17 à 1 h 5.

SPORTS, VARIÉTÉS

Gala d'investiture du président Reagan, le 14 à 17 h. Championnat du monde de boxe, le 16 à 22 h 20. Football (Paris Saint-Germain - Racing, en direct), le 19 à 20 h 25.

Les films

LES ANGES DU MAL - Film américain de P. Nicolas (1983), avec L. Blair, J. Vernon.

Sous prétexte de pamphlet social, des scènes de brutalité sadique et d'érotisme dans un pénitencier de femmes. Diff. le 13 à 22 h 55, nuit du 15 au 16 à 0 h 55, nuit du 19 au 20 à 4 h 25.

L'HOMME DU CLAN - Film américain de T. Young (1974), L. Marvin, R. Burton.

En Alabama, renaissance du Ku Klux Klan contre militants noirs. L'engrenage du racisme et de la violence dénoncé par un scénario portant la griffe de Samuel Fuller, et une mise en scène spectaculaire. Diff. le 14 à 19 h, le 16 à 11 h 5, le 18 à 23 h 45.

HANNA K - Film franco-italien de Costa Gavras (1983) avec J. Clayburgh, M. Bakir.

Une avocate de Jérusalem découvre l'injustice faite au peuple palestinien. Un brillant problème politique traité avec talent, générosité, à travers le cas psychologique d'une femme - Jill Clayburgh admirable - affrontant le monde des hommes et leurs dissensions. Diff. le 14 à 21 h, le 17 à 22 h 25, le 19 au 20 à 2 h 40.

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? - Film français de J. P. Mocky (1982), avec V. Lenoux, J. Dutronc.

Après un roman de San Antonio, les mésaventures d'un homme politique de droite. En voulant être farceur, Mocky a rendu inapprouvables la crudité du langage et le côté obscène de certaines situations. Diff. le 16 à 20 h 30, le 18 à 9 h.

STRYKER - Film américain de C. H. Santiago (1983), avec S. Sandor, A. Savio.

Batailles farouches pour l'eau, après la troisième guerre mondiale. Démonstration sans vergogne - et sans intérêt - de *Mad Max*. Diff. le 17 à 21 h, le 19 à 10 h 30.

DOUX MOMENTS DU PASSÉ - Film franco-espagnol de C. Saura (1981), avec A. Serna, I. Aleria.

Un homme, amoureux de sa mère en son enfance, reconstruit son passé avec une actrice. Souvenirs et fantasmes, charme rétro et drame subjectif. Saura se retourne sur son propre cinéma. Diff. le 19 à 20 h 30.

LE TROISIÈME HOMME - Film anglais de C. Reed (1948), avec J. Cotten, A. Vail, O. Welles.

D'après un roman de Graham Greene, un film criminel et métaphysique. Les mystères de Vienne divisée en quatre zones d'occupation, un air de capharnaüm qui fait le tour du monde. La mise en scène est vieillie. Les acteurs fascinent toujours. Diff. le 19 à 22 h 20.

REPRISES

Pour les films suivants lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

NOCES DE SANG - Film espagnol de C. Saura (1981), avec A. Gades, C. Hoyos. Diff. le 13 à 9 h 30. Dans la nuit du 19 au 20 à 0 h 5.

LE GRAND CARNIVAL - Film français d'A. Arcady (1983), avec P. Noret, R. Hanin. Diff. le 13 à 10 h 45, le 15 à 9 h, le 18 à 15 h 20.

FEMMES DE PERSONNE - Film français de C. Frank (1984), avec M. Keller, C. Cellier. Diff. dans la nuit du 13 au 14 à 2 h 25.

GHOSTKEEPER - Film américain de J. Makichuk (1981), avec R. Spor, M. Ord. Diff. dans la nuit du 13 au 14 à 4 h 10, le 18 à 22 h 15. Dans la nuit du 19 au 20 à 1 h 15.

LA GRANDE BAGARRE DE DON CAMILLO - Film italien de C. Gallone (1955), avec F. Bardini, G. Carli. Diff. le 14 à 5 h 50. Dans la nuit du 16 au 17 à 1 h 10, le 17 à 11 h 20.

PRENDS TON PASSÉ-MONTAGNE, ON VA À LA PLAGE - Film français d'E. Matalon (1982), avec D. Prevost, F. Giordani. Diff. le 14 à 9 h 45, le 15 à 11 h 20.

LA CRIME - Film français de P. Labro (1983), avec C. Brasseur, G. Lazure. Diff. le 14 à 11 h 15, le 16 à 23 h 30, le 18 à 10 h 55, le 19 à 14 h.

FRANÇOIS CONJUGALES - Film anglais de D. Jones (1982), avec J. Irons, P. Hodge. Diff. dans la nuit du 14 au 15 à 1 h 35, le 16 à 15 h 45. Dans la nuit du 17 au 18 à 0 h 15.

LA LOI ET LA PANGLOSS - Film américain d'I. Passer (1974), avec C. O'Connor, E. Borgine. Diff. le 15 à 20 h 30, le 19 à 13 h 55, le 19 à 9 h.

ALAMBRISTA - Film américain de R. Young (1978), avec O. Ambriz, T. Silva. Diff. le 18 à 14 h.

LIBERTY BELLE - Film français de P. Kané (1982), avec J. Zucca, D. Laffin. Diff. dans la nuit du 18 au 19 à 1 h 15, le 19 à 15 h 40.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

Samedi 13 avril

9.00 Journal.
9.00 Reprise : l'Enjeu (diffusé le 11 avril).
10.15 Challenges 85.
10.45 Cinq jours en Bourse.
11.00 Muséum.
Concert : « Symphonie domestique » de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mazaal ; couleurs de la musique : musique à lire.
11.55 Pic et Poka.
12.10 Accroche-cœur.
12.30 Bonjour, bon appétit.
13.00 Journal.
13.35 Têta-foot 1.
14.20 Série : Pour l'amour du risque.
15.15 Désastres animés : le merveilleux Voyage de Nils Holgersson.
15.45 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval et tiercé à Vincennes.
16.20 Temps X.
17.05 Série : Opération trafic.
18.05 Trente millions d'amis. Le digne de Bordeaux.
18.35 Magazine auto-moto.
19.00 D'accord, pas d'accord (INC).
19.10 Jeu : Anagram.
19.40 Cosmocorbooy.
20.00 Journal.
20.35 Têta-foot 2.
20.40 Série : Julien Fontanes, magistral.
Le surligneur d'or, J. Cassan. Avec J. Morel, J.-M. Dupuis, R. Geronzi.
Un ancien joueur de football professionnel incriminé fait une grève de la faim. Fontanes le croit victime d'un chantage de codétenus. En extrême, le courageux magistral découvre la vérité.

22.10 Droit de réponse : La vérité toute nue.

Emission de Michel Polac. Une émission sur les juges d'instruction, avec des avocats (notamment M^{re} Louis Pelletier, Simon Cohen, Gérard Thomassin), des journalistes (Gilles Millet, de Libération et notre collaborateur Bertrand Le Gendre), des juristes, et, bien sûr, des juges d'instruction.

0.00 Journal.
0.20 Ouvert la nuit.
Alfred Hitchcock présente : Une bonne cachette. Existence nuit : les Africains sapeurs (ex Congolais qui sont des dandys).

ANTENNE

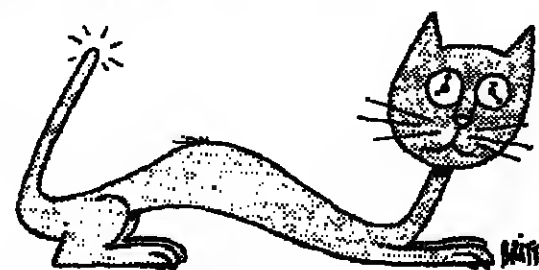
2

10.10 Journal des sourds et des malentendants.
10.30 Reprise Platin 45.
Dorothee, Nick Heyward, Bibi, Jess Garon, Scapellato... Les carnets de l'aventure.
« Mont Everest 78 » de K. Herrigkoffler ; « Trois Toulousains on the rocks », de G. Frouin.
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.25 Série : Têtes brûlées.
14.15 Terre des bêtes.
14.50 Les jeux du stade.
Volley-ball : France-Etats-Unis ; Kendo : championnat du monde ; cyclisme.
17.05 Récré A2.
Les Schtroumpfs, Téléchat.
17.25 Numéro dix.
Magazine de football présenté par M. Platat.
17.55 Le magazine.
Magazine d'information de la rédaction.
Au sommaire : retour au bloc 77 (le témoignage d'une rescapée des camps d'Auschwitz) ; derrière les barreaux (à propos du film israélien « Au-delà des murs ») ; la villa au Liban.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord, pas d'accord (INC).
19.15 Emissions régionales.
19.40 La boutique de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Avec Jean Poiret, Patrick Sébastien, Jeanne Mas, Julien Clerc, Lhura de Souza.
22.05 Magazine.
Magazine d'information de la rédaction.
Julien Clerc, le chanteur musicien, ou la musique d'abord ; Musicalifornia, avec James Brown, The Minutemen, Del Fuegos, Violent Femmes, The Blasters.
23.25 Journal.

FRANCE
RÉGIONS

3

9.00 Festival international du film policier.
En direct de Cognac. Extraits de films. Interviews de metteurs en scène et d'acteurs : Claude Chabrol, Marc Simenon, André Ferréol, Jean-Loup Dabadie, Roger Hanin, par l'équipe de FR 3 Limousin-Poitou-Charentes.
12.15 Ticket pour...
12.35 Samedi vision.
13.30 Horizon, magazine des armées.
14.00 Entrée libre. Emission du CNDRP.
19.15 Liberté 3, magazine des associations.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
20.04 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
La grande soirée familiale : les aventures de Wilma l'oursin, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéoclips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.
21.50 Journal.
22.15 Foutation : Dynastie.
Kryll et Blake ne se parlent plus. Alexis propose un marché à Kryll.
23.00 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Michel Duchaussoy, Stéphane Audran, Georges Wilson.
23.30 Prélude à la nuit.
« Gondole funèbre » de Liszt, interprétée par R. Bex, violoncelle et A. Bex, piano.

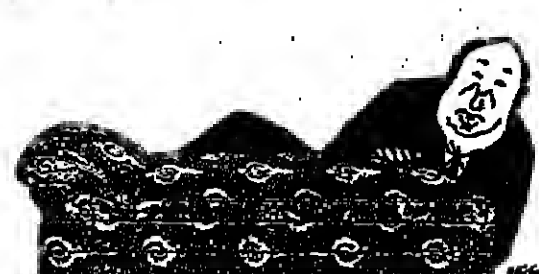


PÉRIPHÉRIE

● RTL, 20 h, A vous de choisir : *Chico, le chasseur de têtes*, film de Merold Freedman ou *Yakusa*, film de Sidney Pollack ; 21 h 50 : *Châteauneuf* ; 22 h 50, *Ciné-club* : *L'Affaire du collier de la reine*, film de Marcel L. Herber.
● TMC, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, La photo mystère : 21 h, *Le Dernier Civil*, film de Laurent Heynemann (2^e partie) ; 23 h 50, M.C. Magazine.
● UTR, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, Téléfilm : *Le Maestro* ; 21 h 55, *Plaisance des hommes*.
● TSR, 20 h 05, *Starkey et Hatch* ; 21 h, *Jardins d'été* ; 22 h 15, *Journal* ; 22 h 30, *Sports* ; 23 h 30, *L'Odyssée du Rhineland*, film de Robert Wink.

Dimanche 14 avril

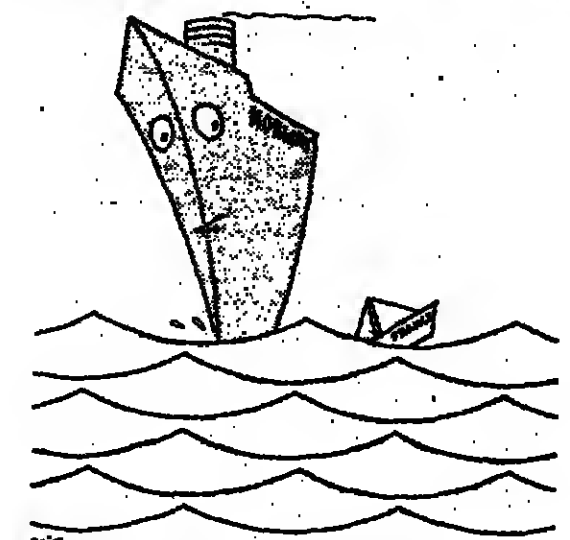
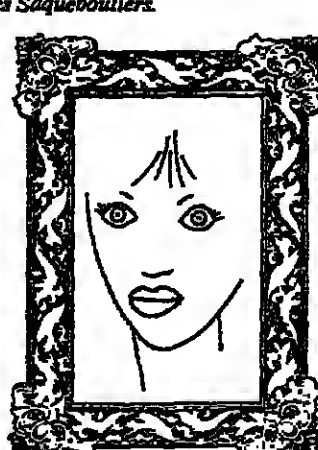
8.00 Journal.
8.00 Emission télévisuelle.
8.15 A Bible ouverte.
9.30 Orthodoxie.
10.00 Prières protestantes. Femmes chrétiennes en Cameroun.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe avec la communauté paroissiale de Lervoux (Indre).
12.05 Midi presse, de P.-L. Séguillon.
Invité : M. Jacques Chirac.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.25 Série : *Starkey et Hatch*.
14.20 Sports dimanche : Cyclisme : spécial Paris-Roubaix ; tennis : finale du tournoi de Nice.
16.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.
Avec C. Lambert, R. Bex, N. Ray, D. Tassan de Plantier.
17.30 Les animaux du monde.
18.10 Série : *Matt Houston*.
18.00 7 sur 7.
Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Anne Sinclair. Avec Bernard Stolt, député UDF de la Marne, premier vice-président du CDS.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie.
Film d'Alfred Hitchcock.
22.50 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
23.25 Journal.
23.45 C'est à lire.





9.35 Journal et météo.
9.40 Les chevaux du tiercé.
10.05 Récré A2.
10.40 Gym tonic.
11.15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
12.45 Journal.
13.15 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14.25, Série : *L'homme qui tombe à pic* ; 15.15, *L'école des fous* ; 16.00, *Deuxième année* ; 16.15, *Thé dansant*.
17.00 Série : *Médicins de nuit*.
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
19.00 Série : *L'homme de fer*.
20.00 Journal.
20.35 Jeu : Le grand raid.
Vancouver - Salt Lake City.
21.35 Série : *Sorties de secours*.
N° 1 : Que faisons des délinquants juvéniles à Birmingham ? Reportage de P. Benquet et M. G. (Lire notre article.)
22.40 Concert Magazine.
D'E. Ruggieri (en l'honneur de Franco-Musique).
Concert viennois (œuvres de Suppé et J. Strauss fils) par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. Teresa Zylis-Gara et Siegfried Jerusalem.
23.20 Journal.

8.00 Emission pour les jeunes.
Reprise de « Disney Channel ». Inspecteur Gadget.
10.00 Musique. Emission de l'ADRI.
Pages étrangères : Portugal, Yougoslavie, Maroc ; magazine : l'immigration à Nantes, les jeunes du quartier de Bellevue ; variétés : des groupes africains, maghrébins, rock.
13.00 Magazine 85 : Emission de la GME.
15.05 Opéra : la Favorita.
(En simultané sur France-Musique). De Donizetti, mise en scène G. Laurent, dir. musical J. Pernoo, avec H. Jossand, J.L. Vial, J.M. Valdi, L. Serrano.
Cré à Paris en 1940. « La Favorita » comédie en France un grand succès.
16.15 Théâtre : Cet animal étrange.
D'après les récits d'A. Tchekhov, mise en scène J. Bouchand, enregistré à l'Atelier-Louis-Jourvet, avec la Compagnie Théâtre Fautou.
Courtes scènes tirées de plusieurs nouvelles de l'auteur de « la Monette ». Evocation humoristique de la vie russe de la fin du dernier siècle. Oufis et parasites...
17.20 Musique pour un dimanche.
Suite de « Roméo et Juliette », de Prokofiev, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. G. Solti.
18.00 Emission pour les jeunes. L'Agence Labricola, Lucky Lake, Colargol.
19.00 Au nom de l'amour. Emission de Pierre Bellemare.
20.00 RFO Hebdo.
20.35 Dernière, le shopping.
En l'an 2000, que sera notre vie quotidienne ? Réal. D. Lecomte. Comment achèterons-nous demain ? par télématique ? par correspondance ? dans des hypermarchés ? A Miami, un réseau câblé offre à ses abonnés des soldes sur l'écran, à Tokyo la survie des grands magasins se se compte qu'avec l'appui d'une armée de robots qui portent... Les technologies de l'avenir en matière de consommation.
21.30 Aspects du court métrage français.
« La Passion d'une femme sans cœur », de Motte Mastont ; « La Sèche perdue », de Dolorès Grassian.
22.30 Cinéma : On murmure dans la ville.
(cycle D.F. Zannack). Film de Joseph L. Mankiewicz.
0.15 Prélude à la nuit.
« Navarra » de Sarrazine par les Douze Violons de France.

● RTL, 20 h, *L'Homme qui valait des millions*, film de Michel Boisjoli, 21 h 35, *Les mémoires* ; 21 h 50, *Journal* (extraits du Grand Jury RTL-le Monde) ; 22 h, *Reportage d'artiste* : Johnny Friedland, peintre.
● ZMC, 20 h, *Séance* : Lou Grant ; 20 h 55, *Woody Woodpecker* ; 21 h, *Orléans*, film de Marcel Caux.
● UTR, 20 h 15, A qui le gain ? ; 21 h 40, téléfilm : *la Remède*. (2^e partie).
● TSR, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, *Tribes de première* ; 21 h 50, *Regards* : Marie-Madeleine ; 22 h 20, *Journal*.

Lundi 15 avril	Mardi 16 avril	Mercredi 17 avril	
<p>10.30 ANTOPE 1. 11.00 La Une chez vous. 11.15 Reprise : Challenges 85 (diffusé le 23 février). 11.45 Accroche-cœur. 12.00 Feuilleton : Arnold et Willy. 12.30 La bouteille à la mer. Invité de la semaine : Carlos. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : L'homme d'Amsterdam ; à 14 h 45, La maison de TF1 ; à 15 h 15, Les choses du lundi (il y a cinquante ans, le paquebot « Nazam »).</p> <p>16.30 Reprise : Sept sur sept (diffusé le 14 avril). 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 18.45 Jeu : Anagramme. 19.00 Feuilleton : les Bargeot. 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Mortelle Randonnée. Film de Claude Miller. 22.35 Etoiles et toiles. Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Jougnot. Spécial David Lean, un des plus grands réalisateurs britanniques, metteur en scène de « Lawrence d'Arabie », « Le Pont de la rivière Kwaï ».</p> <p>23.35 Journal. 23.55 C'est à lire.</p>	<p>11.20 ANTOPE 1. 11.50 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Arnold et Willy. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : L'homme d'Amsterdam ; à 14.40, La maison de TF1 ; à 15 h 15, Santé sans images ; à 16 h 15, Portes ouvertes, magazine des handicapés.</p> <p>18.35 Reprise : Contre-enquête. Magazine des faits divers (diffusé le 20 mars). 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagramme. 19.40 Feuilleton : les Bargeot. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Jeu : Enigmes du bout du monde. de J. Antoin, réal. C. Savarit. Un pâle remake de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor ».</p> <p>21.35 Documentaire : Tempête de neige sur la jungle. De J.-Y. Coesens, commenté par Y. Mostand. (Lire notre article.)</p> <p>22.25 Tintamarre. Magazine d'A. Gallien. Un métier de créateur : le design ; Les nouveaux styles français ; Les jeunes auteurs compositeurs : Etienne Daho, Gérard Blanchard, etc. L'actualité de la semaine.</p> <p>23.35 Journal. 23.45 C'est à lire.</p>	<p>10.00 ANTOPE 1. 10.30 La Une chez vous. 10.45 Cinéma : Kounak, le lynx fidèle. Film soviétique d'Agassi Bahaian. 12.00 Feuilleton : La portaise de pain. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vitamine. Feuilleton, variétés, dessins animés... 16.05 Feuilleton : Arnold et Willy. 16.35 Star Trek : la machine infernale. 17.30 La chance aux chansons. 18.05 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.40 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagramme. 19.25 Loto sportif. 19.40 Feuilleton : les Bargeot. 19.55 Tirage du Tac-o-tac. 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 21.30 Série : Delmas. Suite des aventures du diable J. R. 22.20 Variétés : Que la fête continue. Réal. E. Lipmann. Autour d'Édith Piaf. (Lire notre article.)</p> <p>22.30 Cote d'amour. Émission de G. Foucault et L. Toinon, présentée par Sidney. Avec P. Bailey, les Calamities, Blow Monkeys, les Avions, Blamange...</p> <p>23.15 Journal. 23.35 C'est à lire.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>6.45 Télématin (à 8.30 Feuilleton : Le Vent du large). 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Borgeval et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. La danse mine à tout. 14.50 Série : Chips. 15.40 Reprise : Apostrophes. Portraits (diffusé le 12 avril). 16.55 Divertissement : Thé dansant. 17.40 Récré A 2. Poché : les Schtroumpfs ; Latulu et Lirel ; Tchaou et Grodo ; Pac Man ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Le grand éblouissant. De Jacques Chancel. Autour de Michel Jonasz ; Véronique Sanson, Claude Nougaro, Alain Souchon ; l'écrivain Jean-Marc Roberts, Alex Métyer, etc.</p> <p>23.20 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 ANTOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Borgeval et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. Au nom des femmes : Olympe de Gouges. 14.50 Série : Chips. 15.40 Reprise : Le grand raid. Diffusé le 14 avril. 16.35 Le journal d'un siècle. Édition 1908 : le XX^e siècle prend son envol. 17.30 Dessin animé : Sacré Harry. 17.45 Récré A 2. Poché : les Viratoutous ; La maison dans l'arbre ; Terre des bêtes ; C'est chouette... 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : Quatre Charlots mousquetaires. Film d'André Hunebelle.</p> <p>22.30 Magazine : Lire c'est vivre. « La Vie de Jésus » d'Ernest Renan, réal. L. Segarra. L'une des œuvres majeures de Renan qui fit scandale lors de sa sortie. Comment ce texte est ressenti actuellement. Pierre Dumayet a rencontré Yvonne Sadoul, arrière-petite-nièce de Renan, Laurence Cosse, journaliste, Jean Gaulmier, professeur au Collège de France, spécialiste du dix-neuvième siècle. Et des ecclésiastiques.</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.00 Récré A2. Judo boy ; les Viratoutous ; Tchaou et Grodo ; Buster Keaton... 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Borgeval et fils. 13.45 Cinéma : le Deller troué. Film de Kelvin Jackson Paget. 15.15 Récré A 2. Les Schtroumpfs ; Maraboud'ficelle ; Méthanie ; le Secret des Sténites ; Anim'A2 ; Latulu et Lirel ; les Cités d'or ; la Bande à Bédé. 16.50 Micro Kid. 17.25 Les carnets de l'aventure. « Cascades en cavale », de G. Meauxsoone. 18.00 Super Platine 45. Jeanne Mas, Moon Ray, Nick Kershaw, Patrick Bruel, Thierry Pastor, Village People. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : les enquêtes du commissaire Maigret. Le revolver de Maigret, d'après G. Simenon, réal. J. Brard. Avec J. Richard, J. Danno, M. Robin... Des malversations, des petites escroqueries ; la découverte d'une malle au contenu encombrant, déposée dans une gare et un maître chanteur de haut vol. Une nouvelle enquête du commissaire Maigret dans un palace londonien.</p> <p>22.10 Magazine médical : Les jours de notre vie. Les dangers domestiques, réal. G. Gorlan. Premier volet d'une série sur les accidents domestiques qui font chaque année, en France, quatre cent cinquante mille victimes, dont douze mille décès. Un reportage au centre antipoisons de Paris. La participation du docteur Vilain, chef de service de chirurgie à l'hôpital Boucicaut, créateur du service SOS-mains, et le docteur Riboulet-Delmas du centre antipoisons.</p> <p>23.05 Chets-d'œuvre en péril. De P. de Lagarde. Les maisons d'écrivains, avec la participation d'Alain Decaux.</p> <p>23.40 Journal.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cinéma : les Bronzés. Film de Patrice Leconte. 22.10 Journal. 22.40 Théâtre. Magazine de la mer, de G. Pernod. Les paquebots : le second souffle. 23.25 Allegoria. Jérôme Bosch. 23.30 Prélude à la nuit. « Continuo », de Perotin, interprété par l'ensemble Percussion quatre.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Dessin animé : il était une fois l'homme. 20.05 Les Jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : la Banquière. Film de Francis Girod. 22.45 Journal. 23.15 Allegoria. Joseph Ghin. 23.20 Prélude à la nuit. « L'Oiseau de feu », de Stravinski, interprété par Emile Naoumoff, piano.</p>	<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : il était une fois l'homme. 20.05 Les Jeux. 20.35 Cadence 3. Émission de Lita Milic et Guy Lux. A la suite de l'appel lancé par FR3 et RTL pour le Sahel, et de l'argent envoyé par les Français, les « camions de l'espoir » sont partis pour l'Afrique livrer les médicaments et les équipements achetés. Une première émission a été diffusée le 21 septembre dernier. Voici un deuxième bilan.</p> <p>22.05 Journal. 22.25 Cinéma : Quartet. Film de James Ivory. 0.00 Allegoria. Philippe de Champaigne. 0.05 Prélude à la nuit. « Erbarm dich mein, O herre got », de Schütz, interprété par les Saqueboulers.</p> 	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>• RTL, 20 h, Dynastie ; 21 h, Série en noir : Rhapsodie en jaune ; 22 h 35, Journal ; 23 h 45, La joie de lire ; 23 h 50, RTL Théâtre. • TMC, 20 h, Dallas ; 20 h 35, La photo mystère ; 21 h, La Mort en ce jardin, film de Luis Buñuel ; 22 h 50, Le nouveau visage du quotidien la Marseillaise ; 23 h, M.C. Magazine. • RFB, 20 h, Ecran-témoignage : Retour à Da Nang, film de Ann Hui. • RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le temps retrouvé ; 20 h 35, Chansons souvenirs ; 21 h 40, Théâtre wallon : Bouquet ; 22 h 50, Les aides au PME. • TSR, 20 h 15, Spécial cinéma : Guerre et Paix, film de S. Bondartchouk ; 22 h, Les atchans du rêve ; à 22 h 55, Guerre et Paix (2^e partie).</p>	<p>• RTL, 20 h, Chips ; 21 h, Mon oncle Benjamin, film d'E. Molinaro ; 22 h 35, Journal ; 22 h 45, La joie de lire. • TMC, 20 h, Série : l'Australienne ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Voyage au centre de la Terre, film de Henry Levin ; 23 h 10, M.C. Magazine. • RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h 5, Grand écran : Le fils au rebelle, film de Roland Kibbee (avec Bart Lencovics). • RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Sorties de secours (le défilé de la jeunesse en Belgique) ; 21 h, Culture club : Spécial Victor Hugo. • TSR, 20 h 10, Châteauneuf ; 21 h 10, La vie et l'œuvre de J.-S. Bach ; 22 h 40, Océan-puce ; 23 h 10, Journal.</p>	<p>• RTL, 20 h, Série : Mike Hammer ; 21 h, La Tente rouge, film de M.-K. Kalatozov ; 23 h 25, Journal ; 23 h 35, La joie de lire ; 23 h 40, Concert : Concerto pour violoncelle en ré majeur de Haydn. • TMC, 20 h, Cosmos 1999 ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, L'Auberge de la Jamaïque, film de Lawrence Gordon (1^{re} partie) ; 22 h 25, M.C. Magazine ; 23 h 40, TMC Sports. • RTB, 20 h, Cap 60 ; 21 h 5, Série : Pour l'amour du risque ; 21 h 55, Portrait : Jo Gérard. • RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports (cyclisme, hockey sur glace, kayak). • TSR, 20 h 10, Téléspectre ; 21 h 30, Raffaella Carrà ; 22 h 15, Téléfilm : Tous les chats sont gris, de D. Lambert.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

هنا من العمل

	Jeudi 18 avril	Vendredi 19 avril	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>11.00 La banque de demain. 11.20 ANTIOPE 1 (et à 11.30). 11.50 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : La porteuse de pain. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : L'Homme d'Amsterdam : 14 h 40, la maison de TF 1 ; 15 h 25, Quarté à Evry ; 15 h 55, Images d'histoire (Mussolini) ; 16 h 30, Cap Canaveral. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 18.40 Jeu : Anagram. 19.15 Feuilleton : Les Bargeot. 20.00 Journal. 20.35 Série : le Canon paisible. Réal. S. Bertin. Avec J.-P. Daras, F. Laz, R. Boninger, F. Fleury. Tandis que madame Odette et madame Sylvette passent une semaine de vacances à Quiberon, leurs maris, monsieur Léon (patron du Canon paisible) et monsieur Emile (le voisin) sont tourmentés par des polyvalents qui épluchent leurs comptes. Horreur ! Resquille. 21.30 Les jeudis de l'information : Infovision. Magazine de la rédaction proposé par A. Douven, R. Pic et J. Decourty. Au sommaire : Pérou : « Sentier lumineux, horizons obscurs », une guerre civile ; « Moi raciste... jamais ! », la police est-elle raciste ? « Vanuatu : l'indépendance en question », aux Nouvelles-Hébrides ; « La fuite des cerveaux », les savants européens aux États-Unis. 22.55 Journal. 23.15 Étoiles à la une. 23.20 Cinéma : Quasimodo. Film de William Dieterle.</p>	<p>11.20 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : la Porteuse de pain. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : L'Homme d'Amsterdam : 14.45, la maison de TF 1 ; 15.15, Temps libres (et à 16 h 50) ; à 16 h, Série : Capitaine Troy. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 18.40 Jeu : Anagram. 19.15 Feuilleton : Les Bargeot. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Melan roule pour vous. De M. Carpentier. Réalisation A. Frédéric. Avec Jacqueline Maillan, Michel Roux, Roger Carel, Sophie Desmarets et Robert Rollin. 21.45 Multisport. Avec Michel Sardou. 23.15 Journal. 23.40 C'est à lire.</p> 	<p>Samedi 20 avril 8.00 Bonjour la France : 9.00 Reprise : Les jeudis de l'information (Infovision, diffusé le 18 avril) ; 10.15 Ciné jours en Rousses : 10.30 Musicalment (- D'aujourd'hui - de Mouri, par le Trio à cordes de Paris) ; 11.15 Pic et Pika ; 11.30 De 4 à Zèbre ; 12.15 Hédalge sur la Une (stifffoot jeunes) ; 12.30 Bonjour, bon appétit ; 13.00 Journal ; 13.35 Téléfoot ; 14.20 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessin animé ; 15.40 Casques et bottes de cuir (avec le tiercé) ; 16.15 Temps X ; 17.05 Série : Opération trafic ; 18.05 Trente millions d'ans ; 18.40 Magazine auto-moto ; 19.00 D'accord, pas d'accord ; 19.10 Jeu : Anagram ; 19.40 Cocoricocoboy ; 20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto. 20.40 Une grande soirée de la scène : Tréize à table de Marc-Gilbert Scazzano. Avec M. Mancelier, R. Camin, A. Wurtel. 22.40 Droit de réponse : Prête-moi ta plume. Émission de Michel Polak, consacrée cette semaine à la littérature. 0.15 Journal. 0.35 Ouvert la nuit. Albert Einstein présent... L'Éternel trio. Exclusif nuit : « le Miroir secret ».</p> <p>Dimanche 21 avril 8.00 Bonjour la France : 9.00 Émission Islandique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Source de vie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe à Paris ; 12.05 Midipresse (Édith Cresson) ; 12.30 La séquence du spectateur ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Variétés : La belle vie ; 15.20 Sports dimanche (automobile, cyclisme) ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.10 Série : Matt Houston ; 19.00 Sept sur sept, le magazine de la semaine (l'été : Eddy Mitchell) ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Traquenard. Film de Nicholas Ray. 22.20 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end. 23.05 Journal. 23.25 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>6.45 Télématin (à 8 h 30, feuilleton : le Vent du large). 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neufs. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Bargeot et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. Des auteurs et vous. 14.50 Cinéma : la Maison sous les arbres. Film de René Clément. Magazine : Un temps pour tout. De M. Cara et A. Valentin. Les soixies. Dessins animés. 17.45 Récré A2. Poché : Mes mains ont la parole ; Viratona ; Latulu et Lirrell ; Légendes indiennes ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 La théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Série : Princesse Daisy. D'après Judith Krantz, réal. W. Husein. Avec M. Van Kamp, L. Wagner, S. Kesch, C. Cardinale. Deuxième et dernier épisode des aventures romanesques d'une jeune fille, d'un prince russe et d'une star américaine dont la vie commence tragiquement et se termine en beauté. Feuilleton inspiré d'un best-seller de Judith Krantz, auteur de l'Amour en héritage. 22.10 Alain Decaux, l'histoire en question. Vingt jours après Hitler. Le 30 avril 1945, à 15 h 35, Hitler se donnait la mort dans son bunker de Berlin. Dans la nuit du 28 au 29 le dictateur épousait Eva Braun. La reconstitution de ces jours tragiques qui virent la fin du III^e Reich par le petit historien de la télévision. 23.30 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin (à 8.30, feuilleton : le Vent du large). 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neufs. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Bargeot et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. Pour une retraite différente. 14.50 Série : Chips. 15.40 La télévision des téléspectateurs. 16.15 Reprise : Alain Decaux, l'histoire en question. Vingt jours après Hitler (diffusé le 18 avril). 17.00 Histoires de Sophie Richard. Kenya : Les Masai (re 2 : la tauvrou strée). Guerriers et pasteurs nomades d'Afrique orientale. 17.45 Récré A2. Poché : Teddy ; Latulu et Lirrell ; Les maîtres de l'univers ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 La théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Châteaufort. D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Flanchon. Avec C. Nobel, R. Pellegri, L. Merced. Publication d'une lettre de Quentin dans une édition spéciale de l'Éveil. Cet événement porte un coup très dur à la crédibilité de la Dépêche républicaine, et à Florence, qui, brusquement, disparaît... 21.40 Aproxophes. Magazine littéraire de B. Fivet. Sur le thème : « Du côté du polar français », sont invités : Jacques-Pierre Amette (Enquête en hiver), Didier Daeninckx (Le Der des dèr), Thierry Jonquet (pour le 2000 de la Série noire : la Bête et la Belle et pour URSS, go home !, signé Ramon Mercader, pseudonyme de T. Jonquet), Claude Mesplade (coauteur avec Jean-Jacques Schleret de Voyage au bout de la nuit), Hugues Pagan (Boulevard des allongés), Louis C. Thomas (Une chute qui n'en finit pas), Jean-François Vilar (État d'urgence). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Passez muscade. Film d'Edward G. Robinson (cycle burlesque).</p>	<p>Samedi 20 avril 10.00 Antiope ; 10.15 Journal des sourds et des malentendants ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.35 Série : Têtes brûlées ; 14.15 Terre des héros ; 14.45 Récré A2 ; 15.05 Les jeux du stade (magazine du football) ; à 16 h : Rugby ; Gallus-Angelstein ; 17.35 Le magazine de la rédaction ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 La boutique de Boulevard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker, Michèle Torr, Francis Lalonde... 22.05 Magazine : Les enfants du rock. Portrait de Mick Jagger, par D. Faras, réal. P. Gaudry-Réby. 23.20 Journal.</p> <p>Dimanche 21 avril 9.35 Information et météo ; 9.40 Les chevaux du tiercé ; 10.05 Récré A2 ; 10.40 Gym tonik ; 11.15 Dimanche Miroir (Entrez les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Miroir (suite) : Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15 L'école des fans ; 16.00 Dessin animé ; 16.15 Thé dansant ; 17.00 Série : Médecins de nuit ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h) ; 19.00 Série : L'homme de fer ; 20.00 Journal. 20.35 Jeu : Le grand raid. 21.35 Série : Sorties de secours. Reportage de C. Chapomière et A. Jund (re 2 : délinquance à Stockholm). 22.40 Magazine : Desirs des arts. De P. Daks, réal. P. Collin et F.-A. Bostang. Que restera-t-il de la Biennale de Paris ? 23.15 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.05 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 La Guerre en face. Émission de Jean-Claude Guillebaud. Avec Yves Montand. Pauvre Europe, menacée, sérieusement menacée, si d'aventure elle se retrouvait face à la guerre. Les citoyens français doivent cesser de rêver, et vite, sinon les quarante années de paix (depuis 1945) qu'ils viennent de vivre risquent d'être un leurre. Tout est clair - trop clair ? - dans cette émission : le Vieux Continent est nu, en danger. Les téléspectateurs l'apprendront, se l'entendront dire (marteler), expliquer, imaginer à l'appui. Un grand spectacle, cela frise parfois le Grand-Guignol (scénario catastrophe, séquences fiction, films d'archives) pour étayer les thèses, les rappels historiques, des experts de la guerre. Et ce n'est pas avec Yves Montand, qui, tout au long de l'émission, se fait le porte-parole convaincu, qu'ils se rassureront. 22.20 Journal. 22.45 Allegoria : David. 22.50 Prélude à la nuit. « Quatuor en fa majeur » de Mozart, par le Sello barocco.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.05 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord pas d'accord. Série Agathe Christie : les Associés contre le crime. Réalisation : Chris Hodson. Impasse au roi : Tony et Tuppence, intrigués par une annonce parue dans le courrier d'un journal, sont conduits sur les lieux. Rendez-vous « amoureux » dans un night-club. Le meurtre d'une femme masquée, un capitaine arrêté... 21.30 Vendredi : Face à la 3. Émission d'André Campora et Igor Barrière. Invité : Dominique Baudis, maire centriste de Toulouse, ancien journaliste. 22.45 Journal. 23.05 Décobels de nuit. Émission de rock présentée par J.-L. Jancin. 23.50 Allegoria : Pierre Brangé. 23.55 Multisport. « Concerto pour violon et orchestre en la majeur » de Vieuxtemps.</p>	<p>Samedi 20 avril 10.00 Émissions universitaires ; 13.30 Action ; 14.00 Éclair libre ; 16.15 Liberté 3 ; 17.30 Émissions régionales. 20.04 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. 21.55 Journal. 22.20 Feuilleton : Dymestia. 23.05 La vie de châteaux. Jean-Claude Brilly reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle. 23.35 Prélude à la nuit. « Intermèzz opus 117 » de Brahms, par Catherine Colard, piano.</p> <p>Dimanche 21 avril 9.00 Émission pour les enfants ; 10.00 Mesdames ; 13.00 Magazine 85 ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 17.30) ; 15.35 Théâtre : la Grammaire, de Labiche ; 16.15 Théâtre : Cet animal étrange, d'après Tchekhov ; 18.00 Émission pour les jeunes ; 19.00 Au nom de l'amour ; 20.00 RFO hebdo. 20.35 Document : Ma dernière nuit à la Goutte-d'Or. Réal. Daniel Duval. 21.30 Aspects du court métrage français. 22.00 Journal. 22.50 Cinéma de nuit : le Tigre du Bengale. (Cycle hommage à Darryl F. Zanuck). Film de Fritz Lang. 0.15 Prélude à la nuit. « En bateau » de Debussy, par Pierre Deville, flûte, et Laurence Cabet, harpe.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● RTL, 20 h, Dallas ; 21 h, Sunflower, film de Vittorio de Sica ; 22 h 50, Journal ; 23 h, La joie de lire ; 23 h 5, Essai automobile. ● TMC, 20 h, Série : Le souffle de la guerre ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Une poignée de neige, film de Fred Zinnemann ; 22 h 55, M.C. Magazine. ● RTL, 20 h, Autant le savoir : les énergies ; 20 h 25 la Croix de fer, film de Sam Peckinpah ; 22 h 35, Carrousel aux images. ● RTL-TELE 2, 20 h, Belgique, téléthon du rail ; 21 h 30, Théâtre club : l'Enfant de Salomon, de Tom Dulack. ● TSB, 20 h 10, Temps présent ; 21 h 20, Dynamie ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Alexandrie, pourquoi ? film de Youssef Chahine.</p>	<p>● RTL, 20 h, Série : les Veuves ; 21 h, FBI Street Blues ; 22 h, Numéro 10 ; 22 h 30, Journal ; 22 h 35, Drive in : One Trick Pony (concert Paul Simon). ● TMC, 20 h, Récital Robert Charlebois ; 21 h, Dynamie ; 22 h, Les Hommes nouveaux, film de Marcel L'Herbier. ● RTL, 20 h, A suivre... ; 21 h, Ciné-club : Providence, film d'A. Reinia. ● RTL-TELE 2, 18 h 50, Opéra : Tristan et Isolde, de Wagner. ● TSB, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 55, Série noire : Rhapsodie en jaune, de Gérard Max ; 22 h 25, Les visiteurs du soir ; Maryse Pizzi ; 22 h 45, Journal ; 23 h, Hippisme.</p>	

u.
pr.
di.
m.
25
na.
R.
va.
PS.
de.
M.
der.
par.
sén.
pré.
au.
u.
l'in.
M.
cul.
vise.
suis.
che.
dan.

Ph.
sén.
pour.
venti.
des.
maij.
conij.
les.
pr.

A E

La langue française est-elle malade ?

Les Français parlent et écri-
vent de plus en plus mal leur
langue. Pourquoi ? Mauvaise for-
mation ? Invasion du français ?
L'équipe de « Hier à la une »
(France-Inter) a mené une en-
quête et recueilli des témoi-
gnages (dont ceux de Jean-
Pierre Chevènement, ministre
de l'éducation nationale, Phi-
lippe de Saint-Robert, com-
missaire général de la langue fran-

çaise...). Après un premier
constat sur les défaillances inté-
rieures de notre langue, c'est
sur le déclin du français, langue
universelle au dix-huitième siè-
cle, que l'on s'interroge.

« Hier à la une » : la lan-
gue française, France-Inter, sa-
medis 13 avril, de 10 h à 11 h ;
samedis 20 avril, de 10 h à 11 h.

Le stress de la guerre

Dix ans ! Dix ans déjà que la
guerre meurtrit le Liban. Dix ans
que le peuple libanais se déchire
et s'entre-tue. Dix ans que les
nouvelles en provenance de ce
pays nous assènent des bilans
de blessés et de morts, d'attentats
en série, de fusillades et
d'enlèvements. Et la haine, jour
après jour, gangrène Beyrouth
entièrement la plus belle.

Certains auraient pu fuir la
capitale, s'exiler à jamais. Pour-
tant ils sont restés, sans illu-
sions, sans espoirs. Ils vivent
dans la guerre, avec elle, malgré
elle. Ils vivent ou plutôt ils sur-
vivent, harcelés par la mort qui les
cotoie, rongés par la peur, l'anxiété,
la menace. Ils survivent, recroquevillés
dans leurs ghettos, un peu désemparés,
jamais assurés le matin de voir
le soleil se coucher, jamais cer-
tains de retrouver ceux qu'ils
quittent pour une heure... pour
la vie ?

Quand elle traverse certains
passages dangereux en faisant
des paris fous de survie, l'urie
des intercourses qu'ils rencontrent
à Beyrouth Dominique
Agliot a le sentiment de jouer à
la roulette russe. César, lui,
dans la musique et écoute
Mozart alors que pleuvent les
bombes. Mais quel choc, quel

dépassement alors l'instant
d'après. Car il y a aussi ceux qui
finissent par s'accommoder de la
pepaille, de la guerre, de la
perturbation des règles et des
lois et qui en profitent, qui en
rajoutent. On vole, on tue, on
s'écroule.

Beyrouth est bien malade et
les Libanais craquent : un
médecin note une inflation des
effections cardiaques, des
insomnies, des ulcères, autant
de manifestations, dit-il, du
« stress de la guerre ». La mor-
telle de ses malades souffrent de
troubles psychosomatiques et
de la consommation de calmants
ne cesse d'augmenter... « On se
demande et l'on est toujours
normal, dit quelque'un au micro,
ou si l'on devient fou. »

Fou ? Les jours, les mois
s'écoulent pourtant ainsi au
Liban depuis maintenant dix
ans. C'est le vieil aïeul, qui prend
sans cesse des risques ou violent
d'un taxi pour nourrir cinq
enfants. « Mais s'il y avait eu la
paix, rêve-t-il, de temps en
temps, j'aurais eu douze
enfants ! »

ANNICK COJEAN.

France-Inter : « Paroles
d'hommes », samedi 13 avril, de
17 h à 18 h.

Syndicats, la désaffection

Quelles sont les causes des
difficultés que traverse actuelle-
ment le syndicalisme français
(chute des effectifs, démotivation,
recul de la confiance
envers les organisations...) ? La
crise économique, l'arrivée des
gauchistes au pouvoir, ou, plus
profondément, le rejet d'un certain
mode de revendication ?

Tout à fait, MM. Edmond
Maire, secrétaire général de la
CFDT, Jacques Pommatou, se-
crétaire général de la FEN,
Alain Touraine, sociologue, ainsi
que notre collaborateur Michel

Noblecourt essaieront de don-
ner des réponses à cette situa-
tion nouvelle qui touche l'Éuro-
pe (exception faite des pays
scandinaves).

Comment y remédier ? Peut-
être, comme l'explique Alain
Touraine, en cherchant une troi-
sième voie entre le grand projet
de société, qui n'est plus désor-
mais pris au sérieux, et le replie-
ment corporatif.

« Le grand débat »,
France-Culture, les 19 et 26
avril à 20 h 30.

Le nouveau « goût du jour »

Diffusé du lundi au ven-
dredi, la première émission du
matin de France-Culture est
devenue un magazine à deux
temps. Celui de la réflexion
d'abord. On y trouve la lecture
d'un poème par un auteur
contemporain (cette semaine
Pierre-Alain Tachet), pour com-
mencer, dit-on, la journée
« d'un bon pied » ; une série de
reportages sans lien avec
l'actualité (les étrangers en
Suisse, les géographes, par
exemple) ; le « point du jour »,

proposé tantôt par Jean-Pierre
Roux, tantôt par notre collabo-
rateur Philippe Bouchet.

Après la coupe du journal,
le goût du jour devient celui de
l'actualité et le rythme s'accroît
: billets, reportages, nou-
velles, duplex, autour des évé-
nements culturels, la revue de
presse habituelle, et un entre-
tien avec une « tête d'affiche ».

« Le goût du jour »,
France-Culture, de 7 h à 8 h 15,
du lundi au vendredi (flashs
d'information à 7 h, 7 h 30 et
8 h).

Radio-France internationale

Informations toutes les demi-
heures de 5 h à 10 h et
à 12 h 30, 14 h, 21 h 15,
23 h 15, 0 h, 1 h, 2 h, 3 h 30.

Parmi les magazines :
« Plein cap », le samedi
13 avril, à 20 h 10 ; le ma-
gazine nous transporte à Tokyo,
où se déroule la grande expo-
sition 85, le Tokyo Music Festi-
val, etc. Les mille et un para-
doxes du Japon.

« La mémoire courte »
(21 h 45), les souvenirs d'une
personnalité à travers des
témoignages et des documents
d'archives : le mercredi 17,
Nicoletta parle des années 70.

« Arc-en-ciel », le ven-
dredi 19 à 21 h 45, est con-
sacré à la civilisation maya.

Parmi les émissions en lan-
gues étrangères :
— en anglais, le mardi 16 à
18 h, un reportage sur la prince
Talei d'Arabie saoudite, qui
vient de gagner le prix Person-
nalité 1985 pour son action en
Afrique contre la malaria et la
tuberculose ;
— en espagnol, le sa-
medis 13, à 1 h et à 2 h 30 : un
entretien avec le photographe
brésilien Carlos Freire.

France-Culture

SAMEDI 13 AVRIL

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Les nuits de France-Culture.
- 8.00 L'Université pour tous : avec André Chemon.
- 8.30 Voix de silence : les Grecs.
- 9.05 Mathématiques du monde contemporain.
- 10.30 Musique : la mémoire en chantant (Orchestre de chambre de Paris).
- 11.00 Grand angle : Italie, les vertus du désordre.
- 12.00 Panorama : blues et polar.
- 14.00 Un Américain à Paris-Roubaix.
- 15.30 Le jeu piédestal : Lucien Bodard, soit le rôle de l'imaginaire.
- 19.20 Passage du témoin, avec Gerald Van Der Kamp et Guillaume Gillet.
- 20.00 Musique : Notes de blues musicales de J. Lennon, Miles Davis, Archie Shepp...
- 20.30 « Le cycliste bleu », de Tibor Dery. Avec Roger Mollat, Henri Vinciguerra, Yvonne Clech...
- 22.10 Dénicheurs avec... Christian Journaud.
- 22.30 Musique : les amis de la musique de chambre (Wiener Filaria Trio).
- 23.00 Plaque archéologique, à la cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, à Paris.
- 0.00 Clair de nuit, Rénanances.

DIMANCHE 14 AVRIL

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Chasseurs de son.
- 7.15 Horizon, magazine religieux.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 L'Université pour tous, avec Vlado Roudkovski.
- 7.45 Dites et récitez : conte flamand écrit par André Paragallo.
- 8.00 Fol et tradition.
- 8.25 Protestations.
- 9.05 Écoute larale.
- 9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française.
- 10.00 Mémoires, à Villeneuve-la-Poissée (Manche).
- 11.00 Histoire du futur.
- 12.00 Des Papous dans la tête.
- 13.40 L'apothéose du dimanche : la Pa-sellie à Saint-Tropez.
- 14.00 La temps de sa part.
- 14.30 La Comédie-Française présente « Don Garcia de Navarre ou le prince jaloux », de Molière. Avec M. Aumont, G. Colas, C. Verrier, D. Ro-zan...
- 16.15 La tesse de thé : rencontre avec Silvia Montfort à 17 h 15, histoire-acoustique : le cornet-bach américain en France.
- 19.10 La science des châteaux, la son et le drame.
- 20.00 La son de chose : portrait de Philippe Adrien.
- 20.30 Atelier création radiophonique : Américains on the move : Laurie Anderson.
- 22.30 Musique : libre-pensée jazz (Gospel and Blues Night).

LUNDI 15 AVRIL

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renais-sances ; et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire.
- 8.05 Les lendis de l'histoire : Festival international de la critique historique du film (Péripégan).
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 Passage pour l'avenir : l'éduca-tion des autres (du côté du Japon).
- 11.30 Feuilleton : D'autres voix, de Dries Christel.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 La quatrième coup : Jacques Ner-on dans un spectacle.
- 14.00 Un livre, des voix : « Lady Jane », de Chloé Scholler.
- 14.30 Les horizons du possible : le retour chez soi (tradit.).
- 15.30 Les arts et les gens, mises au point (à la nouvelle Biennale de Paris) : à 18 h, Périscope ; à 18 h 20, L'his-toire de l'art vécu par les artistes.
- 17.10 L'Université, musique vocale : la mu-sée des arts océaniques et africains.
- 18.00 Subjektiv : Agora (avec Alain Gu-ttorm) à 18 h 15, Tira la langue ; à 18 h 15, Rétro.
- 18.30 Perspectives scientifiques : le ter-ri-leur de l'écologie.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : le Rou-manie, avec V. Tanase.
- 20.30 « Ce n'est que le premier pas qui coûte », de Pierre Louki. Avec C. Pegliu, C. Rich, J. Straup...
- 21.30 L'Université, musique vocale : la mu-sée des arts océaniques et africains.
- 22.30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours.

MARDI 16 AVRIL

- 6.00 Jacques Carrière : le voyage im-paginé, 1534-1584 (Radit.).
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renais-sances ; et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire.
- 9.05 La matrice des autres : survie d'un être dans la Scandinavie d'au-jourd'hui.
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 L'école des parents et des éduca-teurs : élever son enfant ?
- 11.30 Feuilleton : D'autres voix.
- 12.00 Panorama : avec Jorge Semprun ; à 12 h 45, le club de la presse, avec Robert Fossat.
- 13.40 Inattendu, magazine musical.
- 14.00 Feuilleton : D'autres voix.
- 14.30 « La lampe donne sur ses yeux », d'Y. Lebeau-Fabre. Avec M. Lona-die, D. Lajur, A. Morin (tradit.).

- 15.30 Les mardis du théâtre.
- 17.10 Le pays d'Ici, en direct d'Angers.
- 18.00 Subjektiv : Agora (avec Paul et Pier-rette Grauit de Coursac) ; à 18 h 35, Tira la langue...
- 19.30 Perspectives scientifiques : les thérapies familiales et la toxicoma-nie.
- 20.00 Musique mode d'emploi : la Rou-manie, avec V. Tanase.
- 20.30 Pour ainsi dire.
- 21.00 Entretiens avec... Jean Paulhan les années de formation, le lan-gage.
- 21.30 Diagonales, l'actualité de la chan-son.
- 22.30 Nuits magnétiques : la Belgique, l'exotisme.

MERCREDI 17 AVRIL

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renais-sances ; et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire.
- 9.05 Mathématiques du monde contemporain.
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 La livre, ouverture sur la vie : « Comment va le santé ? », de Catherine Doko.
- 11.30 Feuilleton : D'autres voix.
- 12.00 Panorama, avec Jorge Semprun.
- 12.45 Avant-première : la troupe du Chapeau-Rouge.
- 14.00 Un livre, des voix : « Le chemin du loup », de Sylvie Morin.
- 14.30 Passage du témoin (tradit. de l'émission du 13 avril).
- 15.30 Lettres ouvertes, magazine litté-raire.
- 17.10 Le pays d'Ici, en direct d'Angers.
- 18.00 Subjektiv : Agora (avec Jean Levil) ; à 18 h 35, Tira la langue...
- 19.30 Perspectives scientifiques : l'ave-nir de la santé (qualité des soins).
- 20.00 Musique, mode d'emploi : la Rou-manie, avec V. Tanase.
- 20.30 Antipodes : Écrire au Sahel.
- 21.30 Publications : Recherche musique à Lyon.
- 22.30 Nuits magnétiques : la Belgique, l'exotisme.

JEUDI 18 AVRIL

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renais-sances ; et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire.
- 9.05 Les Mathématiques : Une vie, une œuvre : Léonora Carrington, ou la nuit et l'imaginaire.
- 10.30 Musique : miroirs.
- 11.10 Répétée, dit le maître : 2 600 lycéens apprennent le chinois, pour quoi faire ?

- 11.30 Feuilleton : D'autres voix.
- 12.00 Panorama (scène : psychologie).
- 13.40 Peintres et ateliers : l'atelier du peintre François Star.
- 14.00 Un livre, des voix : « La Tigresse », de Paul Guit.
- 14.30 Rétro René Char, Feuilleton d'hypo-tyose.
- 15.00 La compagnie : quand la main est espiègle.
- 15.30 Musicomanie : l'Espagne musicale du chevalier Collet.
- 17.00 Le pays d'Ici, en direct d'Angers.
- 18.00 Subjektiv : Agora (Marc Pallé) ; à 18 h 35, Tira la langue...
- 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la traumatologie.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : la Rou-manie, avec V. Tanase.
- 20.30 « L'Épave de l'époque », d'Y. Vhu-el. Avec M. Epi, J.-L. Philippe, J. Gui-gui...
- 21.30 Vocalise : Opéra 85 (le « Alceste », de Gluck ; « Ariodante », de Hen-del ; « Hippolyte et Aricie », de Rameau).
- 22.30 Nuits magnétiques : la Belgique.

VENREDI 19 AVRIL

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : Ronsard, poète des amours renais-sances ; et à 10 h 50 : la corne d'or ou les chèvres et l'imaginaire.
- 9.05 Mathématiques du monde contemporain.
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 L'école hors les murs : un coup de pouce ou les écoliers dans le Val-de-Marne.
- 11.30 Feuilleton : D'autres voix.
- 12.00 Panorama : histoire et roman ; à 12 h 45, De l'Allemagne.
- 13.40 On commence... création de danse à Grenoble.
- 14.00 Un livre, des voix : « Un sabre dans les nuages », de Marc Affred Pellerin.
- 14.30 Sélection prix Italia : « Les amours de Jacques », de Claude Régy, d'après Diderot.
- 15.30 L'échappée belle : des Huskies et leurs hommes : aventures en traî-neau à chiens.
- 17.10 Le pays d'Ici, en direct d'Angers.
- 18.00 Subjektiv : Agora (avec Yves-Noël Lalouvier) ; à 18 h 35, Tira la lan-gue...
- 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : le palais de la Découverte.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : la Rou-manie, avec V. Tanase.
- 20.30 La grand débat : crise et avenir du syndicalisme, avec Edmond Maire, Jacques Pommatou, Alain Touraine et Michel Noblecourt.
- 21.30 Black and blue : Funky bluesy church, avec Maurice Collas.
- 22.30 Nuits magnétiques : la Belgique.

France-Musique

SAMEDI 13 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : nuit de la francophonie.
- 7.00 Avis de recherche : œuvres de Thierac, Goudimel, Beethoven, Daniel-Laur.
- 9.05 Concert de notes : en direct du festival d'Évry.
- 11.00 Moment musical.
- 12.05 La temps du jazz : jazz s'il vous plaît : hexagonal.
- 13.00 Opéra : « Les Songues », de Rimski-Korsakov par l'Orchestre lyrique et les chœurs de la RTF, dir. C. Bruck.
- 16.00 Dénicheurs : Dvorak et le séquençage national tchèque ; vers 18 h : Concert : « Trio Dvorak en mi mineur », de Dvorak, « Trio n° 1 en si mineur », de Brahms, par P. Ponthier, piano, E. Balmes, violon, K. Heitz, violoncelle.
- 19.05 Les chœurs du monde : Tout comme Bach (2e partie).
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert : Sonates pour piano n° 5 en ut mineur, n° 11 en si mineur et n° 18 en sol mineur, n° 20 en sol mineur, n° 23 en si mineur, par Daniel Barenboim.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : feuilleton : « Les entrées », de Claude Rostand, par l'Orchestre national de France ; à 23 h, le club des archives : Denis Brin.

DIMANCHE 14 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Michel Laroche.
- 7.00 Concert-promenade : musique violoncelle et musique légère.
- 9.05 Concert : BWV 87.
- 10.00 Gustav Mahler à New-York : la saison 1909-1910.
- 12.05 Magazine international.
- 14.04 Disques compacts (et à 18 h 15).
- 15.05 Opéra (en simultané avec FR 3) : « La Favorite », de Donizetti, par l'Orchestre du conservatoire national de musique de la région Centre-Aquitaine, dir. J. Perrot.
- 17.00 Comment l'entendez-vous ? Claude Debussy : Mozart et le divin. Jazz vivant : jazz au féminin.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert : trois pièces, extrait de la « Suite lyrique », de Berg ; chant symphonique de Ziminski, Symphonie n° 1 en ut mineur, de Brahms, par l'Orchestre philhar-monique de Berlin, dir. S. Ozawa, sol. F. Grunheber, baryton.
- 22 h 30. Les soirées de France-Musique : concert (en simultané avec Antenne 2) : 4 Poèmes et Paysans, ouverture de Supplé ; « La Chauve-Souris », opéra de Strauss ; « La Nuit à Venise », de Strauss ; « Annen polit », de J. Strauss par le nouvel orchestre philharmonique, dir. M. Janowski.

- sol. T. Zylé-Gara, soprano, S. Jansen, ténor.
- 23.10 Ex libris : l'histoire de l'opéra en France ; à 1 h les mots de Françoise Xerakis.

LUNDI 15 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : André Cluytens.
- 7.10 L'imprévu : magazine de l'actualité musicale.
- 8.08 La messe des musiciens : Peter Maxwell Davies « Constitution des formes musicales » ; œuvres de Bach, Moussorgski, Stravinski, Hindemith, Chopin.
- 12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Ellingtoniens buissonniers ».
- 12.30 Concert : Quatuor à cordes en sol majeur ; Quatuor à cordes en fa mineur ; Quatuor à cordes en ré mineur ; Quatuor à cordes en si mineur, de Beethoven ; de Nicolai, par le Quatuor de la philharmonie de Berlin : D. Stravinsky, W. Schole-field, K. Tachy, J. Chassolard ; vers 13 h 50 : Les sonates de Scarlatti, par Scott Ross.
- 14.02 Répétée contemporaine : Mikhaïl Verbits, Joiret.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Henry Barraud — le texte et la musique ; œuvres de Debussy, Barraud, Ravel, Enesco ; à 17 h, la dis-tribution d'André Marchal : œuvres de Bach, Debussy, Bartók, Boule-zac, Choc, Landeau.
- 18.02 Chasseurs de son stéréo.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : vient de par-tir.
- 19.15 Suite lyrique, magazine de la voix et du chant.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (donné le 18 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : musique classique moderne — un hommage à Alain Daniélou : Ravi Shankar.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Les entrées », de Claude Rostand avec Denis Milhaud ; à 23 h 5 Médias : Paul Desnoes, baryton, et Henri Sauget, piano.

MARDI 16 AVRIL

- 8.00 Musique légère : œuvres de Hahn, Magne, Veneux, Offenbach...
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.08 La messe des musiciens : Peter Maxwell Davies « Constitution des formes musicales » — la tonalité, à la recherche de l'unité cachée ; œuvres de Mozart, Haydn, Ives, Beethoven.
- 12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Ellingtoniens buissonniers ».
- 12.30 Concert : « Timbres, espaces, mou-vements » de Dutilleul, Symphonie n° 9, de Schubert par l'Orchestre national de France, dir. Lawrence Foster ; à 13 h 50 : Les sonates de Scarlatti, par Scott Ross.
- 14.02 Répétée contemporaine : Toshiko Mayuzumi, Serge Lancel.

- 14.30 Les enfants d'Orphée.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Henry Barraud le texte et la musique ; œuvres de Barraud, Ravel ; à 17 h : la dis-cographie d'André Marchal.
- 18.02 Acoustimathèque.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser.
- 19.15 Première lyrique : Dame Maggie Tevra, soprano lyrique interprète des airs de Berlioz, Duparc, Debussy, Ravel.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert : Concerto pour piano et orchestre n° 25 en ut majeur, de Mozart, Symphonie n° 3 en mi bémol majeur, de Beethoven, par l'Orches-tre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. R. Lupp, piano.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : feuilleton : « Les entrées », de Claude Rostand avec Denis ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Festi Opportun).

MERCREDI 17 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musique tchèque.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.08 Le matin des musiciens : Peter Maxwell Davies « Constitution des formes musicales » — le nombre d'or et les principes visuels de l'architec-ture ; œuvres de Dunstable, Davies, Bartók, Janáček, Debussy.
- 12.05 Le temps du jazz : feuilleton : « Ellingtoniens buissonniers ».
- 12.30 Concert : œuvres de Schmitt, Har-mann ; vers 13 h 45, les sonates de Scarlatti par Scott Ross.
- 14.02 Jeunes solistes : œuvres de Arne, Berber, Wolf, Mozart par Sara Goldstein, soprano, John Skuppen, piano.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Henry Barraud — le texte et la musique ; œuvres de Debussy, Barraud, Britten ; à 17 h, la dis-cographie d'André Marchal.
- 18.02 Les chants de la terre.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ?
- 19.15 Spirales.
- 20.00 Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : « Les Contes d'Hoffmann », opéra fantastique en trois actes d'Offenbach par l'Orches-tre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. M. Velde, sol. G. Quicou, M. Senechal, N. Stora-jev.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Victor Hugo et le monde sonore.

JEUDI 18 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Benny Goodman.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.08 L'oreille en colimaçon.
- 9.20 Le matin des musiciens : Peter Maxwell Davies « Constitution des

- formes musicales » — le contrepoint, extensions et inversions.
- 12.05 Le temps du jazz : feuilleton : « Ellingtoniens buissonniers ».
- 12.30 Concert : « Sonates » musicales d'Arnold : œuvres de Hadyn, Albeni, Hummel, Dvorak par l'Orches-tre symphonique de la radio-télévision suisse italienne, dir. A. Jordan ; sol. Ludwig Guntler, trombone ; vers 13 h 50, les sonates de Scarlatti par Scott Ross.
- 14.02 Répétée contemporaine : œuvres électroacoustiques réalisées à l'IREM de Gand.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Henry Barraud : le texte et la musique ; œuvres de Berlioz, Barraud ; à 17 h, la dis-cographie d'André Marchal.
- 18.02 Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes.
- 18.15 Rosace : magazine de la guitare.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert : Extraits de la « Missa Pange Lingua », motets à 4 voix, à 2 et 3 voix, à 5 voix, extraits de la « Missa Gaudesamus », de Des Prez, par les chœurs du King's College de Cambridge, dir. S. Casbury.
- 22.00 Les soirées de France-Musique : « La Création du monde » (oratorio), de Pergolani ; à 23 h 5, un pa-raniste : Charles Rosen.

VENREDI 19 AVRIL

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Christian Ferras.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.08 Le matin des musiciens : Peter Maxwell Davies « Constitution des formes musicales » — Cantus firmus et isorhythme : œuvres de Dunstable, Monteverdi, Bach, Walter, Byrd.
- 12.05 Le temps du jazz : feuilleton « Ellingtoniens buissonniers ».
- 12.30 Concert : (Musique de chambre) : œuvres de Fauré, Ravel, Schubert.
- 14.02 Répétée contemporaine : Me-dema, Berchomieu, Soudin.
- 14.30 Les enfants d'Orphée : au pays basque.
- 15.00 Verveine-Scotch : et la technolo-gie.
- 17.00 Histoire de la musique.
- 18.02 Les chants de la terre.
- 18.30 Jazz d'aujourd'hui : dernière édi-tion.
- 19.15 Les musées en dialogue.
- 20.04 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross.
- 20.30 Concert : Ouverture pour harmonie en ut majeur de Mendelssohn, « di-ologue avec Haydn pour trois groupes orchestraux et deux pianos » de Zen-der, Symphonie n° 7 en la majeur de Beethoven par l'orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. H. Zander, sol. G. Cramer, Y. Sugawara, pianos.
- 22.30 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; à 24 h, musique traditionnelle : Baile fla-menco.

مكتبة المجلد

La télévision de service public aux Etats-Unis : l'argent des autres

PBS s'efforce de faire rimer harmonieusement art et dollar.

La télévision publique existe aux Etats-Unis. Elle est même l'un des fleurons du système audiovisuel au pays de « Dallas » et de « Starsky and Hutch ». Un succès souvent méconnu en France, où le discours mythique sur le « privé » a parfois tendance à ignorer les réalités. Pourtant, le réseau PBS (Public Broadcasting Service) n'échappe pas aux réorientations de l'ère réaganienne. A service public... ressources privées !

Ouvrir le dossier de la télévision de service public aux Etats-Unis, c'est mettre à découvert ses splendeurs et ses misères. Tout commence en 1952, lorsque le principe de l'attribution automatique de fréquences aux organismes éducatifs s'étend à la télévision. La FCC (Federal Communications Commission) réserve alors 242 canaux à cet effet (623 en 1970) touchant l'ensemble du territoire américain. Il faut cependant attendre 1962 pour que le Congrès adopte la loi sur l'équipement de la télévision (The ETV Facilities Act).

Aux termes de cette loi, la création de stations de télévision non commerciale doit bénéficier de subventions complémentaires provenant du gouvernement des Etats-Unis. Toutefois, en 1982, aux 530 millions de dollars émanant des collectivités locales, des fondations ou des téléspectateurs eux-mêmes, s'ajoutent seulement 172 millions mis à la disposition de la télévision par le gouvernement fédéral (le système est donc différent de la télévision publique française, qui vit de la redevance des téléspectateurs... et de la publicité).

Voici qui illustre parfaitement une conception de la démocratie américaine, qui consiste à limiter autant que possible l'influence de l'Etat.

Chaîne de prestige, PBS est devenue une institution pour des millions de téléspectateurs attachés à une télévision de qualité. Au fil des ans, elle s'est imposée dans un domaine où la concurrence est vive comme un « quatrième Network », à côté des trois grands vivants de la publicité (ABC, CBS, NBC) (1).

A passer en revue quelques-unes des émissions à succès qui portent la griffe de la maison, on constate que la vocation culturelle de PBS lui permet de jouer à fond la carte de la différence. Les séries ? La chaîne en est friande. La dernière en date « The Jewel

in the Crown » (« Le joyau de la couronne »), tirée du roman de Paul Scott, est une prestigieuse réalisation de facture anglaise sur l'événement indien. Ses quatorze épisodes ont fasciné l'Amérique (un hijou à découvrir prochainement sur TF 1).

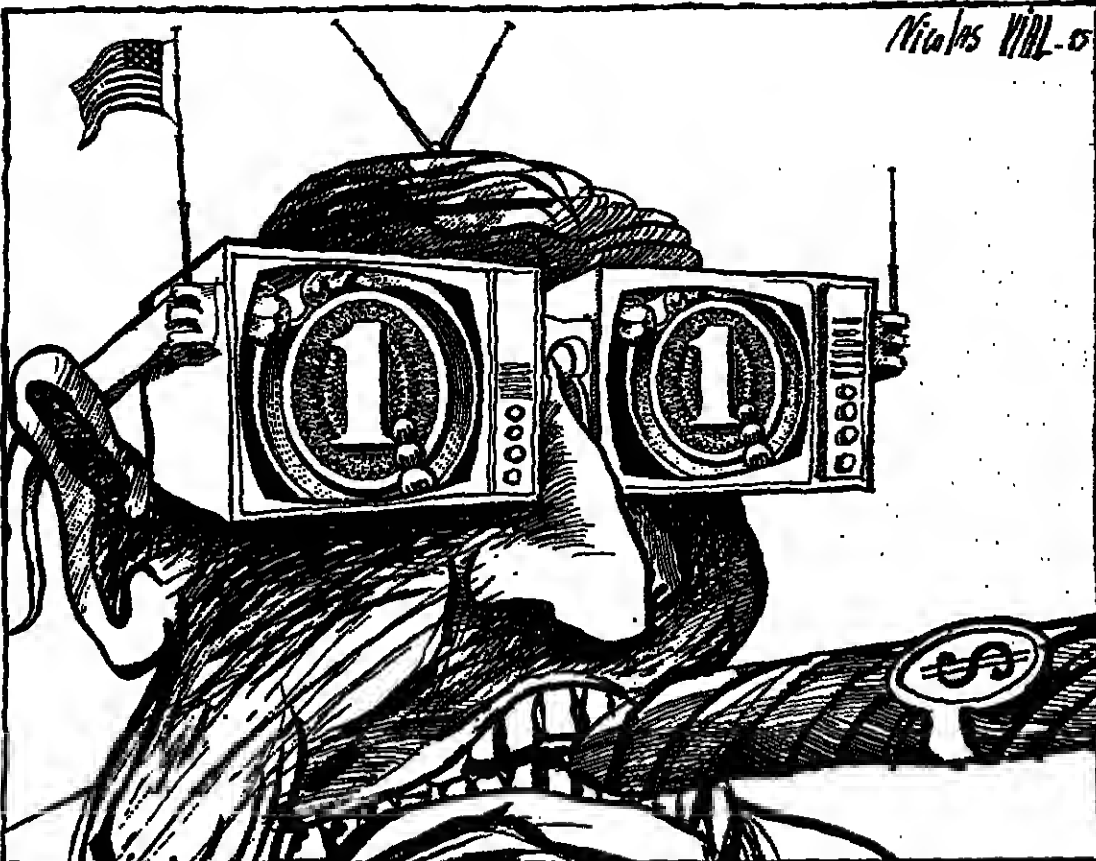
Avec « Civilization » (une production de la BBC ayant pour sujet l'art et la pensée du monde occidental), « Nova » (l'émission scientifique hebdomadaire), « National Geographic Specials » (une remarquable mise en images du célèbre magazine), « The Living Planet » (« La planète vivante » racontée par David Attenborough) et « Cosmos » (la série la plus chère : écrite et présentée par l'astronome Carl Sagan, son budget atteint 9 millions de dollars !). PBS s'attaque à un domaine réputé traditionnellement déficitaire et redore le blason du documentaire.

On retrouve le même brio dans le fameux et déjà ancien « Sesame Street », qui donne à la télévision enfantine ses lettres de noblesse. Ce programme éducatif prend pour thème général d'enquête la rue d'un quartier où se déroulent des événements divertissants et riches d'enseignement. Il a inspiré des émissions en France. Innovation également dans le secteur de l'information : « The MacNeil/Lehrer Report » privilégie un journalisme d'investigation très prisé aux Etats-Unis et le « Nader Report » permet à Ralph Nader, l'avocat connu pour la défense de l'Américain moyen, de parler des problèmes des consommateurs (2).

Téléspectateurs, à vos porte-monnaie !

Malgré ce brillant palmarès, la télévision de service public est en crise depuis plusieurs années. La chaîne envisage d'ailleurs de se réorienter radicalement. En effet, si les subventions fédérales ont permis jusqu'ici aux stations locales d'avoir leur propre programmation et leur propre politique de production, l'arrivée de l'équipe Reagan au pouvoir, moins sensible que celle de Carter au financement public d'une chaîne culturelle, contraint PBS à chercher de l'aide en dehors des sources habituelles. La quête de l'argent prend désormais des allures de course de fond.

PBS n'hésite pas à se tourner vers les premiers intéressés : les téléspectateurs. L'administration



Reagan elle-même, en annonçant en 1981 les coupes dans les budgets culturels, encourage les particuliers à prendre le relais. Les subventions fédérales n'atteignent plus que 130 millions en 1984, soit une baisse de 25 % par rapport à 1982. Aussi une vaste campagne de *pledge* (littéralement promesse, engagement ; correspond en fait à une contribution du téléspectateur) est-elle menée en 1983. Les stations se livrent régulièrement à quelques-unes de ces acrobaties. On ne tergiverse pas : l'animateur de l'émission demande au public d'appeler immédiatement la station en s'engageant à envoyer un petit don d'un dollar ou deux. En direct, au cours de ces *pledges* les bienfaiteurs sont cités selon une fréquence proportionnelle au montant de leur contribution. Lors d'une récente campagne, un million deux cent mille personnes réagissent à l'appel lancé et 55 millions de dollars sont collectés. Ainsi se crée un nouveau type de relations entre une chaîne non commerciale et son auditoire décidé à l'aider. Un apport précieux mais insuffisant pour mener une politique de programmes ambitieuse.

Alors on fait aussi appel à des dons venant de capitaux privés. Depuis ses débuts, la télévision de service public bénéficie du mécénat culturel d'entreprise. Parmi les sociétés particulièrement généreuses : Mobil, Exxon, Ford et Polaroid. Leurs noms sont mentionnés discrètement lors de la présentation des émissions. Exxon reconnaît que le parrainage de programmes de qualité permet à la compagnie de développer une image de marque. La prestigieuse série « Great Performances », consacrée à la danse, au théâtre et à la musique, l'aide à atteindre cet objectif. Chez Polaroid, la route qui mène au mécénat est pavée de bonnes intentions : « Nous avons des obligations envers les citoyens de ce pays », nous déclare le président de la société.

La philanthropie est-elle au goût du jour ? Peu importe... Il est de bon ton d'accorder aux « sponsors » le bénéfice moral de leur participation financière. Même si l'on sait que l'analyse des *ratings* (les taux d'écoute, établis à partir de simples sondages, sont aussi peu discutés outre-Atlantique que les cours de la Bourse) monopolise leur attention. Et ces *ratings* indiquent qu'en mars 1984 53 % des foyers américains ont regardé la chaîne

environ trois heures par semaine. Ce qui représente quatre vingt-dix millions de téléspectateurs, parmi lesquels 63 % appartiennent à la catégorie des « cols bleus ». « Des chiffres éloquentes qui prouvent que le fossé séparant de l'élite la masse de la population tend à se combler », souligne Dennis Stanfill, le *chairman* de KCET (la station de Los Angeles).

Changer de sexe ?

Malgré des résultats encourageants, les entreprises submergées de demandes avouent que leur budget, lui, est en stagnation. « L'avenir de la télévision de service public est en danger. » Le cri d'alarme est lancé par ceux qui veulent changer de politique en prenant des mesures audacieuses : faut-il « ouvrir » la chaîne à la publicité ? Il y a quelques années encore, seul un petit groupe d'iconoclastes se risquait à une telle suggestion. Etomante évolution des esprits. Mais toutes les idées ne sont-elles pas bonnes à envisager lorsqu'il s'agit de survie ?

La pression économique prend le dessus : une expérience est tentée en 1983. Pendant plusieurs mois, des spots publicitaires font leur apparition sur les écrans de PBS. Le Congrès approuve le test

sous certaines conditions (la publicité ne doit ni interrompre les programmes ni dépasser deux minutes par heure).

Les annonceurs s'engouffrent dans la brèche. Le bilan positif surprend et ébranle les convictions des onze membres de la TCAF (Commission on Alternative Financing for Public Telecommunications), une commission gouvernementale qui étudie les problèmes financiers. Mais l'expérience, qui reçoit l'appui d'une partie de l'état-major de PBS, sème l'inquiétude dans l'esprit de certains. En particulier dans celui de la CPD (Corporation for Public Broadcasting), qui distribue les subventions fédérales. Aujourd'hui, les avis sont toujours partagés et les discussions assez vives entre les intéressés. « Accepter la publicité, c'est comme changer de sexe », affirme le responsable du marketing de PBS à Boston. La chaîne risque-t-elle de perdre ainsi son identité ? « Jamais vous ne verrez « Dallas » sur PBS », répond catégoriquement Frank Nesbitt, vice-président de la station de Chicago.

Inquiétude aussi du côté des trois grands réseaux commerciaux (ABC, CBS et NBC), qui ne sont pas prêts de partager le gigantesque gâteau des recettes publicitaires. La puissance NAB (National Association of Broadcasters), qui regroupe les sociétés de télévision est bien décidée à contre-attaquer. Mais, paradoxalement, les adversaires les plus acharnés se rencontrent par les sponsors. En contrepartie de leurs dons, les entreprises bénéficient d'importantes déductions fiscales. Et ce système ne s'applique que dans le cadre d'une télévision non commerciale.

Pris séparément, les discours de chacun semblent en effet bâtis sur une saine logique. Le changement est évident, mais rien n'est encore joué. Il reste à définir les échéances et les potentiels. Une seule priorité : le financement. Le nerf de la guerre. Faire rimer — à bon escient — art et dollar.

DANIELE LEGERON.

(1) Un réseau est composé de stations locales, qui jouent dans la production nationale l'essentiel de leurs programmes. PBS comprend 304 stations locales aujourd'hui. Les plus importantes sont à New-York, Boston, Chicago, Pittsburgh, Washington D.C., San-Francisco et Los Angeles.

(2) Plusieurs productions du réseau PBS ont été sélectionnées pour la huitième Convention internationale des télévisions publiques (INUTP), à Marseille du 14 au 20 avril.

Médias du Monde

Canada : Vancouver prépare Expo 86



Sur les bords de False Creek, le site de l'Expo 86 de Vancouver, en blanc sur cette photo-montage.

Enfin, le petit robot, vous attend à Vancouver... dans un an. La capitale de la Colombie britannique — fenêtre occidentale du Canada sur le Pacifique — en a fait la mascotte de son « Expo 86 », consacrée, du 2 mai au 13 octobre, aux transports et à la communication. Un slogan : « le monde en mouvement, le monde en contact ». Et plusieurs étouts. Premier étout : le site de l'exposition. Vancouver, entre l'Asie des nouvelles technologies et l'Amérique des idées neuves, est l'une des plus belles cités du continent nord-américain. Mer et montagne, buildings et verdure s'y mêlent avec bonheur.

Deuxième étout : le savoir-faire canadien en la matière. Montréal n'avait-il pas déjà accueilli l'exposition universelle de 1967 ? Les pouvoirs publics provinciaux et fédéraux, ainsi que la ville de Vancouver, espèrent en faire une opération bénéfique. On a chiffré l'impact économique total : 4 milliards de dollars, pour quinze millions d'entrées attendues (chaque personne devient rester en moyenne trois jours et demi). Pour l'exposition elle-même, le gouvernement fédéral alloue 145 millions de dollars, celui de la Colombie britannique 802 ; on attend 700 millions de dollars de la participation des exposants.

Troisième étout, le thème d'Expo 86. Les communications, transports compris, sont en plein développement. Un crâneau « porteur » et attractif. Une trentaine de pays se sont engagés (les pavillons modulaires, en acier tubulaire et poutres de bois, sortent de terre). L'expo comprendra aussi des pavillons de provinces can-

diennes, de deux Etats américains proches (Washington, Oregon) et de grandes sociétés canadiennes. Un monorail (brevet français) fera le tour du site de l'exposition (70 ha), en bordure de False Creek, une sorte de lagoon qui s'enfonce dans la ville. On construit activement une ligne de métro qui transportera les visiteurs jusqu'au pavillon du Canada : un paquebot de

béton et de matériaux synthétiques, à deux pas du cœur économique de Vancouver et à 1,2 km du site principal. Après l'expo, cette « Canada place » deviendra un palais des congrès.

De même, « l'Expo-centre » ne sera pas détruit : un dôme géodésique de dix-sept étages, avec trois théâtres, dont le plus grand système Omnimax du monde (une installation analogue à celle de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, voir le Monde daté 24-25 mars). Un film — *A freedom to move* — conçu pour l'exposition, a été tourné par le réalisateur québécois Michel Brault en quatre-vingts points du globe : en France, c'est le TGV qui a été choisi. Etant données les performances du système Omnimax (écran hémisphérique, les sensations (fortes) sont garanties. Le pavillon du Canada abritera une autre salle, la première à être équipée du système Imax (écran plat géant) en trois dimensions.

Qu'en coûtera-t-il au visiteur ? L'entrée est prévue pour 20 dollars canadiens (140 F), avec un forfait de 30 dollars pour trois jours (210 F). Les enfants et les plus de soixante-cinq ans paieront moitié prix. Il faut y ajouter, bien sûr, l'hébergement, les distractions... et le voyage : Vancouver est à 10 000 km de Paris.

Y. A.

Grande-Bretagne : la BBC est très écoutée à l'étranger

Cert vingt millions de personnes environ écoutent les programmes internationaux de la BBC, a annoncé la chaîne britannique, qui précise avoir battu son propre record. Ses auditeurs se trouvent surtout en Inde, en Afrique orientale et au Proche-Orient.

Les émissions en trente-six langues attirent environ cent millions d'auditeurs, et la « World Service » en anglais, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, environ vingt-cinq millions d'auditeurs. Parmi les millions écoutent également les programmes internationaux, signalés par le célèbre « This is London ». La BBC déclare que sa dernière émission, un programme de trente minutes en pachto destiné aux réfugiés afghans, a contribué grandement à faire remonter l'indice d'écoute. Parmi les deux millions de réfugiés présents dans les camps au Pakistan, 63 % l'écourent en effet régulièrement.

La BBC se classe au septième rang mondial pour le nombre d'heures de diffusion, derrière les programmes internationaux de l'URSS, d'autres pays du bloc soviétique, des Etats-Unis, de la

Chine et de la RFA. Elle a toujours affirmé détenir le plus fort indice d'écoute.

Pays-Bas : amélioration de la situation des quotidiens en 1984

La situation des quotidiens néerlandais s'est légèrement améliorée en 1984 par rapport à 1983 : les bénéfices se sont élevés à 9,5 % du chiffre d'affaires avant impôt contre 8,5 % l'année précédente, précise la Fédération des éditeurs de journaux (NDF) dans son rapport annuel. Cependant, le NDF n'est pas optimiste pour l'année en cours : soulignant que le coût des quotidiens reste élevé, elle s'inquiète surtout de la menace d'un accroissement de la publicité à la télévision.

Le tirage total (4,47 millions d'exemplaires ou moyenne quotidienne) a diminué de 0,8 % en 1984 ; mais le volume des annonces publicitaires a augmenté de 2,1 % par rapport à 1983, enregistrant une hausse pour la première fois en quatre ans. Selon le rapport de la NDF, il a été vendu l'année dernière 83 quotidiens pour cent ménages (contre 86 en 1983).

« Le Goût de la France »

A travers les provinces gourmandes.

C'EST le titre d'un très bel ouvrage de Jacqueline Saulnier et du photographe Robert Fresno (Flammario). Il vient d'obtenir successivement le Glenfiddich Award de l'Académie du Pure-Malt Whisky et le prix des Relais et Châteaux. Il le mérite. « Le Goût de la France », ce sont de magnifiques photos à travers nos provinces gourmandes mais aussi leurs recettes.

Il m'a plu d'y trouver la photo de Michel Petit, attablé dans le décor chaleureux qui fut celui de son grand-père (Chez Benoît, 20, rue Saint-Martin. Tél. : 272-25-76), et cela m'a donné envie d'y aller me régaler d'oie saucisson chaud suivi de l'aillette de bœuf braisée. C'est une des dernières rares maisons de Paris où le vin est mis en bouteille sur place.

Il y a plus de plus rares les bistrotiers où le vin est (bien) choisi par le patron. C'est là un goût de la France qui se perd, hélas !

Michel Petit sait choisir ses bouteilles, comme Michel Oliver sait, lui, découvrir des « petits » bourgonds séduisants de qualité comme de prix. Ce qui n'est pas facile.

Et puisque le oom de ce deuxième Michel me vient sous la plume (en vérité un clavier de machine à écrire !), comment ne pas signaler une fin de plus la régularité toute de gentillesse du

Bistrot de Paris (33, rue de Lille. Tél. : 261-16-83), la fraîcheur et du produit et de la conception culinaire, d'une mousse de crabe frais aux courgettes, par exemple, ou du boudin de volaille aux choux croquants, les gentils desserts. Et, notez-le, à partir de la semaine prochaine le Bistrot de Paris sera ouvert les samedis soirs. Quel meilleur endroit choisir pour une petite fête point trop coûteuse, dans un cadre bico parisien ?

Je viens de rappeler les beaux-las de Benoît, les bourgonds de Michel Oliver, mais voulez-vous découvrir les vins d'Alsace ?

En voici l'occasion : sans quitter la capitale puisqu'il s'agit de Morot-Gaudry (8, rue de la Cavalerie. Tél. : 567-06-85). On connaît et ce restaurant sur les toits et ce cuisinier de qualité. Il nous annonce, à partir du 15 avril, une quinzaine des vins d'Alsace avec deux menus dégustation (330 F vins et service compris), menus de six plats et dégustation de six vins. Le muscat 1976 de Léon Beyer accompagnant le foie de canard au muscat, un chasselas escortant la soupe de grenouilles, un gewurztraminer sur le mûster, évidemment. Et puis, ce sera peut-être pour vous découverte, sur le grand dessert, le gewurztraminer « vendanges tardives » de chez Hugel. Le voilà bien le... goût de la France !

LA REYNIERE.

PHILATÉLIE n° 1891

Les émissions monégasques

...prévoient, dans sa première partie de l'année, pour le mois de mai, de servir à leurs abonnés quatre-vingt-trois objets de collection : 19 timbres (45,50) ; 4 pièces (9,57) ; 8 taxes (9,20) ; 1 feuillet de (2 x 5) 10 timbres (25,50) ; 1 miniloc avec 4 timbres (10,00). Cet ensemble totalise 99,77 F, pour le premier semestre.

Centenaire du 1^{er} timbre de Monaco, (voir chronique n° 1890). Maquette et gravure de Czeslaw Slania.

Série « Europa 85 » : 2,10, prince Antoine I^{er} (1661-1731), mélomane ; 3,00, Jean-Baptiste Lully (1632-1687), violoniste et compositeur. Et les deux timbres en feuillet (2 x 5) pour cinq séries, avec inscription. Dessins et gravures de Cz. Slania.

Plantes rares du parc national du Mercantour : 1,70, berardia subacaulis ; 2,10, saxifraga floribunda ; 3,00, sempervivum alpinum ; 3,60, si-

lena cordifolia ; 4,00, primula allionii. Maquettes d'Odette Baillais. Impression hélio.

Mini-bloc perforé : avec quatre timbres. « Les quatre saisons du bachelier du pèlerin du Japon » : 1,00.

printemps ; 2,00, été ; 3,00, automne ; 4,00, hiver. Gravures de Georges Bérthoud, d'après les dessins de Pierrette Lambert.

Exposition canine internationale : 2,10, boxer ; hélio, d'après dessin de Jacques Combent.

Série timbres-taxe : écusson stylisé (nouveau type), 0,05, 0,10, 0,15, 0,20, 0,30, 0,40, 0,50 et 1,00. Hélio. (A suivre).

La série « Europa » 1985... célèbre l'Année européenne de la musique, par deux figures de chez nous, Adam de la Halle (ou le Bossu), né à Arras (1240-1285), auteur de motets, de rondeaux polyphoniques, et Darius Milhaud, compositeur (1892-1974), né à Aix-en-Provence. Vente générale le 29 avril (22 et 23/85).

2,10 F, bien sûr, bien sûr, noir.

EUROPE 1985 : 2,10 F, bien sûr, bien sûr, noir.

3,00 F, noir, bien sûr, bien sûr.

Formats 36,30 x 22 mm. Dessins et gravure de Joseph Rajewicz. Tirages : 10 et 6 millions. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les : - 27 et 28 avril, de 9 h à 18 h, au bureau temporaire, ouvert au Musée de la poste, 34, bd de Valenciennes, Paris-19^e. Obl. « P.J. » ; - 27 avril, de 8 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et à Paris 41, 5, avenue de Saxe, Paris-7^e. Boîtes aux lettres pour « P.J. » ; - 27 avril, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, et le 28 avril, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, par le bureau temporaire du Palais du Conseil de l'Europe à Strasbourg (Bas-Rhin). Obligation sans mention « P.J. ».

Le sigle et l'emblème de la CEPT étant protégés, il est recommandé de ne pas l'utiliser.

ADALBERT VITALYOS.

Les Tables de la Semaine

Cartouche Edouard VII

Cartouche est sorti de son repaire du boulevard des Filles-du-Calvaire (rassurez-vous, le maison existe toujours, animée par M^{me} Pécoux et toujours d'excellente cuisine !), pour venir à amuser au boulevard. Dans le cadre élégant et boisé d'un ancien restaurant-bar russe, l'ami Pécoux a donc installé une partie de sa glorieuse collection d'armagnac, amené ses petits vins amusants et son charbonnade-fraîche éprouvée. Et sa cuisine, enfin, de produits vous droits venus de la ferme paternelle, là-bas, au pays des marges, du foie gras, des fromages de brebis, de la tourtière landaise. S'y ajoutent le harang de la Belgique avec son verre d'armagnac blanc, des poissons bien préparés (lotte à la menthe et aux courgettes), un coquelet fermier, le mignon de veau au bleu des Cossues et d'innombrables desserts. Comptez 200 F et plus si vous vous attardez au foie gras (chaud à la vapeur dans sa feuille de choux, c'est une merveille) ! Et notez qu'à deux pas du théâtre on vous sert, en avant-première, dès 18 h 45.

• **CARTOUCHE EDUARD VII**, 18, rue Camardin, 75008 Paris. Tél. : 742-08-82 (fermé samedi et dimanche).

vins très honorable et comptez 250 à 300 F.

• **MA CUISINE**, 18, rue Bayen, 75017 Paris. Tél. : 572-01-36 (fermé le dimanche).

La Dariole

M. Drouelle, lui aussi, est victime du dernier Michelin. Mais là on croit deviner pourquoi ! S'il a perdu une étoile, c'est pour avoir, au rez-de-chaussée, installé un « Bistrot 48 », où au déjeuner les habitués du quartier peuvent remarquablement se régaler de cuisine simple mais généreuse en un menu à 90 F !

C'est un scandale, n'est-ce pas ? Montons au premier étage, retrouver la carte toujours originale, de la petite friture de tête de veau au cary à la pièce de bœuf vigneronne, du saumon mariné grillé à la moutarde au blanc de volaille aux moules safranées.

Régalez-vous. Amusez-vous avec le fameux vin bourguignon de Montreuil. Et comptez 250 F.

• **LA DARIOLE**, 49, rue du Collège, 75008 Paris. Tél. : 225-66-76 (fermé samedi et dimanche).

L'Ange gourmand

Un seul menu à 99 F net (avec la boisson et café vous arriveriez peut-être à 120 F), dans un cadre gentiment fantaisiste, avec Notre-Dame en face. Les touristes vont se régaler mais, dans le choix des cinq entrées et plats je me suis régalié également d'une salade de bœuf, du rognon de poisson et d'un millefeuille aérien. Ma voisine avait goûté avec autant de plaisir le gâteau de foie blond, la pièce de bœuf au poivre et un fromage (avec beurre demi-sel d'Echiré s'il vous plaît) ! Bons cocktails du patron, ancien barmen.

• **L'ANGE GOURMAND**, 31, quai de la Tonnelle, 75005 Paris. Tél. : 354-11-31 (fermé lundi midi).

L.R.

MAISON

A la japonaise

Le Japon fascine et déroute à la fois. Certains se réfèrent à son art ancestral, d'autres admirent son électronique de pointe. A Paris, deux nouvelles boutiques ont pris le Japon comme thème d'un mode de vie.

C'est à l'enseigne des Jardins de pierres qu'Aline Moussacou a installé dans une rue calme, reliant les rues de Sévres et de la Cherche-Midi. « Après quatre années passées au Japon, dit-elle, j'ai voulu recréer ici l'ambiance d'une maison japonaise. Celle-ci reste immuable. On s'y déchausse toujours à l'entrée pour fouler les tatamis et on y troque le costume à l'occidentale (porté à l'extérieur) contre le kimono. »

Dans la boutique, faite de deux pièces en enfilade donnant sur un jardin, sont fixés aux murs des stores et des cloisons coulissantes authentiques. Sur des estrades recouvertes de tatamis (ces fins tapis de paille ne supportant pas les chaussures) est présentée de la céramique japonaise de facture très diverse : bols et assiettes (à partir de 80 F) en porcelaine bleu et blanc à décors de montagnes et de fleurs, vases de formes très pures et d'anciennes jarres à thé en céramique noire ou brune, de 700 F à 5 000 F.

Aline Moussacou a rapporté du Japon quelques meubles anciens : des *tanus*, commodes aux ferrures plus ou moins ouvragées ; un *hi-bachi*, table basse-brasero à pétrole à petits tiroirs et foyer central en cuivre (10 000 F). Et vitrine, un curieux miroir de gei-

sha voisine avec des obis, larges ceintures de soie ornées de fleurs aux tons frais.

Tout près de la place Pereire, une boutique apporte un autre aspect du Japon. Kakemono est son nom, emprunté à ces panneaux muraux anciens, en soie peinte de paysages. Marie Lasseux, férue d'art d'Extrême-Orient, expose une paire, ainsi qu'un coffre coréen à sabbat cachant des petits tiroirs. La marquerie japonaise est représentée par une écriture ancienne faite de deux tout petits coffres à tiroirs reliés par une planchette repliable (6 800 F), et par un coffret, datant des années 30, à grands dessins marqués de bois clairs.

En pénétrant dans la boutique, l'étonnement vient de l'éclat des compositions florales qui jaillissent de toutes parts. Jacques Barrière en est l'auteur. Pratiquant l'art floral japonais (et pas seulement l'ikebana), il mêle des feuillages exotiques, des arums (parfois africains, rares à Paris) et d'autres fleurs, en bouquets construits selon la forme de ses coupes, poteries ou poteries. Mais on peut, aussi, lui apporter son propre vase pour qu'il y compose un décor à la japonaise.

JANY AUJAME.

• **Jardins de pierres**, 10, rue Mayet, 75006 Paris. Tél. : 783-99-06.

• **Kakemono**, 160, rue de Courcelles, 75017 Paris. Tél. : 764-03-60.

CUISINIER A TOURNUS

Jean Ducloux

Septembre 1933... Un jeune apprenti cuisinier de treize ans, Jean Ducloux, se présente au restaurant des Trois-Faisons, à Dijon, pour y prendre son service. C'est le point de départ d'une carrière peu commune, qui fit du jeune apprenti l'un des plus grands cuisiniers de France et un officier du très respectable ordre du Clou. Son restaurant, Greuze, à Tournus, est aujourd'hui unanimement considéré comme l'une des meilleures étapes de Bourgogne, avant de devenir prochainement un hôtel à la mesure de la qualité de sa table.

Jean Ducloux se raconte dans ce livre avec la trucidance et la verve robe-laisienne qui le caractérisent, retraçant pour nous son extraordinaire carrière au service de la cuisine.

Certaines des recettes apprises chez Dumaine ou proposées par Jean Ducloux à Tournus sont ici fidèlement rapportées, accompagnées de ces dizaines de « trucs » de cuisine hérités de cinquante années d'expérience.

Prix : 65 F.

Editions SOLAR

VOYAGES EXCEPTIONNELS

12 mai 1985

CONCORDE A MARRAKECH

- 4 jours 9-12 mai : 8890 F

- 7 jours 12-18 mai : 8490 F

Ces prix comprennent par personne transport aérien A/R sur Air France (voir superprogramme Concorde à l'aller ou au retour selon voyage choisi). Séjour hôtel 5 étoiles, demi-pension en chambre double. Transfert aéroport-hôtel. Visas guidés de Marrakech.

Rive gauche

l'Alsace à Paris!

8, place Saint-André-des-Arts, 6^e

326-89-38 / 21-48 - T.L.J.

DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS

Grillades - Choucroutes

Poissons - Coquillages

Séjour pour groupes de 15, 20, 30, 60 personnes.

Rive droite

AUX ROSES DE BLIDA

spécialités pieds-noirs à emporter

29, rue de Chazelles, 75017 PARIS

622-43-86

GARNIER

Le Restaurant de mer

Déjeuners, Dîners, Soupers

Duane d'Iludres

111, rue Saint Lazare,

75008 PARIS 387.50.40

LE GRAND CHINOIS

6, Av. de New York 16^e

723 58.21. (fermé lundi)

LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS

AIR FRANCE / ATLAS

CARTES OR CLUB SAUTERIE MUSEAU

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

VINS FINS D'ALSACE médailles CHARLES SCHLERET propriétaire viticulteur à 68230 TURCKHEIM

EXCEPTIONNEL BORDEAUX SUPER. 1970

36 b. 900 F fco/72 b. 1700 : cdc + ch.

BELLOT VIGN. 33620 LARUSCADE

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS

VENTEUIL 51200 Epemay. T. (26) 58-48-37

Vin vieilles en Foudre. Tarif s/dem.

MERCUREY A.O.C. Vente directe

12 bouteilles 1981 : 398 F TTC franco dom.

TARIF SUR DEMANDE - Tél. (85) 47-13-94

Louis Modrin, viticulteur, 71580 Mercuray.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

COTE D'AZUR

06500 MENTON

HOTEL MODERNE***NN. Près mer.

Sans pension. Tél. : (93) 57-20-02.

06500 MENTON

Hôtel CÉLINE-ROSE ***NN. 57, av. de St-Julien.

18. (93) 28-28-38. Chambres tout confort.

climatisées, cuisine, hall, coiffeur, lingerie.

Possibilité camp. printemps-dé 85 : 171 F 180 F T.T.C.

HOTEL DU PIN DORÉ***

Tél. (93) 28-31-00

Chambres et petits déjeuners

Confort et accueil réputés

Le meilleur emplacement de Menton.

Courte ville et bord de mer. Près du casino.

Jardin ombragé. Piscine d'été.

A 100 m des plages.

Bar. 2 salons de TV. Tél direct. Parking.

06500 MENTON GARAVAN

L'HOTEL VILLA NEW-YORK ***NN

vous propose son forfait printemps

à partir de 1 150 F en 1/2 pension

pour 7 jours/7 nuits dans un cadre raf-

finé, chambres tout confort, tél. direct,

TV couleur, parc exotique, terrasse,

parking clos. Cuisine du patron.

A 100 m des plages.

Doc. et réservation : (93) 35-78-69.

MONTAGNE

AROËCHE LA LOUVES

HOTEL LE MONARQUE (75) 67-80-44

Alt. 1.050 m. Pension 180/220 F net.

Propose : Excursions, stage de sophro-

logie et d'information.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice)

5 minutes à pied de la place St-Marc.

Atmosphère intime, tout confort.

Prix modérés.

Réservation : 41-32-333 VENISE.

Tél. : 411150 FENICE I.

Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO

GRAND HOTEL

COMPLÈTEMENT RENOVÉ

Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un

grand parc au centre de la cité.

Cuisine soignée. Dir. dès 1985 A. COTTI.

Téléphone : 1941/93/33-02-82.

TOURISME

COTE ATLANTIQUE - BAIE D'ARCACHON

VILLAGE VACANCES

« grand confort »

LE ROUMINGUE - 33138 LANTON

Tél. : (56) 82-97-48

Pension complète et demi-pension

(voir prospectus)

Distractions variées adultes et enfants

Plage privée surveillée - mini-golf

Tennis - initiation planche à voile

Excursions - soirées dansantes - ciné

TT - pêche

Résumé en juin et septembre

PLAGE MIDI. Parc loisirs.

Choix de locations. Dépliant, tarif gratuit.

BOISSET, 34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17.

Cap d'Antibes

Petits studios équipés, park., piscine, solarium,

plage, et tennis à 600 m. 2 pers. 1 semaine à

partir de 1 050 F. 4 semaines : 2 480 F.

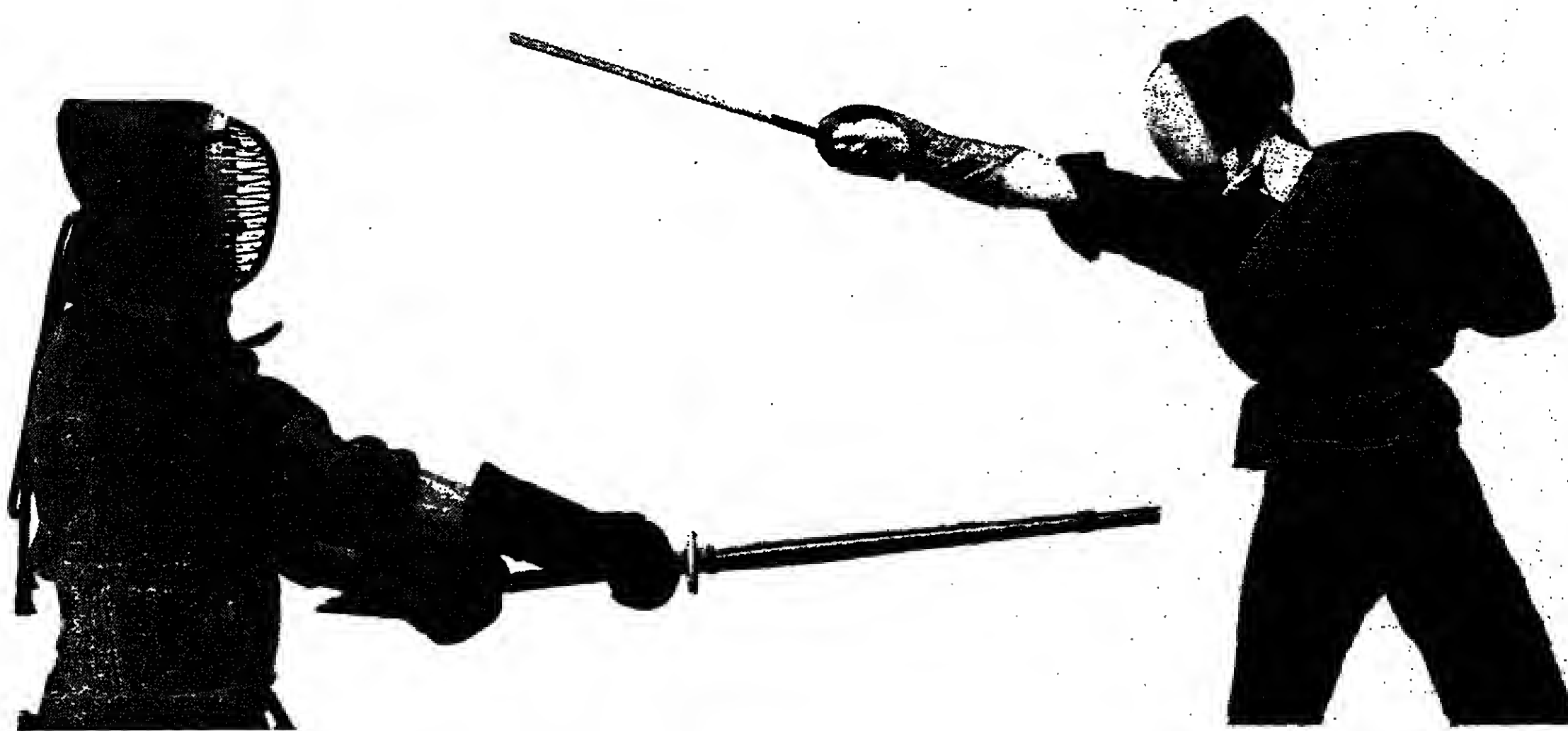
Jun : 1 380 F/semaine. Ete : 1 660 F.

ROI SOLEIL, 153, bd Kennedy,

06600 ANTIBES. (93) 61-68-30.

مكتبة الأصل

مكتبة الامم المتحدة



Coups de canne et de kendo

Art martial à la française et à la japonaise.

C'EST une querelle déjà ancienne qui rebondit régulièrement avec le développement de la pratique sportive. Entre les disciplines de combat « bico de chez nous » et les arts martiaux « made in Japan », c'est toujours la même question de suprématie. « Dans ce domaine nous n'avons rien à envier aux autres nations », affirment les tenants des arts martiaux hexagonaux. Et, de fait, il existe comme un air de famille entre le judo et la lutte bretonne, le karaté et la boxe française, le bâton et le jodo (voie du bâton en japonais), etc.

La canne, sport de combat typiquement national, et le kendo (la voie de l'épée) constituent l'un de ces couples de disciplines sœurs ennemies. Toutes deux sont, en effet, des dérivés de l'escrime : la première s'apparentant à l'art de manier l'épée, le second constituant un ersatz du sabre. L'une se pratique avec une badminton de 95 centimètres, en châtaignier, noisetier ou frêne ; le second avec un sabre en lattes de bambou (Shinai).

Kendo et canne tirent également leurs origines des temps anciens, même si leurs règles actuelles n'ont été codifiées que dans les cent dernières années. Mais si le kendo descend en droite ligne des combats au sabre traditionnel (katana) des samouraïs et se trouve ainsi l'héritier de grandes et nobles traditions, la canne, elle, arme de défense des modestes, est l'épée du pauvre.

L'un et l'autre n'ont pas traversé les ans de la même façon. Si la canne connaît surtout ses heures de gloire au dix-neuvième siècle, où elle faisait partie de la tenue vestimentaire, elle tomba ensuite presque dans l'oubli pour ressusciter — cette fois comme sport — grâce à quelques mordus, il y a une dizaine d'années. Le kendo, lui, a été transmis de génération en génération dans l'archipel nippon, où il compte vingt-trois millions de licenciés.

Le sabre a toujours constitué un symbole de richesse et de puissance pour les Japonais, mais le succès du kendo s'explique surtout par son apport spirituel. « Le kendo est un art martial par excellence », explique Jean-Pierre Reniez, kendoka cinquième dan et l'un des responsables du kendo au sein de la FFJDA (Fédération française de judo et disciplines associées), qui ajoute : « C'est à la fois un sport et une discipline spirituelle. Exercé dans un cadre traditionnel rigide (chaque leçon, par exemple, se termine par le salut devant le Shinza, lieu sacré du dojo), il a pour philosophie l'acquisition de la plénitude de ses moyens et la maîtrise de soi. »

La canne est loin de pouvoir se flatter de conduire à une telle élévation spirituelle. Certes, elle a ses principes moraux (la loyauté, le courage, l'absence de violence), que Maurice Sarry, le grand maître parisien, résume ainsi : « Nous cherchons à pratiquer selon les règles du dix-neuvième siècle. »

Mais on ne peut lui attribuer plus de valeur éducative que n'importe quel autre sport. D'autant plus que sa finalité — toucher l'adversaire plus souvent qu'il ne vous touche, dans un temps donné — ressort principalement de l'esprit de compétition.

La forme des combats, le déroulement des assauts et les qualités requises sont également bico différenciés entre canne et

kendo, même s'il existe une grande similitude entre les tenues des combattants et les protections qu'ils revêtent : pantalon, gants, veste et casque matelassés pour la canne ; imposante armure (dogu) sur une veste (bleu ouit) et une jupe-culotte, plus ou casque, pour les kendokas. De plus, les deux disciplines ont le même objectif : toucher, avec son « arme », une

des zones autorisées sur l'adversaire.

Mais le rapprochement s'arrête là, car l'emplacement de ces zones et la manière de porter les coups divergent. A la canne, on peut frapper la tête (haut et côtés), les flancs, la poitrine et les tibias, alors qu'au kendo on vise le haut de la tête, le ventre, le poignet et la gorge, c'est-à-dire partout où un coup peut soit être mortel, soit

mettre hors de combat. Quant aux coups, les adeptes de la canne doivent les porter avec le tiers supérieur de la main, à l'issue d'un mouvement complet d'extension du bras ; ceux du kendo doivent les donner avec ce qui est censé être le tranchant (figuré sur le shinai par un fil tendu) ou la pointe du sabre.

L'art de se déplacer et d'attaquer diffère aussi fortement les deux disciplines. Ainsi un engagement de canne ressemble à un duel de film de cape et d'épée (Alexandre Dumas père étudia d'ailleurs la canne). Sans cesse en mouvement, à l'intérieur d'un cercle ou d'un carré, les tireurs dansent l'un autour de l'autre une sorte de ballet, soigneusement rythmé par les chocs secs des bois qui se touchent, et au cours duquel feintes, sauts, flexions, volées et changements de main s'enchaînent à une impressionnante vitesse.

Rien de semblable dans le kendo, où la bataille fait d'abord rage dans les têtes avant de se conclure en un assaut furieux où les combattants se ruent l'un sur l'autre, mêlant attaques et parades. C'est le moment où l'on joue sa vie dans un engagement total du corps et de l'esprit qui réclame une grande énergie et une parfaite confiance en ses moyens. Alors que le tireur de canne gagne à force de souplesse, de résistance physique et d'inspiration tactique, le kendoka triomphe par son courage, son expérience, son sens de l'anticipation, et construit sa victoire avant même de frapper. Quant à ses déplacements, ils sont rationnels, naturels et scientifiques.

Ainsi, bien qu'ayant plusieurs points communs, la canne et le kendo ne se ressemblent guère. Ce qui les différencie surtout, c'est plus l'esprit et la finalité que des éléments concrets. D'un côté, un sport où l'on veut s'imposer aux autres. De l'autre, une école de développement physique et mental. Entre les deux, la fluctuante frontière qui sépare les sports des arts martiaux.

PATRICK DESAVIE.

Les sixièmes championnats du monde de kendo auront lieu les 13 et 14 avril, à partir de 8 h 30, au stade Pierre-de-Coubertin, avenue Dode-de-la-Brézère, 75016 Paris.

Le championnat par équipes se déroulera samedi, le championnat individuel dimanche. Les compétitions alterneront avec diverses démonstrations. Le lundi 15 : tournois provinciaux par grades et examens de dan.



Kendo

Les divers éléments de l'équipement d'un kendoka sont, le plus souvent, prêtés par les clubs aux débutants. La veste, en coton, et le pantalon sont d'un prix raisonnable (100 à 150 francs). L'ensemble des protections avec le men (casque composé d'une grille de fer, prolongé par des protections pour les épaules et pour la gorge), le do (cuisse de pro-

tection faite de bambous recouverts de cuir laqué), le tare (protections pour les hanches et l'abdomen) et les kotes (gants épais pour protéger les mains et l'avant-bras), peuvent coûter de 700 à 5 000 francs.

● Fédération française de judo et disciplines associées, 43, rue des Plantes, 75014 Paris, tél. (1) 542-80-90.

Canne

Le masque est assez semblable à celui de l'escrime, avec, toutefois, une protection pour la nuque. Une toile rembourrée recouvre le dos de la main. Des protège-tibias et une coquille peuvent être rajoutés. Le pantalon et la tunique sont en grosse

toile de coton de couleurs vives. L'ensemble de l'équipement coûte un peu plus de 1 000 francs.

● Comité national de canne et de bâton, 25, boulevard des Italiens, 75002 Paris, tél. (1) 742-32-27.

u.
pi
di
di
m
25
as
R.
va
pe
de
Af.
dei

f
par
sen
pré
aut
à u
l'in
M.
culi
vise
aut
che
dan

Ph
téma
pour
venti
des
mais
tous
les p